



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

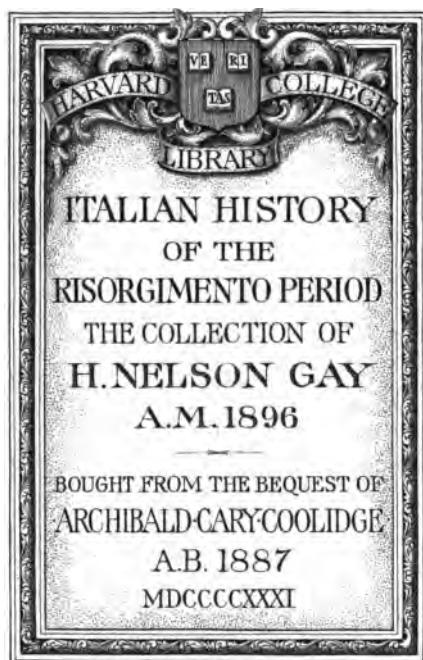
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



GOV 529.11.5



Exposition
Stat for Cat.
Bibliog.

STUDI
SULLE COSTITU

DEI POPOLI LIBERI IN EUROPA

SAGGI

DI SISMONDO DE' SISMONDI

VERSIONE DALLA FRANCESE

VOLUME UNICO.



BIBLIOTECA

DEL

PUBBLICISTA

**STUDI
SULLE COSTITUZIONI
DEI POPOLI LIBERI IN EUROPA**

SAGGI

DI SISMONDO DE' SISMONDI

VERSIONE DAL FRANCESE

PUBBLICATA

PER CURA DI FRANCESCO DIAS

UFFICIALE DEL MINISTERO DELLE FINANZE

VOLUME UNICO

NAPOLI

STAMPERIA DI SALVATORE DE MARCO

Vico S. Niccolò alla Garità n.° 14.

1848.

✓ 52.9.11.5

HARVARD COLLEGE LIBRARY
H. NELSON GAY
DISORGIMENTO COLLECTION
COOLIDGE FUND
1931

35-104
67

PREFAZIONE

Uno che lungo tempo abbia vissuto e lungo tempo abbia scritto intorno alla politica , vedesi quasi sempre ascritto a qualcuno dei partiti che scindono il mondo. Uom crede conoscere meglio i pensieri di lui che non gli conosca egli stesso ; a mala pena gli si chiede che cosa abbia detto, ma solo si abbada agli assiomi che leggonsi scritti sopra il vessillo che si suppone ch'ei segua. Il volgo gli tiene di fatti per verità fondamentali , e volentieri consente nel detto attribuito ad Omar : « Se tutti questi libri contengono alcun » che di più bella nostra professione di fede, e' sono falsi ; » e se la stessa cosa contengono, ei sono inutili ».

Io debbo dire che non condescendo in veruna professione di fede in fatto di politica e di crematistica ; conciosiachè pochi principi vi sieno, per quanto io sappia, dell'una e dell'altra scienza sì manifesti e sì evidentemente dimostrati, da non dovere sottoporli a novella disamina, e niuno poi da cui l'esperienza non ci abbia ammaestrati a dedurre conseguenze non mai dianzi avvertite. Io mi protesto di non voler essere ascritto ai seguaci di veruna bandiera ; perciocchè se frequentemente per avventura mi so-

Il libro ch' io pubblico ora non è altro quasi che la partita esposizione ed applicazione di questi principi. Mi son provato da prima a discuterli appartatamente. Degli otto *saggi* contenuti in questo volume, due sono stati pubblicati pressochè per intiero nella *Rivista dell' economia politica* del signor Fix; due altri, in essa parimenti riportati, hanno poscia subito grandi cambiamenti. Tutto il rimanente è inedito; e pochissimi esemplari anche dei primi furono volgati. Avvisai che si convenisse riunirli di nuovo come un solo tutto, dacchè contengono un trattato di dottrina politica, alieno invero da ogni partito, ma non isfornito di sodezza, poichè resistè quarant'anni all' urto di tanti ravvolgimenti.



INTRODUZIONE

ABBIAMO posto nome di scienze sociali a tutto quello spartimento delle scienze umane che si riferisce alla formazione e preservazione delle civili società, a tutte le speculazioni della teoria e a tutto il fondo capitale dell'esperienza che può illuminare gli uomini e scorgerli più francamente allo scopo pel quale s'uniscono e si accompagnano, vale a dire al loro comun pro. In molti rami dipartesi la scienza sociale, potendosi comprendere in essa, l'educazione, che informa gli uomini al viver sociale; la religione, per cui la civil società corrisponde col suo Creatore; la scienza militare, che insegna all'umano consorzio il modo di difendere contro di ogni altro quei dritti che ha posti in comune; la giurisprudenza, per cui esso impara a difendere i dritti d'ognuno de' suoi membri; la storia, che rappresenta, come in vastissimo specchio, ai consorzi avvenire i risultamenti delle speculazioni e dell'esperienze delle società passate. Noi non ci proponghiamo di spaziare per tutti questi rami dell'ampia scienza sociale; gli *studi*, i *saggi* che qui offriamo al lettore non versano che sulle parti di essa che parvero a noi più rilevanti, e che credemmo potere per l'opportunità utilmente chiarire. I primi di questi *saggi* verseranno intorno a due obbietti, l'uno de' quali si è la teoria dello stesso civile consorzio, o delle costituzioni dei popoli liberi; l'altro si è la teoria della distribuzione delle

ricchezze fra i membri di questo consorzio ; teoria il cui proprio nome si è economia politica.

Tutti gli uomini recano con seco, dalla nascita loro, il germe dello spirito di consorzio ; e per quanto selvaggio fosse lo stato in cui i viaggiatori ne hanno talora trovati, per quanto feroci apparissero loro, non istettero molto però questi viaggiatori a ravvisare in essi l'amore della propria specie, e il desiderio di ravvicinarsene. L'uomo si ammaestra con l'imitazione, e s'indanimisce con l'esempio ; ei non va solo in traccia del godimento che quegli animali i quali per naturale istinto sono portati ad assembrarsi in greggie, incontrano accompagnandosi coi loro simili ; ma sente il bisogno di far impressione sopra di questi suoi simili col pensiero, e di far uso con loro del preeminente mezzo di comunicazione datogli dal Creatore, vale a dire della favella. Non si è trovata finora stirpe umana, per quanto sfornita di tutti gli vantaggi sociali, che non fosse dotata di questo possente stromento, largito ad ogni individuo per far impressione sopra i suoi simili ; egualmentechè non sonosi trovati uomini che non avessero usata la favella per indettarsi fra loro di darsi vicendevole alta, di difendersi, di adoperare concordemente a fine di rendere la loro condizione di debolezze, di timori e di bisogni men trista e men dolorosa. Ond'è che non ci è dato di trovare in verun luogo l'uomo appartato onninamente dagli altri uomini ; e che solo con uno sforzo d'immaginazione possiamo figurarci quanto meschina creatura ei sarebbe se non facesse parte di una società ove ciascuno si porge scambievolmente alta, e protegge e difende il suo simile.

Meglio però conosciamo per esperienza l'effetto che può produrre in quanto alla felicità ed allo sviluppo delle facoltà dell'uomo, la forma più o men perfetta, più o men viziosa del suo consorzio ; diffatti nella costituzione della civil società possiamo osservare le più estreme differenze. Ne vediamo di sì miserabili, che quasi siam tratti a credere che all'uomo gioverebbe infrangere sì male augurati vincoli, e ch'egli meglio starebbe da solo, che accompagnato con altri a patti sì crudi ; ne vediamo altre che ci sembrano così perfezionate, così benefiche, che, mentre ne appariscono tali da non inceppare in verun modo lo sviluppo d'alcuna delle facoltà dell'individuo, nè da costringere alcuno dei suoi lodevoli desidèri, ci sembrano pure mallevarlo

sofficientemente dai tristi effetti delle proprie e delle altrui passioni ; in esse il lavoro dell'uomo accresce del continuo i mezzi di felicità , e nel tempo stesso anche l'uomo si mostra ognor più capace di goderne. Tra questi estremi , l'ordinamento sociale varia qua e là per infiniti gradi. Ma le condizioni del consorzio influiscono sempre direttamente , e in modo quasi decisivo così nella felicità come nel perfezionamento dei membri di quello.

Suolsi nelle scienze fisiche chiamare costituzione il complesso delle condizioni dell'esistenza d'un corpo, cioè di quelle che fanno sì ch'ei viva e faccia gli uffizi suoi. Quindi procedendo per analogia , si è applicato anche nell'ordine politico il nome di costituzione al modo di esistere d'una società civile, d'un popolo o d'una nazione ; indicando con questa parola il complesso delle leggi e degli usi che fanno di quegli individui insieme riuniti un solo corpo, un solo tutto, che adopera per la propria conservazione secondo una volontà comune. In questo significato, si dee dire non esservi Stato senza costituzione , poichè nessuna cosa esiste senza il suo modo di essere. In generale però si segue l'uso introdotto di non onorare col nome di costituzione se non le condizioni di esistenza più conducevoli allo scopo pel quale gli uomini si sono riuniti nei civili consorzi, quelle cioè che mirano a renderli migliori e più felici , e non a farli simili ai bruti , quello , per dirlo più brevemente, che la scienza approva ; ed è per tal verso che si distinguono gli Stati costituzionali da quelli che nol sono. Nei primi, la società è in obbligo di procurare a tutti , o almeno ai più, la sicurtà , la quiete pubblica , l'osservanza dei loro diritti , il godimento dei frutti del loro lavoro e dei loro averi ; essa adopera a promuovere lo sviluppo delle loro facoltà e il loro progresso in tutte le virtù coll'educazione , colla religione , coll' esempio , colla cooperazione di tutti nel maneggio della cosa pubblica ; negli altri all' incontro , fu veduta la società sacrificare talvolta bestialmente i diritti di ognuno per la supposta sicurtà di tutti ; lasciare esposti alle violenze ed agli arbitrii le vite o gli averi dei molti ; nulla operar per promuovere lo sviluppo delle facoltà dell'uomo , ed anzi talvolta eccitare e porre in opera in lui e contro di lui tutti quegli appetiti seduttori che fannolo vieppiù indietreggiare a verso le maligne od egoiste passioni , la dissimulazione o l'astuzia.

Due motori, cioè l'amore ed il timore, sembra che più di ogni

altra cosa dirigano le umane azioni ; e son quei dessi che si pongono in opera per tener gli uomini uniti nei consorzi che essi hanno formati. L'amore dei cittadini pei sociali istituti della propria contrada riveste diverse forme e caratteri ; talora ei non è altro che il sentimento di un interesse proprio ben inteso , talora esso è nodrito dalla personificazione della patria ; e questa patria ora si ama per quella riverenza che provasi per tutto ciò che è antico , per attaccamento alle proprie assuefazioni , per un sentimento di dovere e di gratitudine inverso a quest'essere protettore che si loca al di sopra di tutti gli altri esseri sulla terra ; e talvolta pure si ama come una parte di sè , e perchè si va superbo d'aver avuto parte nelle sue leggi , nelle sue determinazioni , ne' suoi destini. Qualunque sia la forma o carattere di questo amore , la costituzione che ha fondamento sopra di esso è liberale. Essa è adottata da uomini liberi , da uomini che hanno scelto ciò che loro si addice. Quella costituzione all'incontro (se pure le si vuol dare tal nome) che ha fondamento nel timore , è servile : a vece di porre per base che il civile consorzio siasi formato pel bene comune , essa lo tiene per istabilito a pro dei pochi e a spese dei più ; essa riconosce che sarebbe disciolta se i suoi membri fossero liberi , e che non regge se non in quel modo che sono tenuti in dovere gli schiavi , cioè per la tema d'un male maggiore.

Noi non abbiamo nè possiamo avere l'intenzione di proporre allo studio ed all'imitazione degli uomini altre costituzioni che quelle liberali , quelle il di cui motore è l'amore , quelle che si propongono per iscopo finale la felicità ed il perfezionamento degli uomini ; le quali sono anche le sole il cui congegnaimento possa essere stato l'oggetto di una scienza (1). Le altre , create colla violenza , e sostenute col timore , che non hanno rispetto ai più preziosi attributi dell'umana natura , e che non riescono ad altro che a tenere in obbedienza genti tralignate , viziose ed infelici , debbono riguardarsi come accidenti che ne additino solo i pericoli che dobbiamo sfuggire.

È cosa tuttavia pur troppo vera : l'umano pensiero , che con

(1) L'Autore intende parlare di una vera scienza , cioè coscienziosa ed utile all'umanità ; poichè pur troppo gli uomini , ed anche i grandi , come il nostro Macchiavelli e il Sarpi , a detta di alcuni , hanno fatto una scienza disonestissima del governare gli uomini col timore. (*Il traduttore*).

tanto amore e tanta premura pareva recarsi da ogni parte verso la libertà, si è ora intiepidito, si è infiacchito. Il dubbio è soten- trato a quella ferma fiducia ond'erano animati tutti i popoli; la via che guida al progresso, apparisce di bel nuovo incerta, e la più parte di quelli che ardentemente bramavano lo stabilimento di costituzioni liberali, ritorcono il pensiero da un subbietto che non presenta più ai loro desidèri una forma precisa. Gli amici della libertà, in quasi tutte le parti del mondo, sono caduti d'ani- mo e sconcertati; niun utile frutto hanno recato le rivolte ope- rate da loro; le massime che dicono aver vinte, non hanno pro- dotto alcuna delle conseguenze benefiche aspettate da loro; e i mezzi che loro pareva aver trovati o per mallevarne i diritti di tut- ti, o per fare che il popolo esercitasse certe potestà ond'erano dianzi investiti dei padroni, si sono sperimentati inefficaci.

Una più circostanziata rassegna dei popoli che hanno invocato il nome di libertà, accresce questo sgomento. Fra gli Stati che cinquant'anni fa onoravansi in Europa del nome di repubbliche, tutte quelle d'Italia e quelle altresì d'Alemagna sono state distrutte; la repubblica regia di Polonia è stata affogata nel sangue; le repubbliche delle Provincie Unite, ridotte a reame col nome di regno d'Olanda, non solamente non rifuggono dallo stato monar- chico, ma sembra eziandio che si pongano tra' fautori dell'idee retrograde. Le vecchie repubbliche svizzere sono state quasi tut- te poste sossopra da recenti ravvolgimenti; e quelli che gli han- no operati, mal paghi dell'opera loro, chieggono un' assemblea co- stituente, per poter dare alla patria loro una forma affatto nuo- va; molti poi di quelli che gli hanno patiti, dimenticando il tito- lo onde dovevano meglio insuperbire, cioè di figliuoli primogeniti della libertà in Europa, sembrano disposti a rinnegare e libertà e repubblica.

Nelle monarchie costituzionali si dice dubbioso egualmente il progresso. L'Inghilterra, che è la più saggia di gran lunga tra quelle e la più felice, ha introdotto un'essenziale innovazione nel- la parte popolare della sua costituzione; ma invece di rassodarla in tal modo, la vide da quel punto in ogni sua parte smossa; più violenti odii vi si manifestarono, più accanite furono le pugne dei partiti, gli antichi istituti si videro tutti minacciati di sovver- sione; di modo che non senza cagione gli uomini amici del loro paese poterono entrar in timore che fra non molto non rimanes-

se più reliquia di quella costituzione che avea formato per sì gran tempo la loro gloria. In Francia conseguivasi dal popolo nel 1830 una segnalata vittoria a pro del progresso contro il partito del movimento retrogrado ; contuttociò le voci tutte che ne vengono di Francia concordano in questo , che lo Stato ha da quel punto indietreggiato a vece di progredire ; i repubblicani incolpano di tradimento una parte dei caporali che gli avean guidati alla vittoria ; i legittimisti (così chiamansi i fautori della schiatta detrusa dal trono) dicono che un' autorità usurpata è sempre violenta e tirannica ; ed i ministeriali , quelli cioè che parteggiano a pro del reggimento attuale , non negano che il reame, dopo avere patito una rivoluzione , è troppo conquassato per soffrire ancora le libertà di cui avrebbe potuto godere in tempi quieti. Le piccole monarchie d'Alemagna , benchè quasi tutte dotate di leggi costituzionali , avveggonsi attonite di nulla possedere tuttora : in alcune i deputati sono costretti di dar l' assenso ad ogni cosa che venga proposta ; in altre non sono ascoltati , o vengono minacciati da esteri potentati , o veggonsi screditati per causa degli sforzi che pongonsi per farli parere inetti ed ignoranti. I reggimenti nati istantaneamente dagl' italici ravvolgimenti , si sono veduti accagionare da chi gli avea creati , d' aver lasciato perire la loro causa per imperizia , per debolezza o per inopportuni riguardi. Il Portogallo , che pur tanto ha pugnato e tanto patito per lo stabilimento d' una costituzione libera , che sì grande aiuto e di danari , e d' armi , e di consigli ottenne dagli stranieri per conseguire lo scopo , vede non senza ansietà compromesse le sue sociali istituzioni e l' istessa sua esistenza dai capricci di una giovane. Più acerbo ancora è il senso che ne fa pruovare la Spagna. Dopo aver pianto il suo servaggio e l' atroce ed assurda tirannia d' un monarca ingrato e spergiuro , eravisi risposto con grida di gioia alla chiamata che la vedova consorte e la figliuola di lui facevano alla nazione per la difesa dei diritti ch' esse le rendevano. Questa liberazione non altro ha prodotto che un' orrenda guerra civile ; da quel punto le due fazioni sono venute alle mani e combattono con inaudita ferocia , pretendendo entrambe il nome del popolo. La fazione per cui impugnan le armi nelle contrade settentrionali gli abitatori del contado e la cittadina plebaglia , è quella appunto che rigetta ogni innovazione , ogni allargamento dei dritti nazionali , e che ag-

gavigna, per così dir, con furore tutti gli abusi, tutte le superstizioni, tutte le divise del servaggio. Nè la fazione contraria desta maggiore speranza o fiducia: fu vista, fiera e violenta nel distruggere, inetta a riedificare, far impeto contro la religione, a causa della superstizione, farlo contro la real potestà che avevale ridonata la vita, a causa dei vizi della corte; contro le libertà e franchigie provinciali, per un vano amore dell'uniformità; contro la proprietà e la fede pubblica, per esimersi dal pagare i suoi debiti; fu vista, soprattutto, sconoscente e sospettosa, immolare rapidamente la riputazione di tutti i suoi servitori. Chiamava bensì a reggere lo Stato coloro che più avevano patito per essa, e dato più larga caparra d'affetto alla patria; ma in termine di poche settimane gli accusava implacabilmente di tutti i falli che da lei stessa erano stati costretti a commettere, li copriva d'ignominia, e li chiamava a capitale processo.

Mentresì tristo è il quadro che ci si presenta in Europa, più sconsolante ancora è quello che ci si para dinanzi in America. In quella vasta parte del mondo, tutte le regioni signoreggiate un tempo dagli Spagnuoli e dai Portoghesi, quantunque rette da costituzioni che diconsi libere, e che di vero furono compilate colla scorta dei più recenti saggi della Francia e degli Stati Uniti, non furono, dopo la loro sceverazione dal governo della metropoli, altro che un teatro di continue violenze militari, d'interminabili ravvolgimenti, di ruberie e saccheggi: di guisa che queste contrade che annoveravansi concordemente fra le più mal governate della terra, non hanno cessato di scapitare quanto a civiltà e quanto a prosperità da quel punto che si era creduto l'epoca del loro francheggiamento. Le regioni già popolate da colonie inglesi progrediscono tuttora per lo contrario con rapido moto a verso la prosperità materiale; ma affliggono esse pure, e forse più ancora gli amici della libertà. Tutto cospira in loro favore, e la pace al di fuori, e l'immensa estensione del loro territorio, inesaurito campo sempre aperto all'industria, e il pingue salario che vi tocca chiunque lavori, e la copia dei mezzi da porre a frutto i capitali, e l'annichilazione di tutti gli antichi abusi, e l'oblio di tutte le antiche fazioni. Il popolo che in quelle felici regioni in tanto numero si moltiplica, essendo nato d'Inglese, possiede come in retaggio la legislazione più accurata, l'amministrazione più adattata alle sue occorrenze, e accoppia tutte le cogni-

zioni e tutta l'esperienza d'un popolo antico colla vigoria d'un popolo nuovo, godendo così tutti i frutti della più alta civiltà. Eppure da alcuni anni non passa giorno che gli Americani non facciano arrossire gli amici della libertà. Al delitto di mantenere la schiavitù hanno essi congiunto il delitto di negare ed interdire ogni educazione alla schiatta dei negri; il delitto di ricusare quasi del tutto le guarentigie sociali ai negri affrancati, a cui sovrasta sempre il pericolo di essere strappati dalle loro case e cacciati di bel nuovo in servaggio; il delitto di punire con popolari supplizi ogni dimostrazione d'umanità ed anche di giustizia inverso a questa schiatta infelice; il delitto infine di non aver posto in opera una sol volta la forza pubblica onde reprimere oltraggi che tanto deturpano il nome americano. In ogni altro luogo, se la libertà, le massime moderne, e la repubblica non hanno prodotto gli aspettati frutti, si poté accagionarne le circostanze. Si poté addurre per escusazione, non essersi fatto abbastanza, non essersi ancora tratte dall'uguaglianza tutte le garanzie ch'essa può procurare. Ma in America le istituzioni democratiche si veggono in tutta la loro vigoria e purezza, e se ne ravvisa il risultamento; il quale ove sia vergognoso, convien dire che sono cattive le istituzioni medesime.

Tutta la parte servile d'Europa, che è tuttora assai numerosa, proruppe in grida di gioia in veggendo la causa della libertà disonorata da quei medesimi che suoi difensori si appellano. Gli scrittori retrogradi, ammettendo per un istante i nostri principi a fine di ritorcerli contro di noi, e riconoscendo che debbasi far giudizio delle istituzioni politiche a seconda della loro tendenza a produrre la felicità ed il perfezionamento di tutti, hanno sostenuto esservi maggiore felicità e perfezionamento in Prussia, in Danimarca ed anche in Austria, che non avessero potuto produrre le sì decantate istituzioni dell'America meridionale, della Spagna e del Portogallo, e quelle pure di Francia e d'Inghilterra, per quanto almeno si può far giudizio del reggimento di queste contrade dalle invettive dei fogli periodici francesi ed inglesi.

Cionnonpertanto, questo grido oltraggioso per l'umanità e sconsortante per ogni animo onesto, non ha che una falsa apparenza di verità. Noi rispondiamo in primo luogo ai gridatori, che tutte le miserie degli Stati liberi sono poste in aperto, ed anche magnificate senza rispetto del vero dalle gazzette delle opposte fa-

zioni, conciossiachè ne facciano queste strumento di scambievole depressione ed offesa. Sono esse in seguito ripetute diligentemente, e con maligne esagerazioni, dalle gazzette degli Stati servili, mentre all'opposto tutte le miserie onde gemono questi, sono sepolte in alto silenzio.

Risponderemo secondariamente che non si farebbe sano giudizio delle costituzioni servili, argomentando dallo stato in cui si veggono pervenute ai giorni nostri delle monarchie in cui l'opinione pubblica è stimolo e freno a vicenda. Non è avvertito abbastanza dal pubblico il felice impulso dato a tutti gli spiriti dallo studio posto recentemente nelle scienze sociali; i nostri contemporanei non sono in ciò a bastanza grati nè riconoscenti. Non nella parte liberale soltanto d'Europa, ma dappertutto si è confessato che lo scopo delle istituzioni politiche debb'essere la felicità e il perfezionamento di tutti. Nelle cantrade servili del pari che nelle altre, si giustifica omai la forma del reggimento allegando il bene che esso opera. Non vi si parla più, come a' tempi di Luigi XIV, della gloria del monarca, bensì della pubblica prosperità: se ne fa veramente un giudizio diverso dal nostro, ponendola soprattutto nella tranquillità e nel silenzio. Ma insomma questi governi adoperano, e taluni anche con ardore, a promuovere l'istruzione pubblica e l'addottrinamento di tutti i pubblici ufficiali, a prevenire o almeno ad occultare tutti gli scandali. Non vi sarebbe oggidì corte in Europa sì ardita per dare apertamente l'esempio dei vizi di Enrico III o di quelli pur solo di Luigi XIV. La giustizia non è più una feroce vendetta, nè gli spaventevoli supplizi che deturparono pur anco il regno di Enrico IV, desterebbono minore abominio negli Stati servili che negli altri; operose riforme s'introdussero insieme nei tribunali, nelle leggi, nei maestrati municipali. La Prussia e l'Austria, di cui contraponesi la tranquillità alle guerre civili di Spagna, meravigliosi progressi hanno fatto nello spazio di un mezzo secolo, e sonosi quasi del tutto rinnovellate. Entrambe hanno seguito l'impulso dell'opinione pubblica, careggiata dall'una, e temuta dall'altra, che pur si sforza di farla tacere; entrambe riformano la società antica, proponendosi di incominciare dalle fondamenta: con questo che l'una si scaglia dietro tutte l'idee moderne che non sieno politiche, e cerca la piena luce; l'altra si attiene agli antichi istituti e gli ammenta, puntella da ogni parte il suo vecchio edificio, e

procura di farne sparire tutte le mende : migliore assai che non porti la fama ; se non che ella teme il lume troppo spiccato, l'osservazione ed il chiasso.

La Russia è la sola regione della cristianità ove si possa trovare il governo servile nell'ispida e piena sua nudità. Colà egli è da vedere l'orgoglio in sublime muoversi a sdegno al solo pensare che possa darsi in qualche luogo una mente che la sua pareggi; colà ognuno che sia potente, che risplenda in corte, adoperare a gara a corrompere chi siede in trono con le più basse adulazioni; colà i depositari dell'autorità bruttarsi colla più turpe venalità, ed abusare del maneggio dello Stato come della giustizia per sopperire ad un fasto ed a spensierate larghezze che troppo soverchiano le loro legittime entrate; colà inflitti dall'imperiale vendetta i gastighi a province, a nazioni intiere; colà infine un popolo schiavo, ed una nobiltà alla quale ricusasi il più delle volte iafino alla venia di recarsi a respirare al di fuori un aere più libero. Eppure la Russia è uno Stato progressivo, la Russia ubbidisce anch'essa all'opinione pubblica, cui sforzasi di sbandire da se; la Russia s'innoltra con questo secolo ch'ella vorrebbe pure far indietreggiare. Senza del movimento accelerato che vedesi impresso a di nostri alle scienze sociali, senza le idee di nuovo reggimento, che recano il terrore nel santuario dell'antico, ben altro ancora sarebbe la Russia: ella sarebbesi ricondotta affrettatamente a tutte le massime della Turchia e della Persia, poste in confine con essa; uom non si proporrebbe nei tre imperi altro scopo che la gloria del shah, del soldano e del czar; e in pari tempo, di questi tre popoli, travolti egualmente nella polvere, quell'uno che cresce ora di numero e di ricchezze, sparirebbe dalla Moscovia tanto rapidamente quanto si vedono sparir gli altri due dalla Romania e dal Farsistan.

Ma dopo aver detto schiettamente ai servili che non s'aspetta loro di menar trionfo sopra dei liberali, e che tutti gli errori e tutte le disavventure di questi non fanno sì che gli sforzi loro cessino d'essere giusto e generosi, che il sistema cui volean distruggere non sia vituperoso e reo, e che la schiavitù non sia il massimo dei mali e dei degradamenti; confesseremo pure altamente che i propagatori delle nuove idee sono caduti in errori fondamentali; che oculati a bastanza per vedere il male cui volevano diradare, si apponevano al falso rispetto al bene che agguavano fondare;

ch'egli hanno creduto avere scoperto dei principi, quando all'incontro non avean per le mani che paradossi; e che questa scienza sociale, da cui dipende anzi tutta la felicità del genere umano, richiede nuovi studi più intensi e più profondi, richiede che il dubbio filosofico sottentri alle asserzioni ed agli assiomi empirici, richiede che l'esperienza dell'universo sia fatta manifesta per iscoprire tutte le connessioni tra le cause e gli effetti: essendo irta per ogni parte di difficoltà da rimuovere e di problemi da risolvere.

Prima d'impigliarci nella investigazione di questi errori e delle loro cagioni, prima di applicarci alla soluzione di questi problemi, è da premettere un'osservazione, la quale vorremmo saper esporre nella piena sua forza; perciocchè ci terremo assai più fortunati se dato ci fosse di farla scendere nel cuore stesso dei nostri lettori, che non se avessimo loro fatto abbracciare alcuno dei nostri principi. Ed è essa, che tutte le teorie politiche di cui a' tempi nostri osa dichiararsi seguace l'uno e l'altro partito, sono fondate sopra sentimenti benéfici e generosi. Il bene dell'umanità è sempre lo scopo al quale si pone la mira; l'intento comune è sempre quello di diffondere sur un più gran numero di creature umane ed in maggior copia, i vantaggi che dai seguaci dei rispettivi sistemi sono più apprezzati. Non tutti i sistemi son buoni, ma tutti ponno essere seguiti ed anche sostenuti con sincero animo: tutti hanno avuto fra' loro seguaci un gran numero d'uomini di cui erano affatto disinteressate le mire; tutti hanno dei punti a bastanza plausibili per adescare intelletti riconosciuti atti a far giusti giudizi intorno ad altre materie. Lungi pertanto dal porre in opera e accreditare quelle invettive che formano l'usato linguaggio della politica; lungi dall'usare queste parole che ci rimbombano ancora all'orecchio, di perfidi realisti, di egoisti aristocrati, di concussionari repubblicani, d'infami del giusto mezzo; lungi eziandio dal sostituirvi que' soprannomi burleschi in cui è sottintesa, se non espressa, l'ingiuria, sovvenghci che siamo tanti filosofi di setta diversa, che tendiamo tutti allo stesso scopo; sovvenghci che, mossi da uno stesso desiderio, indaghiamo tutti la stessa verità, cerchiamo la stessa sapienza. Imperciocchè con tale ricordo, invece di opprimerci scambievolmente, potremo, coi nostri metodi opposti, colle nostre esperienze indipendenti, illuminarci a vicenda.

Come potremmo essere concordi, quando la nostra ragione, umana e fallibile pur troppo, la nostra sensitività, la nostra ima-

sincérité dei loro cuori, con gli organi di che sono forniti, e nel sito ove gli ha posti il Cielo e' veggono ciò che noi non veggiamo, e non veggono ciò che veggiam noi. E se pure ci astenghiamo dal farci giustizia da noi, se non trascendiamo alla violenza, presumiamo essere tolleranti per ciò solo che ci accontentiamo di chiamar questi eretici, quegli altri nemici della loro patria, gli uni rimettendo al giudizio di Dio, e gli altri a quello dei tribunali.

Il volgo, è forza dirlo, il volgo, men certo delle sue opinioni, sarebbe di natura indulgente per le altrui, se non vi fosse chi procura d'infiammarne le passioni a ciò che tengano il luogo dell'intendimento; ma i capisette e i capiparte i mali preti ed i faziosi vengono a capo ben presto d'incipriugnire questa contrarietà di giudizi che non è altro che una contrarietà di percezioni. E' dicono al loro seguace com'egli mal proverebbe di sapere o di credere se non esecrasse e non profferisse anatema contro quegli che sa o crede altrimenti. Contuttociò l'uomo veramente religioso stende la mano a tutti quelli che cercano Iddio, quand' ancora lo veggano ben-altrimenti di lui; l'uomo veramente patriota stende la mano a tutti quelli che bramano di buon cuore servire alla patria, quand' ancora il sommo bene di quella apparisca loro altro che a lui non sembri.

Tornando da questa breve digressione al nostro proposto, cioè alle quistioni di politica costitutiva, preghiamo anzi tutto che non si obblii come le istituzioni sociali operino in due distinte guise, cioè sopra la società medesima per iscorgerla al suo scopo, e sopra gl'individui che vengono tanto o quanto della potestà investiti, per sublimarne in certo qual modo il carattere. La società è istituita per lo comune vantaggio, e per conseguirlo abbisogna del concorso della virtù, dell'ingegno e delle cognizioni nel governo: la prima quistione da trattarsi è relativa pertanto al rinvenimento di una forma di governo che procuri nei consigli, chente sia il modo di loro elezione, la maggior prudenza possibile, nei magistrati la maggiore integrità, ne' deputati allo spendio la maggiore economia, nei giudici la più gran rettitudine e cognizione delle leggi che si possa ottenere. Qui non istà però il tutto; e surge un'altra quistione: come cioè sia per operare sopra del popolo questa forma, questo ordinamento del governo, e se per esso sieno ispirate ai cittadini più grandi virtù, e diffusa la migliore popolare educazione. In fatti chi esercita una potestà

politica è una creatura più nobile e più alta di chi non ne esercita. Egli ha dovuto porre mente, come cittadino, a cose cui non avrebbe mai badato come suddito. Egli ha dovuto imparare assai più, ed assai più riflettere. A vece di non pensare che a sè stesso, egli ha dovuto pensare anche agli altri e al loro maggiore vantaggio. Ha pertanto aperto il suo cuore a più alti sensi, ha concepito un'idea più alta della propria dignità, e maggiori sforzi farà per non comprometterla.

Meglio comprenderassi questo duplice aspetto della politica costitutiva, venendo a parlare delle rispettive imprese recentemente adottate da due opposti partiti. Il partito del pretto realismo, abiurando l'antica servile dottrina, che per iscopo degli sforzi dei sudditi prefiggeva la più gran gloria del monarca, dice oggidì: Tutto a pro del popolo, nulla per mezzo del popolo. Questo partito soggiacque anch'esso all'influenza del liberalismo, ed ha progredito col progredire della scienza sociale, dacchè è giunto a dire: tutto a pro del popolo. Ma si potrà egli far tutto a pro del popolo, e non far nulla per mezzo di lui? Non si abbandona forse con ciò da bel principio uno dei due scopi delle politiche istituzioni, cioè il perfezionamento di tutti? La più alta di tutte le scienze, la più degna dell'attenzione e dello studio di tutti gli uomini, quella che è più intimamente connessa col morale sviluppo, colla beneficenza universale, si è la scienza che insegna a felicitare gli uomini. E la scienza del governo è ad un tempo quella fra tutte che meglio sviluppa l'intelligenza, e che richiede e porge occasione all'esercizio di più gran cognizioni. La partecipazione poi del cittadino nella sovranità è quello fra tutti gli uffici che più sublima il carattere, che induce nell'uomo il più alto sentimento della sua dignità, della probità con cui dee condursi, dell'onore che deve sempre serbare illibato. Il dire pertanto che nulla si vuole operare per mezzo del popolo è lo stesso che dire che si vuole privare l'universale degli uomini di quel poderoso'eccitamento alla virtù, di quella istruzione svariata, allettante e sempre nuova, di quella dignità di carattere, di quella altezza d'onore che il popolo non può trovare altrove che nella partecipazione nella pubblica potestà, nella libertà politica.

Se non che a questo grido di guerra un altro partito, cioè quello della pretta democrazia, ha risposto con un altro grido di guer-

ra, che dimostra essersi parimenti obblitate uno dei fini della scienza sociale. Tutto a pro del popolo, e tutto per mezzo del popolo, si è il grido dell'altro partito. Tutto per mezzo del popolo? Ma come mai si è potuto riconoscere che il popolo sia atto a tutto? La società per conseguire il suo fine, cioè il più gran bene del più gran numero, abbisogna di tutte le cognizioni, di tutte le virtù: or come fu egli dimostrato che alla sapienza dei più illuminati farà plauso la moltitudine? che la costanza dei più animosi ne sosterrà l'audacia, che la prudenza dei più avveduti ne modererà gl'impeti? che nella moltitudine saravvi e l'unità dei divisamenti, e la preveggenza, e la perseveranza, e la liberalità per le grandi cose, e l'economia nel complessivo maneggio delle pubbliche sostanze; cose tutte senza le quali la società pericola o viene afflitta? Tutto ciò invero non fu dimostrato nè dalla teoria, che dà per proverbio: gli affari di tutti essere gli affari di nessuno, nè dall'esperienza ossia dall'osservazione dei fatti; con ciò sia che ogni pagina dell'istoria dei popoli liberi attesti i pregiudizi, l'instabilità, la temerità, la versatilità, l'imprudenza, la prodigalità e la spilorceria della moltitudine.

Al solo veder espresso in sì poche parole un assioma politico, si dee diffidare della sua verità. Di fatti non v'è scienza che debba cosiffattamente piegarsi e modificarsi a seconda delle circostanze come la teoria costituzionale; perciocchè deve il legislatore operare sopra quel dato corpo politico, e non può crearlo a suo senno. Egli non è mai potente da ciò, ma non avrebbe nemmeno il genio necessario per farsene un astratto concetto. Il solo genio può vedere le cose che non sono, come se fossero, avvertirne gli effetti e prevedere ogni loro conseguenza: ma quest'altezza di concepimento non fu mai sortita dall'uomo in tal grado ch'ei possa applicarla alla più sublime, più rilevante, più svariata e più difficile dell'opere umane, alla creazione della società (1). I popoli esistono, ed i legislatori non sono quelli che loro hanno data la vita;

(1) Locke, il gran Locke, richiesto di dare un modello di costituzione sociale alla contea d'Albemarle, prima colonia della Carolina, provò, con discapito grave della propria fama, e maggiore degli altrui vantaggi, la vanità delle costituzioni imposte *a priori*. La Carolina dovette ripudiare la sua costituzione e ridursi a quella che le leggi, i costumi preesistenti e le sociali vicissitudini avevano introdotte nelle vicine colonie, se volle essere partecipe della felicità onde godevano quelle. (*Il Traduttore*).

i popoli esistono, e ciascuno di essi ha la sua propria costituzione (prendendo nel più lato senso questo vocabolo) dacchè esiste. Il legislatore non debbe mai farsi a correggere questa costituzione col roncione o l'ascia, ma solo con la lima. Ei debbe modificarla in guisa da renderla sempre più conducevole al perfezionamento ed alla felicità degli uomini; ma ponendo in ciò opera, non dee dimenticarsi giammai ch'ei può toglier la vita, ma non restituirla, e che questa vita può attenersi ad alcuno dei fili, degli organi ch'egli si avvisa di ammendare o sopprimere. Diresti che gli antichi poeti nell'immaginare l'allegoria di Medea avessero di mira i legislatori futuri. Credette Medea con una scienza tanto superiore all'umana, che si chiamava magia, poter rinnovellare le membra d'Esone, e ridonar loro la vigoria ed il rigoglio della giovinezza con plasmarle di nuovo a regola d'arte: tagliatolo a pezzi, lo fece bollire nell'incantato caldaio; ma non ne trasse che ossami.

Deve anzi tutto il legislatore guardar che sia salva la vita del corpo politico, tal quale essa è; e non dee toccare se non col massimo riguardo tutte quelle parti di esso che gli appariscono dotate di vitalità. Conservatore egli è, non già creatore. Non debbe cercare se lo stato federativo sia o no da anteporsi allo stato unitario; se la real dignità, il patriziato, la nobiltà, il clero, le popolari assemblee, le città coi loro privilegi, i comuni forensi, debbano o no aver luogo nella costituzione ch'egli proponesi di migliorare. Certo che è di sommo rilievo ch'ei prima consideri queste cose in astratto ed abbia in mente il più giusto possibil concetto del merito o demerito loro; ma deve altresì aver fisso nella mente il principio che questi son fatti che in ogni popolo si appresentano con condizioni diversissime, e che la vita del popolo, a pro del quale ei si affatica, s'attiene forse a questi fatti; e perciò anzi tutto si dee proporre per intento di dare a ciascuna di queste parti dello Stato, a ciascuno di questi interessi, ch'egli è astretto a rispettare, voce per parlare, braccia per difendersi.

Non siamo provetti abbastanza nella scienza sociale per sapere se le potestà che in uno Stato vediamo esistere, sieno necessarie: nulla ci pare immutabile nel mondo politico, e queste, del pari che altre potestà, saranno forse un giorno modificate od abolite; ma è d'uopo che prima sieno assoggettate a giudizio colla norma del generale interesse e dell'intelligenza della società; è d'uopo riconoscere che la loro anteriore esistenza dà loro almeno, per la salvez-

za di tutti, un diritto di resistenza. Guai pel corpo umano, se Medea, quantunque maga, ne amputasse nel ricostruirlo tutti quegli organi di cui non giungesse a comprendere l'uso e l'opportunità.

Laonde una costituzione, per essere ragionevole e consentanea ai veri progressi della scienza sociale, debbe malleare ciò che esiste, ma deve ad un tempo porgere a ciò che dovrebb'esservi, i mezzi di spuntare e di crescere. Duplice è sempre la sua natura, duplice l'ufficio suo. Per conservare e consolidare la libertà essa dee tendere a riunire come in un fascio tutte le intelligenze, tutte le volontà preesistenti in una nazione; ma per procurare la felicità della nazione ch'essa regge, deve in pari tempo tendere a ciò che gli uffici vengano tutti affidati a chi saprà meglio adempirli, a ciò che la potestà sia coordinata al maggior pro sociale, a ciò che conseguentemente ottengano una più decisiva preponderanza quelli che sono d'ingegno, di virtù, di cognizioni e d'esperienza forniti, quelli insomma che avendo il carico dei destini di una nazione, farannole compiere più sicuramente il suo pericoloso passaggio per a traverso tutti gli scogli, e la manterranno sempre a paro, non della folla, ma della più ragguardevol parte di essa.

Nel far giudizio dell'opera del legislatore, altri si guardi dal perdere d'occhio questo duplice scopo, questo duplice ufficio che a lui incumbe. Nella nazione ond'egli debbe perfezionare gli ordini havvi per avventura una famiglia che ha conseguito la potestà suprema. Questa grandezza ella forse la deve ai servigi prestati a' propri concittadini, o forse all'opposto a rei artifici, o ad una violenta usurpazione. L'istoria ne spiegherà l'esaltazione, e saprà dire se il popolo sia più o meno affezionato alla schiatta regnante. Ma in generale, quand'anco all'ingiustizia od al delitto si voglia attribuire l'origine sua, dacchè la sua potestà ha ottenuta la sanzione del tempo, il popolo ne ha confusi ed uniti gl'interessi con quelli dello Stato? Il principe nei tempi trascorsi è stato pei sudditi la personificazione in certo qual modo della nazione; le idee di durata e di gloria si sono identificate colla schiatta regnante; migliaia di persone vi si attengono e credono essere a lei debitori del loro sostentamento. Se la vedessero pericolante, tutti i suoi aderenti, per gratitudine, per affezione, per la potenza delle memorie sopra la loro immaginazione, accorrerebbono alla sua chiamata e si solleverebbero alla sua voce. In questa nazione vi è pertanto un possente interesse monarchico. Prima di quistio-

nare se i fatti sieno giovevoli o dannosi, è d'uopo riconoscerli; è d'uopo confessare che l'interesse monarchico è una delle parti vive della costituzione di questo popolo, e ch'è almeno dubbioso se altri possa estirparlo senza che il popolo perisca.

In tutt'altro modo si appresenta il principio monarchico nello studio puramente speculativo della scienza sociale. Questa ammette altresì per avventura in teoria esservi di certi uffizi che per bene di tutti non ponno esser esercitati, se non in quanto affidati ad una volontà individuale; questa riconosce che l'intensità d'attenzione e di proponimento, la piena guarenzia e la responsabilità morale non s'incontrano se non se in quell'uno che si determina da solo; che da quest'uno soltanto si può aspettare un'assoluta segretezza; che all'uno solamente appartiene la riunione di tutti i dati in un solo pensiero, la prontezza dei risolvimenti, l'avvedutezza delle scelte (quando dipende dal fine accorgimento) per rinvenire la persona acconcia ad ogni incumbenza; che infine l'entusiasmo non nasce laddove non v'è personificazione, e che l'uno soltanto in un urgente pericolo saprà infiammare le moltitudini, trarle incontro ai più gravi rischi, e indurle a sopportare i più gravosi sacrifici. Queste considerazioni affatto teoriche ed indipendenti dalle circostanze particolari, sono quelle per cui la scienza sociale ammette la necessità o almeno il grand'utile di un elemento monarchico nel governo delle nazioni, ossia dell'attribuzione ad un solo individuo ed entro certi determinati confini d'una potestà con niun altro divisa.

Ufficio del legislatore egli è di combinare quanto più destramente egli possa l'interesse monarchico preesistente in fatto, con l'elemento monarchico suggerito dalla scienza. Ei vi procede, non già dietro norme assolute, ma bensì avendo riguardo ai pregiudizi, agli affetti e particolarmente alle consuetudini ed assuefazioni: quand'anche la scienza avesse ottenuto quella precisione e quella certezza ond'ella è pure tanto disgiunta, ei dovrebbe guardarsi ben bene di cozzare con qualsisia sentimento popolare, schiantando ciò che gli sembra mostruoso, non altrimenti che guardarsi il medico dal raffazzonare un corpo vivo, anche irregolare, anche mostruoso, giusta le teorie anatomiche imparate nelle scuole.

L'interesse ed il principio aristocratico si appresentano anch'essi al legislatore, e in fatto ed in teoria, colla duplice loro

natura. Presso quasi tutti i popoli trova l'osservatore una nobiltà od un patriziato col suo splendore istorico, il suo punto d'onore, le sue massime esclusive tramandate di generazione in generazione, la sua educazione più accurata, e il suo talora lievissimo, talora grandissimo credito presso del popolo; gli è questo l'interesse aristocratico, interesse preesistente in fatto, e al quale è mestieri avere riguardo. Dalla scienza sociale s' impara poi a conoscere quanta sia l'efficacia e possanza dello spirito di corpo, quanta la costanza nelle avversità, la perseveranza in uno stesso intento, la prudenza, la parsimonia dei senati aristocratici, e il culto che insegnano a rendere alla patria, ponendola sopra di ogni altra cosa amata: gli è questo l'elemento aristocratico della teoria, che in una costituzione progressiva importa di combinare col fatto preesistente, in modo che vengano a sminuirsi per quanto è possibile, gli vantaggi della nobiltà, e ad ottenersi il più dei vantaggi dei senati.

L'interesse ed il principio democratico finalmente s'incontrano e in fatto e nelle idee, ebn la stessa opposizione e la medesima necessità di conciliarli. La parte ottenuta dal popolo nella potestà sociale è sempre quella in cui si osserva più irregolarità ed incostanza. E in fatti vedesi il popolo, senza che ne avvenga quasi veruna alterazione delle forme o delle leggi, afferrare a vicenda l'autorità con ardore, o abbandonarla per lassezza; vedesi la potestà sua, senza diversità di mezzi, talvolta angustissima e tal'altra amplissima. La moltitudine del popolo, al cui pre dovrebbero tutti concorrere, e il cui perfezionamento e felicità debb'essere lo scopo della legislazione, si è quasi sempre nei sociali primordii riservata una ragguardevole partecipazione nel governo dei propri destini; ma quasi da per tutto altresi se n'è lasciata in appresso qua più, là meno spogliare; conciossiachè di tutte le potestà politiche sia il popolo la meno vigilante e la meno ombrosa e tenera delle sue prerogative. Però questi organi della volontà popolare, per quanto sieno obliterati, potranno quasi sempre ricuperare la vita purchè e fintanto che il corpo intiero la serba. Havvi nelle memorie delle nazioni, nell'idea di un dritto antico una possanza straordinaria, che non vuole essere negletta, perciocchè essa sola può fare che si serbi ordine e moderazione nelle innovazioni. Le vestigia di questa potestà popolare ora si rinven- gono in certe assemblee nazionali a cui erano chiamati tutti i cit-

tadini, e cui in processo di tempo, essendosi dilatata la nazione, trascurarono di accorrere; ora in assemblee di municipio o di Comune in cui il popolo non opera se non come membro di un particolare consorzio, ma tuttavia vi dispone da padrone intorno ad ogni suo più immediato interesse; ora in assemblee elettorali, in cui nomina i suoi rappresentanti e gl'investisce della sua potestà. Qualunque sia la forma popolare esistente, essa è buona e degna di rispetto quando sia tuttora dotata di vita. E quand' ancora non altro più ne rimanesse che la memoria, od una vana immagine, basterà questa per attestare che ciò che è stato, può essere di bel nuovo. Probabilmente essa può ancora rianimarsi, probabilmente in essa appunto contengono tutti gli elementi del progresso nazionale. Si percorra l'Europa, vi si osservino accuratamente tutti gli Stati ed anche i più dispotici, vi si scrutini quale sia stata altre volte l'esistenza attiva dei Comuni e dei municipii, quale sia pur ora la loro esistenza legale; e si rimarrà sorpreso della loro liberale costituzione, dell'ampiezza dei loro diritti e delle loro prerogative, del pro che recarono un tempo alla società. Quasi da per tutto, a dir vero, i monarchi, poichè ebbero smisuratamente accresciuto i prodotti delle loro finanze e gli eserciti, sceverati trovandosi dal bisogno di giovare del zelo e della devozione dei cittadini, che all'uopo trattavano l'armi senza paghe nè altro, hannoli assoggettati all'oppressione, a quotidiani soprusi, e sono in tal modo venuti a capo di disanimarli e disgustarli. Persino in quelle contrade ove l'oppressione del popolo è somma, perfino in Turchia, in Persia, nelle Indie, ove chi governa credesi nato solo per arraffare, dove tutte l'imposte sono riscosse a forza, e dove la vita degli uomini è in sì vil pregio che il governo non pensa neanche il più delle volte a punire gli omicidii; trovansi nelle leggi, o nelle memorie del popolo istituzioni municipali che fanno meraviglia tuttora, e che spiegano la causa di quell'antica prosperità, di cui non si vedono più all'intorno che le rovine. Non v'ha forse sulla terra alcun popolo sì tralignato, nelle cui memorie od istituzioni non si possa trovare il seme soffocato d'una nuova grandezza popolare. Tali sono i fatti quanto all'interesse democratico, e questi fatti importa sommamente di studiarli in ciascun luogo prima di metter mano all'opera.

Nell'ordine dell' idee si dee porre mente anzi tutto all'elemento

democratico per quanto riguarda gli effetti dell'esercizio della potestà sopra di quelli medesimi che ne sono investiti. Siccome in questo caso il grosso intiero della nazione è quello che l'esercita, la sua influenza nell'educazione è ben più rilevante che quella degli altri elementi, perciocchè ciascuno vi soggiace. Ora la teoria, in ciò confermata dalla costante osservazione, ci dimostra che là dove il popolo viene a capo di far sentire la propria voce, egli si adorna di pubbliche virtù, s'illumina, s'erge a più alto grado nell'umanità; laddove all'incontro vedesi privato di questa partecipazione nella sovranità, ei traligna, ristrigne ogni sua cura nell'angusto cerchio della propria famiglia, od anche solo in sè stesso; discaccia dalla mente tutto ciò che non può recargli profitto, perciocchè ogni altro genere di riflessioni non gli cagionerebbe altro che dolore. Si distrae coi piaceri quando può procurarsi: è passeggera questa distrazione, ma per lui il presente è tutto, poichè l'avvenire è posto in man d'altri. Non s'attenendo alla società di cui è membro per altro vincolo fuor quello del timore, egli s'avvezza ben presto a seguire questo solo motore in ogni sua azione. La paura lo ha fatto servile in politica; essa lo farà vile nell'armi, e superstizioso nella religione. Tutto quanto l'Oriente giustifica questa teoria.

Se non che l'esperienza ci ha insegnato per altra parte, e forse soltanto dopo l'ammaestramento dei fatti ne ebbimo la confermazione teorica; l'esperienza, diciamo, ne ha insegnato che la potestà, ed in particolare quella assoluta, corrompe tutti quelli che ne sono investiti. I re, ove sieno di tempra gagliarda, diventano per essa burbanzosi, prosuntuosi e crudeli; se neghittosi, dannosi in braccio alle voluttà. Le aristocrazie tralignano anch'esse, e diventano diffidenti, ombrose ed implacabili. Nè meglio scampano i popoli da questa corruttela. Quando lor si devolve la sovrana potestà, non riescono essi men vanitosi nè burbanzosi di quello che sieno gli altri sovrani, nè meno avidi d'adulazione, nè meno impetuosi nell'ira, temerari nelle aggressioni, implacabili nelle vendette. Il carattere di ciascun cittadino in una democrazia, si guasta anch'esso a causa di quest'abuso continuo della potestà, di questa ebbrezza dell'adulazione, di questi impeti di collera e di altre passioni che gl'intricatori ed i sicofanti del popolo pongono cura ad aizzare continuamente. L'esempio dell'America giustifica quest'altra teoria.

Quanto è all'influenza dell'elemento democratico nella felicità sociale, sappiamo per esperienza e per teoria ad un tempo che ogni ordine di persone il quale non valga a difendersi, viene di necessità oppresso. Non havvene però altro che sia esposto a maggior pericolo che il grosso della nazione. Alla moltitudine impone sempre, chi impera, ogni sorta di sacrifici; essa dee somministrare uomini e danaro per la guerra, giusta od ingiusta che sia; sopra di essa cadono tutti i danni, tutte le miserie che arreca una trista amministrazione; epperchè i suoi sacrifici diventano sconfinati s'ella non può alzare la voce per far udire le proprie doglianze, nè al l'uopo il braccio per iscuotere l'oppressione.

Prendendo il vocabolo di *costituzione* nel suo più esteso significato, cioè in quello che comprende tutte le condizioni possibili dell'esistenza di un popolo, potevano le costituzioni distinguersi in quattro specie, vale a dire in monarchiche, viene a dir quelle in cui ogni potestà è ristretta in un solo; aristocratiche, ove la potestà è devoluta ad un piccol numero di persone; democratiche, ove il popolo impera; e miste, che comprendono tutte le varie combinazioni dei tre primi elementi, o di due di essi. Ma nel più angusto significato della parola, quello cioè che non comprende se non gli ordinamenti consentanei alla scienza sociale, non si può dire che un popolo goda del vantaggio di una costituzione se non quando egli sia preservato dal dispotismo, cioè ch'ei non sia in balla di un'autorità sconfinata e a niun sindacato soggetta. Ora l'esperienza ne insegna che ogni reggimento di forma semplice dipende in effetto e senza verun sindacato dall'assoluto volere del monarca, o dei magnati, o della moltitudine, o che per conseguenza è dispotico; ed essa ne insegna pure che molti governi di forma mista possono essere collocati nella classe dei dispotici, o perchè una parte della nazione vi si trovi esclusa da ogni partecipazione nella sovranità, o perchè le prerogative di ciascuno degli elementi vi sieno state mal combinate, per modo che l'opposizione d'un interesse conculcato non basti a metter freno alla collera od alle capresterie degli altri.

C'insegna pure la teoria che la sociale potestà non deve mai poter prendere risoluzioni che usurpino o ledano i dritti che da ciascun cittadino non si vollero lasciare in balla di tutto il consorzio. Imperciocchè questo fu istituito per lo miglioramento e per la felicità di tutti, e i suoi dritti sono appunto determinati da que-

sto scopo. Un tacito contratto evvi per così dire tra la società ed i suoi membri, pel quale ciascuno ha assegnato di certi confini alla sua obbedienza, od alla potestà che il governo può esercitare sopra di lui. Ognuno, volgendo in sè stesso lo sguardo della mente, vedrà questi confini delineati nel suo proprio cuore ancorchè non sieno scritti in verun luogo. In forza di questo contratto sociale, che è solamente presunto, e sopra del quale cionnonpertanto s'appoggia l'imperio e l'obbedienza, ciascun cittadino ha dato facoltà al consorzio di disporre, solamente però nei casi più gravi e solenni, persino della propria di lui felicità e della vita; ma non ha mai lasciato in balla della società la propria coscienza e la propria virtù. La potestà sociale cessa quando v'è ingiustizia. Essa può imporre al cittadino di sacrificare a pro di tutti gli averi e la vita, ma non l'onore; essa può far perire il colpevole sotto la scure dei tribunali, ma non ha il diritto di condannare un innocente, nè può, ch'è tampoco, irrogargli l'infamia od il biasimo ingiustamente. Qualunque sia il prezzo della vita d'un individuo, la vita dello Stato è ancor più preziosa; e perciò il civile consorzio ha diritto di sacrificare la parte a pro del tutto. Ma nell'ordine morale, e sotto il punto di vista del perfezionamento, la virtù dell'individuo è dedita il tutto, con ciò che sia l'eternità opposta al tempo; e il tutto stà pure in questo che l'ingiustizia pubblica e l'autorità di tutti s'arretti a fronte della coscienza di ciascuno.

Le costituzioni consentanee alla scienza sociale son dunque tutte costituzioni miste, quelle solo cioè in cui si possa negare l'onnipotenza alla potestà nazionale. Non vuo' dire con questo che la libertà consista, come tanto si è replicato a' nostri giorni, in un co-siffatto equilibrio fra le potestà, che sempre francheggi le une di una resistenza uguale all'azione dell'altre. Quelli che paragonano continuamente il governo ad una macchina, dovrebbero attenersi di più alla scienza medesima onde traggono il loro paragone, e rammentarsi che la conseguenza di una tale equiponderazione sarebbe l'assoluta immobilità. È d'uopo che la macchina operi; quest'è la prima delle necessità dell'ordine sociale. Occorre non già la separazione delle potestà, ma la loro cooperazione per uno stesso e medesimo fine; non l'equilibrio delle forze, ma la loro unione: è d'uopo finalmente che un solo volere scaturisca sempre dal cozzo e dalla fusione delle volontà sieno state ascoltate, che siasi posto mente a tutti gl'interessi, che tutte le cause sieno state pia-

tite, e che l'espressione della più alta virtù che si trovi nello Stato, illuminata dalla più alta intelligenza, pronunzi alla fine inappellabilmente sopra di qualunque siasi quistione.

Per giungere a termine di preparare o di prevedere questo risul-
tamento, poco cammino si sarà fatto, ove si squadernino soltanto
le carte in cui si sono ricapitolate sotto nome di costituzione alcu-
ne regole secondo le quali i cittadini o i pubblici uffiziali concorrono
ad esercitare la potestà sociale. La costituzione comprende tut-
te le consuetudini di una nazione, le sue affezioni, le sue memorie,
i suoi bisogni anche immaginari, del pari che le sue leggi. La me-
noma parte soltanto di una costituzione può essere scritta. E per
vederla intiera fa d'uopo accoppiare ad un profondo studio della
storia nazionale uno studio non meno scrupoloso dello spirito na-
zionale, delle abitudini domestiche, della contrada, del clima, insom-
ma di tutto che influisce nel carattere di un popolo. E invero non
v'è cosa che indichi meglio una mente a trafatto superficiale e
storta ad un tempo, quanto l' assunto di trapiantare la costituzione
di un paese in un altro, o quello di dare una nuova costituzione
ad un popolo, non colla scorta del proprio genio di esso o della sua
storia, ma col nudo presidio di alcune regole generali, chiamate
principi. Il mezzo secolo ultimamente trascorso, che vide nascere
tante di queste costituzioni posticcie od accattate, può anche fare
testimonianza che non ve n'ebbe una sola che abbia corrisposto
alle mire del suo autore, od alle speranze di quelli che le accet-
tarono.

Non siavi chi cerchi nei seguenti *Saggi* quelle regole generali
colla scorta di cui tanti giovani appena snidati dall'università si
riputarono atti a dare al proprio paese ed a quant'altri ve ne fos-
sero, nuove costituzioni. Nè si speri pure di trovarvi alcun com-
piuto disegno di monarchia o di repubblica, come neanche positivi
precetti intorno a quello che fia duopo cansare o distruggere. Anzi
tutto abbiamo detto: Studiate i fatti, ponete mente ben bene alle
circostanze, allo spirito del popolo, alle sue antiche memorie.
Poesia, passando a rassegna l'elemento democratico, il monar-
chico, l'aristocratico, abbiamo investigato quel che si poteva
aspettare o temere dall'adoperamento di ognuno di essi. Per ul-
timo, volgendo gli sguardi al riordinamento del civile consorzio,
abbiamo procurato di ricapitolare i progressi pei quali in istato di
quiete le monarchie possono senza scompiglio conseguire la forma

costituzionale, e le vie per cui, quando la società è andata a sqquadro, può restituirsi in libertà e quiete. Una sola di queste vie ci parve in tal caso sicura, quella cioè della lega, della federazione: perciocchè allorquando l'ordine sociale è andato soggetto ad uno di quei fieri commovimenti che distruggono l'abito dell'ubbidire e dell'imperare, e obliterano in ciascuno l'idea del diritto e della legittimità della potestà, il Comune è quel solo corpo che ricupera la sua vitalità, e gli uomini soltanto che si conoscono fra di loro e che s'affidano gli uni negli altri, ponno in tal guisa porre le basi d'una novella potestà sociale. Infine e da per tutto abbiamo inculcato ai legislatori che non è data loro la facoltà di creare, e debbono stimarsi felici se vengono a capo dell'intento di conservare nel tempo stesso che migliorano.



STUDI INTORNO ALLE COSTITUZIONI DEI POPOLI LIBERI

PARTE PRIMA

Dei diritti che il popolo può e deve conservare

SAGGIO PRIMO

**SE LA DEMOCRAZIA POSSA GIUSTAMENTE ARROGARSI LA SOVRANITA',
E DEL SUFFRAGIO UNIVERSALE.**

LLe aggregazioni umane che compongono ora dei popoli, si sono formate in tempi ai quali non giungono le nostre investigazioni. Noi veggiam questi popoli ingrandirsi talvolta per nuove agglomerazioni, li veggiamo tal altra volta dividersi, e più frequentemente ancora mandar fuori, per così dir, degli sciami e fondare colonie; ma non abbiamo potuto finora osservare una di quelle prime aggregazioni in cui si sieno riuniti uomini indipendenti, stranieri, nemici, con patto di usare un comune linguaggio, di porgersi scambievolmente alta, di difendersi e di riguardarsi non altrimenti che come membri di una sola famiglia. Ben concepiamo che la curiosità, gli affetti, i bisogni hanno dovuto attrarre l'uomo verso il suo simile; concepiamo il primo consorzio della famiglia, e la dominazione del capo di quella sulla moglie ed i figli; concepiamo l'aggregazione di varii capi eguali ed indipendenti; ma i nostri sguardi null'ove trovano società nascenti, società in cui l'efficacia delle

consuetudini e quella delle memorie e degli affetti non abbiano già creato quel comune interesse, quella fiducia, quella solidarietà, quella comunanza di vanti, di pregiudizi e di speranze, che informano il popolo di uno spirito individuale, e dannogli una forza vitale, necessaria per tenerlo unito fra l'urto degl'interessi diversi e delle opposte passioni.

Eppure a quel tempo a cui non può giugnere l'osservazione vorrebbero alcuni filosofi che ci riportassimo per poter concepire come gli uomini riuniti e persuasi della necessità di venire indirizzati da un volere comune, non abbiano trovato altra più semplice espressione di questo volere che quella dell'opinione del maggior numero di loro. E in vero la nostra immaginazione ci rappresenta questi uomini come indipendenti e credentisi uguali; e il raziocinio ne tragge a credere ch'egli abbiano riconosciuto essere necessaria una potestà che reggesse, e che la prima che siasi appresentata al loro pensiero, sia stata quella che prima d'ogni altra al nostro si appresenta, cioè la potestà del popolo stesso.

Però la nostra immaginazione o il nostro raziocinio, in quanto dopo di avere riconosciuto la necessità di una potestà, e ammesso la convenienza della potestà del popolo, ne conchiudessimo difilatamente che i pochi erano e sono astretti di sottomettersi ai molti, procederebbono più affrettatamente che non l'immaginazione o il raziocinio loro. Quegli uomini, attratti l'uno inverso dell'altro da uno scambievole istinto, hanno invero potuto all'uscir dalle selve pattuire di aggregarsi per la comune difesa, per raccogliere in comune i frutti della terra, per giungere con isforzi accoppiati la selvaggina fuggente, per guarentirsi scambievolmente i prodotti della rozza loro industria, per proteggere le mogli ed i figli di quelli che pel comune pro si allontanassero. Ma l'idea di assoggettare la volontà loro non è una necessaria conseguenza di questi varii desiderî. Dibattendosi continuamente contro il bisogno, quegli uomini non avevano l'agio di sviluppare in sè stessi molte idee; e loro pareva che lo scopo del consorzio fosse cosa sì semplice da dover tutti esser concordi per aggiungerla. Poco necessario sembrava loro il cercare se fosse dritto che un uomo seguisse l'altrui volere anzichè il proprio, perciocchè credevano che una sola dovesse essere la volontà di tutti. Quest'era però un inganno, e non istettero molto a convincersene coll'esperienza. Già eranvi tra loro membri diversi, altri vecchi, altri giovani, chi

segnalato per destrezza, e chi per gagliardia di corpo, chi rinomato per prudenza, e chi per temerità. Fin dalla prima consultazione, tenuta pur anco nelle selve d'America, intorno ad un progetto di caccia o di pesca, alla migrazione della tribù, od alla guerra con un'altra popolazione, fu forza per loro avvedersi come le opinioni fossero discrepanti, come in tanta eguaglianza d'interessi, in tanta parità di condizioni, ciò che per uno era certezza, fosse dubbio per l'altro; come il comun pro apparisse a ciascuno con diverso aspetto, e come infine colla migliore candidezza, la ragione non bastasse per convincere, l'eloquenza per persuadere.

Ma le società non sono rimaste in questa eguaglianza di privazioni; ciascuno dei loro progressi ha addotto una qualche differenza negl'interessi di quelli che le compongono; differenze derivanti o dall'intelligenza, o dalla ricchezza, o dall'immaginazione, o dalla sensitività, o dal sapere. Quando parecchi piccoli consorzi si riuniscono in un solo, veggonsi apparire nuove differenze di schiatta, di linguaggio, di religione. Ciascuno dei progressi della società rende più notabili queste differenze; perocchè quanto più l'uomo si sviluppa, tanto più si dilatano le sue idee, e più si viene ampliando il campo nel quale possono trovarsi le sue opinioni in conflitto. L'incivilimento concorre e segnar sempre più l'individualità; e benchè faccia che gli uomini rivestano un'esterna uniforme apparenza, ogni cognizione, ogni pensiero, ogni sentimento di cui vien dotato l'uomo incivilito, è per esso lui un'occasione di differire da' suoi simili. Per grande che sia una nazione, non vi si troveranno giammai due individui di cui identico sia il pensiero. La quistione appresentatasi per la prima al selvaggio, se sia diritto che l'uno segua il volere dell'altro, anzichè il proprio, si appresenta all'uomo sociale in tutti i varii gradi del suo perfezionamento. Quanto più ei s'inoltra, tanto più difficile ne è lo scioglimento. Ma poichè una tale quistione non si scioglieva da sè nei primordii delle società, poichè presso i popoli che ne sembrano più vicini alla primitiva aggregazione, non troviamo ch'ella sia stata sciolta colla sottomissione del minor numero al maggiore, ne sembra cosa inutile a trafatto il tener dietro ad una ipotesi che non si può sincerare con veruna osservazione. E non nei primordii delle società, ma nel loro stato attuale dobbiamo procurar di trovare il principio della potestà, e quello dell'ubbidienza.

Nei primordii sociali del pari che negli ultimi sviluppi, lo scopo del consorzio dovette sempre essere lo stesso, il bene cioè di tutti: la tendenza a questo scopo è quella che ha dato origine alla podestà, ed è pur quella che la mantiene e che porta l'obbligo dell'obbedienza. Se non che, addentrandosi meglio nell'argomento, si scorge bentosto che questo scopo presentasi sotto due aspetti diversi. La società chiede anzitutto che l'autorità sia affidata a quelli che se ne valgono pel bene di tutti, e che questo bene sappiano ravvisare e desiderino di procurare. È perciò duopo ch'essa trovi modo di deputare all'esercizio delle potestà sociali gli uomini più illuminati e più virtuosi della nazione. È questa la costituzione del governo. Per altra parte, essendo verità dimostrata dall'esperienza di tutti i tempi e di tutti i popoli che chiunque eserciti una potestà politica, è disposto ad abusarne, e che chiunque è privo di ogni diritto e d'ogni potestà politica, pericola di essere oppresso, è mestieri altresì dare non solamente a tutti i cittadini, ma ad ogni ordine di essi, ad ogni interesse che esista nello Stato, ad ogni opinione indipendente e sincera, quelle guarentigie e ripari che gli assicurino da ogni altrui imprudenza o soverchieria: ed è questa la costituzione del popolo.

Questo duplice aspetto delle politiche istituzioni sfuggi alla mente di quelli che a' di nostri in Francia ed in Inghilterra si attribuiscono esclusivamente il vanto di propugnatori della libertà. Non che riconoscere, come gli antichi filosofi e gli antichi legislatori, la somma difficoltà che si deve incontrare per indurre l'uomo libero a sottomettere la sua ragione e il suo volere ad un altro volere e ad un'altra ragione, sieno poi de' saggi, sieno della moltitudine, e la difficoltà non meno grande di ottenere che dopo aver sottomesso il voler suo, il suo raziocinio, egli non abbia mai a pentirsene; i moderni propugnatori della libertà avvisano che un'idea semplicissima, un calcolo per così dire matematico, possa risolvere il fondamentale problema dell'ordinamento politico. Poco monta, dicono essi, che gli uomini sieno eguali o disuguali di capacità, d'ingegno, d'esperienza. Cara è a ciascheduno l'esistenza, uguali sono i diritti di ciascheduno, e ciascheduno conosce probabilmente quel che gli si conviene meglio d'ogni altro. A che pertanto, soggiungono, si metterebbe egli sotto l'altrui tutela? Se il popolo, proseguono, elegge egli stesso le persone che eserciteranno la po-

testà, se le cappa egli solo, se le investe di tutte le facoltà di questo consorzio che il popolo solo compone, sarà sempre il popolo stesso che si regge da sè, ed egli si reggerà sempre bene. Può egli darsi che il popolo voglia nuocere a sè medesimo? Può egli supporre che il popolo non sappia quel che gli torna a conto, e che tra tutti non si abbiano tutte le cognizioni? Ma nel dir questo essi eludono la prima difficoltà invece di risolverla. E' parlano del popolo: in che cosa consiste il popolo? Che cosa ha potuto indurre il minor numero a scostarsi dalla propria opinione per ciò solo che il maggiore ne ha manifestata un' altra?

Non basta in effetto l' avere un governo popolare; egli è mestieri altresì ch' esso compia l' ufficio suo: e quest' ufficio, non che essere semplice e fatto per tutti, è all' incontro il più rilevante, il più astruso, il più difficile insomma dei compiti che possano assumersi gli uomini. L' antica massima degli economisti francesi, *lasciate fare e lasciate passare*, data da essi per norma di governo quanto alle leggi riguardanti il traffico ed ogni progresso della ricchezza nazionale, ha indotto il pubblico a credere troppo facilmente che l' azione della potestà sociale essere debba negativa, e che destinata soltanto ad impedire il male, essa meglio corrisponda al suo fine con istarsene cheta. Troppo facilmente si è creduto che bastasse teglier forza al governo; troppo inconsultamente si è sdimenticata e l' azione a cui dovea servire questa forza, e la scienza che doveva indirizzare l' azione.

Quale è lo scopo dell' uomo? Quale si è quello del consorzio civile? la felicità ed il progresso di tutti. Sovvengaci sempre che questi due obbietti de' nostri voti debbono andare di conserva, che la prosperità senza perfezionamento non è sufficiente. Queste due cose voglionsi per tutti e per ciascheduno; voglionsi pel popolo intiero e per ciascuna famiglia e ciascuno individuo che lo compongono.

Per conseguire questo duplice scopo, non basta la cognizione delle leggi vigenti, di quella giurisprudenza che è sufficiente a render celebri molte esimie persone; è d' uopo sollevarsi a conoscere la filosofia della legge, la teoria dell' azione del maneggio delle cose pubbliche e della giustizia sopra degli uomini. Non basta conoscere le varie scienze e gl' istituti d' istruzione delle varie società per erudire la gioventù; è mestieri sollevarsi tant' alto da conoscere la filosofia dell' educazione, la teoria della distribuzione

dei lumi intellettuali e morali, in modo da avviarli viepiù, e da diffonderli più largamente. Non basta aderire di cuore e sinceramente alla religione che si professa; è d'uopo erger la mente a giudicare lo spirito religioso degli uomini, il bene ed il male che ne può derivare; è d'uopo disciogliersi dallo spirito angusto ed intollerante delle sette, e aprire l'adito ai progressi nella religione medesima. Non basta intendere la crematistica, lasciar fare e lasciar passare la ricchezza; deesi regolarne la spartizione in guisa da procurare la maggior agiatezza materiale, ed il maggiore rispetto possibile al povero, cosicchè possa esercitare egli pure il suo intendimento, praticare le virtù, venire in cognizione dei suoi doveri, e infervorarsi nel loro adempimento. Non basta finalmente che la potestà sociale procuri al popolo ch'essa regge, tutti questi vantaggi; chè ella deve provvedere altresì a ciò che altri popoli non gliene rapiscano. Perciò chi regge debbe conoscere la forza rispettiva delle nazioni, gl'interessi loro, e i loro affetti; debbe conoscere gli obblighi loro imposti dai trattati e dal pubblico diritto; deve infine conoscere i mezzi di difesa, l'ordinamento delle finanze, le sostanze della nazione, la crisologia, che è quanto dire la teoria della moneta e del pubblico credito, la strategia, la marineria e tutta insomma l'arte della guerra. Per fermo, chi tutto quanto l'ambito delle scienze sociali colla mente discorre, rimane sbigottito in veggendo quanti studi vi si richieggano, quanto ingegno, quanto genio e quale altezza di carattere.

Havvi, dicea spesso volte la baronessa di Stael, un'opinione più ancora assennata e giudiziosa di quella dell'uomo più ingegnoso ed assennato che siavi, ed è l'opinione del pubblico; perciocchè questa pubblica opinione comprende tutte le più assennate particolari opinioni, le dichiara, le acuisce l'una coll'altra, ed è infine la somma del loro meglio, e non la media proporzionale tra le più giudiziose e le più assurde. Havvi parimenti nell'opinione pubblica una scienza sociale intiera, sviluppata e più profonda di quella che abbia potuto conseguire giammai pubblicista veruno. Ed è questa opinione che noi vorremmo vedere in atto ed in trono, con proclamare la sovranità della nazione. Imperciocchè noi pure invociamo questa sovranità, ma intendiamo a dire con questo, che regga sovraneamente l'intelligenza nazionale, l'opinione illuminata, virtuosa e progressiva che si è formata nella nazione. Per concepire uno stato migliore della società e tradurlo in at-

to, per promuovere il progresso di tutti, è mestieri procedere tutti; e occorre non solamente ingegno, ma genio. La nazione non può essere ben governata se non che da' suoi più virtuosi e più illuminati cittadini. Non essi hanno dritto per causa della loro virtù e della loro intelligenza, di reggere; ma bensì la nazione, come sovrana, ha diritto di giovare di tutta la loro virtù ed intelligenza. S'ei fossero collocati in disparte, se si facesse di loro un aristocrazia reggitrice, creerebbesi un certo loro interesse di corpo, di casta per così dire, che distruggerebbe probabilmente questa virtù e questo raro intendimento; ma se per tema di conceder loro più che non porti la loro egual porzione di sovranità, si lasciano nella minoranza in cui sono necessariamente collocati, si perde con ciò tutto l'utile di questa virtù e di questo intendimento, che alla nazione appartengono, e non si ottiene lo scopo.

La nave dello Stato è certamente più difficile a governarsi di qualunque naviglio: eppure se questo s'aggiri in un mare ignoto, e tra mille ignoranti contenga un pilota abile, questi ignoranti sarebbero pur mentecatti quando non gli ponessero in mano il timone, o presumessero di determinare a maggioranza di voci la sua navigazione. Non il pilota ha diritto di governare il naviglio, ma bensì tutti quelli che corrono un'egual sorte hanno essi diritto di giovare dell'abilità del più abile per mettere in salvo le vite e gli averi di tutti. Lo scopo del consorzio è quello in effetto di porre in aperto il più grand'ingegno e la più alta virtù onde giovare pel più gran bene di tutti. In un gran pericolo, in una profonda commozione, ben di rado vien meno nelle moltitudini quell'istinto che loro fa ravvisar la grandezza: dimodochè il genio consegue spesso volte senza fatica il posto che gli si deve. Ma non avviene frequentemente che le quistioni politiche ispirino al popolo il sentimento del pericolo ed il bisogno della confidenza in altrui. Se intorno alla maggior parte di esse richiediamo l'avviso di ciascheduno, ben altro otterremo in risposta che l'espressione dell'opinione nazionale. La plebe, rozza ed ignorante, e quasi da per tutto imbevuta di pregiudizi retrogradi, ricuserà di promuovere i suoi propri progressi. Quanto più ignorante è il popolo, tanto più si oppone egli ad ogni maniera di sviluppo; quanto più manca di ogni altro godimento, tanto più s'incaponisce e s'infuria per conservare le sue consuetudini, come l'unico bene che gli rimanga. Ti sembra vedere in esso que'

cavalli, che quando la casa è in fiamme, non vogliono uscirne. Si prendano le voci, della moltitudine in Spagna ed in Portogalle; e saranno, com'erano testè, per l'Inquisizione. Si noverino in Russia, e saranno a favore del dispotismo. Si prendano dovunque, e si dichiareranno appunto per quelle leggi, per quelle locali consuetudini che più abbisognano di ammenda, si dichiareranno a pro dei *pregiudizi*. Questo solo nome dato alle opinioni adottate dal volgo senza discussione, sembra anzi dire abbastanza di per sè, ammaestrandoci che le moltitudini si attengono ad opinioni belle e fatte, e che soltanto pochi pensatori sollevansi sopra di esse per farne nuovo giudizio.

Havvi di fatti quasi sempre un assoluto contrasto fra il voto nazionale, la somma cioè di tutti i voleri, di tutte le intelligenze e di tutte le virtù nazionali (nella qual somma ogni quantità vien computata per quello che vale, e non si computano le negazioni) e il dichiarato del suffragio universale, che fa prevalere chi non ha volontà sopra di chi vuole, come pur chi non sa che cosa ei si faccia, sopra di chi sa. Or come si potrà egli, cercando la volontà nazionale, fare niun caso dell'intensità di volere di quelli di cui s'annoverano le voci? Chi ignora che quando una quistione è tanto o quanto oscura, la più parte degli uomini non hanno in risguardo alla stessa altra volontà che quella che fu loro suggerita, cosicchè le migliaia di voci rappresentano spesso un solo suffragio, e le migliaia di persone un solo individuo che sceglie egli stesso e fa scegliere gli altri? Chi non sa che allorquando gl'ignoranti non sone mossi da verun pravo affetto, avrebbero più a caro non dare la voce, perciocchè sentono che il loro suffragio sarebbe menzogna? Che dovendo fare scelta fra due persone egualmente ignote, ei si determinano o per le instigazioni dei brogliatori che raccomandano loro il candidato della propria fazione, o a caso? Ed è questo il suffragio che ne viene rappresentato come una unità indivisibile, come affatto eguale a quello del gran cittadino, la cui volontà è ferma, illuminata e virtuosa? Chi farà mai ad ogni mozzo o marinaio del naviglio che abbia smarrita la via nell'ampio mare del Sud, questa domanda: « Drizzeremo noi il timone a » verso la China o a verso la California: — Io non conosco, risponderbbe egli, quale distanza vi sia da quelle spiagge, non » so nemmeno che siavi la China o la California; fate voi, ch'io » non sono in istato di fare una scelta. — E se gli si replicasse:

» Ciò nulla rileva : data, date la voce, ed essa varrà quanto quella del più abile. — La China, direbb'egli ; questa parola è più breve, e me ne ricorderò più facilmente ».

Il voto nazionale si sublima al pari di quanto esiste nella nazione di più elevato per intelligenza , per volontà e per virtù ; il suffragio universale all' incontro (al quale conseguentemente col suo principio, dovrebbero ammettersi le femmine ed i fanciulli), riducendo tutto che s' innalzi ad una illusoria eguaglianza, altrettanto si scosta da tutto che sia segnalato e distinto, quanto appunto scarseggiano nella società le persone segnalate e distinte. Se per decidersi occorre patriotismo , disinteresse e coraggio, puossi egli sperare d' avere una maggioranza d' Attilii Regoli o d' Aristidi ? Se vi si richiede ampiezza di cognizioni , saravvi per questo una maggioranza di Montesquieu ? Se fa bisogno di un gagliardo volere , havvi forse nazione in cui i Napoleoni formino il numero maggiore ? Come si potrà insomma ottener l' espressione di quella pubblica opinione che racchiude quanto vi ha di bello e di buono nella nazione , enumerando tutte queste sì preminenti individualità come semplici unità che si smarriscono nella moltitudine ?

Il meglio che si possa sperare dal suffragio universale si è che esso dia una media proporzionale fra tutte le differenze ; che i pochi esimii vengano a capo di modificare la moltitudine del volgo , all' avvenante appunto del loro numero ; e che , ove , a cagione di esempio , tra quelli che son chiamati alle voci , sievi un dotto contro nove ignoranti , l' esito della votazione non s' appressi all' ignoranza degli uni, e non si discosti dal sapere degli altri che per nove decimi della total discrepanza. Ma il più delle volte , le due porzioni dell' assemblea, a vece di modificarsi a vicenda , cozzano tra di loro , e allora gl' ignoranti la vincono con grandissima pluralità di suffragi. Nell' un caso e nell' altro, la teoria del suffragio universale per cui si computano gli uomini a guisa dei numeri , e come tante eguali unità, ossia si numerano a vece di librarli , spoglia la nazione del suo più prezioso vantaggio, cioè della preponderanza di tutti gli esimii suoi membri.

Pensiamo soltanto quale sarebbe la risposta che darebbe la maggioranza della moltitudine ammessa al suffragio universale intorno alle quistioni già risolte dalla scienza, dalla volontà o dalla virtù nazionale , e ne riconosceremo l' assoluta discrepanza. La Francia, l' Inghilterra e l' Alemagna sanno certamente che la terra gi-

ra attorno al sole. Chiedetene in queste tre contrade la moltitudine, e la maggioranza di essa vi risponderà che il sole gira esso attorno alla terra. Passiamo da una nazione scientifica ad una determinazione da prendersi in un caso comunissimo: quando si trae dall'acqua un annegato, consigliatevi colla moltitudine intorno al modo di ricuperarlo, e il maggior numero vi risponderà che bisogna tenerlo sospeso col capo in giù per fargli recedere l'acqua che ha bevuta. In tempo dell'agonia della Polonia, quanti uomini sono in Francia e in Inghilterra d'animo virtuoso e di volere gagliardo, avrebbero voluto salvarla a costo di qualunque sacrificio; laonde si può dire che la Francia e l'Inghilterra volevano guerra, conciossiachè la somma delle volontà gagliarde, maturate e virtuose è veramente la volontà nazionale. Ma il suffragio universale ne avrebbe esibito all'incontro la somma delle sentenze degli apatici, degl'indifferenti, di quelli che sono mossi da privati interessi. Quelli troppo mal conoscevano che cosa si fosse la Polonia, per determinarsi a volere; questi, troppo interessati, non avrebbero voluto saper di leva militare, e d'aumento d'imposte o d'altri sacrifici. Dipendere dal maggior numero si è dipendere dal giusto mezzo. Il suffragio universale può indurre la nazione ad abbracciare or l'uno, or l'altro estremo, ma per lo più s'acquieta nel giusto mezzo.

Siamo stati nella nostra moderna Europa avvezzi a governi che non furono fondati colla mira del bene di tutti, a governi patrimoniali, ove i popoli venivano risguardati un tempo a guisa di poderi più o meno fruttanti, ed i padroni non abbadavano che a farli fruttare come meglio potevasi, e non a farli progredire a verso la prosperità, l'intelligenza e la virtù. Allorchè questi popoli cominciarono a ravvisarsi, ad intendersi, a far udire la loro voce, i padroni, attoniti o spauriti di quel novello trambusto, non pensarono che a farli tacere. Chi si valse della compra opera del sacerdozio, chi delle frivolezze e delle voluttà, chi dell'esca d'una falsa gloria, chi del rigore e de' supplizi; ma non accondiscesero ad ascoltarli ed a condursi giusta i loro consigli. Questa ostilità degl'imperanti contro l'opinione o la voce pubblica ci ha avvezzi a non veder altro che l'ostacolo materiale ond'essa viene compressa. Abbiamo perciò invocato la sovranità di questa voce pubblica, senza tuttavia darci la briga di conoscere com'ella si formasse.

Assai più sperimentati di noi erano gli antichi in fatto di governi liberi e di ogni varia forma repubblicana. Ora coloro che ne invocano l'autorità in sostegno di quei loro trovati che chiamano principi, o gran principi, devono stupir grandemente, ove loro avvenga per caso di aprire, non dirò Aristofane, ma Platone od Aristotile, in vedendo questi scrittori inveire sì gravemente contro le pure democrazie. Tutti i filosofi greci che videro in atto questa forma di governo, vi si osservarono una costante prevalenza del principio retrogrado sopra il principio progressivo, e dell'impeto bestiale del maggior numero sopra la scienza e la virtù dei pochi. Videro la minoranza oppressa abitualmente dalla maggioranza; videro i padroni aspreggiare i sudditi quando le città signoreggiavano il contado, o quando la democrazia operava conquiste; videro i favoriti del popolo insolentire e dibaccare non meno di quelli delle corti; videro spesseggiare i ravvolgimenti prodotti da questo fervore della moltitudine, così violento e così passeggero. Non istaremo a discutare le loro testimonianze; ma non possiamo però trattenerci dal chiedere attoniti ai seguaci della teoria del suffragio universale, non già s'egli abbiano esperienza, ma s'egli abbiano almeno una teoria. Rifiutano tutto che sia antico, si propongono di cangiare l'aspetto del mondo, e non hanno da citare, non diremo già un legislatore, ma nè un filosofo, nè un saggio, nè un grande scrittore che abbia ammesso e sviluppato quelle regole cui essi qualificano come i loro principi.

Quanto è a noi, volgendo intorno lo sguardo, possiamo allegare l'esperienza dei fatti avvenuti anche a' dì nostri per dimostrare quanto sia retrogrado lo spirito delle moltitudini. È un triste ammaestramento per l'umanità lo spettacolo continuo della Spagna e del Portogallo dal punto che il popolo fu posto in agitazione nella penisola iberica. Fra gli abitatori di queste due contrade, che sono le peggio governate d'Europa, tutti quelli che hanno anima e intelligenza, dei quali non è sì piccolo il numero, desiderano ardentemente una riforma fondamentale, e non hanno temuto di manifestare questo loro volere fra i più gravi pericoli, e coi più gran sacrifici; ma le moltitudini, confondendo le spoglie del passato coi suoi trofei, e attribuendo l'antica gloria nazionale a quei medesimi abusi ond'essa fu annientata, hanno manifestato una non meno gagliarda volontà di sostenere tutto che costituisce l'obbrobrio della Spagna. Le popolazioni, solle-

vate a tumulto e condotte dai preti, che certamente sono i più pericolosi tra' demagoghi, hanno ostinatissimamente impugnato ogni progresso dei lumi, ogni libertà, ogni clemenza. Nel 1832 Toledo e Leone tumultuarono a causa dell'indulto offerto dalla regina. Nel 1833, al solo sospetto di liberali intenzioni di questa principessa, le furie popolari riarsero; e si sarebbe compiuta contro di lei e a pro della potestà assoluta una rivoluzione, se il suo avversario non difettesse di coraggio e di capacità a tal segno che rara cosa se ne può dire la dappocagine, anche nelle schiatte regnanti. La parte più ignorante e maniata, ma in pari tempo la più numerosa de' Portoghesi, rimase fedele a quel mostro di don Miguel, benanco allora ch'egli ebbe perduto le due città capitali, i tesori e gli arsenali, ed a dispetto dell'ostilità mal palliata della Francia, dell'Inghilterra e della Spagna. Potrebbe sembrare eroica una tale costanza se fosse possibile ammirare tant' astio contro quant' havvi di buono e di onorando negli umani consorzi, tanta devozione a quant' havvi di reo e di turpe. I patriotti italiani, che fanno sforzi così generosi per restituire alla loro patria quella libertà che la rendette un tempo indipendente e gloriosa, e che si affollano su quella terra inaffiata dal sangue di tanti martiri, per offerire alla patria il sacrificio degli averi, della felicità e della vita, sono per la più parte troppo giovani per avere potuto vedere, come vedemmo noi, le moltitudini insorgere in ogni luogo del loro bel paese, gridando: *viva Maria! morte alla libertà!* e la plebaglia perseguitare, spogliare e scannare i patriotti, e accogliere con trasporto di giubilo i vessilli dei loro oppressori. Però essi vogliono che la gravezza del giogo abbia oramai disingannato il popolo; che in parecchie province si sieno cambiati i sentimenti, che in altre si possa ottenere per la causa liberale il favore dei contadini con l'abolizione di certe imposte (tristo modo di sedurre una opinione proclamata sovrana!) Ma ingannansi: il maggior numero non è per loro: chè anzi Roma potrebbe pur anco *far loro dare addosso dalla gran levriera*, per valerci dell'espressione che lo stesso partito usava in Francia nel 1562 quando scatenò la plebaglia e gli abitatori del contado contro dei protestanti: la riforma, già dominante in allora fra' nobili e fra' borghesi, già trionfante negli Stati generali d'Orliens e di Pont' Oise, fu assalita da tutta la moltitudine rozza ed ignorante che eravi in Francia, ed affogata quasi dappertutto nel sangue.

Ma ci si dirà che il servaggio avvilisce l'uomo talmente da farsi amare (il che è vero), e ci si chiederanno esempi tratti dagli Stati liberi, ove i cittadini hanno già ricevuto la gagliarda educazione del Foro pubblico, e vi sono già stati e illuminati dall'esperienza in riguardo ad ogni loro interesse, e purificati da tutte le virtù, ed infiammati da tutti i nobili sentimenti. Noi non siamo certamente disposti a negare la prestanza e l'eccellenza dell'educazione repubblicana, nè a porre in dubbio l'efficacia di queste istituzioni quant'è a promuovere nella moltitudine del popolo l'intelligenza, la virtù e l'amore della cosa pubblica. Ammettendo tutti i cittadini in certi dati termini a parte della potestà, si può concepire speranza di avverare il più nobile dei fini delle scienze sociali, cioè il perfezionamento morale di tutti. Ma chi s'immagina che nelle repubbliche le moltitudini sieno progressive, cade in un errore smentito dalla storia di tutti i secoli; e chi sceglie per guida a verso il progresso la maggioranza delle voci, giunge anzi ad una contraddizione assurda in termini, perchè allorchando tutti i suffragi sono riguardati come uguali, la maggioranza loro deve attenersi ad un termine medio fra le volontà più progressive, e quelle più regressive.

I pubblicisti novelli porrebbero meglio il tempo a profitto se studiassero alquanto le repubbliche della Svizzera. Questa contrada ha conservato gloriosamente da meglio che cinque secoli la sua indipendenza, il suo amore del reggimento popolare, proscritto in tutto il resto d'Europa, i suoi antichi costumi, e il suo affetto al nome di libertà. Mercè la sua costituzione repubblicana e federativa, la Svizzera è annoverata in Europa fra' potentati di second'ordine, mentre in ragione di popolazione e ricchezza potrebbe appena aver luogo fra quelli di quarto ordine. Qua più, là meno felicemente ed avvedutamente gli Svizzeri hanno procurato di assicurare la libertà loro per mezzo di costituzioni contrapesate; e se non hanno raggiunto totalmente, nè sempre, lo scopo, hanno però tentato in generale di dare all'opinione pubblica il mezzo di formarsi con l'unione di tutte le individuali opinioni coscienziuose ed illuminate, di maturare per via dei dibattiti, e di rintracciare in pari tempo gli uomini esimii affine di collocarli a capo dello Stato, in cambio di trascinarseli dietro a rimurchio. Ma la Svizzera comprende pure parecchie repubbliche in cui il principio democratico pienamente prevalse, in cui tutte le intel-

ligenze del pari che tutte le volontà furono tenute eguali, e in cui l'universale suffragio ha soffocata l'opinione pubblica.

I tre piccoli Cantoni d'Urania, Svitto ed Untervalden, situati nel mezzo della Svizzera, sono democrazie pure: fra pastori pressochè tutti pari di sostanze come pure d'intelligenza, non parve necessario di dare la prevalenza ad opinioni più elaborate; quindi è che l'elezioni dei magistrati, le leggi e tutte le pubbliche determinazioni si fanno a maggioranza di voti da tutti gli abitatori maschi dell'età almeno di diciott'anni, assembrati nelle generali raunanze o landsgemeinde. I cittadini di questi piccoli Cantoni, in queste assemblee di tutto il popolo, dichiarano propriamente la volontà loro; eppure questa volontà è costantemente retrograda. A marcio dispetto dei loro confederati, e dei clamori di tutta Europa, essi hanno mantenuta in vigore la tortura nei criminali processi; essi praticano tuttora le capitolazioni per la milizia al soldo dei potentati stranieri, e benchè altieri e gelosissimi della libertà loro, son sempre pronti a vendersi per tener altri popoli in ceppi; essi finalmente ogni anno, in ogni dieta fanno istanza presso i loro confederati a ciò che sia proscritta la libertà della stampa. Non è però da credere che nei Cantoni d'Urania, di Svitto e d'Untervalden siavi difetto d'uomini avversi, per la loro più illuminata intelligenza e pel carattere più elevato, alla tortura, al traffico del sangue umano, ed alla censura; e certamente quest'uomini formerebbono l'opinione pubblica ove si dèsse loro il tempo da ciò; ma la moltitudine non vuole udire dibattiti, e la maggioranza di essa decide fra la rozza ignoranza dei molti e la virtuosa intelligenza dei pochi.

Dovremo noi dire che i nostri giovani e prosuntuosi pubblicisti hanno peccato per ignoranza quando si sono sforzati di svincolarsi dall'argomento strigente delle conseguenze di questi fatti notorii con un ripiego da giocolatore, oppure incolparli di mala fede? Essi han dato nome d'aristocrazia alla fazione democratica della Svizzera, ed hanno ragionato al pubblico della fazione *aristocratica*, la quale nel conventicolo di Sarnen tentava di scindersi dalla Svizzera patriottica! Non si è mai data al mondo una democrazia più assoluta di quella dei tre piccoli antichi Cantoni, delle Decurie del Vallese, e dei Comuni delle Leghe Grigie. Certo che queste democrazie hanno i loro demagoghi, ma ciò conseguita necessariamente da un tale governo; e questi demagoghi son

quasi sempre nobili e preti, dei quali si può ritenere che conserveranno anche a capo d'una democrazia tutti i pregiudizi e tutte le affezioni dei loro ordini; certo eziandio che essi adoprano continuamente a rafforzare il popolo nei suoi sentimenti e nei suoi pregiudizi illiberali. Ma i piccoli Cantoni non sarebbero democrazie, se gli ambiziosi non si sforzassero di conseguire la potestà seducendo e corrompendo il popolo.

A queste democrazie montanine si erano unite nel conventicolo di Sarnen le democrazie borghesi di Basilea e di Neuchâtel, nelle quali l'esercizio dei dritti cittadineschi va unito quasi esclusivamente colla maestranza delle professioni meccaniche di queste due città. I calzolari ed i beccai di Basilea e di Neuchâtel dovettero ghignare in udendo le gazzette rinfacciar loro l'antico orgoglio magnatizio; però di buon grado udivano apporsi loro una simile taccia, mentrechè quello che aveva addotto lo scisma fra essi e gli abitatori del contado, si era l'abuso dei loro privilegi di bottegai, usati spesso con istomachevole asprezza per vender caro e comperare a buommercato. I caporali della borghesia di Neuchâtel, arricchiti col traffico, hanno ottenuto dal re prussiano titoli di conte e di barone, e si estimano perciò gran signori; quelli di Basilea, non meno doviziosi, hanno conservato più modesti e più liberali sentimenti; ma non poterono indurre i borghesi delle loro tribù a dipartirsi dalle meschine ed anguste vedute dell'interesse, e quando poi s'impigliarono nella contesa tra la democrazia cittadinesca e la contadina, lasciaronsi trarre dal naturale orgoglio e dalla ostinazione a passi sommamente imprudenti. Dall'opposta parte, democrazie novelle, ma cieche egualmente ed egualmente illiberali, si sono frammischiate nella contesa; dimodochè la Svizzera intiera ebbe ad arrossire del dichiarato arbitrale con cui fu distrutta l'Università di Basilea, e diviso il patrimonio di quella fra la città ed il contado. Questi contrasti fra le città e i contadi sono il flagello delle democrazie pure: nella gente addetta ai lavori meccanici l'interesse e la gelosia di mestiere prevalgono ai riguardi sociali; e di vero nelle repubbliche appunto in cui il popolo delle città teneva il governo, ed ove sembrava più liberale la costituzione, come avviene a Zurigo, a Sciaffusa ed a Basilea, la borghesia sovrana ha per lo più aggravato il contado e suscitato contro di sè un astio, un rancore indicibile. Nelle aristocrazie militari, all'incontro, che andarono soggette ad un avvolgimento,

come accadde a Lucerna ed a Berna, nel contado, che prevale d'assai pel numero, la vincono le opinioni contrarie al progresso, di modo che la fazione liberale si trova in un'ansietà grandissima e continua. Generalmente parlando, i malumori che fervono di presente in Svizzera ed i pericoli che la minacciano, derivano quindi dai tentativi dei fautori del progresso per introdurre nelle varie costituzioni una qualche dose di liberalità, d'idee generali, di applicazione delle prime nozioni d'economia politica, di tolleranza religiosa, di guarentigie nella processura e nell'amministrazione della giustizia punitiva, e infine d'ospitalità, non solamente per gli stranieri, ma per gli stessi Svizzeri fra loro; e quindi dall'opporli che fa dappertutto a tali progressi lo spirito democratico, vale a dire il predominio francato dal suffragio universale a chi nulla sa, a chi non intende ciò che decide, sopra di chi vorrebbe promuovere la vera libertà.

Di coloro che non disconoscono questi fatti, gli uni suppongono che basti a ribattere l'argomento il chiamare *aristocrati* i demagoghi, senza darsi la briga di riflettere se possa darsi una democrazia senza demagoghi, e se siavi modo di fare sì che questi non abusino la potestà ottenuta dalla popolare capresteria. Altri poi dicono che il progresso dei lumi, e la cura che si porrà nell'educazione del popolo vinceranno all'ultimo questi passeggeri sconvenienti. Noi accettiamo di tutto cuore un tale e tanto augurio; noi speriamo che i governi veramente liberi si persuaderanno che l'obbligo loro principale si è d'impartire a tutti i cittadini, non già la potestà di condurre e governare gli altri, ma quella di condurre e governare sè stessi; ch'è non cesseranno dal fare ogni sforzo per accomunare l'intelligenza e la virtù; che s'applicheranno ad aumentare l'agiatezza del povero, così per ripararlo dall'effetto delle seduzioni, come per lasciargli un po' più di rispetto e d'agio onde esercitare le sue facoltà individuali non meno che le corporali. Ma per quanto possa essere fortunato l'esito di questi sforzi, fino a tanto che vi saranno dei ricchi e dei poveri, sarannovi persone che potranno dedicare tutto il loro tempo alla meditazione ed allo studio, e ve ne saranno di quelle che non potranno applicarvisi se non per pochi momenti della giornata, oltrechè col corpo straceo dai lavori manuali, e coll'animo distratto dalla cura cocente del proprio sostentamento.

Or chi vorrebbe ridurre tutti i cittadini ad una sola ed eguale

condizione, dividere i beni in eguali porzioni, e mantenere in seguito l'eguaglianza di questa spartizione? Supposto pure che un tale ordine di cose fosse possibile, non toglierebbe già di esso di mezzo la necessità, l'inevitabile necessità dei lavori manuali, i quali allora occuperebbono la più gran parte della vita di tutti: non altro farebbersi dunque che divietare a tutti la vita studiosa e contemplativa; la nazione sarebbe, anzichè innalzata, ridotta al punto che niuno potrebbe innalzarvisi, e contuttociò non si otterrebbe lo scopo di agguagliare le native facoltà di tutti. In questa istessa nazione d'uomini tutti eguali per ricchezze, il suffragio universale lascerebbe ognora nella minoranza la virtù, l'ingegno ed il genio. Che se si abbracciasse un più ragionevol disegno, se favoreggiasse lo sviluppo ed il progresso di tutti senza sovvertire gli ordini, non si otterrebbe con ciò l'intento di questa assoluta eguaglianza. Ogni grado diverso d'intelligenza sarebbe più sviluppato, più inoltrato che non sia oggidì; ma la distanza fra i vari gradi sarebbe sempre l'istessa. Non si farà mai, nè potressi mai fare che la maggioranza di una nazione si componga di uomini la cui intelligenza superi il grado comune.

Diranno forse i più prudenti, non voler essi la democrazia, bensì il governo rappresentativo. E con ciò dire ei ne fanno una gran concessione, la quale, ove fatta s'intenda con tutte le sue giuste e logiche conseguenze, viene a corrispondere appieno col nostro divisamento. Imperciocchè noi crediamo fermamente che il governo rappresentativo sia un ritrovato felice per mettere in aperto gli uomini esimii, per porgere loro occasione di cattivarsi ed anzitutto di meritare la confidenza di tutti, e per condurli al maneggio della cosa pubblica. Crediamo che questo ritrovato torni più ancora in acconcio per porre l'uno a fronte dell'altro i vari interessi, i vari sentimenti, le varie opinioni, porgendo loro il mezzo, o la voce per farsi intendere, per illuminarsi scambievolmente, per equilibrarsi, per riunirsi in un tutto che si possa riguardare come l'interesse, il sentimento, l'opinione nazionale. Crediamo che una tale istituzione giovi a formare, a promuovere e ad accertare il trionfo dell'opinione pubblica, in modo che questa, nata fra tutti quelli che sanno e che sentono, elaborata dalle discussioni di quelli cui la nazione dà ascolto, s'insinui nelle moltitudini e le penetri d'un pensiero comune, il quale venga poscia trasformato in legge. Crediamo infine che felici ma difficili

combinazioni possano , mercè del governo rappresentativo , proteggere tutte le località , tutte le opinioni , tutte le classi di cittadini e tutti i diversi interessi. Ma se tale si è veramente lo scopo e l'ufficio del governo rappresentativo , tutto il fardaggio , tutto l'apparato di astrazioni e di supposizioni vane che tuttodi ci si pongono innanzi come se fossero i principi di questo governo , debb' essere rifiutato.

Infatti chi non ravvisa nel governo rappresentativo altro che un compenso per far predominare la democrazia negli ampi Stati , non è disposto a riconoscer sovrana l'opinione pubblica , ma bensì solo la maggioranza delle voci. Ei pone per principio , senza articolarlo , non che dimostrarlo , che in una società tutti gli individui sappiano , sentano e vogliano egualmente , di modo che debbano tutti riguardarsi come altrettante unità eguali. Ei crede che ove tutte le determinazioni della società si prendessero a maggioranza di voci , tutte sarebbero conformi al suo interesse , a'suoi progressi ed alla sua virtù ; crede che l'unico motivo per cui la società confida a taluni de' suoi membri ogni sua potestà , sia l'impossibilità di rassembleare un gran popolo perchè esso stesso gli eserciti ; crede infine che la minoranza sia libera quand' essa è costretta dalla determinazione della maggioranza , e che la maggioranza sia sovrana , quando a vece di imperare essa stessa , impera per mezzo dei suoi rappresentanti. Ora non havvi pur uno di questi pretesi principi che non sia dimentito dal raziocinio e dall'esperienza ad un tempo.

Abbiamo già procurato di far comprendere quanto sia grande la differenza che passa realmente fra queste unità che si pretendono uguali , e quanto infelice sarebbe una nazione che si lasciasse menare da una maggioranza sfornita d'intelligenza e di cognizione delle cose intorno alle quali pronunzia ; laonde , invece di risguardare il duplice suffragio concesso a taluni , comè una scandalosa violazione dell'eguaglianza , l'avremmo piuttosto considerato come un ingegnoso ritrovato da potersi usare felicissimamente per far concorrere al maneggio della cosa pubblica tutta la popolazione , e per lasciare contuttociò la direzione ai più indipendenti del pari che ai più addottrinati. L'esperienza sottentrò poi a confermare i nostri dubbi intorno all'eguale valore dei suffragi : quanto più fu esteso il diritto di votare , tanto minore fu l'affluenza alle assemblee elettorali. Perchè mai farla la nazione un sì gran

caso del suffragio di cittadini che non ne tengono verun conto, e che non si vogliono dare il menomo incomodo per recarsi a votare? Intanto il preteso voto del popolo si riscontrò una menzogna, perciocchè un picciol numero d'intervenienti la vince spesso volte sopra un grandissimo numero d'assenti.

Il governo rappresentativo ci sembra istituito non perchè la nazione sia una stessa cosa coi suoi rappresentanti, non perchè questi debbano fare per l'appunto quello che avrebbe fatto la nazione medesima, se tutta quanta potesse rassebrarsi; perciocchè non si può ad altri delegare ciò che non si possiede, ed ove le moltitudini sieno ignoranti e retrograde, non tramanderanno già esse ai loro mandatari la scienza e la volontà progressive. Se la preta democrazia è un tristo reggimento, la democrazia rappresentativa può pure non esser migliore. Altra cosa è quella che si volle ottenere con le elezioni popolari: ella è dall'un canto la dignità e la guarenzia che dà a ciascun cittadino l'esercizio di un qualche diritto politico; ella è dall'altro canto quel fine discernimento che mostrano quasi sempre le numerose raunanze nel cappare le persone meritevoli. Nei gravi frangenti politici, il genio perviene quasi sempre (dicesi) ad occupare il debito luogo; nei tempi più quieti, la virtù e la nobiltà di carattere captivansi i suffragi per quella certa simpatia che spirano agli altri. Egli è vero che il popolo conosce meglio ancora gli uomini d'azione che non gli uomini di teoria; a tale che io non saprei decidere se gli Ateniesi non corressero la sorte di eleggere meglio i loro capitani d'esercito sulla pubblica piazza, che non i Francesi i loro legislatori. E per altra parte il popolo nelle elezioni è, in generale, disciolto da ogni affetto corruttore, e si decide nella scelta a seconda del creduto meglio della cosa in sè stessa; quando all'incontro un governo, o i suoi ministri sono spesso volte mossi nelle loro scelte da motivi di privato vantaggio contrarii al pubblico interesse. Ma questa purezza delle popolari elezioni non si può conservare quando i cittadini conferiscono coi loro suffragi le dignità, la potestà e le ricchezze. Dal punto che il popolo apre e chiude a sua posta l'aringo dell'ambizione, tutte l'arti dell'intrigo, tutte le viltà adulatorie si pongono in campo per corromperlo. Il linguaggio di cui si fa uso con esso, le massime che si ostentano al suo cospetto non son più altro che la veste bianca del candidato, la quale si depone sedendo nella sedia curule. Piacere al popolo,

piaggiarlo, corromperlo, tali son l'arti che studiano prima d'ogni altra gli ambiziosi; ma dopo conseguita con tali mezzi la potestà e la ricchezza, non hanno più altra mira che di serbare per sè questi vantaggi, e d'impedire che altri non s'innalzi con quegli stessi artifizi che furono usati da loro. Non appena hanno afferrato l'imperio, che mutano massime e condotta, e bruciano, secondo il consiglio di san Remigio, ciò che avevano adorato, aderano ciò che avevan bruciato; la loro gelosia delle ottenute prerogative, la loro sospezione dei competitori sono tanto più vigili ed attuose, quanto più è nota loro la via d'innalzarsi perchè l'hanno calcata.

Per la qual cosa, in fatto di elezioni popolari, non si dee mai dire *la è massima*, ma bensì solamente *egli si conviene*; non si dee parlare del diritto che abbia ogni cittadino, ogni individuo, di essere rappresentato, ma sì del dritto che ha ogni individuo di essere ben governato, o di quanto importi per lui che la società faccia in ogni caso la migliore scelta possibile; come pure del dritto che ha ogni individuo di non essere offeso nè soperchiato, e perciò ancora di ottenere dalla società una qualche partecipazione nella potestà politica, che sia per lui in certo qual modo un'arme difensiva, senza però, che la società si esponga a troppo gravi pericoli, per la inesperienza od imprudenza di esso. Le istituzioni politiche non sono buone in effetto se non in quanto raggiungono lo scopo.

Inoltre; i cittadini poveri ed oscuri non sono i soli che abbisognino del presidio d'un'arma difensiva per la tutela dei propri diritti; tutte le classi, tutte le frazioni della società ne abbisognano. I pubblicisti che hanno fondato il suffragio universale sopra la sovranità del popolo, sdimenticano che non è mai preesistito alcun contratto che facesse dipendere il minor numero dalle voci dei più. Questa regola di deliberazione è stata introdotta dalle leggi in via di compenso, ed in virtù di un preciso patto costituzionale, ma non è inerente per nulla alla natura umana, od alla formazione di ogni società; essa può facilmente degenerare in orrida tirannia, della quale non mancano gli esempi anche in quelle contrade che si credono libere. Talvolta la minoranza è costituita da una certa estensione di territorio, e vedesi una provincia oppressa da un'altra provincia più grande, come pure una nazione da un'altra nazione. Così l'Olanda fu oppressa dalla Spagna, così l'America e l'Irlan-

da dall'Inghilterra, così nelle più picciolè repubbliche i baliaggi di conquista dalla democrazia di Svitto, il Basso Vallese dalla democrazia dell'Alto Vallese. Talvolta una razza viene proscritta da un'altra razza vivente sullo stesso territorio; così negli Stati d'America, anche laddove lo statuto costituzionale dà il diritto di voto ai negri liberi ed agli uomini rossi, non men quelli che questi son sempre tra la minorità soperchiata: e le leggi orribili sancite nei tre anni ultimi scorsi (1833, 1834 e 1835) contro di essi e contro di ognuno che si facesse ad istruirli, saranno gran pezza argomento di scandalo e di vergogna per l'Unione americana. Talora una religione, una setta è proscritta dall'altra, come videsi in Francia particolarmente, ove l'atroce carnificina chiamata la notte di san Bartolomeo, deesi mentosto imputare a Catterina de'Medici ed a Carlo IX, che ai demagoghi, da cui fu domandata, e al popolo, da cui fu eseguita. Talvolta un interesse, per così dire, materiale muove una parte del popolo ad opprimerne un'altra, mossa da un interesse contrario; il che si vede avvenire nelle prette democrazie ove della potestà sono investiti i mestieri, e vengono a contrasto la città e il contado. A Basilea, a Zurigo, a Sciaffusa, a Neuchatel i contadini furono da prima assoggettati ai bottegai; ma ora che, numeratisi, si sono veduti prevalenti, abusano della potenza del maggior numero in quella guisa che altri ne aveva abusato contro di loro; trattano di smantellar le città perchè le campagne non sono afforzate, di disselciarne le vie, perchè i sentieri delle ville non sono selciati.

Se cosa assurda è il dire che il minor numero sia libero per ciò solo che non ubbidisce ad altre leggi fuor quelle stanziato contro di lui dal numero maggiore, non meno assurdo sarebbe il dire che una nazione è libera per ciò che ubbidisce solamente alle leggi sancite contro di lei da'suoi regolarmente eletti rappresentanti: la natura delle leggi medesime, la loro conformità coll'opinione pubblica, e le delusioni della rappresentazione, debbono pruovare ch'elle sono veramente un parto della volontà d'un popolo libero. Egli è falso non che il popolo ubbidisca alla propria sua volontà quando ubbidisce a quella dei suoi rappresentanti eletti giusta le regole; perciocchè il più delle volte, il popolo intorno alle quistioni legislative definite dai suoi rappresentanti, non ha nè può avere volontà od opinione alcuna. E tanto meno si può ritenere ch'egli abbia manifestato il voler suo per bocca dei suoi mandatarii, quando le controversie e le

quizioni difinite da questi sono, come avviene più di frequente, insorte dopo la loro elezione. Per altra parte, come già per noi si è veduto, se il popolo avesse una volontà in riguardo a tali quizioni, ella sarebbe quasi sempre contraria alla sentenza suggerita dalla comune dottrina. Inoltre gli ordini poveri e laboriosi della popolazione intoppano nell' esercizio del loro diritto di elezione in una difficoltà che rende sempre illusoria la loro rappresentazione. Questi ordini, a vece di teorie intorno all' ordinamento pubblico, hanno disagi, interessi e bisogni, ai quali si converrebbe dar voce per farsi udire. Ora da chi farannosi essi rappresentare? Da' loro eguali, l' agricoltor contadino da un agricoltore, il lavorante nelle officine da un lavorante? Ma questa gente ignara ed illetterata, inetta a concepire il tutt' insieme dell' ordinamento sociale, a coordinare le sue idee, e ad esprimerle in modo da vincer l' animo altrui, scenderà inerme nell' agone politico ove tutti gli altri combattono avvantaggiati; sarà delusa, intimidita, non potrà far nulla. Capperanno essi gli ordini poveri e laboriosi per loro rappresentanti, persone povere anch' esse, ma non dedite all' arti, e addette all' incontro alla professione delle lettere o fors' ancora a quella dell' intrigo? Allora non vi sarà identità d' interessi fra rappresentanti e rappresentati, nè quelli avranno cognizione di quanto questi desiderano e devono desiderare; oltrechè per esempi apertissimi, quotidiani, e in tanto numero che non vi si può far eccezione, è chiarito che questa sorta d' uomini è di tutte quelle che nella società si contengono, la più accessibile ad ogni seduzione, la più facile a lasciarsi inebriare dalle accoglienze ed affabilità dei ricchi, a lasciarsi allettare dall' esca della vanità, del lusso, dei piaceri e della ricchezza. Gli ordini poveri faranno essi capo dai ricchi e dai potenti? Ma come potranno essi venire rappresentati da persone tanto diverse da loro, da persone che pochissimo conversano con loro, che non ne comprendono i sentimenti, che sentono altrimenti? In tutte le democrazie, in Grecia, in Italia, in Alemagna, in Olanda, in Svizzera furono veduti gli ordini laboriosi e poveri valersi or dell' una or dell' altra di queste qualità di persone. Non fu sempre illaudato il rozzo senno del contadino o del manovale che sedeva tra gli statisti colla sua veste di bigello; se non che questo rozzo senno giovavagli tutt' al più a non iscagliarsi tropp' oltre, e riusciva di niun peso nelle pubbliche determinazioni. Facevasi perciò capo ai poveri ed avveduti intrigatori, i quali, con darsi a

conoscere tanto ombrosi del popolo dopo di essere saliti in seggio, quanto erano stati caldi patriotti per lo innanzi, diedero motivo al proverbio che dice *non darsi oppressione, se non per parte d'uomini nuovi*: di guisa che il popolo si vedeva costretto d'invocare i nobili ed i ricchi. E di fatti quanto più antica è la democrazia, tanto più certi son questi di possedere la potestà.

Essendo dimostrato che l'elezione democratica e la rappresentazione popolare non sono di per sè stesse malleverie sufficienti della libertà, a miglior dritto si deve ritenere come un'illusione lo stabilimento in nome del popolo d'una costituzione stanziata da un assemblea costituente, i cui membri sieno stati eletti dalle assemblee primarie. E in fatti, come potrà il popolo dare a'suoi delegati quelle cognizioni che non ha nè può avere intorno a quanto v'ha di più sublime ed astratto nella scienza della legislazione? Nè solamente il popolo, ma gli stessi filosofi e giureconsulti, e gli uomini più insigni per la cognizione delle scienze sociali, non possono comprendere una costituzione altrimenti che per esperienza, nè devono farne giudizio *a priori*, ma solamente *a posteriori*. La società ripete la sua costituzione ossia quel modo di esistere che la fa vivere, e che vivendo modifica continuamente, da tutte le sue passate vicende; combinando insieme le sue consuetudini, i suoi costumi e le sue leggi, appoggiando le regole scritte con le rimembranze, e confermandole con gli antecedenti, essa viene successivamente a distinguere dal vuoto cinguettio delle carte costituzionali i principi veramente dirigenti; essa riconosce tutto ciò che le nuoce, e tutti i perfezionamenti richiesti pel suo bisogno. Allora soltanto gli uomini più esimii della nazione giungono parzialmente ad afferrare questa teoria più sublime di tutte; additano le modificazioni occorrenti; superano appoco appoco la resistenza del popolo, che difende un dopo l'altro ogni abuso, in quel modo che insisteva in Polonia nel *liberum veto*, come se fosse stato il palladio della libertà; ammendano gradatamente il disordine antico, e vengono finalmente a compiere il sociale ordinamento, ogni parte del quale è stata in tal modo divisata dal genio, adottata dagli uomini illuminati, sancita dall'esperienza e posta infine sotto la salvaguardia delle assuetudini nazionali. In tal guisa soltanto può uno statuto costituzionale essere voluto da una nazione; ma il volere che sia suo un voto il quale è stato espresso dai deputati da essa eletti senza poter loro prefiggere veruna norma, veruna idea;

od anche, se piace, il volere che sia sancito dalla sua volontà uno statuto che essa ha accettato senza comprenderlo, e senza che i suoi autori abbiano potuto comprenderne gli effetti, si è uno scherno, un acerbissimo scherno.

Abbiam detto che a parer nostro le quistioni relative alla partecipazione dei privati cittadini nelle potestà politiche sono le più scabrose ed oscure e complicate che ci si appresentino dalle scienze sociali. Perciò non presumeremo di darne lo scioglimento; nè altronde crediamo che alcuna formola di soluzione possa ritenersi applicabile a tutte indistintamente le nazioni. Quel che ci siamo proposti si è di indicare lo scopo da prefiggersi, il quale consiste nel porre in aperto la vera volontà nazionale, che è a dire nell'accelerare la formazione della pubblica opinione, maturarla, e poichè sia maturata, ma allora soltanto, farne riconoscere l'autorità. A nostro avviso i rappresentanti della nazione scendono a torto nell'aringo politico divisi in varii drappelli con diverse bandiere; ei debbono seendervi inbevuti delle opinioni e delle volontà virtuose di tutti i luoghi rispettivi, delle corporazioni, delle sette e delle professioni da cui sono inviati; debbono essere apparecchiati a difenderle, ma eziandio a modificarle per metterle d'accordo con l'opinione e con la volontà generale. Noi facciamo più gran conto delle consultazioni e dibattiti di questi rappresentanti, che non delle loro votazioni; crediamo che, difendendo gl'interessi dei loro rappresentanti, ponendo il proprio vanto nel segnalarsi collo sviluppo delle volontà nazionali, essi debbano necessariamente internarsi nelle quistioni astratte, formare sè stessi e illuminar la nazione. Crediamo che il primo principio d'ogni libertà sia il rispetto per l'indipendenza delle opinioni, la protezione di cui si faccia godere la minoranza, ond'ella possa ogni cosa esaminare a fondo, e reggere alla discussione fino al suo termine. Non sapremmo chi sia più riprovevole, tra gli aringatori che vanno in cerca di modi irritanti e che trascorrono all'ingiurie od ai sarcasmi, e le maggioranze che, essendo provocate, chiudono il campo della discussione e opprimono colla prevalenza dei suffragi coloro cui non hanno saputo convincere. Pochissima stima facciamo di quelle assemblee che decidono a vece di consultare; la scienza loro ci sembra più che dubbia, e la loro moderazione è già smentita dal punto che hanno ricusato di dare ascolto. Non tenghiamo infine per definitiva alcuna decisione del legislatore,

intantochè la discussione dura per anco nell'opinione pubblica.

Ponendo mente al sistema d'elezioni adottato dalla Francia, si può riconoscere quanto sieno stati inabili i più profondi pensatori a fare anticipatamente un retto giudizio intorno agli effetti delle disposizioni introdotte da loro nella costituzione nazionale. Dopo la rivoluzione, i legislatori francesi intesero sulle prime la mira a far concorrere tutta quanta la nazione alla scelta de'suoi rappresentanti; perciò all'assemblee primarie conferirono l'incarico di scegliere degli elettori, i quali, riuniti in assemblee elettorali, nominavano i membri del corpo legislativo. Pensavano essi di avere in tal guisa assicurato a tutta quanta la nazione l'esercizio della sovranità. Se non che i cittadini, molto più avveduti, si addidero ben tosto che i deputati eletti da loro per tale modo, loro erano ignoti e non avean per essi deferenza o gratitudine veruna; che le loro proprie volontà nulla affatto potevano sopra la volontà dei corpi legislativi; che infine la loro porzione di sovranità, che tutt'al più sarà stata d'una seimillesima parte del tutto per ciascun cittadino in età di ragione, era veramente ridotta a nulla. Per la qual cosa se ne stettero lontani dalle assemblee primarie, e un picciol numero d'intrigatori e broglioni poté a sua posta fare le elezioni.

I veri filosofi e i veri pubblicisti si ravvidero, e dalla fatta esperienza furono tratti alla semplicissima idea, che il popolo non possa entrar veramente a parte della potestà politica se non per mezzo dell'elezione diretta, e che ad un tempo, acciocchè i cittadini abbiano a caro il diritto di voto, sia necessario che un tale diritto non venga troppo vulgato. Introdussesi perciò in Francia dopo la restaurazione della monarchia borbonica l'elezione diretta; la quale perse in effetto più e più volte alla nazione medesima il mezzo di esprimere gagliardamente la propria volontà. Ciononpertanto se la proporzione degli elettori o cittadini ammessi a godere del diritto di suffragio colla moltitudine del popolo fosse stata in Francia eguale a quella che si osserva nei Cantoni di Svitto e di Basilea, che sì assurdamente furono chiamati aristocratici, vi sarebbero stati sei milioni di elettori francesi, e niuno di essi avrebbe forse fatto sì gran conto di questo diritto per darsi la briga di muoversi di casa per esercitarlo. Gli autori della legge d'elezione non concedettero il diritto di voto se non che ai cittadini di tale censo forniti che pagassero trecento franchi d'imposte dirette. Il numero

frutti dell'educazione, e sono indipendenti d'animo e zelantissime della cosa pubblica, e che, avendo il patrimonio investito in capitali a mutuo, o nel traffico, o in crediti sopra lo Stato, non potrebbero partecipare, neanche sminuendosi il censo elettorale, del dritto del suffragio. Ora, quantunque noi riguardiamo il lavoro dei campi come quello che meglio s'addice all'uomo, e torna più proficuo alla sanità, all'onestà ed alla felicità sua, pensiamo tuttavia che meno d'ogni altro disponga alla cognizione delle scienze sociali. L'abitatore del contado conversa assai poco, non ode quasi mai a parlare d'interessi politici, non legge e perciò non acquista quell'esperienza che dallo studio può derivare. Nelle officine, il conversar frequente, le gazzette, ed anche i libri giovano alla istruzione politica. Le idee dell'operaio, dell'artefice saranno sì poco rette, ma sono pure sue proprie; quelle del contadino sono per lo più accattate dal parroco, dal signore o dal procuratore del villaggio.

Facendo dipendere il dritto di suffragio dall'imposte dirette, quanto più si sminuisce il censo, tanto più le persone dedite all'agricoltura sono certe di essere nei collegi elettorali in tanta preponderanza di numero da opprimere, per così dire, le altre, e tanto più facilmente le persone date alle occupazioni mentali si trovano ridotte a sì picciola setta da non contar più per nulla. L'uniformità del censo e quella del titolo elettorale sono state adottate dalla nazione con cieca mania, come cose derivanti dall'eguaglianza; ma il governo aderì a questa massima con secondi fini, conciossiachè non gli fosse sfuggita l'osservazione, che gli elettori del contado son più pieghevoli e meno irrequieti di quelli delle città. Ma lo spirito è una potestà, e lo è parimenti l'irrequietezza; nè al governo può tornar sempre a conto di aver accresciuto con questi due elementi le forze de' suoi nemici.

Noi non presumiamo certamente d'improvvisare una legge d'elezioni; e se prendiamo ardimento di scendere qui al concreto caso, ciò facciamo soltanto perchè s'intenda come, abbracciando il sistema complicato degl'Inglesi a vece di quello semplice, ma ingannevole de' Francesi, potriasi ammettere una più gran parte della nazione alla bisogna dell'elezioni, e cionnondimanco riserbare la debita parte all'intelligenza nazionale. Noi proporremmo, per cagion d'esempio, che due quinte parti dei rappresentanti della nazione si facessero eleggere dalla democrazia, due altre quinte parti dalla parte

più illuminata e più intelligente della nazione che abita nelle città e vi si applica allo sviluppo della prosperità materiale, e il resto da quella dedita alle occupazioni mentali. Abbasseremmo il censo per soddisfare i popolari clamori, cosicchè fosse elettore per ragion di possesso chi paga cento franchi per le imposte dirette; e statuendo che per ciascuno degli ottantaquattro dipartimenti (non compresa Parigi) se debbano eleggere due deputati nei comizi da intinarsi nelle città capitali dei dipartimenti medesimi, avremmo censessantotto deputati rappresentanti particolarmente della democrazia del contado, o meglio forse della nobiltà, che a sua posta maneggerebbe quell'elezioni. A questi aggiugneremmo quarantadue deputati eletti da ventuna delle più grosse città di Francia in assemblee puramente democratiche, come sono in Inghilterra quelle di Westminster e Preston, nelle quali darebbe il suffragio chiunque sa leggere e scrivere. Un egual numero di deputati; cioè dugentodieci, faremmo eleggere dalla borghesia delle città, richiedendo per condizione del dritto di suffragio l'educazione compiuta delle scuole secondarie, ed un tal patrimonio che esimesse il possessore del lavoro delle mani; aggiugneremmo infine centocinque deputati da eleggersi dalle professioni letterarie e scientifiche, nelle quali ognuno che avesse sortito un'educazione più compiuta e riportato il grado dottorale, si recherebbe ad onore d'essere iscritto, e ammetteremmo che a quest'ultime elezioni si possa concorrere per via di lettere, acciocchè ne derivi la nominazione d'uomini celebrati non in una provincia o distretto, ma in tutta la Francia. E in questo modo avremmo un totale di cinquecentoventicinque deputati, alla cui elezione sarebbe concorsa una ragguardevolissima parte della nazione, in cui l'intelligenza e la vera volontà avrebbero cionnonpertanto il debito luogo.

Non vorremmo censo per l'eligibilità, perciò che nelle elezioni democratiche, grandi e particolari pregi si richieggono per venire in concetto presso di tutti gli abitanti d'un dipartimento o d'una gran città; per altra parte non costituendo gli eletti la maggioranza dell'assemblea, e non sarebbero guasti dalla loro propria potenza, nè sceverati dagl'intesessi che debbono propugnare. Quante è ai deputati degli ordini mezzani e di quello dei letterali, la garanzia della società deriverebbe dalla condizione istessa degli elettori. Componendo un corpo dell'ordine letterario, e attribuendogli l'elezione diretta, molto maggior pregio darebbesi al suffragio di

ciascuna ben educata persona, che non confondendola con le moltitudini; e si canserebbe cionnondimanco quell'obbiezione non al tutto infondata, che ciò sia un estendere il dritto di suffragio a favore soltanto di quelli che non sono riusciti a bene nella loro professione.

Se non che, giova ripeterlo, non è questo un progetto, ma sì solamente un esempio per farci intendere. Vorremmo che i deputati della Francia entrassero nella Camera dei rappresentanti, non già per un titolo eguale ed uniforme, ma bensì per titoli diversi, de' quali avremmo di buon grado moltiplicato ulteriormente la varietà. Vorremmo ch'ei ponessero mente agl'interessi diversi cui loro tocca propugnare, anzichè spartirsi in tre distinte schiere sotto i vessilli ingannevoli del carlismo, del patriotismo, e dei ministri che reggono: perocchè tra questi nemici squadroni, gli umori inaspriti hanno resa omai impossibile ogni discussione, ogni consultazione; ognuno si è fatto vanto nel suo proprio partito di insultare più acerbamente i suoi avversari, e le maggioranze hanno ribattuto gl'insulti con iscandalosi gridori, opprimendo i nemici col pondo dei loro suffragi.

Inurbana cosa sarebbe il dire alla Camera che di presente siede (1) quale giudizio facciano di lei la Francia e l'Europa; la storia avrà pur troppo questa cura. Ma havvi cosa ond'ella deve addarsi senza c'altri gliel dica; ed è che il sistema rappresentativo comincia ad essere in voce d'un grande e solenne inganno: la parte che ai ministri s'attiene, vi trova un comodo mezzo di coprire i suoi profitti; i liberali un crudele giuoco di mano per opprimere la libertà. I primi hanno rigettato la modesta pretendenza che da coloro che esercitano professioni intellettuali fu mossa per ottenere il dritto di suffragio nei comizi per la stessa ragione che ottengono sede nel giuri; ed hanno angustiato quanto più si potè i comizi per l'elezioni comunali, che era d'uopo allargare tanto più, quanto meno lato era l'adito ai comizi per l'elezioni politiche. I secondi, chiedendo ad alte grida il suffragio universale, adoperano contro sè stessi. Però la Camera è una rappresentanza sufficientemente adeguata di un giusto mezzo dell'intelligenza, gagliardia e virtù di quelli che sono concorsi ad eleggerla. Lo scopo dei veri amici della libertà debb'essere quello d'infondervi una

(1) L'Autore scriveva quest'opera nel 1836. (*Il Traduttore*).

dose assai maggiore di quelle cognizioni , di quei pensieri e di quegli alti sentimenti che costituiscono il vero cittadino. Chi cova altre mire deve all'incontro desiderare e desidera infatti di farvi entrare una dose molto maggiore d'ignoranza , di privati interessi e di basse passioni , e perciò vorrebbe che il giusto mezzo si traslocasse dilungando il peggiore estremo. Desidera pertanto il suffragio universale, e ne ha ben donde ; perciocchè ben sa che mentre noi vogliam progredire , le moltitudini tendono ad indietreggiare, sa che ogni passione , suscitata alla sua volta, dee portare un passo retrogrado , sa finalmente che , se in Francia la libertà civile e religiosa dovesse dipendere dal suffragio universale, il sacerdozio ed il trono sarebbero avvantaggiati d'assai , e questa libertà in poco d'ora cadrebbe.



SAGGIO SECONDO

DEL POPOLO, E DELLE POTESTÀ CHE ESSO DEVE ESERCITARE.

ABBIAMO procurato di far vedere nel saggio precedente la differenza che passa fra la democrazia ossia la sovranità del popolo, che noi rifiutiamo, ed il concorso dell'elemento democratico nella sovranità nazionale; concorso che riputiamo indispensabile in ogni buon governo, in ogni libero reggimento. La nostra massima è quasi come quella dei democrati: tutto a pro della nazione, e tutto per mezzo della nazione medesima; però, quantunque loro sembri che queste parole *nazione* e *popolo* indichino una sola e medesima cosa, a noi giova insistere sopra la diversità loro, non solamente per la discrepanza del significato che intendiamo a dar loro, e che dipende dalle definizioni; ma eziandio per l'impressione che fa in ognuno generalmente, al solo udire e senza riflettervi, l'uno e l'altro vocabolo.

Certo che a nostro avviso il principio fondamentale d'ogni politica si è che il consorzio di tutti abbia avuto fin dall'origine e debba aver sempre per iscopo il bene dell'animo e del corpo, cioè lo sviluppo dell'essere intellettuale e sensitivo, del pari che la prosperità materiale. Certo che a nostro avviso, la società che a tal fine ha conferiti tutti i suoi diritti, gli ha tutti affidati ai suoi propri membri; cosicchè tutti i corpi ch'essa ha costituiti ed ha lasciato che si costituissero, fanno parte della nazione, e tutte le potestà si confondono nella gran potestà nazionale. Laonde non dissentiamo punto dal riconoscere la sovranità della nazione.

Ma benchè i vocaboli di *popolo* e di *nazione* sieno spesso usati

come sinonimi, e benchè, quando avviene di differenziarli, ciò facciassi il più delle volte per indicare col primo i piccoli consorzi politici, e col secondo i grandi, od anche per additare con quelli le società rette da un proprio e indipendente governo, e con questo le famiglie di popoli della stessa schiatta o della stessa favella; pure le idee destate da questi due vocaboli, quando non sono punto definiti, tornano diverse, e dalla loro differenza sono surti grandi effetti politici. L'uso comune è di comprendere sotto il nome di nazione colui chi tiene l'imperio, come chi ubbidisce; s'ammoliti all'incontro di opporre il governo al popolo. Parlando della sovranità d'una nazione, si allude, anzi che ad ogni altra cosa, alla sua indipendenza da tutte le altre, senza toccare del modo della spartizione della potestà sovrana nella medesima. Quando all'incontro si fa menzione della sovranità del popolo, s'intende con queste parole la natura medesima della costituzione che lo regge; e in tal guisa appunto ha sempre il popolo stesso intesi questi vocaboli. Egli ha sempre ritenuto che il popolo sia quella parte della nazione che non è costituita in autorità, e che questa parte sia sovrana dell'altra. Egli ha sempre ritenuto che la parola popolo non ammetta distinzione, che tutti gli uomini riguardati come membri del popolo sieno eguali, e tutti debbano partecipare della sovranità popolare per egual modo, e che dalla sovranità del popolo derivi di necessità il suffragio universale.

In diversa guisa, risguardando la nazione come un tutto, composte di parti diverse, noi ammettiamo avere questo tutto l'intera potestà sopra sè stesso; ma chiediamo poi ancora in qual modo abbia questo tutto ad esprimere la propria volontà. Rispetto al che, scorgendo che in una nazione si manifestano tante volontà quante seno le parti che essa contiene, venghiamo a concepire che l'opera del legislatore debb'essere di far concordare tutte queste volontà in una sola sentenza; opera questa assai difficile, che richiede mille riguardi e gran tempo, e che non sarà compiuta se non quando la più alta ragione della nazione, la più alta virtù, le qualità più sublimi in ogni genere avranno attutate le passioni, dissipato i pregiudizi, posto in chiaro il bene generale, e ammaestrato a far coincidere con esso il bene di ognuno, affinchè tutti concorrano a questa volontà generale.

È a nostro avviso una finzione funesta e crudele per le sue conseguenze quella per cui si risguardano tutti gli uomini come uguali

fra loro per intendimento, per zelo della cosa pubblica, per cognizioni acquisite, per intensità di volere, e per virtù; e che ne adduce a chiedere per tutti egualmente una egual parte nel maneggio delle cose di tutti. Si spoglia con ciò il consorzio civile degli vantaggi acquisiti da ciascuno dei suoi membri, o almeno questi vantaggi rendono inutili al comun bene. La premura è immolata all'indifferenza, la dottrina all'ignoranza, l'accorgimento all'incuria. Ma poichè abbiamo rejetto la sovranità della democrazia, o il dritto universale di suffragio, c'incambe però sempre l'obbligo di attendere e agl'interessi ed alla dignità di questo istesso popolo, che neghiamo di riconoscere sovrano; perciocchè due massime fondamentali scaturiscono per noi dall'osservazione di tutti gli umani consorzi, e de' fatti registrati nelle storie: la prima delle quali si è che chiunque non ha alcun mezzo di difendersi, è coll'andar del tempo inevitabilmente oppresso; e l'altra si è che chiunque non è partecipe in qualche modo dell'andamento della cosa pubblica, e non se ne cura, è moralmente tralignato. Usando adunque il vocabolo di popolo nel suo volgare significato, cioè di parte della società opposta a quella che regge, comprendendo in somma con questo nome tutti quei membri del consorzio civile che non hanno ottenuto alcuna sociale preminenza, pensiamo dover trattare di esso anzitutto, e passare a rassegna le potestà sociali che si poterono attribuire al popolo onde se ne giovasse per la propria difesa, come pure i mezzi che si posero in opera per farlo zelante della cosa pubblica, e consapevole e reverente della propria sua dignità.

È omai prevalente in Europa il costume di distinguere le potestà sociali in tre principali parti, cioè in potestà legislativa, esecutiva e giudiziaria, e di volere che ciascuna di esse sia assolutamente indipendente dall'altre. Noi però riguardiamo questa indipendenza mentosto come un principio, che come un fatto il quale si osserva in parecchi laudevoli reggimenti, e che perciò è degno di osservazione e di studio; perciocchè non ci sfugge che in altri governi, ove il popolo ha conseguito ben molta gloria e prosperità, queste potestà erano abitualmente commiste e confuse. Del resto ne sembra che il popolo, come tale, debba aver parte in ciascuna di queste tre potestà, e che soltanto mercè una tale universalità di cooperazione egli possa imparar a conoscere la cosa pubblica, a zelarla, ed a rendersi degno di concorrere nella debita parte al maneggio di quella.

I popoli che giova studiare onde far progredire le scienze sociali non sono già le tribù nomadi, i cacciatori della gran selva della terra, tutti egualmente miseri e nudi, tutti incalzati dal bisogno, e tutti eguali fra loro, tranne il divario che portano i vari gradi di forza o destrezza di corpo, o delle facoltà intellettuali poco sviluppate che un continuo tenzonar con gli stenti ha fatto sorgere. Le teorie costituzionali devono applicarsi alle nazioni quali le ha fatte la civiltà, alle nazioni che leggono, che studiano, che possono sole approvecciarsi dell'altrui esperienza. Dopo l'abolizione della schiavitù, ogni lavoro manuale è presso queste nazioni opera di persone che vi si applicano di loro elezione. Queste persone hanno diritto di godere di tutta la protezione delle leggi. Esse hanno dovuto sottoscrivere volontariamente il patto che le obbliga a dedicare il tempo e le forze ad una occupazione che procaccia il vitto alla società e che ne crea tutte le ricchezze. Se non che, ad altro ancora si estende questo diritto: incalzati dal bisogno, i poveri non sono realmente liberi nello stringere i patti con cui si obbligano a prestare il proprio lavoro; ed è necessario che la società, la quale tragge da questo il proprio sostentamento, li protegga affinché questi patti riescano equi. Molte cose sono loro dovute: un nutrimento salubre; un ricovero od abitazione; vestimenta che li riparino dal freddo ed altre molestie; malleverie di durata di questo buono stato, che li sollevino dal quotidiano affanno dell'indomani; luero sufficiente, acciocchè oltre al bisognevole loro proprio, valgano a sostentare i figli ed i congiunti ammalati, infermi o vecchi; e infine quel riposo o cessazione periodica dal lavoro che si richiede per conservarsi sano, per godere d'una qualche dolcezza della vita e per coltivare in qualche parte l'intelletto. Tali sono i diritti del povero; la sua parte delle ricchezze prodotte dalle sue mani non può esser minore, perciocchè senz'essa ei proverebbe l'acerbo stimolo degli stenti e dei patimenti, cercherebbe di appagare i propri bisogni con mezzi violenti, distruggerebbe la pubblica ricchezza a vece di concorrere ad accrescerla, e perirebbe all'ultimo di miseria. Per altra parte, in tanto perfezionamento dei mezzi di produzione ed in sì gran fervore di concorrenza, tendente viepiù a sminuire la parte del povero nella spartizione dei frutti del lavoro, è cosa assai difficile ottenere che questa porzione sia più grossa, e mantenere in pari tempo l'attualità industriale, da cui dipende la prosperità della nazione.

Prima però che si possa indicare quali sieno le potestà costituzionali da attribuirsi al popolo, e prevedere l'uso ch'ei sia per farne, gioverebbe conoscere per l'appunto in quale proporzione entri a comporre il popolo quella classe povera che vediamo curvata sotto il giogo del lavoro manuale, e per la quale chiediamo un breve rispetto dalle occupazioni che ne istupidiscono la mente, e un breve esercizio di quelle facoltà dell'intelletto per cui soltanto l'umana schiatta si distingue dai bruti.

Il lavoro è un debito imposto all'uomo dal suo Creatore. Esso in certo qual modo non solamente ne ingagliardisce il corpo, ma ne sviluppa pur anche l'intelletto. Per esso l'uomo industrioso trionfa successivamente di tutte le forze della natura. Però l'uomo non può porre lungamente ogni sforzo nello sviluppare una delle sue facoltà senza che tutte l'altre ne scapitino. Quel tanto ch'ei viene acquistando in vigoria e destrezza, ei lo perde nella facoltà di meditare e di riflettere. I lavori corporali nuocciono a lungo andare al pensiero; e gli nuocciono sempre allorchè degenerano in grave affaticamento, e quando sono monotoni. Ora nello stato presentaneo delle società un numero d'uomini che sappiamo essere grandissimo, ignorando però la sua proporzione col rimanente, è astretto ad un lavoro diventato sempre più monotono per causa dei progressi della meccanica industriale, e sempre più lungo per causa della concorrenza. L'operaio non può pensare, non può riflettere in tempo che presta l'opera sua; e nel breve tempo in cui può godere riposo, si trova più disposto ad un'assoluta inazione che alla meditazione.

È cosa strana che in tanto progresso della statistica non si possa rappresentare con numeri precisi gli uomini che accudiscono all'opere manuali e quelli che abbadano alle occupazioni mentali; e non si possa dire quanti ve n'abbia nella società che per procurarsi il vitto devono sacrificare una parte maggiore o minore della propria intelligenza, e quanti siavene all'incontro che adoperano continuamente ad esercitarla. Eppure queste cognizioni sarebbero necessarie per distribuire convenientemente e con prudenza la potestà politica al popolo.

Le ricerche statistiche del conte di Chabrol intorno alla città di Parigi ed al dipartimento della Senna ne sembrano pur anco il più compiuto prospetto della popolazione che abbia la Francia: l'obbietto di queste ricerche si è la città capitale, ove affluiscono

tutti i ricchi del reame, ove il più si raccoglie delle lettere e delle scienze, ove tiensi, per così dire, il gran mercato dello spirito e dell'intelligenza. Nium'altra parte del reame deve contenere un tanto numero proporzionalmente di persone viventi d'entrata e disciolte dall'obbligo dei lavori manuali, o di gente che campa col l'esercizio delle sue facoltà intellettuali, colla pratica delle lettere, delle scienze, colle professioni di chiesa, del fôro, della medicina, o degli uffici pubblici. Gli uomini che coltivano le loro forze intellettuali, debbono pure abbondare di più, comparativamente a quelli che esercitano le braccia, nei circondari suburbani di San Dionigi e di Sceaux, che non nel rimanente della Francia.

Fra i prospetti compilati dal conte di Chabrol, quello che più dichiara lo scompartimento della popolazione fra i varii generi d'occupazioni, si è il riepilogo delle varie professioni dei giovani compresi nelle liste dipartimentali della leva militare (1). Leggiamo ivi primieramente che, accomunati otto anni, fra mille giovani assoggettati alla leva militare, non ve n'avea in tutto il dipartimento più di venticinque che vivessero, come si suol dire, l'entrata, o per parlare più esattamente, ventisette nella città di Parigi, quattro nel circondario di San Dionigi, e sette in quello di Sceaux. Le quali risultanze non dissentono da quelle d'un altro prospetto che esibisce il termine medio delle sostituzioni nella milizia; le quali, accomunati gli otto anni, furôno ogni anno sopra ciascun migliaio, ventisei nella città capitale, venti nel circondario di San Dionigi, e dodici in quello di Sceaux; che per termine medio saranno ventiquattro per ogni migliaio in tutto il dipartimento. Si può pertanto desumerne che a Parigi eziandio sopra quaranta persone havvene una appena cui le famigliari ricchezze esimano dal lavoro, e che certamente non se ne dà più d'una per sessantina in tutta l'estensione della Francia.

Se non che, ancor più rileverebbe il conoscere quali sieno le professioni a cui accudiscono tutti gli altri; conciosiachè non si debbano ritenere per condannati all'opera delle mani tutti quelli che non vivono d'entrata. Per mala sorte la classificazione del conte di Chabrol è assai imperfetta, non facendo essa conoscere che il numero di quelli che attendono ad una parte delle professioni manuali, come pure di quelle intellettuali. Eccola tal quale essa è: sopra mille giovani si annoverano.

(1) CHABROL, *Recherches statistiques en 1824*. In 4.°, tavola 69.

CLASSIFICAZIONE	Nella città di Parigi.	Nel circondario di S. Dionigi.	Nel circondario di Sceaux.
Operai in legname, (carpentieri, legnaiuoli, carradori, segatori, ec.)	78	68	53
Operai in metalli (magnani, fabbri-ferrai, coltellinai, armaiuoli, maniscalchi, ec.)	88	55	43
Operai in cuoio (bastai, sellai, calzoi, ec.)	63	20	21
Operai in pietre (muratori, taglia-pietre, minatori)	24	59	141
Operai di campagna (agricoltori, marraiuoli, carrettieri)	27	300	323
Commessi e scritturali del pubblico o dei privati	120	32	10
Sarti	19	8	3
Barcaioli e navalestri	3	6	17
Senza mestiere (giovani che non l'hanno ancora eletto)	78	48	50
Viventi d'entrata	27	4	7
Tutte l'altre professioni assieme .	473	400	332
	<hr/> 1000	<hr/> 1000	<hr/> 1000

A quest'ultima classe, che costituisce da sè sola le due quinte parti della popolazione, dovevano riferirsi :

Tutti i lavoranti nelle officine di manifatture: e si sa che Parigi è ora una delle città di Francia in cui più abbondino queste officine;

Tutti quelli che apparecchiano cibi e bevande: panattieri, beccai, venditori di vino e simili;

Tutti i famigli;

Tutti i trafficanti di picciol traffico;

E infine tutti quelli che esercitano una professione letteraria o scientifica, ministri del divin culto, scrittori di libri e di gazzette, persone addette al fóro, alla medicina, all' insegnamento.

Questo prospetto, quantunque imperfetto, deve fare un ingrato senso, e spirare insieme utili riflessioni politiche. E dimostro per

esso che nella città più ricca e più colta di Francia, nove individui almeno sopra dieci, e più probabilmente ancora diciannove sopra venti, sono costretti di mercarsi il sostentamento col sacrificio della parte intellettuale dell'essere loro, e coll'esercizio delle forze del corpo a vece di quelle della mente. Sarebbe perciò somma imprudenza il dar loro la direzione delle cose pubbliche, e non di tal cosa debbono occuparsi i filosofi od i legislatori; ma questo gran numero di gente dedita al lavoro, questa classe che costituisce essenzialmente il popolo per opposizione al governo, debbe tuttavia avervi aperto l'adito, conciosiachè ella si trovi in tal condizione, che l'oppressione sia per lei più fatale che non sia per gli altri i quali non sono angustiati dal bisogno, potendo l'altrui oppressione toglierle facilmente ogni dolcezza di vita ed anche il necessario, mentr'essa non ha nè il tempo nè la valenzia intellettuale occorrente per difendersi da quella. Onde preservare la libertà del popolo, dee pertanto la costituzione attribuirgli diritti politici, il cui esercizio non gli cagioni grave perdita di tempo (essendo il tempo un patrimonio col cui frutto dee procurarsi il popolo il suo sostentamento) e il cui usbergo valga cionnondimeno a francheggiarlo di quel necessario che gli è dovuto. È duopo che l'esercizio di questi diritti venga ad ammaestrare il popolo intorno alle pubbliche faccende e a renderlo zelatore; è duopo finalmente e particolarmente ch'egli ne contragga una certa dignità di carattere ed il coraggio, senza del quale a nulla monterebbe ogni diritto.

Giova rimembrare anzi tutto che un lavoro manuale che duri tutta la giornata, induce negli uomini affranti dalla fatica una certa apatia, dalla quale non è sì facile divezzarli abitualmente. Lo scopo del legislatore che dà al popolo alcuna potestà politica debb'essere quello di ridestar l'operaio dalla indolenza sua, di distrarlo dalle sue brame di voluttà corporali, dal pensiero unico di sè o della sua famiglia, per farlo un cotal poco sollecito del maggior bene della società umana e della sua patria. Nulla certamente sarebbe più facile che d'infiammarne l'animo coll'ardore delle passioni politiche, dell'odio principalmente e dell'ira, di aizzarlo a vendetta con nomi di partito, di scatenarlo contro la gente che gli venisse denunziata come nemica del popolo. Ma non di passioni nè di vendette abbisogna la società; bensì di studio, di meditazione, e di simpatia inverso agli altri uomini. La società, rivolgendosi all'uomo che lavora e che è stracco dal lavoro, dee

procurare d'allargar grado grado il cerchio in cui sono le idee di esso naturalmente circoscritte, idee dal pensiero di sè solo recarlo a quello della propria famiglia, dal pensiero della famiglia a quello della professione, del luogo o della città natia, e poscia a quello della provincia, e per ultimo della nazione ond'egli fa parte. L'immaginazione procede altrimenti: afferra spesso volte gli obbietti in ragione della loro grandezza, e superando tutti i gradi immedii, commuove gli affetti dell'uomo a pro della nazione ond'egli è cittadino, lasciandolo indifferente per tutto che lo tocchi più da vicino. Bei fatti e gran sacrifici possono derivare da queste commozioni, cui certamente non riproviamo; ma quando si tratta del conferimento delle potestà sociali, conviene attenersi alla ragione; questa sola può malleare il bene di tutti, questa conviene sviluppare negli uomini che si vogliono mettere a parte della sovranità.

Il Comune, ossia il governo per così dire domestico del luogo natio, è il primo consorzio da additare ai riguardi ed alle affezioni di quelli in cui le idee sociali germogliano a stento. Il Comune non è cosa ideale o fantastica; è la vera patria, la patria che si vede, la patria di cui si conoscono tutte le parti, che fa impressione in tutti i nostri sensi. Nel Comune son ristrette tutte le rimembranze della tenera età, ivi si racchiude tutto ciò che ci è caro, tutti gli obbietti i cui interessi ne toccano immediatamente.

Il Comune è il consorzio primitivo; il più delle volte dall'agglomerazione dei Comuni è surta la nazione. Il Comune ha dunque in origine riunito in sè ogni dritto della sovranità; le tre potestà, legislativa, esecutiva e giudiziaria, che pongonsi oggidì a contrasto, dovettero in esso esercitarsi di conserva. Grandissimi vantaggi si accompagnano con l'esistenza di grandi nazioni; frai quali quello che più tocca l'immaginazione dei popoli si è l'indipendenza, e la possanza a fronte degli stranieri. Non è però l'unico: la possanza è ugualmente necessaria per signoreggiare le forze della natura; la possanza della mente si concentra anch'essa in un immenso fuoco, e non giunge alla massima altezza se non nelle grandi metropoli. Onde concorrere alla formazione di questa nazionale possanza, e goderne i vantaggi, dovettero i Comuni sacrificare gran parte della loro sovranità; e ne avvenne ciò che si chiama concentramento. Molti vantaggi si traggono dall'azione regolare, uniforme e gagliarda del governo centrale, molti altri dal-

l'azione libera, spontanea e patriottica del governo municipale. Non si fa passaggio dall'uno all'altro di questi sistemi senza infrangere tante abitudini già care a tutti: il desiderio dei beni perduti è sempre più intenso della soddisfazione che tragge dal godimento dei beni che si posseggono in quella vece; e perciò il sapiente legislatore esamina tutto ciò che è, prima di volger la mente a ciò che debba surrogarvisi. Se non che, sebbene egli possa propendere maggiormente all'uno che all'altro sistema, egli non degiammai ripudiare del tutto l'uno, ed abbracciare esclusivamente l'altro. E così, per cagione d'esempio, quantunque il popolo avesse una propensione grandissima al concentramento, il legislatore dee conservare o ridonare ai Comuni privilegi bastevoli a far sì ch'egli abbiano un certo principio vitale, e che il cittadino sia tocco dall'interesse loro, e si rechi ad onore gli uffici che adempie per essi. Non debbe mai il legislatore sdimenticarsi che i Comuni sono ottime scuole della scienza sociale e del patriotismo, e che in quelle nazioni presso le quali i cittadini non si brigano di ciò che si fa nel natio luogo, l'universale de' cittadini non sarà mai abbastanza adulto di mente e di cuore per comprendere quanto si opera in lontananza e per concorrervi profittevolmente.

Allorchè il popolo (e con tal nome intendiamo così quelli che dalla propria fatica traggono appena il necessario sostentamento, come quegli altri il cui lavoro è più largamente rimeritato), allorchè il popolo è chiamato a parte del maneggio delle cose del Comune, havvi quasi piena certezza di destarne l'attenzione, di distrarlo dal pensiero unico di sè, e di avvezzarlo a pensare alla società. Ivi di fatti ogni interesse si fa sentire, e si vede così da presso, che l'uomo di più corto intendimento lo scorge e ne discerne i rapporti con sè medesimo. La maggior parte dei Comuni antichi hanno beni amministrati in comune e per l'utile di tutti. Per via di questi beni ogni distrettuale viene ad esser partecipe della dignità, dei sentimenti e delle cognizioni dei possessori di terre; e impara ad affezionarsi a questo sistema di protezione dei beni della terra, di cui come povero e sprovveduto non avrebbe notato che gli svantaggi. Nei Comuni vi sono poveri da sostentare. Il distrettuale pensando di poter essere ridotto ei pure ad implorare soccorso, si fa ad accudir con amore a questo beneficio sociale, viene a conoscere quali sieno i limiti in cui vuole esso venir circoscritto, le norme da osservarsi nell'applicare i sussidii, l'importare delle rendite di cui

è possibile giovarsi, e migliora ad un tempo sè stesso e il proprio carattere. Il Comune ha opere pubbliche da far costruire o ristaurare, aie o loggie da mercato, ponti, fontane, dicchi, strade, sentieri, l'utilità, la convenienza e il dispendio dei quali saranno dibattuti ne' suoi consigli; ciascuno in queste consultazioni viene a conoscere che il pro di tutti si ebbe di mira in quest'opere, di modo che ove il Comune sia poi costretto ad imporre tasse o balzelli, ciascuno fa ragione in sè stesso che per l'utile proprio consacra una parte de' suoi proventi all'utile comune. Finalmente il Comune dee fare spesse volte, od approvare elezioni, crear magistrati ed agenti, il numero dei quali non è picciolo, dai membri del Consiglio municipale andando agli uscieri e guardacampi, e comprendendo talvolta anche il parroco e il medico. Ciò porge occasione all'uomo volgare, al manovale di alzare lo sguardo sopra sè stesso, di estimare l'ingegno ed il carattere di quelli che appartengono a più alta condizione, e di far loro un favore anzichè chiederne sempre. Tutti questi uffizi dell'uomo del popolo nel proprio Comune sono per lui tante occasioni di dilatare le proprie idee e il proprio interessamento, di sollevarsi dal pensiero, dalla cura di sè, al pensiero ed alla cura del consorzio sociale; di avvezarsi a porre il suo proprio utile, come l'utile di tutti, nell'ordine e nell'osservanza delle leggi. Pressochè tutti questi uffizi appartengono alla potestà esecutiva, e son quelli in effetto che il popolo intende meglio degli altri; la sua attenzione è subito cattivata da un oggetto materiale; ei lo conosce meglio, egli ne scorge la più intima relazione colle sue cotidiane occupazioni, e solo con uno sforzo maggiore di spirito erge quindi il pensiero alle astrazioni.

La legge è un'astrazione, perciocchè si riferisce alle azioni e non agli uomini, alle regole e non alle cose. Eppure la potestà di far leggi dovette primitivamente appartenere ai Comuni, del pari che ogni altra potestà sociale; ed anche a' di nostri questa potestà fa parte maggiore o minore delle loro attribuzioni. Non v'è contrada in cui non sia loro lasciata la facoltà di prescrivere un qualche regolamento; e mal sarebbe di loro se fosse altrimenti. Il concorso nella legislazione è quello che insegna meglio d'ogni altra cosa al popolo a discernere l'arbitrio dal benefico influsso dell'imperio. Gli sembra in sulle prime che tutto debba tornar facile a chi può dar ordine a tutto, e che s'ei fosse dispoto, farebbe agevolmente in modo che ogni meschino vivesse nell'abbondanza,

e porrebbe rimedio a quei mali di cui non conosce che l'acerbità. Alla pruova soltanto, ei viene ad accorgersi che questo rimedio non dipende dalla potestà; concorrendo alle consultazioni, ei riconosce come ciascuno cerchi sinceramente il bene di tutti, e non lo scorga; vedendo sorgere le difficoltà, ei si rassegna alle imperfezioni dell'ordine sociale, e prende finalmente amore per le istituzioni delle quali entra a far parte, invece di ubbidir loro per mero timore.

La società ha bisogno che ognuno ubbidisca all'ordine sociale, e che ognun l'ami, acciò torni facile e certa l'obbedienza. Qualunque si sia la parte d'autorità ch'essa lascia ai Comuni, il bisogno di lei porta che si faccia partecipi di questa autorità il più gran numero possibile di cittadini; che ognuno si persuada d'essere alcun che nel suo luogo natto, acciò in ognuno surgano le virtù e le cognizioni civili. Ma non minore è il bisogno che il Comune sia ben regolato, che le cose di esso vengano trattate con discernimento, con isparagno, con amore, che non sieno guaste per causa dei pregiudizi e delle passioni popolari, nè adimentate a motivo degli interessi di mestiere o di corporazione.

Qualunque sia la somma dell'autorità lasciata dalla nazione ai Comuni, dee voler la nazione che questa autorità sia usata con discernimento e prudenza. Perciò ricorre, quando si tratta dei Comuni, quella medesima difficoltà da noi accennata parlando del suffragio universale. In qual modo si otterrà l'intento di fare che tutti sieno partecipi dell'autorità, e che il maneggio della cosa pubblica non cada in mano dei più ignoranti, dei più spensierati, dei più inetti a ben condurla? Un solo sguardo gettato sulla tavola che abbiamo più sopra riportata, basta a convincerci che in Parigi, nella città della ricchezza e dell'intelligenza, una soverchiante prevalenza di numero avrebbero quelli che sono costretti a lavorar colle braccia dodici o quattordici ore al giorno, e che perciò debbono astenersi dall'opera della mente. Poco monta ch'ei sappiano o no leggere; perchè ove sappiano, non puonno tuttavia giovarsi della lettura per fare alcun vero studio, per procacciarsi alcuna vera istruzione: colla lettura si procacceranno al più alcune opinioni accattate, che saran molto da meno di quelle che l'esperienza avesse in loro destate; poco monta eziandio ch'ei vengano alle deliberazioni sulla pubblica piazza, o che procedanvi per mezzo di loro delegati: perciocchè ove la rappresentazione

non sia illusoria, i rappresentanti saranno animati dall'istesso spirito dei rappresentati; e ov'essa sia illusoria, l'elezione di deputati risolvesi in un vano apparato, e il popolo cessa di curarsi di cose rispetto alle quali non può far nulla.

Scendendo a particolareggiare ciò che i Comuni hanno da fare, e ciò che vorrebbero fare, si riconosce ancor meglio quanto falsi sarebbero o perniciosi gli effetti dell'eguaglianza di suffragi fra tutti i cittadini che li compongono. I lucri materiali, gl'interessi della vita quotidiana debbono essere i primi sopra dei quali si avviano stabilire regole gli uomini uniti in società.

Chi pone mente che in Parigi, nell'istessa Parigi, nove sopra dieci abitanti debbono ritrarre il pane ebdomadario da un assiduo e penoso lavoro, non può meravigliarsi che il pane ed il lavoro sieno i due primi obbietti dei pensieri della popolazione, e che quand'ella è raccolta, voglia fare anzitutto regolamenti intorno a questi due punti. E in fatti, tutti i Comuni, niuno eccettuato, e in Francia, ov'erano liberi appena dall'oppressione feudale; e in Italia, ov'erano sovrani; e in lavizzera, ove sono tuttora; e in Alemagna, e in Ispagna, in ogni luogo in somma, hanno fatto o leggi o regolamenti sopra gli scambi che avvengono tra la città ed il contado, sopra il diritto di lavorare e d'avere bottega. Tutte queste leggi delle città sono state fatte a scapito del contado e dell'agricoltura; e la maggior parte furono suggerite da un qualche privato interesse, cioè da quello delle professioni che costituivano il maggior numero. Oggidì gli economisti, mossi dall'impressione fatta nell'animo loro da tutti i falli, da tutti gl'inceppamenti della libertà, che un interesse sempre privato e talvolta malamente inteso ha suggerito ai legislatori borghesi dei secoli di mezzo, posero per massima che l'autorità non debba far cosa alcuna, e debba lasciare pienamente liberi il traffico e l'industria. Questa massima torna certamente più comoda; ma in primo luogo, perchè segnare certi confini alla sovranità, e segnarle certi subbietti intorno ai quali essa non debba esercitare l'autorità sua? Perchè mai, in un momento particolarmente di miseria, di stento universale, vorrebbe vietare ad un'assemblea popolare di cercare un rimedio ai mali cui prova, di stabilire un prezzo alle biade, una meta di salari, un orario pei lavori che dee far l'operaio, e i diritti di quelli che hanno imparato un mestiere inverso a quelli che vogliono impararlo, o a quelli che hanno bisogno di loro? Ol-

traciò, noi non crediamo che questa dottrina di noncuranza sia vera e buona dottrina; crediamo anzi che la pubblica potestà debba operare principalmente allora che si vede la società angosciata da gravissimi patimenti, da fieri pericoli; crediamo che il male esito della smania di regolamenti non pruovi la convenienza di regolar nulla. In un'altra opera, che forma parte di questi nostri studi intorno alle scienze sociali, esamineremo questi pericoli, queste angosce, i mezzi posti in opera per rimediarvi, e quelli che si potrebbero ancora tentare. Ma siamo persuasi che nulla di buono si possa operare intorno a questi obbietti se non si vada per consiglio anche ai Comuni. Quivi di fatti, e non già in un senato legislativo, gli uomini si veggono a fronte i mali volgari della vita; quivi i fatti tengono il luogo delle astrazioni; quivi le cotidiane variazioni del mercato per gli uomini e per le cose, son note; quivi appariscono in piena luce i particolari dell'ordinamento sociale.

Per altra parte, queste delicate quistioni, in cui è mestieri ponderare al alte teorie con bisogni sì urgenti, con passioni sì impetuose, non si potrebbero decidere nè sulla pubblica piazza nè da un'assemblea che rappresentasse fedelmente la pubblica piazza: la più profonda meditazione, coadiuvata dall'esperienza dei secoli e da quella dell'universo, basta appena a valutarne le difficoltà, mentrechè non si dà uomo a cui un qualche interesse immediato non ispiri una volontà, ed anche una volontà appassionata. È duopo assolutamente per questa decisione capitale ascoltare tutti, ma non pesare i suffragi di tutti come se fossero uguali. È duopo ascoltare chi ha fame per isfamarlo; ma se a vece di dargli ascolto, si ubbidisce a' suoi ordini, la sua fame porterebbe la carestia per tutta la società. Ogni decisione fatta a maggioranza di voci, fra interessi così opposti, porterebbe il sacrificio non meno crudele che ingiusto di qualcuno di essi, ogni richiamo ai suffragi tra professioni gareggianti tra loro, fra maestri ed operai, fra compratori e venditori, porterebbe, non già un'equitativa composizione, ma il trionfo dei vincitori sopra dei vinti.

Le repubbliche dei secoli di mezzo, che, sebbene sfornite di splendide teorie, conoscevano per pratica la libertà assai meglio di noi, hanno posto mente a questi incomodi, e tutte vi hanno rimediato con più o meno ingegnosi compensi. Divisero esse in generale la loro popolazione in tante corporazioni, eguali per drit-

ti, ma assai disuguali per numero. Le corporazioni dei legisti o notai, de' medici, de' banchieri, dei mercatanti all'ingrosso godevano nello Stato gli stessi privilegi che l'arti più numerose; contuttociò le prime di queste corporazioni erano composte d'assai pochi capi, che però aveano cervello; le altre contavano migliaia di braccia. Nella repubblica di Firenze, fin dal 1266, tutta la popolazione fu divisa in dodici gonfaloni, che si chiamavano dell'arti, e si distinsero in arti maggiori o minori, fra cui passava il divario soltanto di una certa quale prerogativa che le maggiori godevano sopra le minori; poichè esse tutte alternatamente aveano dritto di far sedere i loro eletti o priori a parte della signoria o magistrato supremo. Ognuna dell'arti aveva la sua casa comune; dove faceva l'elezioni de' suoi uffiziali o rappresentanti; ognuna aveva facoltà di attendere alle sue proprie cose, di discutere i suoi propri interessi, di raccomandarli al suo priore, che era uno de' sei membri della signoria, la quale in sè riuniva i lumi di tutti. Ciascun' arte aveva altresì i suoi ordini militari, il suo gonfalone o bandiera, e con ciò era certa di potere far testa all'oppressione. Per tale guisa la dottrina, l'educazione, le ricchezze, il traffico, del pari che l'arti faticose potevano far udire separatamente la voce loro; a tutti gl'interessi avevasi riguardo, e le risoluzioni dipendevano contuttociò dalla prudenza piuttosto che dal numero.

Firenze era allora insiememente Comune e repubblica, perciocchè il Comune comprendeva tutta la patria, e il voler suo era volontà sovrana. Dando eguali diritti alle sue arti disuguali, questa repubblica seppe sfuggire quest'astrazione non meno sragionevole che funesta degli odierni democrati, i quali per via del suffragio universale vorrebbero assoggettare la società ad una sola passione, ad un solo interesse, ad un solo acciecamiento. Seppo essa pure sfuggire quella distinzione imprudente ed oltraggiosa che indussero gli autori delle costituzioni mederne col dividere la nazione in elettori, che son tutto, e in non elettori, che son nulla. Ogni Fiorentino, ancorchè povero, ancorchè ignorante, ancorchè condannato ad affaticarsi dall'alba insino a sera, sentiva tuttavia di essere alcun che nella sua patria; era partecipe dei dritti politici e della sovranità come membro della propria corporazione: cionnonpertanto la sovranità non era nelle mani della pluralità, la quale in tutte le nostre società è necessariamente povera, ignorante ed incapace di sano giudizio. Lo scopo che i Fio-

rentini, e al par di loro tutti i Comuni dei secoli di mezzo hanno conseguito nelle loro repubbliche, è quello altresì cui dobbiamo noi tendere nei nostri municipii. Poichè questi esercitano una potestà, importa che non ne abusino e che la preponderanza vi sia francata alla giustizia ed alle cognizioni. Poichè essi rappresentano il popolo, è duopo che a tutto il popolo attengansi, acciò possa ognuno piatire la propria causa, e far udire la sua voce.

Il diritto di alzare la voce è in effetto più importante per la libertà, che quello non sia di decidero. La vera sovranità del popolo è il predominio della ragione nazionale, vale a dire dell'opinione pubblica illuminata e scevra di passione. I lumi glieli porge la discussione; ond'essa non dee poter dichiararsi prima che ogni interesse sia stato udito. Dalla riunione di un gran numero di Comuni in una sola nazione conseguita necessariamente che le determinazioni di questi Comuni non possano più essere definitive. Ad ognuno di essi deve sempre assistere il rappresentante dell'autorità nazionale, acciò l'interesse del tutto non venga mai immolato all'interesse delle singole parti. Quindi è che il gonfaloniere eletto dal principe può essere o non essere il gonfaloniere del popolo; ma la presenza del gonfaloniere eletto dal principe, la sua autorità ed il continuo intervenire della potestà centrale negli atti della potestà comunale sono cose affatto necessarie a ciò che vi sia identità di legislazione, d'amministrazione, di dritti da un capo all'altro dell'imperio; a ciò che tutti i membri della gran famiglia sieno trattati dovunque da concittadini e non da stranieri; a ciò che abbiavi nazione, e non semplice lega o confederazione fra varii Comuni indipendenti. Le abitudini, gli affetti e i pregiudizi di ciascun popolo, non meno che la somma delle cognizioni diffuse nei Comuni, varranno a determinare la maggior o minor soggezione loro all'autorità centrale, o la maggiore o minore loro indipendenza, che è quanto dire le basi del reggimento comunale. Nè l'ignoranza loro, nè alcuno strafalcione che commettessero in sulle prime, devono far deporre il pensiero di porli in azione; giacchè dalle consultazioni loro, e dal maneggio che avranno delle proprie faccende, deriverà appunto la diffusione delle cognizioni politiche e delle virtù pubbliche fra tutti i cittadini.

Importa pur grandemente di anettere a questi uffizi una certa qual dignità ed importanza, a fin che i membri del Comune vi si affezionino. Un Consiglio municipale cui sia data la facoltà di ve-

pire a consultazione e di manifestare i desiderî della popolazione intorno ad ogni subbietto, può anche essere astretto a non dar suffragio, a non decider nulla, senza diventare perciò inutile o ridicolo. Imperciocchè egli ha adempito l'ufficio suo da che ha fatto udire la pubblica voce; ma un Consiglio municipale, cui sia vietato di trattare del più dei subbietti che toccano il pubblico, le cui tornate sieno sospettosamente invigilate, le cui sessioni annue sieno chiuse precipitosamente, sarà ben presto riguardato come un'incomoda briga da chi ne faccia parte, e come una beffa dagli altri. Non si dee dimenticare che il veleno più esiziale delle istituzioni libere si è il tedio. E un gran motivo di tedio si è certamente il cicalio delle assemblee, che tanto più noioso diventa, quanto meno elevato si è l'ordine o il grado di quelli che le compongono. Acciò si tolleri questa noia, è duopo che ognuno di quelli i quali concorrono al maneggio delle cose comunali sia incorato dal sentimento del bene ch'egli opera, dalla retta che vede darsi alle sue parole, da quei riguardi personali che la patria dee concedere in guiderdone ai cittadini che pongono gratuitamente cura al vantaggio comune.

In ogni comunità dei secoli di mezzo, alla potestà municipale era annessa l'amministrazione della giustizia; il che giovava mirabilmente a dar risalto alla dignità del magistrato del popolo, ad accattargli reverenza ed ossequio, e ad ispirare ai magistrati stessi il sentimento dei più rigorosi obblighi che contraevano assumendo la toga di giudice. I tribunali cittadineschi non andarono esenti dagli errori e dalla barbarie dell'età di mezzo; ma chi voglia scrutinare i lor falli, non dee dimenticare le circostanze in cui erano posti. La dissoluzione universale dell'imperio dei successori di Carlomagno, l'universal corruttela si arretrava dalle porte delle città, dalla sede dei borghesi, ma largamente dibaccava nel contado. Ognuno facevasi un vanto di dar libero sfogo ai più sfrenati appetiti. Il gentiluomo riguardava il ladroneccio come un legittimo reddito; ogni contesa si diffiniva coll'armi; soorreva per le strade il sangue in cotidianie pugne; gl'insulti alle donne, alle case, alle sostanze costringevano continuamente i magistrati del Comune a chiamare in aiuto i gonfaloni dei borghesi: laonde, mentrechè le cure tutte degli amici della libertà e dei filantropi sono ora volte ad assicurare dagli arbitrii e dalle ingiustizie gli inquisiti, allora una certa ira si accompagnava coll'amministrazione della giusti-

zia; il giudice avea riguardo anzitutto a guarentire i suoi pacifici concittadini, e le processure delle curie giudiziarie erano bruttate dalle torture, da sommarie condanne, da atroci supplizi. Nè i tribunali cittadineschi si astennero meglio da queste acerbità che i tribunali dei principi; se non che non ne furono essi almeno gl'inventori: non essi le registrarono nei loro codici, ma tennero dietro soltanto con tardo passo all'esempio delle curie ecclesiastiche, regie od imperiali. Bene spesso inoltre si videro tratti di sublime virtù praticati dai tribunali dei popoli; in fatti allorquando ne' moderni teatri fu posto in iscena l'*Aleaide di Zamalea*, ossia il Contadino Giudice, si vide un tale argomento consueuare assaiissimo con le vive rimembranze del popolo.

A' dì nostri si è introdotto un nuovo compenso per far concorrere il privato cittadino all'esercizio della potestà giudiziaria, ed è l'istituzione del giurì. Nè sembra superfluo il qui rievantare quel tanto che fu in varie opere ottimamente esposto intorno ai vantaggi di una tale istituzione. Perciò non ripeteremo com'essa tolga di mano al principe la formidabile arme della potestà giudiziaria, e lo privi del mezzo di farsi temere con la minaccia dei tribunali, e com'essa abbia pure disarmato il giudice di tutto che eravi da temere in lui; perciocchè il cittadino non si vede più sovrastare alcun individuo dal cui cenno dipendano la sua vita e le sue sostanze. Nè sembra pure inutile il ripetere che, destinandosi sempre per via del giurì nuove persone a sentenziare sopra il destino dei loro simili, ovviasi a quella incuria, a quell'assuetudine di sospetto, a quella insensibilità che puonno derivare dal continuato esercizio della potestà giudiziaria; che una tale istituzione ha ispirata in tutti gli ordini dei cittadini che sono chiamati a sedere sugli scanni del giurì, la reverenza del diritto, l'amore della giustizia, lo studio e l'osservazione del cuore umano; ch'essa infine ha dichiarata e semplificata la giurisprudenza, separando onninamente in ogni giudizio, e specialmente nelle materie civili, la decisione del punto di fatto da quella del punto di diritto.

Ma per comprendere tutta quanta la bellezza del giurì, per vederne l'azione tranquillante e benefica, è duopo rimirarlo laddove esso è da lungo tempo istituito, dov'esso fa parte dei nazionali costumi, dov'ebbe campo di cambiare il carattere dei giudici, e dei curiali e del pubblico, che sono appunto i luoghi in cui pare che spicchino di meno. Assistendo alle processure delle curie ioglesi,

uomo sdimentica quasi del tutto il giurì per non badare che al giudice; cotanto apparisce questi diverso da quel che si è veduto in ogni altra contrada. Quest'uomo grave, di contegno sì placido e quieto, di tanta e sì maravigliosa dottrina, non tien già sè stesso per un difensore della società, per un vendicatore del delitto; egli è indifferente nelle cause che debbono recarglisi dinanzi, e non desidera meglio la condanna dell'inquisito, che la sua assoluzione, nè lo scoprimento de' segreti di questo anzichè la loro occultazione; ei non è altro che il custode della legge, non torce mai da essa lo sguardo, non tollera mai ch'essa sia contorta od infranta. Egli è asceso sul tribunale senza avere veduto neanche l'elenco delle cause che si debbono trattare, senza conoscerne pure l'argomento. Non conosce i nomi delle parti, nè l'obbietto del processo: quello che viene a sapere intorno a queste cose, l'impara al cospetto del pubblico, ed è apparecchiato sempre a dar conto d'ogni impressione che in lui venga fatta, a modo che questa nasce, giacchè il suo pensiero e la sua coscienza sono sempre per così dire aperti al pubblico. Lo straniero presente ad un tale spettacolo stupisce egualmente in veggendo la relazione che passa fra 'l tribunale ed i curiali. Il giudice chiama *fratello* ogni avvocato, e accoglie sempre con molta premura e da tutti egualmente gli avvocati, abbiano che fare o no nella causa, ogni dilucidazione, ogni schiarimento ch'ei sieno in grado di porgere; eppure e i curiali e l'uditorio e l'inquisito hanno sempre pel giudice la massima e più profonda reverenza: e a questa reverenza, nell'animo dell'inquisito si accoppia la più ampia fiducia nell'autorevole personaggio che presiede al giudizio, della cui imparzialità ed anzi della cui protezione si tiene certo, senz'ombra veruna di dubitanza. Parecchi fra' giudici sono spesse volte uomini di parte dichiaratissimi: quanto mai ammirabile non è pertanto l'efficacia dei costumi nazionali, che vieta a questi personaggi di recare nel recinto della giustizia le ire e i rancori delle parti, che fa loro deporre, nell'atto che indossano la toga giudiziaria, ogni odio, ogni affetto privato? Non v'è dubbio che questi costumi non sieno invalsi in forza dell'azione costante dei giurì, de' curiali e dell'uditorio sopra dei giudici, o per dirla in una sola parola, dell'azione della più compiuta pubblicità. La parte presa dal consenso dei giurati in questa pubblicità sembra all'aspetto sì lieve, che ben potrebbe passare inavvertita. Chi non ha pratica delle curie inglesi,

non può immaginarsi il numero delle cause che vengono decise in un solo giorno, in una sola seduta, e di quelle fra esse intorno alle quali i giurati non hanno aperto bocca. Il più delle volte lo spettatore non sa capire in qual modo abbia il giudice udito la decisione del giuri; perciocchè non solo non è uscito verbo di bocca ai giurati, ma nè pur un segno hanno fatto, nè mai sonosi tolti dal cospetto del pubblico. Ciò avviene da che la loro fiducia nel giudice, giusta certamente e secondo il merito, è pure somma; di modo che è rarissimo il caso ch'ei sieno veduti pensare od operare di per sè stessi.

L'instituzione del giuri tornò più ancora proficua all'America, ove il popolo ebbe parte maggiore che in Inghilterra nell'amministrazione della giustizia. Ma a chi voglia meglio comprenderne l'importanza e gli effetti dobbiamo additare l'opera ammirabile del signor de Tocqueville, opera che vorrebbe essere studiata e meditata da chiunque applica la mente alla politica costitutiva.

« Il giudice, dice egli, e specialmente il giuri civile, giova ad informare la mente di tutti i cittadini con una parte delle abitudini della mente del giudice; abitudini che tanto utili tornano a disporre gli uomini ad esser liberi. Diffonde in tutti gli ordini del civile consorzio un sentimento di reverenza per la cosa giudicata, e l'idea del diritto; le quali due cose ove si tolgan di mezzo, l'amore dell'indipendenza non è più altro che una passione distruggitrice. Insegna agli uomini la pratica dell'equità; perciocchè ciascuno, dovendo giudicare il vicino, pensa che alla sua volta potrà essere giudicato. Il che è vero soprattutto parlando del giuri in materie civili; poichè non si dà quasi chi abbia paura di trovarsi un qualche giorno implicato in un processo criminale, ma tutti possono temere che sia loro suscitata una lite ».

« Il giuri avveza ognuno a non ischermirsi dalla responsabilità delle proprie azioni: disposizione virile, senza di cui non v'ha pubblica virtù. Investe ogni cittadino, in certo qual modo, dell'ufficio di magistrato; rimembra ad ognuno gli obblighi che è tenuto ad osservare inverso alla società, e la parte ch'egli ha nel governo di quella; e costringendo i cittadini ad attendere ad altro che alle proprie faccende, combatte l'egoismo individuale, che si può dir la ruggine della società. Giova esso oltre ogni credere a formare il criterio, e ad accrescere il naturale discernimento del popolo. Ed è questo, a parer mio, il massimo suo vantaggio ».

È come una scuola gratuita e sempre aperta ove ogni giurato viene ad ammaestrarsi intorno ai propri diritti, ove cotidianamente può conversare coi più dotti e più illuminati membri degli ordini più culti, ove gli s' insegnan le leggi in modo pratico, o vengono adattate alla capacità sua dalle dispute degli avvocati, dagli avvisi del giudice, ed anche dalle parole appassionate dei litiganti. Io non saprei dire se il giuri torni utile a quelli che hanno liti, ma tengo per certo che è utilissimo per chi dee giudicarle, e lo considero come uno dei più efficaci mezzi onde possa valersi la società per l' educazione del popolo ».

« Debbo io spiegare il perchè pochissimo mi muovano gli argomenti desunti dalla poca capacità de' giurati quanto alle materie civili? Nelle liti civili, ogniquale volta almeno non si tratta di questioni di fatto, il giuri non è il consesso giudiziario se non che in apparenza. I giurati pronunziano la sentenza che emana il giudice; a questa sentenza appongono la sanzione della società ch'ei rappresentano, ed ei le appone quella della ragione e della legge. In Inghilterra ed in America i giudici esercitano, quanto all'esito dei processi criminali, una preponderanza che non ottenne mai il giudice francese. Ed è facil cosa il comprendere il motivo di una tale differenza. Il magistrato inglese od americano ha ottenuto di necessità questa preponderanza nelle liti civili, e quindi senza che s'agli mestieri acquistarla nelle materie criminali, non fa che continuare nell'esercizio della medesima (1) ».

Quest' ammirabile istituzione del giuri, è forza confessarlo, malamente riuscì in Francia; quivi i giurati si sono tenuti per giudici troppo più che non portasse ragione, e per testimonii meno che non fosse il dovere. Ei troppo abitualmente diffidano del giudice e del pubblico ministero, tranne i casi in cui le popolari passioni sono già eccitate contro l'inquisito; il che è ancora più deplorabile. Parve ai Francesi che tornasse impossibile avere un giuri unanime nel condannare; non avvertendo che questa difficoltà si deve attribuire ai vizi della loro processura. Questa processura è troppo lunga, troppo ingombra di pruove sussidiarie, di testimonianze per udito, di congetture. In vece d'un sunto chiaro e preciso, non ne emerge, per lo spirito poco esercitato dei giurati, che un labirinto in cui si smarriscono. Gli avvocati accrescono la

(1) TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, 2. ediz. T. II, p. 183.

confusione, invece di dichiarare l'affare; conciossiachè fuor della pratica degli Inglesi, che loro permettono soltanto d'interrogare i testimonii e di esporre argomenti, loro si conceda di piatire, cioè di chiamare in aiuto l'immaginazione, le passioni ed i sofismi. Dal brevissimo e conciso dibattito che si pratica in Inghilterra, la cosa emerge chiara ed evidente tanto da convincere; e quando avviene altrimenti, il giudice richiede il giuri d'assolvere l'accusato. Niuno all'incontro rimane scevro di dubbi dopo il lungo dibattimento e le più lunghe dispute dei Francesi. L'essenza dell'ufficio del giuri stà propriamente nell'unanimità; la società non ha potuto conferire a dodici persone elette a sorte, e il più delle volte sornite d'istruzione, il dritto di vita e di morte sopra di un loro simile, se non in quanto lo spirito di queste persone sia sgombro da ogni dubbio. La divisione del giuri in due parti, in due sentenze è la pruova del dubbio; è l'indice di ciò che passò per la mente di ciascuno dei giurati. A vece di riformare la processura quando certe scandalose assoluzioni, che furono invero frequenti nei tribunali francesi, vennero a porre in apprensione la società, si pervertì maggiormente l'ordinamento del giuri. Si lasciò sussistere la confusione del dibattimento, il divagare degli avvocati nelle dispute, l'animosità del ministero pubblico, ed anche quella del giudice; meravigliando che i giurati ed i testimonii non facessero maggior caso della legge, della verità, e del giuramento, si proseguì ad interrogare l'inquisito alla pubblica udienza, come se ciò non fosse in certo qual modo un eccitarlo a mentire; ma nel tempo stesso si dichiarò valevole quella decisione che avesse fatta la parte del consesso de' giurati preponderante anche pochissimo pel numero; s'interdisse, in certo qual modo, al giuri la discussione, obbligandolo alla segretezza; e si disciolsero i membri di esso da ogni responsabilità davanti al pubblico in riguardo al loro suffragio. Si credette in tal modo aver posto i giurati in grado di non temere nè arrendersi alle minacce dei partiti, che non sono gran fatto probabili stante il carattere francese; e nel tempo medesimo si tolse di mezzo ogni guarentigia contro l'onda degli stessi partiti, che era ben più da temersi. Mutilato in tal guisa, il giuri, non che essere un'istituzione liberale, riesce all'incontro molto inferiore ad un tribunale in cui non vi fosse altra malleveria fuor quella di una piena ed assoluta pubblicità.

Non v'è nazione alla quale non auguriamo pel suo meglio l'in-

stituzione dei giuri, ma non havvenè pur una che possa lusingarsi d'introdurla di primo balzo. Prima di stabilire il giudizio per via di giurati in uno Stato che non stavi avvezzo, è duopo riformarvi le leggi, riformarvi il sistema delle pruove ammesse dai tribunali, accorciare le lungherie dei processi e delle udienze, cambiar lo stile dei piati, ammendare quel pregiudizio che muove il pubblico a parteggiare in favore degli accusati, quando in un paese libero dovrebbe il pubblico aver a cuore la società offesa e la legge violata, riformare in fine i costumi a fin che vengano, come in Inghilterra, in gran reverenza le leggi, la giustizia e la santità del giuramento. Se la Spagna o l'Italia venissero ad istituire i giuri prima d'aver almeno incominciate queste riforme, è cosa probabile che non vi si farebbe giustizia, e che ne nascerebbe una funesta prevenzione contro di una istituzione così essenziale per la libertà e per la pubblica onestà. Le contrade che entrano nell'aringo della libertà, debbono stabilir sulle prime un'assoluta pubblicità delle processure dei tribunali, onde ausare i cittadini allo imperio della legge e della giustizia. Molto avranno operato in tal modo a pro della libertà, ponendo l'opinione pubblica a parte dell'esercizio della potestà giudiziaria.

Si è discorso fin qui del modo con cui il popolo può negli stessi Comuni essere chiamato a parte, e largamente, dell'esercizio delle potestà esecutiva, legislativa e giudiziaria. Ma v'è di più; conciossiachè egli possa avere in sua mano la forza, che è la sanzione di tutte queste diverse potestà. Ei può essere armato, ed addestrato a combattere. L'ufficio del popolo nella guardia nazionale è mentosto un obbligo che un diritto, od una efficace malleveria di tutti gli altri diritti. Una nazione i cui cittadini sieno tutti armati, e l'unione dei quali formi la forza pubblica, non può essere ridotta in servaggio. Questo diritto, piuttosto che gli ordini politici, costituiva le vere garanzie dei popoli liberi dell'antichità e di quelli dei secoli di mezzo.

Però, se l'armamento di tutti i cittadini è una efficace salvaguardia contro la tirannia del principe, sarà esso egualmente una salvaguardia contro la tirannia del popolo? Armare egualmente tutti gli uomini, quando gli ordini che campano fra gli stenti, nel continuo lavoro, nella povertà e nell'ignoranza sono in tanto numero rispetto agli altri, non è egli lo stesso che invocare il suffragio universale, anzi non è egli lo stesso che noverare le spade, e

non i suffragi deposti nell'urna? Le cose ultimamente avvenute in America possono dar a temere grandemente intorno a questo armamento universale; essendovisi conosciuto per pruova che quando le popolari passioni sono eccitate, non si può più ottenere giustizia in una contrada ove ogni abitante è soldato. Invano vi si invocò l'umanità, la ragione, la religione e la libertà per proteggere quelli che desideravano l'abolizione della schiavitù, contro le furie e le crudeltà atroci della moltitudine. La forma monarchica, federativa od unitaria del reggimento non avea che far nulla in tutto questo. Un re, un direttorio, un senato sarebbero stati egualmente impotenti per far agire la moltitudine dei cittadini americani in guisa opposta a' loro propri pregiudizi ed alle loro passioni.

Cionnonpertanto, meglio scrutinando l'ordinamento delle guardie nazionali americane, rinvengonsi buone ragioni per credere che si sarebbe potuto, con miglior disciplina e con maggior cura nel conservare le militari assuefazioni, ovviare a quella sì spaventosa anarchia. La milizia è al postutto l'ottima scuola dell'ubbidienza; ognuno sente, arruolandovisi ed indossando l'assisa militare, quanto sia necessaria in un corpo armato la disciplina. Ognuno ha paura della confusione e della violenza d'una democrazia militare. Sorprende anzi il vedere quanto subitamente abbraccino gli uomini arruolati nelle cittadine milizie lo spirito e l'abitudine di subordinazione e d'obbedienza passiva delle schiere assoldate; cosicchè per lo più parrebbe doversi temere per la libertà anzichè per altro. Ma gli Americani hanno soverchiamente negletta la cura d'introdurre e di conservare questo spirito nelle loro milizie, le quali per altra parte non facilmente possono contrarlo per imitazione delle soldatesche stanziali, in cui ben di rado ti abbatti fuori dei luoghi di confine degli Stati Uniti. Non puoi vedere una rassegna americana senza rimanere sorpreso dal difetto che vi si scorge, d'uniformità, d'attenzione, di ubbidienza. Ai cittadini, momentaneamente armati, parrebbe di operare altrimenti che porti la libertà e dignità loro, ove facessero quel che altri fanno, ove si assoggettassero agli altrui voleri. Eppure la mariniera americana supera le altre nel pregio della rigida obbedienza e della disciplina. Il carattere nazionale e le istituzioni non fanno dunque ostacolo a ciò che il medesimo spirito venga introdotto nelle milizie. Una tale riforma è del massimo rilievo per la salvezza del-

l'America. Gli stati Uniti soffrirono in guerra assai gravi danni, colpa della mala disciplina delle loro milizie, e possono soffrirne altri ancora più gravi. Se non che il pericolo è forse più grave per loro in tempo di pace, che non sia in occasione di guerra; perciocchè la disciplina degli eserciti, quella sì rigida e sì efficace disciplina che fece vittoriose le libere schiere dei Romani e degli antichi Svizzeri, è l'unico preservativo efficace contro il pericolo che può derivare dalla potestà militare posta in mano delle infime classi del popolo.

A di nostri tutta quanta la popolazione è armata in Svizzera, ed anzi è descritta in reggimenti; e nei cinque ultimi anni ora scorsi, in questi anni così fecondi di ravvolgimenti e di trambusti politici, il frutto di una tale istituzione ha superato le speranze. La milizia è stato il freno di democrazie che bene spesso erano disciolte di ogni altro freno. Ella si è mostrata pronta, obbediente e gagliarda nel reprimere passioni popolari che in essa pure germogliavano. Ella si mosse, senza distinzione di partiti, contro i perturbatori, contro chiunque dava principio alla guerra civile. In Inghilterra all'incontro, dove gli ordini poveri della società godono di tanti diritti che altrove sono loro negati, la forza pubblica è tolta loro gelosamente di mano: i corpi di milizia, chiamati Yeomanry, non sono altro che compagnie scelte, le quali con grandissima cura vengono reclutate di persone affezionate al governo; il grosso della nazione si è lasciato disarmare, e tutta quanta l'isola parve costernata nell'udir che alcuni operai addetti alle officine tentavano di addestrarsi con bastoni al maneggio dell'armi. In Francia la legge ammette e chiama anzi a far parte della guardia nazionale tutti i cittadini; ma in fatto si trae profitto dalla ripugnanza dei poveri a perdere il tempo e spendere senza ricompenso, per escluderli. Questa politica può avere gravi conseguenze; perciocchè ove si riesca nell'intento di escluder per sempre dalla milizia cittadina gli ordini poveri, e' correranno pericolo di essere oppressi; e quando essi ricusino di rassegnarvisi, saravvi grave pericolo di un sovvertimento sociale.

Abbiamo in questo saggio tenuto dietro all'azione popolare fin dall'origine. Abbiamo dato a dividere come il popolo, senza cessar d'esser popolo, possa esercitarsi a vicenda nel regolare gl'interessi diversi che cozzano o s'urtano fra loro nella società, e rendere in tal modo generali quelle idee che sono in esso più con-

suete. Abbiamo veduto com'egli possa attendere alle cose per così dire di finanza, in quella particella della società cui appartiene, cioè nel suo Comune, e invigilare l'uso delle sue entrate pel miglior suo vantaggio; come le sue cure possano volgersi alla ispezione dei lavori pubblici di cui desidera l'esecuzione, ed alla destinazione dei magistrati ed agenti per mezzo dei quali si pone ad effetto il pubblico volere. Abbiamo riferito com'egli eptri a parte dell'amministrazione della giustizia, come nell'applicare la legge, la impari, si persuada del pro e della ragione di quella, e venga a risguardarsi come il custode dell'ordine e della giustizia. Abbiamo infine esposto com'esso di sua propria volontà s'assoggetti alle rigide leggi della disciplina militare, e come in questa scuola, in cui la prontezza, l'ordine e la regola tornano sì necessarie, impari ad obbedire ed a comandare, ed a riverire insieme chi è posto in un più alto grado sociale; perciocchè essendo le premienze sociali fondate sopra l'educazione, sopra la cognizione degli uomini e delle cose, sopra l'urbanità dei modi del pari che sopra la ricchezza, risulgon queste doti maggiormente nel cittadino trambusto della milizia.

Questa multiforme educazione deve purificare e nobilitare il carattere d'un popolo. L'uomo che si guadagna il vitto col sudore del volto, l'uomo che ha poco tempo per istruirsi e meno ancora per riflettere, l'uomo che al primo sguardo gettato sopra la società ha potuto credersi ingiustamente privato della sua parte dell'umano retaggio, venendo perfezionato da cosiffatte liberali istituzioni, comprende di quanto amore e gratitudine sia degna una patria che gli concede un sì onorato luogo nella direzione delle comuni faccende, e che talmente in lui riverisce il carattere d'uom libero, e talmente in lui si confida, da porgli in mano le armi per la difesa delle sue istituzioni. I dritti popolari, queste potestà affidate al popolo, e al cui esercizio tutti concorrono, sono pertanto ad un tempo la grande scuola del patriotismo e la grande scuola della ragione. Il cittadino sente in sè stesso la dignità del suo essere, e impara ad aver riverenza di sè, come l'hanno gli altri. Si paragona agli uomini della condizione medesima negli altri Stati, e facilmente ravvisa che non sono suoi pari. Altrove gli operai non sono che strumenti da lavoro, mezzi di crear la ricchezza; mentr'egli stesso si vede scopo della propria esistenza e di tutte le miglurie sociali a cui concorre. Di quanto non va egli de-

bizore alla patria che lo ha fatto qual egli è? Qual sacrificio non farebb' egli per essa? A quali generosi sforzi non sarà egli disposto? Abbiassi a mente che tali sono i sentimenti cui fa d'uopo eccitare e fomentare nel popolo, se pur si vuole farne un gran popolo.

Non si può concepir dignità senza distinzione, senza preminenza. Ove al-popolo s'insegni solamente ad abbassar tutti gli altri al pari di sè, ad impugnare ogni distinzione, a spianare ogni grandezza, non si farà altro che renderlo invidioso, irrequieto, impaziente, e soprattutto egoista. Quand'è avvezzato a riferir tutto a sè stesso, ei non può darsi a credere che sia suo obbligo in verun caso di esporsi al pericolo e di sacrificarsi per un essere miglior di quell'io fatto centro per lui dell'universo. Che se all'incontro il popolo venga ammaestrato ad ammirare quell'ordinamento sociale in cui ha egli pure onorato luogo; se gli si faccia avvertire la propria grandezza in confronto degli altri popoli; se gli si mostri quanto egli sia nobilitato dalla costituzione dello Stato, e come per quelle stesse preminenze che vede ad altri concesse e cui può anch'esso aspirare, tenda ella a viepiù nobilitarlo; s'egli possa dire con alterezza: Sono repubblicano svizzero, son Francese, sono Inglese, il suo solo nome gli rimembrerà ad un punto tutti i diritti ch'egli ha ricevuti dalla società; nè cosa alcuna saravvi la quale non sia egli pronto ad operare per la salvezza di questa società, a pro della patria.

Noi non abbiamo esposto finora che una parte dei diritti dell'uomo, quella cioè che comprende le potestà che in uno Stato libero possono o devono essere riservate al popolo. Dobbiamo ora procurare di rappresentarci i diritti che il popolo delega ai rappresentanti che debbono in suo nome e vece concorrere alla direzione generale della società. Ma questi si riferiscono ad un altr'ordine d'idee; e nel determinarli e nel circoscriverli si deve avere riguardo mentosto alla potestà da conferirsi a ciascun cittadino, che all'effetto di questa potestà sopra il civile consorzio. Ei son destinati solamente a creare, a maturare l'opinione pubblica, a riunire insieme tutti i lumi, tutta la virtù sparsi nella nazione, a fare sì che gravi riescano e lente le consultazioni; ponderate le deliberazioni, e che la vera sovranità, la sovranità attiva venga affidata alla ragione nazionale. Perciò avvisiamo dover trattare quest'argomento in un separato saggio, che sarà il terzo e l'ultimo intorno all'elemento democratico.

SAGGIO TERZO

**DELLE CONSULTAZIONI NAZIONALI, E DEI MEZZI ACCONCI A FAR SÌ
CHE REGGA SOVRANA LA RAGIONE PUBBLICA.**



NEL precedente saggio abbiamo dimostrato come l'elemento democratico possa e debba nei Comuni entrar a parte dell'esercizio di tutte le varie potestà sociali. Abbiamo additato nei Comuni i primi materiali dell'edifizio sociale, e per così dire le pietre la cui unione forma il maestoso palazzo della repubblica. Quivi il popolo è stato considerato da noi, non già in astratto, ma tal quale esso è, vale a dire come l'aggregazione di tutti gli uomini che nè per potenza, nè per ricchezza, nè per dottrina, nè per virtù, nè per facoltà innate hanno ottenuto veruna specie di preminenza sociale. E perchè questi costituiscono il massimo numero nei civili consorzi, abbiamo riconosciuto che bene spesso potrebbero usar malamente la potestà loro affidata. Se non che siamo stati d'avviso che un più grave pericolo porterebbe con seco il negargliene: pericolo della loro oppressione per diffalta di schermo; pericolo del loro avvilitamento, ove abbiano per solo movente il timore; pericolo ch'essi s'imbaldiscano per non avere mai da riflettere intorno al bene dei loro simili; pericolo infine di un sovvertimento sociale, ov'essi nè attaccamento nè gratitudine abbiano per le istituzioni pubbliche. Le quali cose avvertendo, abbiamo insieme rammentato i modi trovati per far concorrere all'esercizio della potestà nella debita parte ogni cittadino senza porre i destini della società civile e di tutti i membri di essa in balla della balordaggine ed ignoranza della moltitudine; dichiarando che ove non siavi nello Stato qualche combinazione di tal fatta, si deve sempre temer grave danno o ruina.

Abbiamo per altra parte inculcata la massima, essere necessario che in tutti questi parziali consorzi siavi per assessore un agente del governo, il quale rappresenti la forza e la ragione dello Stato intiero, raffreni gl' impeti degli affetti e dei pregiudizi locali, mantenga l'unità dell'imperio, l'uniformità delle sue leggi, il concorso di ogni parte al pro del tutto, e la subordinazione dei dritti municipali agli alti dritti del cittadino. Questa subordinazione s'appoggia alla presunzione che la potestà centrale o nazionale superi per cognizione, per ispirito di giustizia, per patriottismo la potestà dei consorzi parziali; e questa superiorità è infatti lo scopo a cui giova intender la mira. Nel creare la potestà nazionale, deesi porre mente mentosto al diritto che possa competere ad ogni cittadino di concorrere a costituirli, che al dritto che ha la nazione di chiedere che questa potestà la renda felice, e regga giustamente. La sovranità nazionale s'aspetta alla regione nazionale, al complesso delle cognizioni e delle virtù che trovansi nella nazione. Nè men vi vorrebbe per darle forza a percorrere il suo scabroso aringo, frammezzo agli ostacoli che oppongonvi continuamente l'invidie e le gelosie degli Stati vicini, il cozzo dei privati interessi, le nubi dei pregiudizi, i traviati appetiti.

La ragione pubblica è alcun di che di più sublime, di più puro che non sia la pubblica opinione; conciossiachè questa, ancorchè in generale chiaroveggente, può pur non di rado essero precipitosa, appassionata, capricciosa. Allora soltanto che le tempeste si sono dileguate, conciliati i dissentimenti, raccolti i lampi tutti in un sol fiocco di luce placida, viva e sempre uguale, allora soltanto dichiarasi la ragione nazionale, e i suoi dichiarati debbono essere leggi. Due cose pertanto sono ugualmente necessarie a ciò che la ragione nazionale regga ed imperi sovrana; primieramente cioè che l'opinione possa quanto mai liberamente formarsi, illuminarsi e stabilirsi; ed in secondo luogo che essa non si converta giammai precipitosamente in decisione nazionale, ma bensì all'incontro la società si attenga ad ancor salutari, e sienvi di tal guisa ordinate le resistenze costituzionali, che ogni innovazione, ogni cambiamento venga operato per gradi.

La formazione e lo sviluppo dell'opinione pubblica si operano negli Stati liberi con due mezzi, cioè col dibattito spontaneo di tutti quelli che pongono mente alle cose pubbliche, e col dibattito o discussione solenne e diremmo uffiziale, perchè fatta per

causa di ufficio o di speciale istituto, da quelli che tutto il consorzio incarica a prendere cognizione delle sue faccende ed a significarne i desiderî od i voleri. Quanto più è libero e degno della libertà uno Stato, tanto maggiore è la reverenza che vi si professa inverso ai diritti ed alle opinioni altrui, tanto più rilevante vi diventa la discussione spontanea. A questa discussione giovano le assemblee quotidiane o periodiche, i crocchi, le congreghe alle quali concorrono persone che hanno una stessa opinione; giovano quelle raunanze che si fanno in Inghilterra ed in America, sotto nome di *dibating societies*, per avvezzarvisi a parlare intorno alle cose pubbliche; giovano le assemblee popolari di città, di provincia o di contea, che vedonsi riunite sì di frequente in Inghilterra ed in America, o per dichiarire una quistione politica che insorga, o per disporre l'elezioni, porgendo ai candidati il campo per esporre le massime loro; giovano infine gli scritti, che si fan circolare, le stampe, i libri e le gazzette. La sua potissima utilità in ciò è posta, che essendo comune a tutti, e parendo opera di tutta la società, essa non è tuttavia che l'espressione dei sensi e delle opinioni delle persone intendenti. I suffragi non si noverano per capi nella valutazione della pubblica opinione, allorchè questa dev'essere sviluppata e maturata con aringhe per cui si richieggono logica e facondia, con iscritti pei quali abbisogna meditazione e studio, con gazzette per compilare le quali laudevolemente richiedesi prontezza di informazioni e di pensiero. L'opinione pubblica, surta dalla discussione spontanea, non novera già le voci, ma sì le libra; ed esprime assai più i sensi e le opinioni dell'aristocrazia intellettuale, che quella della democrazia. Vi si accoppiano tuttavia sconci e pericoli, i quali essendo dell'indole stessa che sono quelli i quali vanno uniti alla discussione ufficiale, possono forse venire riparati con analoghe provvidenze.

È utile assai per la discussione ufficiale, ch'ella sia precorsa ed agevolata dalla discussione spontanea. Poche quistioni politiche verrebbero sufficientemente schiarite, se i pensatori non avessero aperta la via a tal fine con opere meditate lungamente, e se in seguito i concionatori ed i gazzettieri non si fossero giovati dei loro pensieri, non gli avessero messi alla pruova della contraddizione, facendone scaturir nuove idee per mezzo dell'ispirazione momentanea, e della commozione che produce il conflitto. Però le nazioni non possono nè debbono fidarsi unicamente di questi volontari

rappresentanti per far progredire le scienze sociali. Hanno esse desiderî, bisogni, e vanno soggette a mali che l'intelletto non può sempre scorgere, e che si appalesano all'esperienza. Già prima della Rivoluzione godeasi in Francia di molta libertà nella pubblicazione dei libri toccanti le speculazioni della politica e della legislazione. Certo, che laddove erano state dettate le opere di Montesquieu, di Rousseau, di Turgot, di Necker, degli economisti fisiocratici, si era profondamente meditato intorno all'ordine sociale. Eppure a chi paragoni i loro scritti colle aringhe dei deputati del popolo, dopo l'introduzione del sistema rappresentativo, parrà di passare dalla regione delle visioni a quella della realtà; il che avviene, non già perchè gli ultimi superino per ingegno i loro precursori, ma bensì da che quelli conoscono per prova e per esperienza la materia di cui parlano, mentre questi non poteano far altro che conghietturare.

Per formare ed illuminare l'opinione pubblica intorno ai bisogni e ai mali delle nazioni, ai mezzi di porvi rimedio, a tutti insomma i particolari delle scienze sociali, è perciò necessario di porgere alle varie parti in cui per ragione di luogo o di comunanza d'interessi la nazione è divisa, il mezzo di manifestare solennemente i loro bisogni e desiderî. Nè questi desiderî denno sì tosto riguardarsi come nazionali; conciossiachè di loro natura possano essere divergenti e talora eziandio contraddittorii. Raccolgonsi appunto per modificarli, per conciliarli fra loro. È assurda cosa pertanto il munire i deputati di istruzioni o mandati imperativi; come se la decisione dovesse precedere le consultazioni, come se le parti dovessero intender le cose meglio che non le intenda il tutto; come se infine ognuna delle parti o degl'interessi diversi della società dovesse aver vinta la propria causa, ricusato ogni accordo, ogni conciliazione. Se non che egli è un errore pressochè uguale l'attribuire la nomina dei deputati ai partiti anzichè agl'interessi; stantechè le fazioni, di cui due e non più di tre si possono vedere a fronte l'uno dell'altra, hanno esse pure il proprio *credo* prestabilito, i loro impegni portati dalla passione di parte, e confermati, dall'onore, le loro massime, dalle quali non si può demordere sotto pena di essere detto rinegato o disertore. Eppure la libertà porta con seco la necessità di continue transazioni; essendochè una volontà non può venire assoggettata ad un'altra senza dolore e senza schiavitù; e i deputati della nazione raccolgonsi per

trovar termini da conciliare queste contrarie volontà , anzichè per costringerle.

Per altra parte, lo scopo avuto di mira nel raunare questi deputati si è di far loro rappresentare altri che sè medesimi, di far loro arrecare in comune, non già immutabili voleri, ma bensì convincimenti che rappresentino pienamente un interesse ed un'opinione. Evvi in una nazione interessi ed opinioni di affatto diversa natura, fra i quali tutti deve maneggiarsi dai legislatori una transazione. Troppo più del dovere si è inerito alla rappresentazione delle località. Certo che gl' interessi delle varie località meritano contemplazione; gl' interessi degli abitatori delle contrade feraci di vino , di quelle abbondanziose di biade, de' porti di mare, delle città entro terra, de' luoghi ove abbondano le officine, di quelli ove il principale provento si trae dall' agricoltura, sono distinti, e talora eziandio opposti fra loro , e vogliono tutti il debito riguardo. Troppo manca tuttavia perchè questa somma d' interessi comprenda tutti quelli della nazione.

Per quanto spetta al modo di eleggere i rappresentanti delle varie località , siamo di avviso che la rappresentazione loro sarebbe in certo qual modo più vera e più viva , se i deputati venissero eletti da' corpi già esistenti , piuttosto che dalla popolazione abitante un dato distretto od uno spartimento elettorale. I deputati delle città all' antiche corti di Spagna, agli antichi parlamenti d' Inghilterra , agli Stati provinciali ed agli Stati generali di Francia , alle diete germaniche ed italiche erano eletti dagli ordini dei municipii , tali quali essi erano costituiti ; ond' è che giungevano all' assemblea generale imbevuti delle opinioni predominanti nei loro Comuni, pienamente edotti di ogni loro interesse, e già avvezzi alla discussione di tutte quelle quistioni che dovevano poi trattare nel gran Consiglio nazionale. In Inghilterra veramente, gli elettori dei borghi e delle città cessarono prima d' ora di eleggere dei loro pari , e vennero in usanza di scegliere i propri deputati fra le persone più doviziose e più culte. Però anche a dì nostri, i rappresentanti pongono cura anzitutto ad entrare in relazione coi rappresentati, per via delle aringhe dette dagli *ustings*. Non v' è più identità di condizioni fra gli elettori e l' eletto , ma havvi almeno una pubblica, particolarizzata e lunga comunicazione, che dee far supporre simiglianza di opinioni. Toccava alla Francia di rompere affatto questa connessione, di prescrivere per malleveria costituzio-

nale che i rappresentanti non debbano discorrerla coi rappresentati, nè esservi alcuna discussione, alcuna comunicazione fra loro, e che l'assemblee elettorali sieno mute, o per meglio dire che a vece di esservi assemblee, vi fossero soltanto processioni di elettori accorrenti a deporre il loro suffragio nell'urna. Tanto valeva il prescrivere che si eleggessero i deputati, non già fatta ragione delle facoltà loro intellettuali, ma sì a seconda delle passioni o del partito cui appartengono; stantechè non si volle ch'ei possono darsi a conoscere altrimenti che per la bandiera la quale seguono, nè che veruna delle modificazioni dello spirito di partito che avesse in animo di operare, possa venire a cognizione dei loro concittadini.

Giova grandemente che nel senato nazionale soggano deputati di tutte le corporazioni esistenti sul suolo dell'imperio, poichè l'opinioni ch'ei vi recherebbono, sarebbero già maturate colla discussione, già elaborate, già venute a conflitto con opinioni contrarie, e perciò disposte a subire modificazioni; è però duopo avvertire che le province, le città, i villaggi, non sono le sole corporazioni che riconosca la legge. Grandi interessi nazionali, diversi dagli interessi di località, sono stati obbietto di speciali studi e fatiche d'uomini riuniti in sodalizi legali. E tornerebbe in acconcio così per l'utile della società, come per maturare la pubblica opinione di udirli. Il primo di questi grandi interessi dell'umanità si è quello della religione; quantunque sieno stati i sacerdoti recentemente esclusi dalla rappresentanza nazionale. Si addusse per fondamento di questa eccezione, che la dignità e l'imparzialità del carattere sacerdotale mal si confanno col trambusto dei partiti; nè poco eziandio valse il timore che le controversie e gli astii teologici non usurpassero nell'assemblee nazionali quel posto che vi si volea riserbare agli interessi terreni. Le quali ragioni non sono destituite di forza; ma a dispetto di esse, chi avverta di quanto pondo sieno nelle decisioni d'una nazione la potestà, la ricchezza e la legislazione del clero, dee ritenere come cosa giusta e prudentiale di non negargli una voce per difendersi. Nè più giudizioso, nè più giusto sarebbe per altra parte il lasciare che parli esso solo. Indipendentemente dal gregge al suo spirituale reggimento affidato, che ha talvolta interessi contrari a quelli del clero, e che viene rappresentato dalla generalità degli altri deputati, hanno pure bisogno di poter farsi udire le sette dissidenti, così quelle

che formano una Chiesa, come quelle che non la formano. Furono esse di fatti bene spesso oppressate, e possono tuttora esserlo; ed il più dei cittadini, ove non ne sia avvertito, non bada molto ai soprusi ond' elle sono vittima. Nè di minor vantaggio sarebbe l'ammettere deputati delle Università, dell' Accademie, dei corpi in somma cui è affidato il pubblico ammaestramento. Non sarebbe già questo un diritto per essi, ma bensì un tributo di cognizioni chiesto dalla società; la quale con non minore profitto chiederlo potrebbe alle facoltà medica e legale, e ad ogni altra professione letteraria.

Che se queste professioni possono somministrare in maggior copia le cognizioni che si richieggono in un senato nazionale, la società è per lo contrario più frequentemente costretta ad occuparsi delle professioni industriali, i cui interessi sono più urgenti, e la cui miseria pone a repentaglio la quiete pubblica. L' industria agricola pone per esempio a contrasto gl' interessi diversi di quattro ordini di persone, dei proprietari delle terre, de' fittaiuoli, de' mezzaiuoli e degli operai a giornata. Vorremmo che ognuno di questi ordini avesse i suoi rappresentanti speciali, potesse formar sodalizi, introdurre corrispondenze da provincia a provincia, e deputare in seguito alla nazionale rappresentanza alcune persone che in nome di tutto quanto l' ordine propugnino i suoi interessi. L' industria cittadina si dipartisce in un molto maggior numero di professioni o d'ordini, tutti in contrasto od in gara fra loro. I trafficanti all' estero, i trafficanti nell' interno, i venditori al minuto, gl' intraprenditori di manifatture, i loro operai, gli artieri sbrancati formano tanti ordini diversi, i quali vogliono pure essere suddivisi in molti altri ordini. Inerendo al sistema di rappresentazione a' nostri di prevalente, la difesa dei loro varii e spesso opposti interessi abbandonasi al caso; supponesi che tra' deputati delle provincie saravvi alcun membro appartenente a ciascuno di essi, e che questo membro assumerà la difesa degli interessi pericolanti del proprio ordine. Ma questa è in primo luogo una supposizione affatto gratuita; chè molti di questi ordini non hanno mai, nè puonno avere chi li rappresenti. In secondo luogo poi, i membri appartenenti causalmente ai varii ordini industriali, non sono stati eletti perciò che meglio intendessero le quistioni relative agl' interessi del proprio ordine; ed anzi, non che essere specialmente idonei all' uopo, sono uomini non punto infiammati di zelo per gl' interessi delle loro professioni, nè addestratisi a difenderli.

Ma la massima pecca del presentaneo sistema si è di nuocere egualmente agli interessi degli ordini più poveri e più necessitosi, tanto nel caso che un membro di essi riesca deputato, quanto nel caso contrario. Ognuno può immaginarsi che ne sarebbe d'un contadino manovale, d'un mezzaiuolo, d'un tesserauolo di drappi di lana o di seta, lavorante e non padrone, d'un muratore, d'un beccaio, che per avventura venisse eletto deputato della propria provincia, e sedesse fra i deputati nazionali. Ignaro delle usanze sociali, balbettando a stento il linguaggio dell'assemblea, ei non verrà a capo di comprendere di che si tratti. Attonito, sbalordito, intimorito, egli si guarderà d'aprir bocca; e se lo sdegno o la vanità lo indurranno ad alzare la voce, farà scompisciar dalle risa l'assemblea, e nuocerà, anzichè giovare alla causa ch'ei vorrebbe difendere. Altri s'immagini all'incontro di veder sedere in luogo di costui, nell'istessa assemblea, un uomo a cui tutti i mezzaiuoli di Francia, o tutti gli operai a giornata, od altro ordine di proletari avessero affidata la difesa dei loro interessi: con quale nobile alterigia si farebb'egli innanzi questo rappresentante, in qualità di avvocato del povero, di difensore di coloro che sono privi d'ogni altro sostegno! Quant'onorato e caro non gli sarebb'egli questo titolo! Qual debito, e qual onore per lui di dimostrarsene meritevole con uno studio profondo, con un zelo perseverante e fervoroso! E come gli si darebbe ascolto! come gioverebbero le sue parole a schiarire quistioni in cui si tratta forse della vita di milioni di persone? Il massimo svantaggio della rappresentazione affatto locale si è di porre innanzi persone cospicue sì nel proprio circondario, ma la cui fama non si estende oltre le dieci leghe all'intorno, nè merita d'estendersi. Donde avviene che le elezioni d'una gran nazione, fatte per distretti, non possono dare nè danno in effetto per risultato che la più strana, la più mortificante maggioranza di persone dappoco. In fatti la rappresentanza nazionale dalla metropoli alle province, dalle città al contado, dalle persone cospicue ad ogni sorta di persone mediocri viene con ciò trasferita. All'incontro la rappresentazione delle facoltà, delle professioni, degli interessi porta il concorso d'uomini disseminati in un ampio territorio, e perciò non ammette per candidati che persone celebrate in tutta la nazione. Dovrà essere di fatti preconizzato dalla fama e benemerito del povero colui che, proponendosi a rappresentante de' mezzaiuoli, verrà eletto dai suffragi de' vignaiuoli delle

rive à della Garonna che della Senna ; e quegli parimenti che offrendosi per deputato degli operai delle manifatture , verrà eletto dai proletari di Mulhausen e da quelli di San Quintino. Questa rappresentazione di ordini disseminati qua e colà non è scevra , a dir vero , di un qualche difetto , o di difficoltà in pratica ; ma basta volere , voler fermamente , per toglierli di mezzo. In questi tempi d'ingegnose invenzioni , non mancano mai i compensi , purchè lo scopo da conseguire sia ben difinito.

Investigando quali debbano essere le basi del regolamento da farsi per ottenere un' acconcia rappresentanza , noi non abbiamo finora toccato il punto del diritto che possa spettare ad ogni cittadino di concorrere all' elezione dei deputati , ma si soltanto abbiamo trattato del diritto che ha la nazione di raunare la maggior somma possibile di lumi e di cognizioni laddove si devono decidere le pubbliche faccende , e le quistioni toccanti la giustizia , la felicità e la stessa esistenza sociale. Ciascun cittadino concorrendo alla elezione di un deputato entra certamente a parte della sovranità ; ma questa parte è sì minima , che non giova quasi il farne conto. In Francia, ove per trenta milioni d'abitatori havvi soltanto contocinquantamila elettori , sembra a primo aspetto che ognuno di questi goda di una parte di sovranità troppo disorbitante in confronto de' suoi concittadini. Ma che cosa è mai la cencinquantamillesima parte di una delle tre divisioni della sovranità ? Se non che la porzione di sovranità di ciascun elettore è molto da meno ancora di questa frazione : niuno è libero , e tanto meno sovrano , se non in quanto il voler suo concordi colla volontà che prevale ; laonde quegli che deve assoggettare il proprio volere ad un altro contrario , non è sovrano , ma suddito. Se il deputato alla cui elezione io sono concorso , ha unito il suo suffragio con quello della maggioranza da cui fu sancita una legge , io ho per avventura una picciolissima parte di sovranità ; ma s'egli è stato col minor numero , io sono suddito ; se avendo egli consentito colla maggioranza , io non sia concorso col mio suffragio alla sua elezione , mi trovo parimenti suddito ; che se io gli abbia dato la voce , ed egli abbia dato il suffragio ad una legge , ma in pari tempo io non approvi la legge stessa , sono suddito ; e ov'io non comprenda la quistione che si è trattata o non me ne caglia , sono egualmente suddito. All'incontro , ch'io sia o non sia elettore , m'importerà sempre e direttamente e massimamente che la nazione sia ben go-

vernata. Come elettore, in pochissime leggi ed in picciolissima parte concorro; come cittadino, tutte le leggi mi toccano. Le idee giudiziose od erronee del legislatore intorno all'imposizione dei tributi, alla moneta, alla carta monetata possono farmi agiato o meschino; l'assestamento od il dissesto ch'ei porrà nelle finanze toccherà, ancora dopo la mia morte, le sostanze de' miei figliuoli. Dalle sue idee intorno al dritto ed alla giustizia dipenderà la consolidazione o la debilitazione della proprietà, lo stabilimento o la rovina dell'onestà pubblica; il suo giudizioso e moderato procedere, o la sua smargiasseria potranno recar pace o guerra, e con ciò assicurare o mettere a repentaglio la mia vita e quella dei miei figliuoli, fors' anco il loro onore ed il mio, del pari che le sostanze. L'azione della potestà sociale sopra l'individuo è immensa, continua, e tocca decisamente le cose più care. La riunione di quanta scienza ed ingegno, di quanta virtù havvi nella società per formarne la potestà sociale, non è una astrazione, ma sì il primo interesse, e sto per dire il primo bisogno dell'uomo.

Ora supponghiamo che i deputati della nazione si sieno rassemblati, e che nel senato nazionale si trovino accolti quei tutti il cui genio può illuminare la nazione, quei tutti la cui virtù può guidarla nella ricerca del giusto e del bello, come pure quei tutti che non si paonno veramente chiamare idonei se non per certe cose speciali, ma che riuniti con gli altri fanno sì che nell'assemblea abbiavi cognizione precisa d'un certo numero di fatti, d'interessi, di opinioni e di sentimenti che debbono essere noti appieno al legislatore acciò non opprima or questo or quell'altro ordine di cittadini; tutto ciò supposto, si tratterà puranco di porre in opera queste cognizioni, d'illuminare le opinioni l'una per mezzo dell'altra, di far comprendere a quei che son mossi da un qualche interesse la necessità delle limitazioni e delle condizioni volute da un altro interesse, di agevolare lo scambio dei lumi fra quelli che non conoscono altro che fatti, e quegli altri che non conoscono altro che teorie, di ridestare l'opinione pubblica, d'illuminarla, di tranquillarla; perciocchè la ragione nazionale non potrà far udire la sua voce se non dopo che le passioni si saranno attutate. Due rilevantissimi uffici ha pertanto da adempire l'assemblea nazionale; consultar deve in prima, acciò vengano a spiccare le verità disseminate, e tutte si riuniscano in uno; e in seguito dee deliberare o decidere. Il primo ufficio fu quasi affatto perduto di vi-

sta per accudire solamente al secondo ; quantunque il primo sia quello pel quale maggiore si è il bisogno di un' assemblea nazionale , e per cui solo i deputati sono ben qualificati. Accorrono essi di fatti a porre in comune tutti i pensieri , tutti i sentimenti che circolano nella moltitudine ; concorrono ad elaborarli ; ma quando poscia deliberano , è duopo rammentare ch'ei sono tuttora gli stessi contendenti che hanno piatito gli uni contro degli altri , e che giudicano la loro propria lite. Ei non sono richiesti del loro proprio avviso , ma bensì di esprimere quel che vien deciso dalla ragione nazionale intorno alla loro contesa. È mestieri pertanto tranquillarli , costringerli ad ascoltare , costringerli a meditare prima di profferir la sentenza , e a rammentar soprattutto che questa sentenza non è definitiva , e che la ragione nazionale , formata dai loro stessi dibattiti , potrà sovvertire la loro decisione , novellar gli argomenti e non i suffragi , e dar vinta la causa ai pochi veggenti anzichè al maggior numero. Perciò la somma di ogni sistema di libertà , quanto è all' assemblee deliberanti , restringesi a proteggere la minoranza in tempo del dibattito , acciò ell' abbia il più largo campo per esporre le sue ragioni , a ciò non venga nè intimidita nè interrotta , a ciò possa ottenere che la discussione spazi sopra ogni punto , e s' addentri in ogni parte. Generalmente parlando , la maggioranza non ha bisogno di protezione ; ed anzi è quella che fidando nella propria forza , mostrasi il più delle volte imperiosa ed insofferente. Certo che , ove la minoranza si dia a dividere provocante e tumultuosa , contro di essa è mestieri rivolgere quella protezione che a tutti egualmente è dovuta ; giacchè non havvi libera assemblea se non allorquando qualsisia opinione può essere pienamente difesa. In ciò non istà tuttavia il tutto : a fine che la sola ragione nazionale sentenzi , è d' uopo che s'impedisca una troppo sollecita risoluzione ; è duopo richiedere il concorso di più volontà , acciò la legge nasca non già dall' impeto di un' assemblea tumultuosa , ma bensì dalla serena deliberazione di quella ragione che dopo le opportune consultazioni , sentenza indipendentemente e superiormente a tutte le potestà politiche , e tutte dietro sè le trascina.

Il conflitto dell' opinioni è necessario perchè zampilli la luce , ma dal cozzo delle passioni non può nascer altro che turbolenza e confusione. Ora non è cosa sì agevole il porre l' una a fronte dell' altra tante opposte opinioni , che spesso dipendono da inte-

ressi quotidiani, e si connettono con l'esistenza, per così dire, di chi le abbraccia, e contuttociò far serbare nel dibattito quella tranquillità, quell'ordine e quella candidezza senza di cui invano si spererebbe di giungere al vero. Videsi già nelle teologiche contese da quanto odio si lasciassero trasportare uomini che pur facevano professione di carità e di sofferenza, e che sapevano inoltre che nel diffinire un dogma nulla s'immutava in cose che sono fuor della umana sfera. Videsi in altre controversie uomini che professavano la filosofia o le scienze lasciarsi acciecar dallo sdegno e dall'invidia, nella discussione di massime o principi astratti da cui niun lucro nè danno potevano aspettarsi. Quanto più disposta non è ella a diventar procellosa un'assemblea che tratta e decide quistioni politiche? Queste di fatti toccano ogni interesse, ogni esistenza, e il loro scioglimento può far lieto o tristo il destino di quei medesimi che impugnano la provvidenza proposta, e di un milione fors'anco d'altre persone con loro. La prima regola che la prudenza e la libertà prescrivono ad una assemblea deliberante, si è quella pertanto di dare opera continuamente ad atutare le passioni. Nè è soltanto applicabile questa regola alle solenni consultazioni e discussioni dei deputati nazionali. Abbiamo già notato che esiste pure un altro genere di consultazione o discussione spontanea intorno alle quistioni pubbliche, la quale si esercita nei privati convegni colle concioni, negli studi dei pensatori con gli scritti, e in tutti i ritrovi per la lettura con le gazzette. Questa discussione può egualmente essere avvelenata dall'impeto delle passioni, dall'ingiuria, dalla calunnia; essa può egualmente corrompere l'opinione pubblica, e ritardare anzichè avacciare la decisione della ragione nazionale. Il consigliere comunale, il magistrato giudiziario, il deputato che nell'assemblee distrettuali, nelle curie, nelle assemblee nazionali tenta di suscitare odii e rancori, di far nascer sospetti, di seminare calunnie, d'irritare i suoi avversari coi sarcasmi, coll'ironia o l'ingiuria, conculca gli obblighi contratti inverso alla patria coll'accettazione di un pubblico ufficio. Il privato, il concionatore dei ritrovi o delle congreghe, l'avvocato, l'autore, il gazzettiere che cade nella stessa colpa, è un tristo cittadino.

La repressione di questo genere d'oltraggi è certamente sempre difficile. Vi si richiede una giustizia pronta, perspicace, e in tal qual modo arbitraria; chè i delitti dello spirito son quelli ne-

turalmente che si commettono con maggior destrezza , e che si mascherano meglio degli altri. Per altra parte ei s'aggravano col giustificarli , ed i processi destinati a reprimerli possono turbare la società e accendere le passioni più che non facciano gli stessi delitti. Non v'è repressione che valga contro questa perturbazione della discussione , contro questo delitto di lesa maestà della ragione sovrana , se il pubblico non vi si accompagna con tutto l'animo, s'ei non riguardi colui che lo commette , come un nemico della pace , dell'ordine e del decoro pubblico ; se invece di fargli animo con gli applausi , come è costume oggidì , nol cosperga d'ignominia. Ma a fine che il pubblico sia giusto giudice e severo di questo genere d'oltraggi , è duopo ch'ei si persuada , tendere l'azione dei tribunali alla difesa di lui medesimo , e non di chi tiene la potestà ; è duopo ch'ei si convinca che ogni sforzo , ogni tentativo per esacerbare le passioni , per frammischiare alle discussioni le contumelie , i sarcasmi , gli oltraggi sarà sempre egualmente represso , ondunque provenga , e che i tribunali proteggono la libertà delle discussioni , puniscono l'eccitamento all'odio , come una perturbazione di questa libertà , e non hanno riguardo al merito delle quistioni intorno alle quali verte la discussione , ma si soltanto alla forma di essa.

Nelle antiche repubbliche , generalmente parlando , soleasi procedere urbanamente nei dibattiti. Parlasi della veemenza di Demostene , ma essa era cosa moderata e gentile a petto della profonda malignità con cui i partiti si dilaniano a' dì nostri. La dignità di carattere di Cicerone , o quella del senato romano , al cospetto del quale egli ariugava , più ancora lontani dovea tener questi modi ingiuriosi e sprezzanti. Io parlo qui del genere deliberativo , e non delle accuse contro un personaggio in carica , contro del quale s'invocasse il giudizio del corpo a cui parlava l'oratore. Certo che quando Cicerone chiede gli estremi rigori della legge contro Catilina , lo tratta senza riguardi. L'uso introdottosi nei secoli di mezzo , malgrado la rozzezza de' costumi , di chieder ragione degli oltraggi con l'armi , portò che nelle assemblee di que' tempi , tanto repubblicane quanto monarchiche , ognuno si tenesse nei debiti termini inverso ad avversari che non avrebbero tollerate le offese ; e come tutte le discussioni erano orali , nessuno poteva essere denigrato senza che si conoscesse l'autore della calunnia o dell'ingiuria. Al postutto , se pur qualche volta l'offesa

veniva dalla bigoncia, era effetto di una qualche passione reale, era un impeto di sdegno o di rancore lungamente represso. E l'offensore, dopo un tale trascorso, ne vergognava, e sentiva aver fatto torto a sè stesso ed alla propria reputazione d'uomo onorato. A' nostri tempi l'invenzione dei giornali, porgendo il campo a quotidiani attacchi anonimi, fece sì che molto più oltre si possa trascorrere senza pericolo, e (quel che più strano si è) senza sdegno, senza passione. Chi non ha veduto di fatti, e chi non potrebbe fare il nome di gazzettieri i quali, sebbene moderati nei loro sentimenti, gentili di tratto, permalosi in materia d'onore, e perciò atti ad estimare la permalosità altrui, si mostrano tuttavia nei loro scritti le mille volte più arcigni ed acerbi che non sieno nel discorso?

Si è bandito a' dì nostri che il più forte ed efficace sostegno della libertà è posto nella libera stampa, e che tolta questa stampa, ogni discussione sarebbe tolta di mezzo, le opinioni schiave, e gli abusi trionfanti per diffalta di chi li denunzi. Quantunque non sia da obbliare che chi patisce in tal guisa per la libertà della stampa, patisce per la propria causa, pure la cosa è vera; non fuvi mai umana invenzione tanto adattata come questa a promuovere la discussione, a fare che ne entrino a parte gli ordini tutti del civile consorzio. Ma la stampa non è benefica se non in quanto essa guidi al vero; tutti gli odii ch'ella suscita, tutti i sospetti che desta, tutte le ingiurie che scaglia son tanti veli ond'essa copre la verità, son tante sciagure ch'ella prepara allo Stato. Chi negherà che la concordia e la pace sieno il primo, il più necessario de'beni di una nazione? Chi non sa che l'azione del governo, mite e benefica ove il sorregga la pubblica fiducia, si fa aspra e fiera quando ad ogni passo le si attraversano riluttanze e contrasti? Ad onta di ciò, certi animi, certamente generosi e gagliardi, si lasciaron sottrarre ad eccessi da un buon sentimento, immaginandosi che col cozzare continuamente con chi tiene in mano l'autorità, ed è perciò più forte di loro, si sacrificassero a pro dell'intera società. Per altra parte, non essendo mai stata repressa la licenza della stampa a pro della libertà delle opinioni, ma sì soltanto in difesa dell'imperio, le sentenze profferite contro de'rei furono riguardate dal pubblico come tiranniche; e tutte l'invettive scagliate da essi contro l'imperante, si tennero per impeti animosi, per isforzi magnanimi a pro della libertà. I più furiosi declamatori

della stampa quotidiana ebbero gli onori dell'ovazione come se fossero eroi. Però la più parte di questi eroi facevano i conti loro col libraio; sapevano che le mercatanzie più in voga sono i motteggi, le satire, gli scherni, la malignità; che l'accuse e le calunnie ridestano dal sonno il pubblico; che il più acconcio modo di procacciarsi leggitori, di vender le loro gazzette, si era quello di mostrare il governo come sempre disposto a tradir la nazione, di appoggiar perfidie e segrete intelligenze con gli stranieri, di appalesare i falli, la debolezza, la pigrizia de' magistrati e pubblici ufficiali: ed hanno, senza rimorso di coscienza, sacrificato per gola di luero la pace della loro patria, la libertà e i vantaggi della discussione, l'onore della propria nazione, la sua sicurezza. inverso agli stranieri.

Dalle gazzette e libelli fu recato questo ignobil corredo di ingiurie, di oltraggiosi sospetti e d'acerbi sarcasmi alla tribuna delle aringhe. Alcuni oratori, mercè la finezza dell'ingegno, hanno saputo rivestire coi modi dell'urbanità le offese più tracotate; altri, più rozzi e materiali, sono trascorsi alle contumelie ed alle minacce. Vidimo noi stessi quell'assemblea ch'era istituita per conciliare le discrepanti opinioni, per ponderarle, per far che ciascuna fosse ascoltata debitamente, e infine per desumere da una luminosa discussione le sentenze della ragion pubblica; la vidimo quest'assemblea convertita, per così dire, in un'arena ove instizziti gladiatori fossero raunati per combattere e dilaniarsi; la vidimo negare ascolto ed a chi aringava per un'opinione contraria a quella del maggior numero, ed al suo proprio presidente; vidimo i membri dei varii partiti, minacciosi e frementi, alzare il braccio come per percuotere, gettar grida furibonde; e ne increbbe talvolta che non si dispensassero armi a questa gente pugnace per dare termine con un esito degno del rimanente ad un sì scandaloso spettacolo.

Qualunque siasi tumulto in un'assemblea di rappresentanti del popolo, qualunque trascorso di lingua, qualunque cosa possa muovere a sdegno, a rancore, non è solamente un'offesa della dignità nazionale, ma bensì ancora un attentato contro la libertà, contro la sovranità della ragione nazionale, che pure è la più bella prerogativa de' popoli liberi. Questi popolari trambusti hanno spento in Francia lo spirito, la essenza della rappresentanza nazionale, a mala pena lasciandone viva l'apparenza. Essi hanno fatto per-

dere il credito all'assemblea, quando pel pubblico bene doveasi fare di tutto per conciliarle reverenza. E come mai di fatti l'infimo dei pubblici ufficiali che si contenga nei termini della dignità e gravità, non dovrà dalla pubblica estimazione tenersi in migliore concetto, che un'assemblea sempre stizzosa e sempre sdegnosa quando non è sbadata? Potrà la nazione ritenere che quest'assemblea contenga in sè stessa la somma dei lumi nazionali, dello spirito pubblico, quando si vede che essa, non che conciliare fra loro gl'interessi diversi, tutti del pari gli offende, e non che far in modo che sieno le leggi accolte con fiducia ed amore, provoca anticipatamente contro di quelle gli scherni e la diffidenza?

In Inghilterra per lunga pezza di tempo regnarono nel Parlamento il contegno ed i modi delle persone bennate, de' *gentlemen*, come colà si suol dire; della quale prerogativa fanno gl'Inglesi non minor caso che di quella d'uomini liberi. Col lungo andare però, il contagio delle loro gazzette, impastate per lo più di fiele e di caluniose insinuazioni, si è propagato anche nelle Camere. A tale funesto cambiamento concorse eziandio l'umore più tram-bustevole e stizzoso dei deputati irlandesi; e grave danno ne ridondò per la cosa pubblica. In America si adopera con vieminore urbanità, ed anzi talvolta con ostentata rozzezza, tenuta per segno di universale eguaglianza. Eppure il destino della libertà, il trionfo finale della causa de' popoli in tutta la terra, è guasto da questa moda funesta che viene in voga in tutti i Consigli rappresentativi, dai plausi che colgono quelli che sanno usar meglio gli accenti delle passioni o l'arme del sarcasmo, da quella smanìa di brillare che induce a scostarsi dai modi della verità e da' giudiziari metodi per ottenere la palma della bigoncia; palma ben presto appassita, vanto d'un solo giorno, che si trae dietro bentosto il biasimo e la riprovazione di tutto il corpo a cui si appartiene, ed anzi il discredito delle stesse liberali istituzioni.

È omai tempo che l'Inghilterra si riconduca alle sue antiche usanze parlamentarie, all'antica sua usanza dei reverenti ed urbani riguardi, ed è pur tempo che gli altri Stati liberi imparino dall'Inghilterra come gli ordini rappresentativi perdano ogni loro utilità e cadano anzi in discredito, ove non gli sorregga la gravità del contegno, l'urbanità delle discussioni, la tranquillità dei dibattiti. L'Inghilterra non ha da far altro che riedere all'antica sua pratica; perciocchè per lunghissimo tempo vi si è ammirata

un' assemblea deliberante, ove la più assoluta libertà delle opinioni si accoppiava col più scrupoloso rispetto delle opinioni altrui. E gli altri Stati liberi debbono imparar dall' esempio del parlamento britanno, che un' assemblea è libera a stregua dell' obbedienza e del rispetto che ha pel suo capo, non potendo altrimenti che in esso rispettar sè medesima. Lo *speaker* è nella Camera dei Comuni un giudice in cui risulge il bello e nobile carattere dei giudici Inglesi. Sempre tranquillo infra le tempeste, sempre imparziale, ei tiene fisso lo sguardo, non già negli uomini, ma nella regola astratta. Non cura che quegli che aringa, segga a destra od a sinistra della Camera, parteggi coi ministri o contro di essi, dica il falso od il vero, esponga utili dottrine o pericolose; ma stà unicamente attento a far osservare l' ordine, le regole. Acciò non sia lesa la reverenza che un gran corpo dello Stato deve a tutti gli altri corpi, è stabilito che s' intenda violare le regole quegli che nell' aringare nomina, che è tampoco, il Re o la Camera dei Pari. Acciò si osservino i debiti riguardi tra' membri d' uno stesso gran corpo, si tiene che infranga le regole ogni deputato che dai fatti o dalle parole, di cui unicamente può giudicare, trascorra a scrutinar le intenzioni di un altro membro, ne impugni la veracità, scenda ad imputazioni offensive, lasciarsi uscire di bocca una parola pungente, o tale pur solo da spiacere a chi sia permaloso in materia d' onore. Ove ciò avvenga, s' intima incontanente al trasgressore di disdirsi o scusarsi; ed ove nol faccia, esso è dato nelle mani del sergente d' armi, che lo tiene prigioniero infino a tanto ch' ei non si sia ravveduto del fallo, o che non sia prorogato o disciolto il Parlamento. Inoltre, onde schifare ogni occasione d' incerbire i dibattiti, si è introdotta l' usanza di non far mai il nome di un altro membro, ma di indicarlo altrimenti, nè di volgere mai le parole all' avversario, come neppure all' assemblea, ma sì soltanto allo *speaker* o presidente della Camera. È duopo aver veduto quanta sia l' autorità di questo presidente, quanto l' ossequio e la deferenza alle sue decisioni, come pronti i membri tutti a sottomettersi alla sua voce, per comprendere l' ammirazione che ingenera nell' animo dello spettatore la vista di un' assemblea che mostra nella stima che fa del proprio capo quale e quanta sia quella che ha di sè stessa.

Usi lo *speaker* in Inghilterra tutta la potestà di cui gode in forza dell' opinione pubblica e dei costumi della sua nazione; non obblii

giammai, portare il suo debito, ch'ei sia giudice dilicato e severo in materia d'onore, o sensitivo alle offese fatte a qualsisia dei membri, non meno di quel che sarebbe il più permaloso di essi; e l'assemblea nella quale presiede, sarà sempre sì inclinata a rispettarlo e ad ubbidirgli, e sì altiera ad un tempo del proprio dignitoso contegno, che lo sorreggerà ognora nello scabroso suo ufficio con sì gran zelo, che in verun altro paese non si potrebbe sperare il simile. Più difficile e gravoso sì è l'ufficio del presidente della Camera dei deputati in Francia e in tutti gli Stati surti di recente alla libertà. Il presidente è ivi uomo di parte, eletto come tale alla carica dal partito dei ministri e da quello contrario: e sebbene in lui si desideri fermezza, ordine d'idee, e facoltà di esprimerle chiaramente, acciò valga a serbare nella discussione il debito andamento logico, non si pensa per altra parte che, meglio ancora che logico, ei dovrebb'essere giudice riverito ed ubbidito da tutti. Ma che? ignoto è perfino in Francia il carattere d'un giudice; non essendovisi mai veduto esempio di quell'assoluta, piena, inalterabile osservanza delle regole, che fa porre in obbligo le persone, e che tanto spicca nel giudice inglese. Non vi son leggi imparziali e severe che sorreggano l'autorità del presidente; i regolamenti sono stati concepiti con timidezza, e cionnondimanco, i deputati non vogliono osservarli. Il rispetto, dobbiamo dirlo? è un sentimento, è una virtù sbandita di là dove accadde una rivoluzione; e il nome stesso di questa virtù sarà fors'anco ben presto sbandito da tutti gl'idiomi europei. Eppure il rispetto debb'essere il motivo dell'obbedienza dei popoli liberi, come il timore, il solo timore è il motivo dell'obbedienza dei popoli schiavi. Senza rispetto non vi può essere, nè ben presto saravvi più libertà; senza un tranquillo e dignitoso procedere non può esservi, nè ben presto vi potrà più essere consultazione nelle assemblee pubbliche, già tanto avuto oggidì in non cale. Eran esse destinate ad essere il gran Consiglio nazionale, il grembo, so così lice esprimersi, nel quale tutti i pensieri del governo dovevano svifupparsi e maturare; ma la potestà esecutiva, timorosa del loro procelloso procedere, le va sbalestrando a tutta possa fuor d'ogni sfera d'azione, e verso la regione delle astrazioni, ove lascia che i due partiti contendano fra loro nelle nuvole; e l'opinione pubblica concorda già in questo col governo. E chi di fatti vorrebbe affidare la cura de' suoi materiali interessi, una cura che richiede riguardi, pru-

denza e riflessione , ad un' assemblea che non si vede abbonacciata se non allorquando non dà ascolto , e che non pone mente a ciò cui deve decidere se non in quanto si lascia trasportare da tutta l' ebbrezza delle passioni ?

Se le derisioni , le insinuazioni oltraggiose, le calunnie riescono esiziali alle pubbliche assemblee , non è meno funesto l' effetto di questi veleni alla libertà della stampa. La libertà della stampa , giova continuamente ripeterlo, la libertà della stampa invocata come guarentigia sociale, è la libertà del pensiero e della manifestazione di esso, la libertà di trattare ogni quistione che possa l' umana mente afferrare, di discuterla, di addentrarvi. Ma questo diritto di discussione si esercita dalle persone sulle cose , le quali in sé stesse non hanno diritti; e perciò appunto è illimitato. Tostochè si trascorre ad esercitarlo sopra le persone, ci si para innanzi il diritto di queste persone , le quali a ragione richiegono che l' integrità loro , il loro onore , la loro quiete sieno posti in salvo. Vi fu chi disse, essere duopo che l' uomo pubblico sopporti queste violazioni de' suoi dritti personali, e si rassegni a veder intaccato il suo spirito, la sua riputazione, il suo patriottismo, la sua stessa probità, attesochè la continua invigilanza della stampa è indispensabile per la pubblica sicurezza. Ma è forse certo che giova alla nazione il non poter essere servita che a tale costo ? L' esperienza sembra già dimostrare che una tale oltraggiosa persecuzione, mentre disvia dai pubblici uffizi le persone più delicate d' onore o più irascibili ; avvezza l' altre a non più farne il menomo caso, a sgararla piuttostochè cedervi. Laonde, riguardo a queste, ogni effetto benefico va perduto , rimanendo però quasi intiera la influenza malefica. Imperciocchè dall' un canto l' uomo pubblico il quale si veda continuamente oltraggiato, si scosta dall' imparzialità, dalla tranquillità del suo carattere, e non governa più le cose dello Stato da uomo savio e giudizioso , ma sì da uomo appassionato ; e dall' altro canto, ancorchè le accuse fattegli non abbiano ottenuta piena credenza , la purità della sua riputazione rimane tuttavia macchiata presso il pubblico, o per meglio dire, il pubblico stesso cessa di credere alla virtù.

L' invigilanza della stampa sopra gli atti che si riferiscono alla pubblica amministrazione trae certamente con seco molto minori abusi , che non ne tragga quella che si esercita sopra le persone. Non è da credere perciò che sia sconfinato il diritto di recare a co-

gnizione del pubblico i negozi ancora pendenti. Tante negoziazioni furono difficultate, tante providenze di pubblica difesa impedito, tante alleanze guastate dalle intempestive ciarle dei gazzettieri, cui maggiormente preme il desiderio di procacciarsi avventori col l'appalesamento di un segreto, che non la cura dei vantaggi della loro patria. Se l'assurda contesa vertente tra la Francia e l'America finisce in una guerra, ciò avverrà per le ciarle soltanto delle gazzette d' ambedue le contrade ed a dispetto dei due governi e delle due nazioni (1). Certo che è scabrosissimo l' assunto di tenere a freno la stampa; ma è giuoco forza venirne a capo, se pur si vuole salvare la libertà. Vediamo essere già avvenuto in Francia un gravissimo intacco de' suoi privilegi per parte dell' autorità, cui la stampa non finiva mal d' irritare e d' offendere; oltre a che le leggi repressive ed acerbe vinte dai ministri, si sono viepiù aggravate anzichè mitigate nell' esecuzione, perciò che v' assentiva la gran maggioranza dei cittadini, bramosi anzitutto di sicurezza e quiete.

Chi voglia reprimere con giusta misura gli abusi della stampa, deve fissare gli sguardi sopra il tribunale dello *speaker* o presidente della Camera dei Comuni d' Inghilterra. Niuno saravvi che possa dire non esservi stata mai sempre in quell' assemblea libertà sufficiente per addentrarsi nella discussione e delle teorie di governo, e delle stesse basi costituzionali, e del sistema seguito da chi amministra lo Stato, e degli atti del governo, e dell' esercizio della potestà esecutiva in tutti i particolari e in tutti gli abusi. Ma tutto ciò puote avvenire senza infranger veruna delle sante regole dell' urbanità e del dignitoso e quieto procedere. Rammentiamole di nuovo queste regole: non si può nominar nella Camera, nè, il Re, nè la Camera dei Pari, nè i ministri, nè verun membro della Camera stessa; si può scrutinare qualunque atto del governo ed ogni conseguenza di esso, ma non è lecito l' incolpare menomamente le intenzioni; si può spaziare liberamente sopra gli errori di un sistema, ma non si dee, e non è lontano il tempo in cui non si poteva offenderne con ironie o con motti pungenti gli autori. Le cose e le massime appartengono al dominio pubblico; le persone appartengono a sè medesime. Infine, allorchè i regii ministri, custo-

(1) L' Autore scriveva così nel 1836. — Per buona ventura più potè la ragione, che le ciarle dei gazzettieri e le loro provocazioni. (*Il Traduttore*)

di della cosa pubblica , dichiararono che un negoziato , un processo giudiziario, un' operazione qualsiasi debb' essere tenuta secreta , e promettono di rendere esatto conto dell' affare quando sarà concluso , l' assemblea sa tacere , ed aspettare quel tempo che pel pubblico vantaggio torna più opportuno.

I principi di questa legislazione si applichino alla repressione della stampa , e si vedranno pienamente appagati i desiderî così degli amici delle più libere discussioni, come di quelli del buon ordine e della quiete. Il pensiero avrà liberissimo sfogo , le prave passioni saranno raffrenate. I gazzettieri soli non ne saranno forse contenti ; però l' ufficio loro nella società diventerà più nobile , e più benefica l' opera loro, benchè men lucrosa possa riuscire la loro professione ; conciossiachè sul mercato dello spirito la ragione, la filosofia e la verità abbiano certamente molto minor corso, che la malignità, la beffa e la calunnia.

Per ottenere questo santo fine di prevenire gli abusi della libertà della stampa con leggi repressive, importa anzitutto creare un tribunale sulla piena imparzialità del quale si possa confidare, un tribunale d' onore , che sia ben persuaso di essere e dover essere il custode e vindice dell' urbanità, dell' onestà e gravità dei dibattiti , e non già degli errori del potente. La elezione dei giudici di questo tribunale non deve spettare nè al governo, nè alle fazioni ; bensì a quella potestà costituzionale che si vegga creata in qualche modo come moderatrice delle passioni politiche , e che per prova si riconosca più aliena dagl' impeti e trascorsi di quelle. Le decisioni loro debbono esser sommarie, come quelle dello *speaker*. Al più , al più deve precederle una breve spiegazione data dalle parti medesime, sbandite le dispute, sbanditi gli avvocati ; perciocchè gl' inquisiti sono persone avvezze esse medesime a parlare. Pronto , piuttosto che rigoroso il gastigo ; la giurisprudenza del tribunale deve non solamente essere chiara, ma notificata e rammentata continuamente al pubblico. E tutto ciò sarà ancora inutile ove il pubblico stesso non concorra con tutto l' animo nel sentimento di riprovazione delle ingiurie , ov' esso non si persuada che trattasi per lui della libertà più rilevante, e che il diritto di discussione deve soccombere ove non si trovi il modo di disgiungerlo dal dritto di diffondere la calunnia e di fomentare le male passioni.

Le opinioni intorno ai pubblici affari , già destate dai libri , già

rischiarite dai dibattiti nei luoghi in cui più flagrante si è l'interesse della cosa, e poscia discussate sotto un aspetto più generale dalla stampa periodica, ricondotte quindi ad un centro comune nella grande assemblea rappresentativa, paragonate fra di loro, confrontate coi diversi interessi, debbono dar luogo finalmente alla decisione dell'assemblea. Noi ci riferiremo all'ammirabile opera dei signori Bentham e Dumont intorno alla tattica delle assemblee legislative, per quanto riguarda le regole da osservarsi in questa decisione (1). In Francia si conosce appena l'abbicci della scienza che insegna il modo di fare che un'assemblea venga a compiere prontamente e bene l'opera sua. È duopo proteggere il minor numero contro dei molti, acciò i pochi possano sostenere fino all'ultimo la loro causa, ed esporre tutte le loro ragioni. È duopo saper conservare l'unità del dibattito, acciò l'attenzione comune sia sempre volta inverso al medesimo punto. Occorre impedire efficacemente ogni soprapresa, e fare in guisa che l'assemblea possa riandare sempre l'opera sua e coordinarla. È necessario finalmente provvedere a ciò che l'assemblea decida su tutto il complesso, dopo aver messo il partito sopra le singole parti; ma per questi riguardi nulla di nuovo potremmo aggiugnere all'ottimo libro dei signori Bentham e Dumont.

Avvisiamo tuttavia dover qui accennare un errore in cui le assemblee moderne sono incappate, a causa forse del nome di potestà legislativa loro ultimamente attribuito. Questo nome le indusse a credere che il loro ufficio fosse di dettar leggi, quando all'incontro non debbono far altro che esprimere quanto per loro si reputa volontà nazionale. Sappiamo per esperienza che niuno è più disadatto di un'assemblea alla compilazione delle leggi. La coordinazione delle idee e l'aggiustatezza perfetta delle parti col tutto, che si richieggono in questo lavoro non si puonno sperare che da un solo individuo; inoltre il ministro destinato a far eseguire le leggi medesime è quegli solo in cui si può supporre quella cognizione pratica dell'immediato bisogno del governo, la quale per tale uopo si desidera. Certo che in Inghilterra altresì, i membri di entrambe le Camere sono investiti del dritto comunemente chiamato d'iniziativa, e si lo riguardano come una prerogativa di sommo pregio; ma tuttavia non ne fanno uso che come di un mez-

(1) *Tactique des Assemblées législatives*, 2 vol. in 8.° 1836.

zo adattato per volgere ad ogni argomento la sindacatura del Parlamento, e per incalzare i ministri a fare il debito loro. E in fatti le leggi sono tutte compilate e presentate da un ministro, e sostenute concordemente dal collegio de' ministri. Che se avvenisse per caso che una legge proposta dal partito contrario ai ministri, fosse vinta, allora tutto il collegio de' ministri si ritirerebbe. Però la parte contraria ai ministri è troppo giudiziosa ed avveduta per indursi ad assumere l'incarico di determinare le particolarità d'una provvidenza di cui non le aspettasse l'esecuzione. Quando ella si vede predominante e si tien certa di vincere un partito, non fa altro che proporre una risoluzione, cioè una massima, un principio, lasciando ai ministri presentanei o futuri l'incarico di ridurre in legge le conseguenze. Convien confessare che i *bills* inglesi sono assai malamente concepiti e dettati dai ministri; ma ciò avviene per forza di un certo attaccamento alle vecchie usanze ed alle formole consacrate dall'uso, non già per incapacità.

Hanno pure i membri dell'una e dell'altra Camera in Inghilterra il più sconfinato ed assoluto diritto di proporre ammende alle disposizioni dell'idee di legge presentate alle Camere; ma son troppo saggi e prudenti per assumersi di rincoppellare tutta l'opera; egli ne lasciano tutta la briga e tutto l'onore ai primi autori dell'idea di legge, nè stancheggiano mai l'assemblea con obbligarla a dare il suffragio sopra tutti i singoli particolari di una provvidenza. La parte dell'opposizione, ossia quella contraria ai ministri, s'indetta per proporre una sola ammenda, in cui sia riassunto il suo proprio sentimento; e intorno a questa ammenda ricerca la decisione della Camera, *the sense of the House*. Quando l'ammenda è vinta, il collegio dei ministri lascia cadere il bill, oppure chiede il commiato. Si è veduto per vero in questi ultimi tempi la fazione così detta dei *tory* intaccare a parte a parte le proposte dei ministri, e sovvertirle alla spicciolata. Per questo appunto furono a dismisura prolungate le sessioni degli ultimi Parlamenti; e se quest'abuso prende radice, l'azione regolare dell'assemblea sarà affatto perturbata. In Francia all'incontro, ove troppo frequentemente si sono veduti i legislatori sedotti da una certa personale vanagloriuccia, la discussione generale di un'idea di legge non è altro che un dibattito accademico, una lettura di opuscoli dettati a bell'agio, che non hanno verun utile effetto. La discussione degli articoli è l'unica che si possa dire di-

scussione effettiva ; ma siccome vi si vuole raffazzonare ogni cosa , e cambiarne ora in un verso , ora nell' altro lo spirito , a seconda della maggioranza variabile dell' assemblea , si riesce il più delle volte a produrre un' opera discorde con sè stessa e suscita , che il primo compilatore rifiuta per sua , e che fa vergogna non di rado a quei medesimi che l' hanno ammendata.

Abbiamo detto che per formare la nazionale rappresentanza deesi procurare la riunione di tutti i lumi , di tutte le opinioni , di tutti gl' interessi diversi. Ogni quistione viene per tale guisa ad essere discussata successivamente da quei tutti cui la cosa più addentro tocca. Questi dipartonsi in due partiti , che fanno l' ufficio di avvocati , ed il rimanente dell' assemblea , scevro dai loro affetti o dai loro pregiudizi , può con maggiore imparzialità adempire l' ufficio di giudice. È questa una ragione di più per indurci a fare in guisa che nell' assemblea sieno rappresentati , per quanto è possibile , tutti i diversi interessi ; perciocchè ove i deputati vengano eletti da due fazioni soltanto , fra esse non si potrà dare che pugna e vittoria ; ed all' incontro se i membri dell' assemblea vengano cappati per modo che rappresentino pur solo venti o trenta svariati interessi , ciascuna di queste singolari parti potrà a vicenda patrocinar la causa di coloro cui rappresenta , con tutto l' ardore che si suol porre a propugnare una causa propria ; quelle altre parti poi che sono rimaste imparziali e cui non tocca direttamente la causa , potranno farla da giudici ; avvenendo così che ciascuno a vicenda possa fare le veci di avvocato di una causa in un dato punto , e ricuperare l' imparzialità necessaria per ben giudicare , allorquando si ridurrà ad ascoltare e decidere la causa altrui , in altri dati punti.

Ma importa soprattutto persuadersi che la vera decisione non si aspetta all' assemblea dei rappresentanti della nazione , ma bensì all' opinione pubblica , bastantemente illuminata per potersi chiamare pubblica ragione. Non di rado si sono vedute assemblee rappresentative sdegnarsi che loro si negasse la prerogativa di sentenziare sommariamente da sè sole sopra le quistioni loro proposte. Ciò era , a detta loro , un disconoscere la sovranità del popolo da esso rappresentato. E con qual dritto , soggiungevano esse , puonno collegi di magistrati , senati , ministri o camere di Pari opporre la volontà o la determinazione loro , al volere ed alla decisione del popolo ? Or bene , queste assemblee andavano errate

e circa il proprio ufficio, e circa l'ufficio della potestà che si opponeva alla loro decisione. La prerogativa che si arrogavano nell'era di poter volere e decidere prima di considerare: e il privilegio che la costituzione sociale opponeva loro per l'utile della nazione, le costringeva a considerare prima di volere o di portare sentenza.

Si ponga mente da senno alla serie delle operazioni che occorrono per raccogliere e maturare l'opinione prima che la ragione nazionale possa portare sentenza, e si vedrà che di forza vi vuole assai tempo per compierle. I deputati accorrono all'assemblea dai vari luoghi dello Stato, imbevuti delle opinioni e delle volontà prevalenti nei loro distretti, disposti a propugnare i desiderî, i bisogni, gl'interessi di una provincia, di una città, di un ordine di cittadini, di una facoltà, di una professione: e veramente per essere buoni deputati debbono essere altamente imbevuti di queste volontà particolari, per trovarsi così meglio preparati a difenderle. Il loro merito, per lo più, dee consistere nell'essere uomini, se così può dirsi, speciali. Mercè soltanto del conflitto delle opinioni e delle volontà diverse, mercè della consultazione generale, essi verranno a conoscere gl'interessi e le volontà contrarie. Sarebbe mestieri supporre in loro grand'apertura di mente, e pochissima soggezione ai pregiudizi, per ritenere che in una sola sessione ei possano comprendere quale sia lo spirito ed il pensiero altrui, e concepire tutte le debite modificazioni del proprio spirito e del proprio pensiero. Ma quand'ancora si supponesse ingenerato in loro un fermo e prudente convincimento, ragion vorrebbe pur sempre che con un tale convincimento e ritornassero nelle proprie province e lo diffondessero. Rimembrisi quante sieno le quistioni intorno alle quali partita è la pubblica opinione, in conflitto gli interessi, infiammati i pregiudizi. Se intorno ad alcuna di tali quistioni il solo voto del maggior numero fa sentenza senz'altro, l'intera provincia, e fors'anco la metà dello Stato può ritenersi offesa, può dichiararsi oppressa, può ricorrer persino al tristissimo compenso della guerra civile. Ognuno può facilmente ridursi a memoria quante quistioni di religione o di tolleranza, di dazi a tutela dell'agricoltura o dell'industria, di servaggio domestico abbiano già indotto due parti di uno Stato a tentare di rompere il legame sociale, ed a richiamarsene all'armi. La libertà di tutti richiede la persuasione scambievolmente. Dopo il conflitto e la riduzione

a convergenza dei lumi nell'assemblea rappresentativa, occorre ancora che questi lumi vengano a riflettersi sopra del popolo. È duopo che ciascuno impari a conoscere ed a valutare gl'interessi che si oppongono al suo proprio, le volontà che si attraversano alla propria. È duopo che ciascuno ricredasi in parte, a ciò nella prossima riunione dell'assemblea trovinsi non già combattenti per vincere, ma sì pacieri per transigere.

La ragione pubblica richiede che le decisioni legislative sieno consenzienti e coordinate non solamente con le idee odierne, ma eziandio con quelle de' passati e dei futuri tempi; e appunto per coordinare la legislazione con la perpetua durata dell'imperio, si volle non solamente opporre all'assemblea dei rappresentanti del popolo un'altra assemblea che possa sospendere l'effetto delle loro decisioni, impedire l'oppressione del minor numero, e costringerli a considerare prima di fare sentenza; ma vollesi inoltre avere in quest'altra assemblea una tal quale rappresentanza dei secoli trascorsi. Per questo fine si è stabilito che l'elemento aristocratico dovesse proferire separatamente il suo voto. Richiedesi parimenti che alla legislazione, al profferimento del voto nazionale dovesse concorrere l'elemento monarchico, se non altro, per quel certo bisogno di unità che si fa scorgere in tutte le umane creazioni, e che vuol essere egualmente appagato così nella dettatura delle leggi, come nella condotta di un gran popolo. Nei seguenti saggi procureremo di far meglio comprendere l'essenza di questi due elementi; dei quali benchè dimandiamo noi pure il concorso, non diremo perciò che la sovranità sia per egual parte divisa fra l'elemento democratico, quello aristocratico e quello monarchico. La sovranità si aspetta, a nostro parere, alla ragione nazionale, e le prerogative di questo o di quell'altro corpo non esistono e non si mantengono se non in quanto sono favorevoli allo sviluppo e maturamento della ragione nazionale: questi corpi sono privi di ogni forza per resistere allorchè la ragione nazionale ha proferito il suo giudizio; e le conquiste fatte tempo per tempo dalla ragione nazionale non pounno più venir poste in contesa nè andar perdute, per quanto si ostinassero in ciò i corpi separati della nazione, e per quanto abusassero di quelle prerogative che furono loro attribuite a non altro fine che pel comune vantaggio.

PARTE SECONDA

Delle potestà indipendenti dal popolo

NELLA prima parte di quest'opera abbiamo scrutinato quali sieno le potestà che in uno Stato libero possa o debba il popolo riservarsi. E primieramente abbiamo sottoposto a disamina la quistione se questo popolo, come da alcuni pretendesi, possa ogni potestà arrogare a sè stesso; se la sovranità tutta quanta in lui sia posta; s'ei possa esercitarla col suffragio universale: s'ei debba in particolare esercitarla quando si tratta di stabilire la costituzione dello Stato. Dopo aver mostrato, per quanto era in noi, gli errori di un tale sistema, abbiamo procurato di diffinire che cosa sia realmente il popolo, per contrapposto a quelli che occupano un eminente grado nel civile consorzio, e di determinare quali sieno le potestà che al popolo in questo modo considerato si possano attribuire, e quali potrebbero da lui esercitarsi utilmente. Fatteci poscia a considerare, non più il popolo, ma la nazione in complesso, la nazione, che in sè stessa comprende tanto quei tutti che sono locati negli alti gradi, quanto gli altri, abbiamo scrutinato in qual modo essa eserciti la sua sovranità, e per meglio dire in qual guisa essa concepisca e manifesti la sua volontà. E riconosciuto che questa volontà non è altro che la ragione nazionale, a cui tutti quanti sono tenuti ubbidire, abbiamo cercato il come s'illumini e si sviluppi questa ragione, nata dall'opinione pubblica, quali sieno gli ostacoli, quali gli effetti che nuocciono ai suoi progressi, e con quali cautele essa riesca finalmente a pronunziare le sue sentenze.

In questa seconda parte ci proponghiamo di fissare lo sguardo

sopra di quelli che esercitano potestà le quali dal civile consorzio non sono state accomunate a tutti i suoi membri, e a cui la società ha concesso di locarsi e mantenersi in un grado eminente. Vedremo come le potestà esercitate da essi debbano volgere a pro di tutti, e questa disquisizione ci trarrà talvolta a scorrer di nuovo l'aringo che già abbiamo percorso. Il primo obbietto che si appresenta ai nostri sguardi, si è il governante, o reggitore, al quale daremo, di conserva con Giangiacomo Rousseau, il nome generico di principe, comprendendo sotto questo nome così l'uno come i molti che sono preposti alla direzione di tutte le forze della società. In un primo saggio porremo cura a paragonare con la scorta della storia i rozzi tentativi fatti dai varii popoli col fine di destinarsi un reggitore, o, per meglio dire, gli effetti e risultamenti delle varie vicende che gli hanno assoggettati ad un principe, sforzandoci di raccogliere un qualche frutto dalla loro esperienza. In un secondo saggio procureremo di addentrarci di più nella ricerca dei motori degli uomini, e di far risaltare ciò che essi hanno dovuto desiderare nel costituirsi un principe. Un terzo saggio sarà da noi destinato a trattare della seconda condizione sociale che ci si appresenta vale a dire dell'aristocrazia. In tutti e tre questi saggi, dovremo più volte ricondurci a paragonare queste potestà che non rimangono presso del popolo, con la potestà del popolo istesso, ed a mostrare come l'ordinamento che sembra a primo aspetto il più semplice di tutti, cioè quello di una democrazia sovrana, si dovette abbandonare egualmente, così nella costituzione del principe, come nella costituzione di una potestà conservatrice.



SAGGIO QUARTO

DEL PRINCIPE, OSSIA DELLA POTESTÀ ESECUTIVA NELLE MONARCHIE.



La speranza di volgere a pro delle future generazioni l'esperienza dei tempi trascorsi è quella sola che fa giovevole e grato lo studio della storia. Se nulla potessimo imparare intorno all'arte di render felici i popoli, o non ci fosse concesso di giovarci delle cose imparate, ben meglio sarebbe certamente il torcer lo sguardo dalle calamità innumerevoli che hanno afflitto la nostra schiatta: lo spettacolo delle oppressioni, de' vizi, delle stragi, de' tormenti, delle folli passioni di cui troviamo tanto frequentemente il ritratto nelle storie di tutti i secoli e di tutte le varie parti del mondo, non farebb' altro che straziarci l'animo colla rimembranza d'un angoscioso passato, o col timore di un funesto avvenire. Gli Asiatici, che credono nel fato, che risguardano ogni perfezionamento come un'assurdità, che non si curano di far impressione sopra il corpo sociale cui appartengono, son pure coerenti a sè stessi quando abbadano solo al presente. La storia è per loro una scienza regia, non già nazionale. I Gengis, i Timur ben puonno dilettersi nel contemplare i monumenti della devastazione della terra, e aver a caro che un cronichista racconti le loro battaglie, per quel sentimento medesimo per cui s'indussero a far innalzare piramidi orrende di umani crani, laddove le nefarie loro armi avevan distrutta una qualche nazione; ma l'Arabo torce gli sguardi dalle cronache d'Abulfaragio, come disvia da quell'ossa ammontate l'aratro.

Non così giudica l'Europeo le proprie forze, ed il passato e l'av-

venire. A lui sembra vedere che quel sangue medesimo onde la terra fu tante volte cruentata, abbia talora recato felici frutti. Ei paragona i secoli fra loro, ei tiene dietro all'andamento della stirpe umana nel suo dilatarsi e moltiplicarsi sulla superficie della terra; ed ancorchè spesso fiate gli tocchi di rammaricarsi in veggendola indietreggiare, sembragli tuttavia di travedere un certo suo generale progresso. L'Europeo si rallegra oggidì di avere a vivere nel secolo decimonono, anzichè in verun altro dei secoli passati. Riconosce le molte vittorie riportatesi dell'antica barbarie, i tanti e gravissimi abusi che sono stati aboliti, le varie esecrate cagioni di delitti e di stenti che si son tolte di mezzo cosiffattamente che non ne sembra probabile il ritorno; e sebbene gli istessi progressi della civiltà e quelli della scienza sociale sieno talvolta posti a repentaglio per causa della gagliarda resistenza opposta dallo spirito delle tenebre, sebbene certi posti che già vinti parevano, sieno ripresi talora dal nemico; cionnonpertanto l'Europeo ardisce pur sempre sperare che un miglior avvenire si avvicini, e sopporta con più maschia costanza i mali che soffre, per la speranza che i suoi discendenti ne saranno alleviati.

Questa fiducia che ha l'Europeo è frutto di lunga e gloriosa esperienza; dalla quale è indotto a credere che la sua schiatta sia destinata a progredire in meglio. Guardando, per quanto può spaziar la sua vista, la storia dei tempi trascorsi, ei vede, a dir vero, molti e grandissimi sovvertimenti dell'ordine sociale; vede crollate varie costituzioni che parean maturate dalla ragione e dalla filosofia, e spariti dalla faccia del mondo dei popoli che per ogni modo sembravano accoppiare le condizioni della forza e della durata; ma ognuna di queste solenni catastrofi è insieme per lui un grande ammaestramento; ognuna ha appalesato un qualche errore occulto in questa scienza sociale così scabrosa e così rilevante ad un tempo; ognuna ha fatto progredire d'un passo la ragione pubblica; e le sentenze profferite da questa sovrana del mondo ne divennero più sante. Il numero degli uomini e dei popoli liberi è più grande oggidì che non sia stato giammai per l'addietro; la varietà delle loro istituzioni porge un più largo campo ai confronti, fa che più francamente si possano assegnare agli effetti le cagioni, e dà alla politica i vantaggi di una scienza sperimentale. L'affrancamento delle colonie fondate dagli Europei in America gioverà puranco d'avvantaggio in future a rendere esatta questa

scienza. I popoli di schiatta europea trapiantati in quell' ubertoso continente , con tutto il corredo della nostra civiltà , delle nostre scienze, della nostra filosofia e infine dell'esperienza nostra , a sì caro prezzo acquistata , debbono riprendervi da capo la vita sociale , senza verun degli aggravii da cui siamo noi sì fortemente oppressi. Conoscono essi tutti li canoni della nostra agricoltura, ed hanno ed avranno eziandio per lunga pezza terre in gran copia da dissodare, che non appartengono a veruna ; sono edotti dei nostri mestieri , conoscono le nostre macchine , e l'efficace sussidio che si può trarre per l'industria umana dalle scoperte scientifiche ; nè punto sono aggravati da quell' immensa turba di proletari che chieggono pane e lavoro , e che ne sembra veder perire di fame ove una macchina sottentri all' ufficio delle loro braccia. Conoscono i nostri sistemi d'imposte, la nostra ragioneria, le nostre teorie del credito', e non hanno debiti o pochissimi. Conoscono le regole di giurisprudenza stabilite dai nostri più valenti giureconsulti relativamente alla proprietà, ed hanno assai minore quantità di materie litigiose, di quella che noi abbiamo ; tutte le malleverie che gli amici dell'umanità procurarono agl'inquisiti nei criminali processi , furono colà adottate , e pur non vi sono uomini che la miseria universale trascini di forza al ladroneccio ; le nostre scoperte relative alla fabbricazione dell'armi , delle navi, delle fortificazioni sono poste in uso da loro ; ei conoscono la nostra tattica , posseggono la forza per difendersi , e non hanno popoli vicini da conquistare , nè altro naturale obbietto di ambizione. Voglia il cielo ch'ei possano approfittarsi egualmente degli ammaestramenti dati agli Europei intorno alla difficile scienza del governo da una lunga esperienza voglia il cielo ch'ei non si lascino accalappiare dalle menzogne che i politici d'Europa si veggono ridotti a sostenere, nè sieno impediti dall' addentrarsi in quelle quistioni fondamentali d'onde noi ritorciamo sì spesso volte gli sguardi !

Noi richiamiamo allo studio dei principi della politica costitutiva gli uomini delle vecchie contrade e quelli altresì delle nuove ; e a quelli del pari che a questi raccomandiamo che diano retta all'esperienza , che adoprinò candidamente e coi massimi sforzi a maturare di continuo la pubblica ragione. Se non che , agli uni del pari che agli altri raccomandiamo insieme di porre mente alle proprie circostanze , di ricordarsi che la politica costitutiva non è

una scienza astratta, ma debbe per chicchessia aver fondamento nel passato e modificarsi per esso. A tutti egualmente ripetiamo che la costituzione della potestà sociale è l'opera più malagevole della società, perciocchè questa potestà, accattando forza da tutti, è cionnonpertanto in contrasto con tutti. I popoli presso dei quali già esiste questa potestà, e vi si vede fiancheggiata dalle abitudini, dagli affetti, dalla reverenza, debbono fare esimii sagrifizi per sorreggerla; debbono sopportare molti abusi, molte debolezze affine di conservarla; conciossiachè verrebbero a provare a loro danno quanto ne costi alla libertà di sostituire alle abitudini l'innovazione, agli affetti il timore, alla reverenza il mero risguardo dell'utile. Ma i popoli che già soggiacquero a rivolgimenti o debbono di forza soggiacervi, non debbono perciò immaginarsi che si convenga istituire una nuova potestà con gli abusi e le strattezze dell'antica, e che quelle cose che giova conservare, ove sieno, giovi anche stabilirle. Uno stesso scopo hanno i popoli d'Europa e quelli d'America, i popoli liberi di Francia e d'Inghilterra, quelli che aspirano a divenirlo in Polonia, in Alemagna, in Ispagna, in Italia, e quelli infine che nella Colombia, nel Messico e nel Perù attendono ad innalzare dai fondamenti l'edificio sociale; ed è ovunque del pari la felicità ed il perfezionamento dell'umana stirpe; ma la costituzione che può guidare a questa meta comune, non è uniforme: e l'influenza del passato è grandissima particolarmente in quel che riguarda la costituzione del governo o del principe. Per questo rispetto il legislatore deve badare mentosto a quanto debbe essere, che a quanto è.

Nè taccisi di prosunzione l'Europeo che cerca non solamente di perfezionare pei suoi la scienza sociale, ma bensì ancora di diffondere nei nuovi Stati d'America i lumi procacciatisi coll'esperienza (1). Le teorie che ci facciamo a sviluppare non sono un

(1) Fanno quattordici anni da che questo Saggio fu scritto, e gli Stati novelli d'America, già sottoposti all'imperio della Spagna, non si sono punto inoltrati nella bisogna di ricostruire l'ordine sociale. Fors'anco non devono essi sperare alcun reale progresso prima che tutta la generazione, usa alla guerra civile, alla violenza e al disprezzo delle leggi, siasi ritratta dalla vita attiva. Tristo esempio da aggiugnere a tanti altri, dell'imperizia degli uomini che hanno atterrato per riedificare! Non perciò devono rifiutare le innovazioni, allorchè sono pur troppo necessarie; ma ben s'impara da esso a qual caro prezzo colle rivolture si compri la libertà.

parto della nostra fantasia, nè punto presumiamo di esserne depositari per qualsivoglia nostra preminenza sopra di quegli Stati recenti: se le possediamo, ciò avviene da che le abbiamo comprate col nostro sangue, e con quello dei padri e degli avoli nostri. Abbiamo sofferto abbastanza per aver diritto di dir loro: Guardatevi dal precipizio, non calcate l'orme nostre, fate senno dal nostro esempio. Qual più nobile obbietto d'ambizione potrebbesi però assegnare a chi ha studiato i destini del genere umano, che quello di additare ai popoli destinati a popolare una terza parte della terra abitabile il modo di cansare alcuni funestissimi errori? Quanto è solenne il momento in cui i padri delle nazioni si fanno a librare risoluzioni dalle quali dipenderà per secoli e secoli il destino di tanti milioni di uomini! Quanto grave, quanto sacro è il debito di bandire la verità, allorquando si vede e si tocca con mano ch'ella è stata tante volte alterata, e che per vigliacchi riguardi, o inverso a chi era in potestà costituito, o inverso ai popolari pregiudizi, sonosi accreditati tanti errori che niuno s'arrischia omai d'impugnare!

Noi ci crediamo posti a Ginevra in circostanze propizie per trattare le più alte quistioni della politica costitutiva. Come cittadino di una repubblica, come uomo che scrive sotto la tutela delle sue leggi, l'indole stessa del governo della nostra patria ne concede d'investigare quale sia l'essenza della potestà, e quali i suoi fondamenti nell'utilità pubblica. A noi è permesso di sbandire ogni pregiudizio, ogni pretendenza di affezioni simpatiche, per attenerci soltanto alla realtà.

Questo saggio ed il successivo saranno entrambi destinati da noi a trattare della potestà esecutiva, conciossiachè questa sia la parte della politica costitutiva intorno a cui l'Europa fu meglio ammaestrata dall'esperienza, e quella in pari tempo in riguardo alla quale gli scritti medesimi surti da questa esperienza potrebbono far prevalere un più gran numero di errori. In fatti, nei nostri vecchi Stati, che succedettero ad altri vecchi Stati, non vi furono sempre guarenzie contro gli abusi della potestà legislativa e giudiziaria, ma ebbevi sempre un governo; non posesi sempre la mira al pubblico bene, ma si procurò sempre mai di consolidare il governo, di dargli gagliardia e prontezza; non si ebbe sempre l'intento di procurar che le leggi fossero la somma dei voleri di tutti, nè che i giudizi fossero l'applicazione delle massime

di eterna giustizia , ma si volle ognora guarentire l'obbedienza ed il comando. Ebbesi sempre la mira ad opporre la perpetuità dello Stato alla vita passeggera dell'uomo ed all'instabilità de'suoi proponimenti. La costituzione della potestà chiamata da Giangiacomo Rousseau il principe , e a' tempi nostri potestà esecutiva , forma il carattere distintivo delle monarchie e delle repubbliche ; e l'Europa , colla scorta della sua propria istoria , può queste a quelle paragonare. Imperciocchè per quel che riguarda le monarchie , l'Europa ne ha veduto di ogni sorta , tanto ereditarie colle infinite modificazioni dell'eredità , la spartizione fra tutti i figliuoli e la primogenitura , l'esclusione e l'ammissione delle femmine all'eredità , il diritto testamentario , e il diritto imprescrittibile del sangue ; quanto elettive , colle numerosissime modificazioni del dritto di elezione , in certi luoghi attribuito a tutto il popolo , come presso gli antichi Teutoni , in altri ai soli guerrieri armati , come nell'Ungheria , nella Transilvania , nella Polonia ; in altri ai soli savi , come a Venezia ; in altri ad un picciol collegio di principi , come nell'Imperio ; in altri ai capi della religione , come nello Stato pontificio e nelle Diocesi-Principati dell'Alemagna ; in altri ad uomini che per voto soenne avevano rinunciato al mondo , come nei territorii delle Abbazie sovrane di Fulda , di Kempten , di Murbacco ; in altri infine a femmine assoggettate alla più rigida clausura , come nei dominii dei monisteri di Quedlimburgo , di Lindò , d'Erforden.

Quanto a repubbliche poi , l'Europa può colla scorta della propria istoria paragonare gli effetti della potestà esecutiva affidata ad un solo , che si potrebbe chiamar monarchia elettiva e temporaria , con quelli della potestà medesima attribuita ad un collegio di due o più uomini , od a numerosi consigli. Fra' quali collegi e consigli ve n'ebbe inoltre di quelli i cui membri erano eletti a vita , e di quelli ov'essi erano rinnovellati o tutti ad un tratto , o per turno. Se la potestà esecutiva non fu giammai per avventura costituita in modo veramente razionale , ciò non avvenne già per difetto di varietà nei ripieghi e nelle combinazioni ; e se la storia non ci appresenta verun esemplare degno di essere in tutto imitato , essa è almeno seconda di ammaestramenti intorno a ciò che giovi schifare.

Eppure niun argomento fu trattato più superficialmente dagli scrittori politici , nè più frequentemente travisato con falsi razio-

cinii, i quali per essere stati le tante e tante volte ripetuti, si confondono coll'opinione pubblica. Non v'ha parte della scienza politica che sia stata sottratta più gelosamente alle discussioni. Per dare un esempio di ciò, chiederemo che si guardi se nel tempo in cui l'Europa aveva un maggior numero di monarchie elettive, che non di monarchie ereditarie, siavi stato uno scrittore ardito abbastanza per fare il confronto dei loro vantaggi: supposesi la quistione decisa fra esse con la nuda scorta di affermazioni che non è stato permesso giammai di sottoporre a disamina. In mezza Europa le femmine possono eredar la corona; e nell'altra metà ne sono escluse in perpetuo esse ed i loro discendenti. Si ammoniticchiarono scritture, quando nacque contesa per la successione, onde fondare il diritto sul fatto; ma non si ebbe mai ardimento di toccare la massima. La storia è piena delle conseguenze di queste leggi fondamentali; ad ogni piè sospinto uomo vi si abbatte in guerre di successione, in riunioni di Stati per via di matrimoni, in popoli decaduti da quella indipendenza che già avevano difesa con rivi di sangue, e che poi lasciarono in balla degli eventi dell'eredità; eppure niun pubblicista ha tentato di paragonare i vantaggi che il popolo dee ritrarre dall'ordine di successione al trono stabilito, per cagion d'esempio, in Francia, con quelli che possono derivare dall'ordine adottato in Inghilterra.

Il quale volontario accieciamento non si vede soltanto nei governi il cui motore si è la paura; anche nelle terre libere, ove tutte le quistioni politiche porsero, ciascuna alla sua volta, materia di lunghi dibattiti, questo argomento fu sempre trascurato. Di vero, la discussione può precedere lo stabilimento della potestà legislativa e della giudiziaria; ma non può cominciare se non dopo che sia stata creata la potestà esecutiva; e quando questa esiste, la discussione non è più permessa. Una nazione, insin dal primo giorno, ed anzi dalla prima ora della sua esistenza, abbisogna di capi che ne dirigano gli sforzi, ne regolino i sacrifici, provvedano alla sua difesa; e questi capi, che, generalmente parlando, esistettero prima che fossevi alcun deputato nazionale e alcuno scrittore politico, costituirono un fatto ch'era forza ammettere, o prenderne norma per regolare il rimanente delle istituzioni pubbliche.

Noi non ci troviamo posti in questa condizione; investighiamo candidamente, ma con intiera libertà, quale sia la costituzione

da darsi alla potestà a fine che questa sia veramente nazionale, e che i suoi interessi non discordino mai da quelli del popolo. A tal uopo, premesse alcune riflessioni preliminari intorno all'istituzione della potestà sociale, passeremo a rassegna, colla maggiore possibile imparzialità, le varie forme di questa potestà già sperimentata dall'Europa.

Gli uomini, i quali essendo ristretti ai loro individuali sforzi, vedevansi impotenti e fiacchi contro le forze della natura, hanno conseguito felicità e sicurezza maggiore da che incominciarono a collegarsi gli uni con gli altri. Lo spirito di società caratterizza la loro specie; e l'essenza delle reciproche loro pattuizioni, fossero espresse o tacite, è sempre stata per gl'individui aggregati, la promessa di tendere ad uno scopo comune, e di assoggettare la ragione, la volontà e la possa loro alla volontà generale in cui concorrevano tutti. Dacchè gli uomini incominciarono a riunirsi in consorzi, di misere creature, schiave degli elementi e delle intemperie, che erano stati infino a tanto che avean vissuto segregi, furono essi veduti farsi dominatori della natura, ed immutare la faccia della terra quando operarono con un disegno comune. Gli uomini, posta in comune la fatica, crearono l'Egitto aprendo lo sgorgo al Nilo, crearono l'Olanda ergendo dicchi contro l'Oceano. Contrade ora infette da pestilenziali paludi, saranno un giorno, grazie allo spirito di società, fatte salubri, popolose e ricche; le ampie regioni che l'Orenoco o il Maragnone sommerge, sorgeranno un giorno dall'acque; mentre all'incontro il dispotismo che rende l'uomo segrege, ha disertata l'Asia Minore e la Grecia, ha fatto sparire dai monti e pingue terriccio, ed ha coperto di ghiaia il limo delle pianure in quelle contrade tanto celebri un tempo per la loro ubertosità: la natura soverchia da per tutto l'uomo scompagnato, ed all'opposto la società umana può da per tutto signoreggiar la natura. Di tutti i consorzi, quello che costituisce le nazioni è il più largo e gagliardo; esso è più forte, più ricco, più durevole, più costante di ogni altro che possa creare l'interesse individuale.

E assai maggiore di quel che la veggiamo sarebbe la possanza della società, se gli uomini, accompagnandosi fra loro, potessero con piena fiducia lasciare al governo od al principe scelto da essi l'uso delle loro forze; se, riconosciuto essere il volere di tutti migliore di quello di ciascuno, potesse riguardare il volere del prin-

cipe come l'espressione di questa volontà generale e comune, di questa nazionale saviezza a cui desiderano ubbidire, e ponessero insieme ogni loro sforzo per eseguirne i comandamenti. Quando i popoli si tenessero certi che i principi non hanno mai altro interesse da procurare fuorchè l'interesse nazionale, nè altra opinione che l'opinione pubblica, e che questa è sempre consentanea con la prudenza e saviezza, non avrebbero più alcun motivo di stare in guardia contro gli abusi della potestà, e di spendere parte della forza comune per opporsi ai voleri del reggitore della stessa forza, ed arrovellarsi ad introdurre nella loro costituzione un equilibrio che gl'indebolisce. Noi diffidiamo, e n'abbiam d'onde, di quanto il governo vuol fare ora di noi pel suo proprio interesse; ma quanto gagliarda non sarebbe mai l'umana schiatta se eseguisse in comune ciò che avesse deliberato in comune, e quanto meravigliosi non sarebbero i suoi progressi ov'ella non fosse mai in grado di dover fare una distinzione tra la fiducia nel proprio governo e la confidenza in sè stessa!

Uno però dei primi principi della politica costitutiva si è che qualsivoglia potestà assoluta, a chiunque venga affidata, diviene tirannica. In fatti, questa volontà di tutti è sempre una finzione, essendo affatto lungi dal vero che tutti, come dovrebbe supporre, abbiano una volontà, ed essendo impossibile che tutti i loro voleri sieno unanimi. Dondunque si creda dover ritrarre l'espressione della pubblica volontà, supponesi sempre che il maggior numero prevalga e legghi il minore, e inoltre che tutti quelli che non si sono dati la briga di ponderar la quistione che loro vien sottoposta, o che non ne sono capaci, sieno obbligati ed anzi obblighino gli altri col loro assenso esplicito od implicito alla volontà espressa in nome loro. Eppure il maggior numero potrebbe imporre al minore i più crudeli ed ingiusti sacrifici, e quei che danno il suffragio a seconda di altri, potrebbero, essendo ingannati, ledere in guisa funesta i loro propri diritti e gli altrui. Perciò, quand'ancora tutti quanti i membri di un consorzio dessero il loro suffragio, e la maggioranza delle voci costituisse la legge, questo stesso consorzio non sarebbe al sicuro dalla tirannide.

Nè qui stà il tutto. Non solamente la società non sarebbe riparata dal pericolo della tirannide se, invece d'incaricare il governo di volere per essa, presumesse di governar per sè stessa, ma ben più grave ancora sarebbe in tal caso questo pericolo. La so-

cietà che prende un tale assunto, s'avvede bentosto dell'ignoranza, della sbadataggine di parecchi dei membri del consorzio, ai quali non avrebbe modo di ricusare eguali diritti, e conseguentemente della propria incapacità, dell'imprudenza delle proprie risoluzioni, della precipitazione d'una assemblea numerosa; ed ove il consorzio sia davvero potente, riconosce bentosto l'assoluta impossibilità di riunire tutti li suoi membri. Perciò, quand' ancora la nazione (il che ben di rado è accaduto) si fosse formata quietamente, senza contrasti, senza pugne, senza pericoli, vedrebbe pur sempre ridotta a dover cercare l'espressione della volontà generale altrove che nella maggioranza di tutti i membri del consorzio, e a consultare i diversi interessi e i vari ordini in cambio di tutti gli individui: ma quanto più è complicato il modo con cui si esprime questa volontà, tanto più facilmente avviene che un tal volere, che si suppone generale, nol sia di fatti; che quelli i quali sono destinati a volere per tutti, vogliano in quella vece il loro proprio vantaggio e non quello comune, e si propongano fors'anco di procurarlo coll'oppressione della società; e che vi abbia in tal guisa tirannide di quelli che vogliono, sopra di quelli che sono supposti volere.

Chi attribuire vorrebbe la sovranità alla volontà generale, s'immagina che nulla si dia di più semplice e agevole che il modo di conoscere questa volontà, e che basti a tal uopo il proporre a tutti la quistione da sciogliersi, e poi numerare le voci; ma questo è un inganno. Di quei che risponderanno affermando o negando, tre sopra quattro, incapaci di afferrare la quistione, non vi avranno badato, nè perciò avranno voluto; per salvar questi tali da un precipitoso giudizio, è necessario porgere al minor numero il mezzo di resistere per qualche tempo al maggiore; è necessario fare in modo che le consultazioni si facciano lentamente, a ciò che quelli che fieno interrogati, abbiano avuto campo ad illuminarsi, ed a concepire una vera volontà intorno a quanto pronunziano, prima di comandare o d'essere ubbiditi.

Tale si è l'origine di quel sistema d'equilibrio o di contrappeso delle potestà, che fu stabilito sì accuratamente laddove men che un migliaio d'individui, sotto nome di re, di ministri, di pari, di deputati, è supposto esprimere la volontà di parecchi milioni di cittadini. Quanto maggiore è la difficoltà che provano questi cittadini per parlare anch'essi, in loro persona propria; e per

~~l'opinione loro~~

rettificare la volontà che loro si attribuisce, tanto più è necessario di chiedere il concorso di un maggior numero di volontà legalmente costituite, onde cambiare ciò che esiste; perciocchè quanto esiste, supponesi fermo per generale assenso. Che se i cittadini non puonno manifestare la loro opinione intorno all'operato od alla politica dei loro rappresentanti, altrimenti che per via d'un'elezione generale, e questa elezione non ricorra che una volta in sette anni, è duopo, in ricompensa, raddoppiare la guarenzia del passato, e rendere tanto più difficoltosa ogni innovazione, quanto maggiore è il dubbio che una siffatta innovazione non sia contraria alla volontà generale.

La società civile abbisognava anzi tutto d' avere chi operasse in nome di tutti e ne dirigesse l' azione in riguardo alla comune difesa e contro le forze nemiche della natura, e contro gli avversi tentativi degli altri uomini. Occorreva che il reggitore o reggitori fossero forniti di gagliardia d' animo, segretezza, prontezza, prudenza ed economia, affidandosi in essi per la difesa della società stessa contro chechè vi fosse di estraneo che le si potesse fare nemico, e per la malleveria del consorzio contro di ogni privato interesse. A queati primi mandatari diede nome di principe, ponendo mente al grado principale, oppure di governo, prendendo la parte pel tutto, o infine di potestà esecutiva, risguardando la pubblica amministrazione come l' eseguimento della volontà sociale.

Ma tutte le doti che dalla società richiedeanzi nel principe, conferivano ad appartarlo dalla nazione e a renderlo pericoloso per essa come tosto egli avesse concepito intenzioni disparate dalla volontà nazionale. Ora, si voleva bensì ch' ei fosse d' animo gagliardo, ma solamente contro i nemici della pubblica quiete; segreto, ma per gli estranei soltanto; pronto, ma non per altro che per mandar ad effetto i voleri della nazione; prudente, ma non per ordire posture; economo finalmente, ma non già per accumulare tesori che più non pertenessero al popolo. Si aggiunsero pertanto al principe degl' invigilatori che il popolo rappresentassero nè dalla condizione di lui giammai si dipartissero, e i quali manifestassero il voler nazionale, ma non essendo investiti di potestà alcuna, non venissero dall' adulazione corrotti. Per mezzo dei quali rappresentati si volle far esprimere il voler popolare vario ed a seconda dei tempi, e propugnare quegli interessi che, allora

quando seguiva la loro elezione, si riguardavano come nazionali. Ma come questa volontà variabile non è la sola a cui si debba badare, e come oltre al momentaneo interesse, evvi pure nelle nazioni un interesse permanente che può con quello venire a conflitto, così con isvariati artifizi si cercò modo di accoppiare colla rappresentazione del presente quella altresì del passato, e di far udire altre voci oltre quella del popolo; e perciò non si attribuì ai deputati del popolo che una parte *della potestà legislativa*, ossia della facoltà di esprimere quella volontà nazionale con cui debba il principe conformarsi.

Da questo incarico d'invigilanza che venne attribuito ai deputati del popolo, e insieme dalla rimembranza d'un'antica lotta che quasi in ogni luogo occorre per istrappare a poco a poco di mano dei reggitori le malleverie nazionali, nacque un pericoloso pregiudizio che tutti gli scrittori polemici d'Europa si sforzano di confermare: ed è che la potestà esecutiva sia un nemico da dover combattere, e che tra il governo ed il popolo, tra 'l principe e la libertà debba esservi costante opposizione. Non avendo mai i legislatori creato il reggitore, non fu esso mai il vero oracolo della volontà nazionale, il vero rappresentante del popolo; e continuamente si affaccendarono gli amici tutti della libertà, se non per atterrarlo, almeno per contrariarlo e metterlo a freno. La sua azione fu incessabilmente rattenuta, rallentata, ristretta a vie indirette; l'esistenza perfino della potestà reggitrice fu molte volte posta a repentaglio; e gl'investiti di essa, contrariati nelle loro intenzioni, minacciati di perdita dello stato, punti nel naturale orgoglio, hanno concepito tant'odio contro gli amici della libertà, quanto è il sospetto che questi covano contro di loro: non potendo opprimerli nel proprio paese, perseguitanti almeno in tutto il resto del mondo; abbracciano interessi opposti a quelli della loro nazione, e passioni più ancora contrarie agli affetti nazionali; e la contesa ingaggiatasi per una differenza di condizione, vien poi avvelenata da mille rancori.

Se non che egli è pur forza che vi sia un governo; e questa prima e potissima delle necessità dello stato sociale vince la scontentezza e la diffidenza. Vennesi quindi a questa conclusione, che la gara tra il principe ed i rappresentanti del popolo costituisca l'essenza del governo libero; che debba esservi un partito opposto ai ministri, e destinato a invigilarne la condotta, a sindacarla,

a tenerli svegliati, onde impedire colla vituperazione i troppo gravi trascorsi, e soffocare fino dal nascere certi rei divisamenti; e che occorra infine che i ministri superino costantemente il contrasto dell'opposto partito infino a tanto che non si veggano costretti a cedere definitivamente dal posto, e perciò abbiano una forza loro propria, tale da reggere contro dei quotidiani assalti, e sieno fiancheggiati di ricchezze, di fasto e d'immensa clientela, non già per meglio promuovere lo scopo nazionale, ma sì per non dover soggiacere al primo impeto dei deputati nazionali. Nel sistema dei legislatori moderni, lo Stato debbe sopperire alle spese di questa arena, per così dire, di gladiatori parlamentari, le cui pugne non hanno da conferire di più ad immutare la costituzione di quello che conferissero le pugne dei gladiatori del circo a difendere Roma.

Quando una data cosa esiste da alcun tempo, gli uomini s'inducano bentosto a credere ch'ella debba di necessità esistere. Nè mancano mai ragioni speciose e plausibili per farli persuasi che quell'effetto del caso che veggono accadere, non sia men fecondo di vantaggi di quel che sarebbe il più sublime divisamento dell'umana intelligenza. Tutti i moderni pubblicisti hanno risguardato il governo come il natto nemico della libertà; nè parve loro peccato che fosse la cosa a tal punto. Hanno essi, chi più, chi meno ardentemente indirizzato gli sforzi loro contro questo governo, e posta in credito l'opinione, che tanto più prosperi uno Stato, quanto minore sopra di esso è l'azione del governo medesimo; che ogni qualunque esercizio delle facoltà dei cittadini che venga sottratto all'azione coercitiva del governo, sia una conquista della libertà; che infine il governo sia un male necessario, come sono le imposte, e perciò ogni sforzo degli amici della libertà debba tendere a circoscriverne viemaggiormente l'azione. Intanto altri, per iscampare dall'annientamento la pubblica potestà, hanno commendato le cure poste da essa nel procacciarsi gran numero di clienti, nell'indirizzare le elezioni e le opinioni a suo modo, e persino nel guadagnare e corrompere i membri dei Parlamenti. Di modo che direbbesi non potersi dar libertà senza tutti gli abusi che vi si sono accoppiati.

Eppure negli antichi tempi e nei secoli di mezzo, e per certi rispetti altresì presso gli Angloamericani dell'età presente, sappiamo esservi stati ed esservi civili consorzi in cui la potestà ese-

presentanti provengono dal popolo, così i reggitori dirivino dai rappresentanti; che infine il governo altro non sia che l'adempimento di quella volontà che i deputati del popolo hanno manifestata.

Allora si tocca con mano la necessità che siavi un uomo il quale, tutto invasato del pensiero della ricostituzione sociale, esprima col voler suo quello che la nazione non può peranco esprimere; un uomo che ogni cosa riduca ad un centro comune, che preveda, provveda, sappia custodire il segreto, sappia comandare senza lunghe discussioni, senz'obbligo di render conto d'ogni suo passo, e colla rapidità del pensiero compensi gli svantaggi della sua posizione. La monarchia è nata dalle turbolenze, dai ravvolgimenti. Nei pericoli d'una lotta mortale essa diventa il rifugio dei popoli; così vediamo un capo di guerrieri barbari, a causa del valore e della perizia mostrati nelle pugne, diventare l'unico direttore dei conquistatori da lui condotti, com'è avvenuto dei fondatori alemanni delle monarchie che ora fioriscono in Europa; così vediamo un eroe che abbia infranto il giogo d'un popolo libero essere, a causa della gloria da lui acquistata o del suo ingegno, costituito il rappresentante dei voleri del popolo medesimo. La Svezia, concalcata ed oppressa, non aveva agio bastante per porre assieme una legittima rappresentanza quando riconobbe a suo capo il gran Gustavo Wasa; la Scozia era serva quando affidò la cura de' suoi destini a Guglielmo Wallace od a Ruberto Bruce; l'Olanda era quasi annichilita quando salutò Guglielmo d'Orange per suo liberatore.

Egli è il vero tuttavia, che la potestà conferita ad un uomo, quanto più sia pronta e gagliarda, tanto più pericolosa riesce per la libertà che ha preso a stabilire. Troppo raramente si veggono sorgere eroi di sì sublime tempra da indursi, dopo di aver recato in sua mano per l'uopo della difesa nazionale ogni potestà, a rinunziare quel tanto che, trascorso il pericolo, non è più necessario per una tale difesa; eroi che, esaltati ad un seggio dispotico, non diano retta a verun dei ricordi del dispotismo, e sieno sordi ai suggerimenti della propria vanità o della servilità cortigianesca. E troppo frequentemente all'incontro vedesi il difensore del popolo porre ogni sua cura nel difendere il seggio ottenuto, e volgere contro de' suoi esaltatori le armi affidategli per combattere in loro difesa.

Perciò i ravvolgimenti adducono le monarchie allora soltanto che manca il tempo ai provvedimenti, allorchè il popolo, astretto a difendersi non appena che ha incominciato ad esistere, non può eleggere il suo rappresentante altrimenti che per così dire coll'acclamazioni, e che perciò la nazionale fiducia, posta in un personaggio che gode dell'aura popolare e della fama di sperimentato ingegno, è la sola possibile manifestazione del comune volere. Che se la nazione abbia di già una legittima rappresentanza, e un'assemblea di deputati liberamente eletti si trovi già suffragata dalla comune fiducia, quest'assemblea dovrà guardarsi ben bene dal rinunziare alla potestà, la quale afferrata da altri, sarebbe indubitatamente ritorta contro di essa: infino a tanto che durano le turbolenze e che v'è gara o pericolo, la potestà sociale debb'essere da lei esercitata, o da' suoi delegati, che formino un solo tutto con essa.

Gli atroci fatti della Giunta o Comitato della pubblica salvezza in tempo della rivoluzione di Francia, vituperando il nome della libertà, ne hanno posta a repentaglio la causa; eppure la Francia va debitrice di tutti i suoi mezzi di difesa all'intrinseca unione di questa Giunta di pubblica salvezza colla così detta Convenzione od assemblea dei rappresentanti del popolo. In quel tremendo frangente, coll'Europa in armi contro di essa al di fuori, e con tanti nemici al di dentro, la Francia sarebbe caduta, se la potestà esecutiva fosse stata appartata da quella della Convenzione, se quella non fosse stata confusa con questa, e se si fosse veduto il corpo legislativo imperare infruttuosamente a' ministri, o venire con essi a contrasto.

Si riporrà da taluno che con ciò viene a stabilirsi appunto quella potestà assoluta che degenera sempre in tirannide, qualunque sia la mano che tiene la potestà medesima; e che ove sia destino che si debba andar curvi sotto il giogo della tirannia, tant'era il sopportare quello che venne infranto. L'obbiezione è giustissima, e quel medesimo esempio di fatto che abbiamo allegato dimostra quanto grave ne sia il pericolo. Ma la guerra è essa pure una tirannia, e quando si tratta della vita e dell'esistenza, i dritti ed i comodi della vita ben puonno venire sacrificati per conservarla. In tempo di quiete, dalla combinazione delle varie voci si procura desumere la volontà nazionale; ma quando imperversa la bufera, una sola voce viene ascoltata, che parla in nome della nazione.

La tenzone in cui si tratta dell' esistenza, adduce necessariamente la *dittatura*, il cui proprio carattere si è non tanto di emanare direttamente dalla potestà legislativa, quanto di sollevarsi sopra le leggi.

Del resto, allora eziandio che si tratta di applicare le regole ai tempi tranquilli e pacati, non è già vero in istretto senso, che la libertà non possa venir mallevata se non mercè dell' equilibrio e del contrasto fra le potestà costituite. Nell' antichità, nei secoli di mezzo, ed anche nei tempi moderni si sono veduti governi veramente liberi, in cui non era costituita questa così detta opposizione, in cui niuna gara ardeva tra la potestà esecutiva e la potestà legislativa, in cui l' ufficio dei magistrati era soltanto di mandare ad effetto le risoluzioni de' Consigli, in cui un solo spirito, un solo sentimento sembrava animare il principe e i rappresentanti del popolo. La mallevatura della libertà dipendeva quivi dal trovarsi sempre il complesso delle potestà reggitrici al cospetto del popolo, e dall' azione pronta ed efficace che aveva il popolo sopra di loro. Non eravi stabilito equilibrio fra le potestà costituite, a cagione che esse tutte rimanevano sottoposte al popolo, il quale regnava da vero sovrano. Nelle repubbliche greche e nelle monarchie germaniche il popolo, poco frequente e sempre armato a fronte di un governo senz' armi si rassembleva tutto quanto sulla pubblica piazza; veniva ragguagliato direttamente e a viva voce d' ogni cosa toccante i suoi più cari interessi, ed otteneva al manifestamente la preponderanza della forza, che nè agli arconti in Grecia nè ai re in Germania avrebbe potuto venire in mente giammai il pensiero di resistere alla sua volontà.

Era certamente poco provetta in civiltà la nazione presso la quale il popolo potea riguardarsi come animato da un solo volere e da un solo interesse, e in cui i cittadini poteano ritenersi eguali all' un di presso fra loro di condizione e d' intelligenza, e concorrere quasi egualmente ad invigilare sopra il reggimento della repubblica. Era inoltre necessariamente una piccolissima nazione, e tale da potere assembrarsi agevolmente sulla pubblica piazza o sul campo marzio, quella che si trovava in grado di sopravvedere in tal guisa continuamente il maneggio delle cose dello Stato: quindi è che la libertà si riguardava un tempo come un privilegio delle nazioni per cui la città era la patria, o per le quali la chiamata dell' oste, ossia la leva generale, era come un' intimazione

dei popolari comizi. Ma l'invenzione del sistema rappresentativo ha fatto sì che ne' più ampi Stati altresì possano godersi le prerogative degli uomini liberi, e che la più alta dignità dell'uomo possa andare congiunta colla massima possanza nazionale.

Il sistema rappresentativo richiedeva però un equilibrio fra' rappresentanti per la sicurtà dei rappresentati, e fece nascere il contrasto fra' corpi costituiti, e l'equiponderazione dei loro rispettivi diritti. Ma un progresso novello della civiltà, un progresso avvertitosi a' giorni nostri, ha nuovamente tratto il governo al cospetto, per così dire, di tutta quanta la nazione; colla diffusione dei lumi, colla stampa, con le gazzette e con la piena pubblicità di tutto quanto riguarda all'amministrazione dello Stato, i servitori della nazione puonno trovarsi in tanta e sì piena dipendenza dalla nazione (quand'anche il suo territorio, come in America, fosse immenso) quanta era quella in cui si trovavano anticamente, per esempio, in Atene. Quando ciò avviene, la così detta opposizione non è più altro che un mezzo di discussione; la disgiunzione delle potestà non presuppone più resistenza; il presidente o re temporario può starsene senza pompe, senza tesoro, senza clientela, senza mezzi di corruttela, ed il senato senza aristocrazia, senza preponderanza prediale; le elezioni dei deputati possono cadere una volta all'anno, od una volta in due anni, e farsi a voce di popolo; i giudici puonno essere amovibili, non essendo più l'indipendenza loro il fondamento della libertà, la quale si ripone anzi intiera nella loro costante e necessaria sommissione alla volontà generale.

Se non che in questo stato di cose eziandio, in cui le autorità costituite si veggono poste abitualmente al cospetto del popolo, si dà un altro pericolo per la libertà, appalesatosi ai giorni nostri, e dianzi non sospettato o sdimenticato. Ben si sapeva che nell'assemblee popolari la maggioranza tumultuosa poteva diventar capricciosa, violenta, e lasciarsi trasportare ad eccessi dalle voci impetuose ed inconsiderate dei popolari declamatori; ben si comprendeva che le democrazie possono farsi tiranniche allorchè il popolo raunato vede e sente la propria possanza; ma si pensava che una nazione in tempo di quiete debba essere savia e giudiziosa, e che la pubblica ragione debba riavere il suo imperio sopra ciascun cittadino nelle domestiche mura. A' di nostri soltanto si è conosciuto per pruova come la tirannide possa ingigantire e con-

culcare ogni dritto, senza pure apparire nei reggitori o sulla piazza pubblica; a' di nostri soltanto e negli Stati Uniti, ove alla nazione, disseminata in un territorio più vasto di quello che abbia giammai occupato verun popolo libero, non può nemmeno venir in mente di raunarsi, pur troppo si è veduto e tuttodì si vede l'opinione popolare signoreggiar da regina capricciosissamente, volere senza riflettere, e trascinar seco nei suoi impeti tutte le potestà dello Stato con illiberale e stolta violenza. Le leggi sono in America, ma contro l'opinione popolare non v'ha legge, non codice, non giurisprudenza che valga. I giudici sanno pur troppo che lo sgararla non mancherebbe di dar moto contro di loro ad un processo politico, o almeno alla rimozione. Evvi pure in America un governo cioè un presidente ed un senato a cui si aspetta di trattare coi paesi stranieri; ma il presidente ed il senato sono schiavi ancor essi della pubblica opinione, e sel sanno, e non ignorano che ove non lusingassero le passioni popolari, e non fossero loro ossequenti a danno bene spesso della giustizia e della quiete e sicurezza dello Stato, sarebbero o non rieletti o perfino rimossi. Evvi infine in America una milizia armata per servire alla potestà esecutiva, vale a dire una guardia nazionale numerosissima; ma i magistrati non ardiscono chiamarla in aiuto pel mantenimento dell'ordine e della tranquillità pubblica, e a fine di prevenire l'abuso esecrando dei giudizi e de' supplizi irrogati dalla moltitudine, cui si dà il nome oggidì di *the synch law*; sapendo pur troppo che non sarieno ubbiditi a dispetto dell'opinione pubblica, e che quegli il quale avesse comandato cose contrarie alle popolari capresterie, sarebbe o non rieletto o rimosso. Troppo lungamente e ciecamente si è ripetuto, essere l'opinione regina del mondo; perciocchè l'autorità legittima si aspetta non all'opinione, ma alla saviezza nazionale soltanto: e l'opinione, instabile, passeggera e capricciosa, è un tiranno onde convien diffidare non meno che d'ogni altro tiranno.

Ma quanto pericolosa cosa si è il dare ascolto soltanto all'opinione pubblica, altrettanto necessaria si è il migliorarla ed illuminarla. I gazzettieri si arrogarono un tale incarico, qualificandosi dispensieri della sapienza o della dottrina, e perciò sdegnaronsi delle tasse e balzelli di qualsivoglia sorte imposti sopra le gazzette, come se si trattasse di ostacoli contro l'ammaestramento del popolo, di tasse sopra le cognizioni, *taxes upon knowledge*. Queste

cognizioni, da loro acquistate ieri per diffonderle oggi, sono infatti pur troppo leggieri per sopportare una tassa. La loro propria mercatanzia si è l'adulazione del popolo, adulazione in cui ha fondamento la loro possanza. Gl' Inglesi menzionano spesso, talvolta celiando, e talvolta non senza una qualche vera apprensione, il *fourth estate of the gentlemen of the press*, quarto stato, ossia quarta potestà nel civile consorzio, dei gazzettieri. Sanno essi, e lo han fatto conoscer pei primi, che una nazione non consegue vera libertà se non isvolgendo l'intelligenza nazionale; che occorre a tal fine il far manifesti i sentimenti e pensieri individuali, acuirli, rettificarli gli uni cogli altri, e renderli maturi e ponderati per mezzo della discussione; e che non havvi potestà nello Stato a cui si possa conferire la facoltà di assegnare limiti al pensiero, quando all'incontro s'aspetta al pensiero di sindacare gli atti e l'intendimento delle varie potestà. Sopra questi principi appunto ha fondamento la libertà della stampa; ma l'elaborazione del pensiero, che è un diritto ed un bisogno, non è da confondersi con la compilazione delle gazzette, che è un mestiere. Ogni potestà che viene esercitata per intento di lucro, deve eccitare la diffidenza, essendo in sulla via della corruttela. La compilazione delle gazzette è veramente una potestà: ma lo scopo diretto a cui essa mira non è già il ben pubblico, bensì il lucro che si ritrae dal gran numero de' lettori. Non già per l'utile della patria, ma sì per avere voga e lettori, il gazzettiere inveisce contro gli ordini e gl' istituti del suo paese, va screditando i magistrati, cosperge di triboli e spine ogni pubblica carriera, rimuovendone chiunque non abbia, col praticare le arti dell'intrigo, vestita la propria fronte di bronzo, spia gli arcani dello Stato, ne strombazzava la sfacchezza o la titubanza, e ne appalesa i disegni così ai nemici della patria, come a chi suol comprare la sua gazzetta. La pubblicità è certamente un rilevantisimo presidio delle scienze sociali, ma la pubblicità venale è non di rado reamente abusata.

Chi cerchi il come si possa più utilmente costituire la potestà esecutiva, è condotto a considerare primieramente se meglio giovi conferirla ad un solo, ovvero a più persone. E quando si tratti di conferirla ad un solo, sono da investigare e da paragonare i vantaggi che rispettivamente conseguivano dal principato perpetuo ereditario, o dal principato perpetuo elettivo, o da quello a tempo determinato, cioè dalla presidenza. Ove poi si tratti di conferirla

a più persone, egli è da vedere se giovi avere riguardo ai vantaggi che dalla individualità procedono, facendo sì che al reggimento presiedano due colleghi, per esempio due consoli, o se più torni a conto il far sì che l'individuo, per così dire, sparisca, ned altro si vegga che un consiglio, un direttorio od una signoria. Nascono in seguito le quistioni, se occorra che unica sia la potestà esecutiva, od all'incontro divisa; se debba piuttosto operar da sè sola, oppure si voglia assoggettarla ai consigli legislativi. Un'accurata disamina di queste varie quistioni ne porterebbe oltre i limiti che ci siamo prefissi, e ne porrebbe in obbligo di esporre ogni maniera di governo, e di fare giudizio di ognuno: in risguardando alla qual cosa la sola discussione dei fatti non sarebbe mai più finita. Contuttociò, per dare almeno un esempio di questo metodo, ci proveremo a discutere in questo luogo alcuni dei pregiudizi universalmente sparsi intorno al principato elettivo.

Per quanto sembra, fu questo principato la prima forma usata di governo. Nei piccoli Stati della Grecia e dell'Italia, in quelli dell'Arabia e della Germania, presso tutti i popoli barbari od appena avviati a verso la civiltà, da per tutto insomma, nei primordi del civile consorzio, fu veduto l'imperio diviso tra un capo elettivo preposto alla condotta degli eserciti in tempo di guerra ed ai giudizi in tempo di pace, un consiglio o senato di vecchi più ragguardevoli, deputati a consigliare quel capo, ed un'assemblea popolare che esprimeva alla sua volta il proprio intendimento prima di ubbidire. L'assoluto imperio non viene di per sè in mente all'uomo, nè si stabilisce altrimenti che per un qualche accidente, cosicchè potrebbesi additare, rispetto a quasi tutte le schiatte regnanti, il punto nel quale ebbe cominciamento. Tutti i piccoli popoli tennero in sulle prime i loro capi per quel ch'ei sono di fatti, cioè pei primi servitori dello Stato; gli elessero pel loro proprio utile, e supposto pur anco che abbiano in seguito essi medesimi rinunziato al diritto di libera scelta per godere il vantaggio d'una maggiore stabilità della cosa pubblica, un tale compenso non dovette venir loro in mente da bel principio. Non vi ha forse monarchia ereditaria la quale non sia stata da prima elettiva.

Il principato elettivo precedette poi anco la repubblica, essendo un ordinamento più semplice. Nell'infanzia, per così dire, delle società, lo stato di guerra è in certo qual modo abituale; e in tempo di guerra, così manifesta è la prevalenza di un capo so-

pra un consiglio , a motivo della maggior segretezza nelle consultazioni , della maggiore prontezza delle risoluzioni , dell'efficacia dell'esempio , e infine dell'entusiasmo che suscita un uomo , ma non un'idea astratta , che non si dà quasi esempio di eserciti condotti dall'imperio congiunto di parecchi capitani. Scegliere un re è lo stesso che scegliere un capitano e insieme un giudice ; per ogni altro rispetto i popoli barbari non pensano nemmeno che occorrer possa un governo. Ed all'opposto l'eleggere un consiglio esecutivo importa con seco il porre il consiglio medesimo in obbligo di delegare l'incarico di capitano ad uno che non sarà per avventura sempre disposto ad ubbidire.

Ma tentando spesso volte i re elettivi di recarsi in mano la somma dell'imperio , e di tramandarla in retaggio alla loro stirpe , due diversi effetti ne nacquero : quando venne lor fatto l'intento , si stabilì il principato ereditario ; quando all'incontro i loro tentativi uscirono a vuoto , tanto fu l'odio ed il sospetto destatosi contro di loro , che si abolì il principato , si spartì l'imperio ond'essi godevano , se ne circoscrisse la durata , e si surrogarono agl'individui i collegi o consigli.

Così quella forma di governo che fu usata per la prima , venne quasi da per tutto abolita ; i soli popoli che sono rimasti in una condizione poco lontana dalla barbarie , hanno conservato quel troppo semplice ordinamento , cioè un principe elettivo , che ottiene ed esercita l'imperio congiuntamente con un consiglio di vegliardi e coll'assemblea del popolo. Le cagioni per cui questi ordini furono introdotti non sussistono più presso dei popoli inciviliti ; nei tempi moderni la guerra non è più fatta pei piccoli popoli , ond'è ch'ei desiderano nei maestri un maggior grado di prudenza che non di valore guerriero , e affidano i loro destini piuttosto ad un senato che ad un capitano. Quella primitiva forma , così antica ed antiquata e mal conta , non sembra pertanto meritevole dal canto nostro di ulteriore considerazione.

Nè forse dovremmo maggiormente soffermarci a considerare i piccoli principati elettivi appartenenti agli ecclesiastici , i quali , dopo aver sussistito in tanto numero in Alemagna sino ai dì nostri , crollarono tutti negli ultimi grandissimi ravvolgimenti , rimanendo solo in Roma il sommo pontificato colle stesse basi ; qual saggio , per così dire , d'un ordine sociale appena credibile se nol vedessimo in atto. Chi mai di fatti potrebbe immaginarsi che

per formare un uomo di Stato, un legislatore, un amministratore, un guerriero, per adornare insomma un uomo di tutte quelle doti che si richieggono in un principe vescovo come in qualunque altro principe, e che solo possono procacciargli la fiducia de' popoli, non che di tutte quelle cognizioni che costituiscono la scienza più difficile e insieme più nobile di tutte l'altre umane scienze, cioè la scienza del governo, abbiassi a stabilire che quegli il quale nella provetta sua età dee diventare monarca, rinunci in gioventù al mondo, al commercio degli uomini ed alla vita attiva, rifugga specialmente dal mestiere dell'armi, e consacri tutto quanto il suo tempo, tutte le facoltà e la contenzione della mente ad uno studio il quale non ha la menoma relazione con l'ufficio di principe? Chi potria insieme darsi a credere che la scelta del principe fra' varii competitori tutti educati in tal guisa, si debba domandare a persone ignoranti del pari di ogni cosa toccante il governo; che il consiglio di un cosiffatto principe abbia pure a comporsi di gente che ha rinunciato al mondo, e che persino gl'infimi suoi ministri ed ufficiali debbano, per ottenere il posto, non essere, per condizione essenzialissima, idonei al posto medesimo?

Questo carattere dei principati elettivi ecclesiastici, non si può già attribuire in tutto e per tutto al sommo pontificato; l'altezza dell'ufficio di reggere le coscienze in tutta cristianità portava con seco la necessità di preporre al governo della Chiesa uomini di Stato. Nè i papi, nè i cardinali son persone da clausura e che abbian rinunciato la mondana politica; e infatti la corte di Roma ha dato a divedere, per un certo verso, un'avvedutezza ed una gagliardia tale, che niun'altra corte l'ha forse giammai pareggiata. Contuttociò la dote del reggitore che più giovi ai popoli si è quella di amministrare con senno le cose dello Stato; e fra tanti pontefici illustri per altezza di carattere o per genio, non ebbevi forse giammai un buono amministratore.

Parrebbe che la monarchia di un principe vescovo debba già riguardarsi come il sommo dell'assurdità politica; giacchè, per quanto fosse uso di non far verun conto dei popoli nella costituzione del principe, cosiffatti governi appariscono tuttavia, più manifestamente d'ogni altro, istituiti pel vantaggio de' principi e non de' sudditi. Eppure si diede di peggio, perciocchè furonvi altresì principi abbati e principesse badesse. Nella sola Alemagna

si annoveravano quattro arcivescovi sovrani, tre de' quali elettori, ventun vescovo; ventinove abati o priori, quindici badesse, e per ultimo un gran maestro dell'ordine teutonico, e così in tutto settanta principati elettivi appartenenti a membri della Chiesa.

Questi principati furono tutti aboliti a' dì nostri, ed è da notarsi, come cosa degna di osservazione, che tutti lasciarono gran desiderio di sè. Benchè le condizioni della elezione fossero tali che non sarebbe venuto in mente a veruno di scegliere per l'opera più usuale un falegname od un muratore al modo stesso che si cappava il principe, cionnondimeno bastava che vi fosse elezione perchè fossevi insieme una tal quale costituzione. All'avvenimento di ciascun nuovo principe al trono, si rinfrescava il contratto fra il principe stesso ed i popoli, i vecchi criati erano rimossi, altri surrogati, alcuni antichi abusi aboliti, e chieste spesso ed ottenute alcune novelle malleverie. E perchè infine non v'era interesse di famiglia che si trovasse in contrasto coll'interesse nazionale, non di rado nel corso di un secolo saliva in seggio un principe vescovo od abate non infiammato contro la libertà da quell'astio che nutrono quasi per istinto i potenti, ed anzi propenso a segnalare il suo regno con una qualche utile e proficua istituzione destinata a durare in perpetuo, mentr'egli era passeggero sulla terra. Che se metteagli paura una tenzone co' suoi contemporanei, non per questo gravavagli di riconoscere e stabilire i diritti delle future generazioni. Non altrimenti vediamo noi gli avari farla talvolta da uomini splendidi e generosi nel loro testamento a danno degli eredi.

Fuori dell'Alemagna i principati ecclesiastici s'introdussero in dipendenza del sistema feudale, e il dritto di eleggere il principe, comunque male esercitato, fuvvi principio di libertà. Le residenze di varii principi vescovi divennero repubbliche. I primi comuni affrancati di Francia, le città di Reims, di Laon, del Mans, dipendevano da un signore ecclesiastico. Nelle terre dei principi vescovi di Losanna e Ginevra e di Basilea, e del principe abate di San Gallo surse la libertà svizzera; nell'antico reame d'Arles, gli arcivescovi di Lione e di Arles, e i vescovi d'Avignone e di Marsiglia, che nel dodicesimo e tredicesimo secolo erano sovrani elettivi delle loro diocesi, permisero ai loro sudditi di acquistare e di rassodare la loro indipendenza repubblicana. Bologna, Perugia, Ancona fiorirono come repubbliche sotto il governo dei

pontefici, il cui reggimento, anche a' di nostri, benchè non provveda sufficientemente a quanto richiede l'ordine sociale, non segue neppure il sistema oppressivo di un dispotismo ereditario.

In grazia soltanto del servaggio in cui gemeva l'Europa prima che s'introducesse il sistema feudale, potè avvenire la istituzione dei governi sacerdotali; e non è da credere che una tal congiuntura si rinnovelli, e tanto meno che i popoli i quali puonno eleggere la forma del loro governo, si facciano ad accattare esempi da quelle pie fondazioni dell'età di mezzo. Però non era inutile affatto l'investigare gli effetti del principato elettivo in quelle contrade in cui l'unica libertà popolare consisteva in questo qualunque siasi diritto di elezione.

In alcuni grandi stati dell'Europa suvvi parimenti principato elettivo insino a tempi non tanto remoti. Venezia, chiamata repubblica, era veramente una monarchia elettiva costituzionale, ove la potestà del doge veniva confinata da quella della sola aristocrazia. Essa, almeno per un dato tempo, fu annoverata fra' più potenti Stati d'Europa; e la successione di circa centoventi monarchi elettivi non vi fu cagione di turbolenze nè di civili guerre, nè di verun altro di quei danni che pur si vogliono di necessità inerenti a questa forma di reggimento.

La difesa della cristianità contro i Turchi ed i pagani fu per la massima parte dell'età di mezzo affidata alle due monarchie elettive ungara e polacca. Tanto in Ungheria quanto in Polonia il popolo era servo; ma l'imperio spartivasi fra il re e l'ordine equestre, numeroso, bellicoso ed infervoratissimo per la propria libertà. Mercè dell'elezione salirono così sull'uno come sull'altro trono alcuni principi degni di essere annoverati fra i più grand'uomini che mai abbiano portato corona; e forse va debitrice l'Europa della sua medesima esistenza a quella costituzione, sì screditata oggidì, per la quale Giovanni Sobieski fu eletto a difensore dell'Occidente. Però l'indole vera del principato elettivo e l'utilità sua non si potrebbero desumere intieramente, nè dall'Ungheria, ove l'affetto ereditario inverso ad alcune famiglie sollevò al trono pupilli e femmine, e neppure dalla Polonia, ove un'istituzione a trafatto anarchica, il *liberum veto*, rendeva impossibile ogni buon governo e facea soggiacer la repubblica ai danni delle usurpazioni e prepotenze intestine e dei maneggi stranieri.

Elettiva parimenti di dritto fino a' di nostri, e di fatto fino al

sedicesimo secolo, fu in Europa la monarchia principale di tutte per grado e per ampiezza, vuo' dire l'Imperio d'Occidente o germanico. Sarebbe da stupire che in tempo che l'Alemagna, l'Italia, e parte eziandio della Francia dipendevano da un principe elettivo, niuno abbia ardito giammai di dimostrare i vantaggi d'un tale governo, paragonato colla monarchia ereditaria, ove non fosse noto che gl'imperadori, vogliosi di tramandar la corona alla propria stirpe, e perciò cospiranti continuamente contro di quella costituzione in vigor della quale regnavano, avrebbero guardato di mal occhio l'apologia del governo della loro patria; e che tutti i principi dell'Imperio, desiderosi di conservare per sè il diritto di eleggerne il capo, avevano tutt'altra intenzione che quella di riconoscere nei loro sudditi il dritto di eleggersi i propri signori.

Il tacersi di quelli che avrebbero dovuto difendere il principato elettivo, e per altra parte le clamorose apologie dei campioni del principato ereditario, fecero prevalere l'opinione, ammessa in generale dagli scrittori di politica, che una nazione la quale abbia un re elettivo debba di necessità, ad ogni vacanza del trono, soggiacere ai danni gravissimi che i maneggi dei potentati vicini, il broglio delle contrarie fazioni, le turbolenze diuturne, le guerre civili sogliono arrecare con seco. Per conoscere quant'essa valga, tornerà forse in acconcio d'instituire un confronto fra la monarchia francese e quella germanica. Nacquero esse entrambe dalla spartizione dell'imperio di Carlomagno; gli ordini loro erano in quel tempo all'un di presso eguali, ed eguale all'incirca la loro possanza. Ma essendosi estinto il ramo germanico de' Carolingi, come pure per la morte di Ottone III senza figliuolanza, avvenuta l'anno 1002, la stirpe sassone essendo sottentrata ai Carolingi, la corona dell'Imperio germanico diventò elettiva. In Francia all'incontro Ugo Capeto, benchè re elettivo, avendo tramandata per eredità la corona al figliuolo Ruberto l'anno 996, il principato diventò da quel punto ereditario. Quindi è che dal 1000 al 1520, che l'imperio germanico, a causa della preponderanza di Carlo V, parve conferito quasi ereditariamente alla casa austriaca, i due più principali Stati europei possono giustamente considerarsi come retti, in circostanze non molto dissimili, dai due opposti sistemi.

Furonvi in questo spazio di tempo venticinque imperatori, dodici o tredici dei quali sono incontrastabilmente riputati grandi.

uomini. Così l'Alemagna come l'Italia progredirono costantemente nel medesimo spazio di tempo nella via della libertà, della prosperità pubblica e delle cognizioni, e sul finire di esso la monarchia era più rigogliosa ed unita che non era al principio, ancorchè nel corso dei cinque secoli fosse stata più volte così agitata, che parve al punto di sciogliersi. Però la cagione potissima delle turbolenze fu la gara quasi continua della Chiesa coll'Imperio; gara indipendente dalla forma elettiva od ereditaria della monarchia. Undici di queste venticinque elezioni furono sì acutamente contrastate, che ne derivarono guerre civili; e in queste guerre s'impigliò altresì la Chiesa, smaniosa sempre di sminuire la potestà imperiale. Furono anzi quasi sempre i pontefici quelli che attizzarono la discordia fra gli elettori e suscitarono all'arme i popoli. Brevi riuscirono tuttavia queste guerre, ancorchè frequenti; cosicchè in complesso la loro durata non eccedette quantatré anni; e inoltre egli è da avvertire che abbiamo computato fra gli anni di guerra quel tempo in cui l'uno dei due competitori, dopo la sconfitta, se ne stette cheto ne' suoi ereditari domini, pago del titolo imperiale, benchè scompagnato dall'imperio, omettendo però d'annoverarvi il lungo interregno trascorso dall'anno 1257 fino al 1273, perchè in questo tempo i due emoli, Riccardo di Cornovaglia ed Alfonso di Castiglia, rimanendosene l'uno in Inghilterra e l'altro in Ispagna, lasciarono quietare l'Imperio.

La Francia ebbe nello stesso spazio di tempo ventitrè regnanti; e fece molto minori progressi che l'Alemagna. In fatti non fuvi città francese che pareggiasse per traffico, industria, ricchezza e popolazione alcuna delle città imperiali ed anseatiche tedesche, e meno ancora dell'italiane repubbliche: gli abitatori del contado vi rimasero nella schiavitù e nella miseria; e mentre i plebei tedeschi o i lanzichinecchi si mercavano fama di valorosi guerrieri, i plebei di Francia erano tuttora inermi, e i loro monarchi, costretti ad assoldare fanterie straniere.

Il trono di Francia fu conteso ai regnanti francesi da Odoardo III e da Riccardo II, suo figlio, che a ciò pretendevano diritti ereditari, e poscia per la stessa cagione dagli Enrico V e VI. E benchè queste pretese degli inglesi monarchi fossero talvolta lasciate cadere in abbandono, ciò non avvenne perchè meglio si fosse dichiarato l'ordine della successione, ma sì perchè o l'età

minore o le domestiche liti vietavano loro di far valere coll'armi i propri supposti diritti. Il solo tempo trascorso nelle guerre contro gl'Inglesi, senza tener conto di quelle suscitatesi per altri motivi, fu in tutto di sessantatrè anni. In effetto le guerre per motivo di contrastata successione son meno frequenti di quelle che avvengono per causa di contrarie elezioni; ma sono insieme più rabbiose, più lunghe e più calamitose.

Potrebbesi, a dir vero, annoverare fra le conseguenze del sistema ereditario, le guerre nelle quali fu impigliato il reame per sostenere i pretesi ereditarii diritti dei re di Francia sopra altri dominii. Per la qual cosa sarebbero da computarsi ventisei altri anni di guerre combattute per le successioni di Napoli e di Milano; guerre che, incominciate l'anno 1494, durarono ben oltre l'epoca alla quale abbiamo fatto punto per questo confronto. Per secoli e secoli durarono poi le guerre guerreggiate per l'acquisto a titolo di successione delle ducee e delle contee di Francia aggregate alla corona.

A ciò si aggiunga che l'elezione innalza quasi sempre al trono un uomo dotato di un qualche ingegno, o tale almeno per età da essere in grado di governarsi da sè; all'incontro le monarchie ereditarie debbono soggiacere alle umane vicende. Non istaremo a scrutinare in questo luogo il carattere dei monarchi francesi regnati in questo tratto di tempo; basterà avvertire che le vicende ereditarie posero in trono Carlo VI, che fu mentecatto per trent'anni (1392-1421), e la cui pazzia trasse in fondo di ogni calamità i popoli soggetti.

La demenza è cosa non tanto frequente, ma l'età minore dei re è una necessaria conseguenza del sistema ereditario. E di fatti nel corso di quei cinquecentoventi anni ai quali si riferisce il confronto da noi istituito, la Francia fu soggetta per ottantadue anni a principi in età minore di venticinque anni (età richiesta per legge nella stessa contrada e nella stessa epoca per avere la libera amministrazione delle cose sue); e si trovò per cinquantasei anni sottoposta a regnanti di men che ventun'anno.

Eppure la reggenza d'un regno soggetto ad un principe minore è per avventura la più trista forma possibile di governo. È, per così dire, repubblica, trovandovisi l'imperio diviso fra varie persone e collegi destinati a contrapesarsi l'un l'altro; ma è repubblica senza costumi repubblicani; è governo in cui le cariche

e gli uffici son conferiti a tutt'altri che a quelli i quali ne sarebbero meritevoli per popolarità, per celebrità, o per virtù, e in cui femmine straniere, e il più delle volte nemiche, ottengono la principale autorità, quando la legge vi esclude da ogni potestà le principesse native. Fra le principesse state reggenti di Francia nel suddivisato tratto di tempo, fu assai esaltata Bianca di Castiglia, e depressa Isotta di Baviera, e a torto, per avventura, entrambe.

Le guerre procedenti dalle contrastate elezioni non puonno dunque riguardarsi come uno sconveniente che renda le monarchie elettive peggiori di quelle ereditarie; perciocchè le guerre per contese di successione si veggono in generale di più lunga durata. E le minorità sono poi più fatali pei popoli che non sieno gl'interregni. Si avverta eziandio che l'esempio addotto da noi non è già il più favorevole che si potesse scegliere per commendare il sistema elettivo. Tredici anni appena di guerre per contrastate elezioni troveremmo in tutta quanta la storia di Polonia, e dieci in quella d'Ungheria; eppure la costituzione d'entrambi questi reami non era acconcia gran fatto a prevenire le turbolenze. Quant'è all'Imperio, direbbesi anzi che quando si conferì a sette possenti principi la facoltà d'eleggere l'imperadore, si avesse in mente di suscitargli civili guerre, cui fossero mezzi e fomento gli eserciti che ognuno di loro teneva allestiti. Chi poi pensasse che negli odierni tempi, essendo stati meglio difiniti i diritti, e meglio ordinate e sceverate le genealogie, meno frequenti debbano perciò essere le liti per causa di successione, andrebbe errato a gran pezza; chè di tali contese non picciol numero se ne vide sorgere da ogni canto, e forse molte si stanno covando in aspettazione di future guerre; imperciocchè la legge di successione regia è per essenza immutabile ed imprescrittibile. Quantunque volte fu una legge di successione disconosciuta od alterata dall'autorità legislativa, oppur violata per via di adozioni, di legittimazioni, di testamenti, di rinunzie e simili, chi si vide aggravato ha sempre creduto di conservare i suoi diritti per farli valere a miglior luogo e tempo. I casi dubbi cui dee dar norma la legge occorrono di fatti assai raramente, e avviene sempre che il principe allora regnante sia mosso da un qualche suo affetto ad immutare la legge di successione, ed a far confermare l'innovazione dal popolare consentimento. Quando volessesi ammettere ch'egli abbia diritto di operare il cambiamento, la legge non verrebbe a durare se non in

quanto e per quanto tempo sarebbe inoperosa. Più non conoscerebbe la Francia la legge Salica, se i re di conserva con gli Stati Generali avessero potuto abrogarla, come si è tentato di fare nel 1420 in odio di Carlo VII, e nel 1588 per escluder dal trono il quarto Enrico. In Ungheria, in Boemia ed in Austria erano le femmine escluse in termini non meno espressi dalla successione; e perciò i rigidi settatori della legittimità hanno risguardato la successione della casa di Lorena alla casa d'Absburgo come un' usurpazione, malgrado il celebre detto dell' ungarica dieta: *moria-mur pro rege nostro Maria Theresia!* Filippo V in Ispagna non aveva diritto d'introdurre la legge Salica, in quel modo che niuno de' suoi successori aveva diritto di abrogarla; perciò Isabella II regna in virtù dell' antica legge dello Stato, la quale da don Carlos si vorrebbe distrutta. In Portogallo la legge fondamentale escludeva dal trono i principi stranieri: don Michele ha tentato di soprusarla, stranamente applicandola al sovrano d'una porzione smembrata dello Stato medesimo; fu un sofisma, che tuttavia valse ad allumare l'incendio di civil guerra. Persino in Francia, sarebbevi stata cagione di contesa, poichè la corona di Navarra, cui sono chiamate le femmine, avrebbe dovuto devolversi alla duchessa d'Angolemma, e gli Stati da quella dipendenti disgregarsi dalla Francia in quel modo che disgregati ne furono in un caso affatto simile nel 1328, a pro della figliuola di Luigi X. Se dovesse prevalere l'indole dei feudi, la Sardegna ed il Monferrato, che sono feudi femminili, avrebbero potuto essere pretesi dalla figliuola del penultimo re, a differenza del Piemonte e della Savoia, che son feudi maschili; e per lo contrario, la ducea di Modena, che è feudo maschile, avria dovuto toccare ad un agnato della casa guelfoestense, foss'anco stato il duca di Brunswick o il re d'Inghilterra, anzichè al principe attuale, che vi succede per parte di femmina, e che non potè riceverne l'investitura dall'imperatore onde legittimare un dubbio diritto, giacchè l'Imperio germanico più non esiste. Non faremmo mai fine se annoverare dovessimo tutte le contese di successione che a' giorni nostri potrebbero sorgere. Per altra parte non saria probabilmente cosa più difficile il trovar modo di elezione atto ad escludere gl'intrighi stranieri e le fazioni intestine per le monarchie elettive, di quei che sia stato il trovarlo per la carica di presidente nei varii Stati di America.

Ciononpertanto si dee riconoscere che rozza ed imperfetta costituzione si è quella che conferisce al capo dello Stato una sì ampia potestà, connettendo insieme sì malamente i suoi interessi con quelli dello Stato. Il nome regio desta e desterà sempre in questi capi elettivi ogni regale appetito. Ei faranno sempre ragione delle proprie prerogative da quanto si pratica nelle monarchie ereditarie più potenti e più assolute, e parrà loro mai sempre un' ingiustizia ed un torto ogni limite che si volesse porre all' adempimento dei loro voleri; il desiderio di tramandare alla propria famiglia in retaggio quella dignità che loro è conferita a vita soltanto, gl'indurrà sempre a cospirare contro la costituzione del reame. Ed avranno pur essi per sovvertire le leggi di certi vantaggi e presidii che non posseggono per lo più i monarchi ereditarii; avranno cioè una maggiore attuosità e gagliardia di carattere, un più gran predominio e credito personale, una più immediata partecipazione nel maneggio delle cose pubbliche.

Nelle monarchie ereditarie, tranne pochissimi casi, il re non è altro che un grand' elettore nazionale, il quale, scelto che abbia i suoi ministri e il suo consiglio, lascia loro la cura ed il carico di amministrare lo Stato. Nelle monarchie costituzionali, non solo esiste di fatto questa limitazione dell'autorità personale del monarca, ma è pure stabilita di dritto. Le stesse aringhe profferite dal re sono ritenute opera dei ministri; dai ministri medesimi sono proposti tutti quanti gli atti rivestiti della firma del re, ed essi ne sono responsabili; con questo ancora che in Inghilterra i ministri resistono pertinacemente ad ogni benchè minima suggestione oracomanazione che venga loro fatta in nome del re. Nelle monarchie assolute, se bene la cosa è altrimenti quanto al diritto, in fatto però il governo dipende da altri che dal principe. La potestà suprema è sempre esercitata da un consiglio, da un gabinetto, che si rinnova per via di poco noti intrighi, fra i membri del quale sono scompartiti tutti gli uffici, e che comanda a quegli stesso a cui in apparenza ubbidisce. La sovranità è ristretta in somma in una poco numerosa oligarchia; salvochè gli oligarchi bene spesso conseguono il posto, non per ragione d' illustri natali, di ricchezze o di fama, ma per intrighi di corte, se pur non l' ottengono per via di corruttele e di vizi. Alcuni dei regnanti assoluti trascurano le cose dello Stato per darsi bel tempo; altri intervengono regolarmente nei consigli, ma sono troppo timorosi e

guardinghi per tentare di far prevalere il proprio avviso sopra l'opinione di personaggi ch'ei credono meglio istruiti di loro; altri finalmente s'immaginano di governare essi stessi per ciò solo che danno molti ordini, i quali vengono poi loro suggeriti segretamente dai favoriti, dalle amiche o dai confessori. La potestà appartiene ora a consiglieri palesi ed ora a consiglieri occulti; ma tranne pochi casi, del grande Federico per esempio, e forse del czar Pietro, non v'è esempio di principe ereditario che sia esso veramente ed ei solo l'anima del proprio governo.

La cosa è diversa nelle monarchie elettive, o sotto l'imperio dei fondatori delle monarchie ereditarie, che sono infatti regnanti elettivi. Per conseguire il trono hanno essi dovuto far pruova di capacità per la trattazione delle faccende, d'operosità, d'ingegno e di valore. La persona, e non la famiglia si trasse in essi, e quindi la persona fu quella che si ritenne idonea ad essere il capitano supremo, l'amministratore, il presidente dei consigli nazionali, l'oratore per eccellenza del governo. Vide ognuno quello che sia stato in Francia Napoleone. È vero che niuna forma d'elezione farebbe trovare agevolmente l'eguale, nè certamente la più gran parte dei re di Polonia o degli imperadori germanici avevano gran somiglianza con lui; cionnondimeno vi si accostavano in questo ch'egli erano, del pari che lui, l'anima del proprio governo, che i loro ministri erano nulla più che segretari, e che l'impulso derivava da loro anzichè da altri. Chi antepone agli altri governi il monarchico per ciò che ama meglio ubbidire ad un uomo, che non ad un consiglio, ossia per dirla con una frase popolare, perchè vuole avere un re solo anzichè averne cento, non debbe trovarsi appagato se non che nelle monarchie elettive, nelle quali sole regna l'individuo.

Ma quanto più possente d'un re d'Inghilterra non sarà egli per sovvertire la costituzione un re che abbia esercitato egli stesso tutti gli uffici che la legge gli affida! Non solamente egli avrà scelto da sè i propri ministri, ma avrà pure di sua privata cognizione designato egli stesso tutti i diversi uffiziali pubblici, e quelli persino che più s'avvicinano al popolo: ei sarà sempre quello i cui sguardi scrutatori avranno scorto il merito, quello che l'avrà ricompensato e in pari tempo avvinto a sè stesso. Le leggi proposte all'approvazione dei consigli legislativi saranno state preparate da lui, nel suo proprio gabinetto; ond'egli ne scorgerà tutto il

complesso e la connessione, e vedrà in un solo colpo d'occhio il concatenamento di quelle parti che saranno proposte disgiunte a chi dovrà giudicarne. I suoi disegni ei li conoscerà pienamente, e raffronterà l'avvenire, che è in sua mano, col presente, oltre il quale non si estende lo sguardo de' suoi consiglieri. Suo sarà l'esercito, per ciò che l'avrà capitano in guerra, l'avrà salvato nei pericoli, l'avrà fatto glorioso per vittorie, e più ancora perocchè gli avrà dato forma egli stesso, eleggendone tutti gli ufficiali, non già riguardato al favore, bene spesso avvilitivo, delle corti, nè a ferme regole d'anzianità, per la quale ben molte volte i meno idonei conseguono i primi onori, ma bensì al merito, visto e riconosciuto da lui medesimo in sul campo di battaglia. Molti dei più prestanti cittadini avranno miglior fede in lui, che non nei Consigli nazionali; i quali Consigli, oltrechè non andranno esenti dalle ingannevoli passioni, rappresentando lo spirito nazionale, non potranno gran fatto sollevarsi oltre la mediocrità; quando all'opposto nel grand'uomo scelto dalla nazione vedrassi spiccare il genio. Questi cittadini, per esperienza fatta in ogni occasione che i disegni di lui erano opposti a quelli del comune degli uomini, saranno venuti a conoscere come il suo colpo d'occhio fosse più pronto ed acuto, le sue vedute più profonde, e come egli si regolasse in tal modo che pareva leggere in un avvenire che ad altri non si faceva aperto se non dopo lunghi anni. Eppure quanto grave sarebbe il loro errore, ove questa fiducia da loro posta nel genio, gl'inducesse ad assecondare i disegni dell'eletto del popolo contrari alla costituzione della loro patria! Ubbidiranno a lui perchè lo tengono sommo ed unico; e questa loro ubbidienza avrà per effetto d'impedire che un suo simile non possa mai diventare capo dello Stato. L'affetto che sentirannosi in cuore per un eroe, gli porterà a chiudere la via di emergere ad ogni altro eroe, ed a condannarsi in quella vece a sottostare ai figliuoli del grande; figliuoli che pur troppo, giusta il trito proverbio, riescono degeneri ed incapaci di governare.

Il principato elettivo adduce di fatti con seco questa singolare conseguenza, che quanto migliore è il suo esito, tanto più verge esso a rovina. Quantunque volte il trono imperiale o quello di Boemia o d'Ungheria fu occupato da un grande uomo, videsi il monarca approvecciarsi dello splendore del suo regno, del lustro dato alla nazione, della prosperità procuratale, per alterare la co-

stituzione, assicurar la corona alla propria schiatta, e lasciare ad un figlio indegno di sè il retaggio d'un eroe. Allorchè poi meno spiccante era l'ingegno del principe, e meno gagliardamente spirava a seconda di esso l'aura popolare, gli sforzi del regnante elettivo si videro vólti ad arricchire ed ingrandire i suoi a danno della corona, e ad alterare in tal modo, ma in contrario senso, l'equilibrio dello Stato. Furono veduti così gl' imperadori conferire ai figliuoli i gran feudi che ricadevano nel dominio della corona; Rodolfo di Absburgo disporre in favore de'suoi dell'austriache ducee, Enrico VII dello Boemia; e così parimenti i palatinati in Ungheria, le starostie in Polonia, che avrebbero giovato a sostenere il decoro della corona, caddero in mano de' figliuoli dei re. Nè da tale abuso furono esenti in grazia della legge del celibato i principati elettivi ecclesiastici; chè anzi il *nepotismo*, così appellato dai Romani, parve un male inerente ed inseparabile da questa forma di governo.

Sarà egli dunque mestieri di rinunziare ai segnalati vantaggi che sembrano conseguire dal concentramento dell'imperio in una sola persona, alla vigorla, alla coerenza, alla cognizione intuitiva degli uomini, all'entusiasmo che induce negli eserciti la presenza del capo del governo negli accampamenti? Sarà egli giuoco-forza privare lo Stato del frutto di quelle gigantesche imprese che suole assumersi il genio, quando regge sovrano? I popoli furono veduti ora attenersi alla monarchia temporaria, ossia alla presidenza, per approvecciarsi dell'ingegno dell'uomo prediletto dalla nazione, senza dipartirsi per questo dalle istituzioni o dai dritti di cui premeva loro serbarsi il godimento, ed ora, all'incontro, appigliarsi alla monarchia ereditaria, perchè migliore mallevadrice della stabilità dell'imperio, divenuto tanto più uniforme in quanto che gli uomini straordinari se ne trovano esclusi; e, strana cosa! la storia non ha portato sentenza in fra questi due compensi, per modo da non lasciar luogo a dubitanza veruna. Il più rilevante suo ammaestramento è questo forse, che si conviene quello che esiste, migliorarlo sì, ma ripararlo ad un tempo da quelle alterazioni di cui corre sempre pericolo ognuna di queste forme di governo. In fatti la possanza delle popolari assuetudini, non che venir meno, sembra accrescersi per ogni perturbazione. Tutti noi, quanto siamo, abbiamo amore al passato per contro al tempo presente, perciocchè le nostre private impressioni entrano

in questo confronto, e tutti noi abbiamo goduto di più in giovinezza che non in età avanzata. Qualunque sia il pubblico ordinamento, comunque costituito il principe, ne toccherà pur sempre di soggiacere a certi incomodi: lo stato sociale ci farà sempre sopportare certi patimenti, e il carico di oggi ne parrà sempre più grave di quello che portavamo in gioventù: badiamo che non ci sembri inoltre illegittimamente imposto! L'autorità del tempo porta con seco il pregiudizio della legittimità; intanto che ogni rivoluzione nell'ordine stabilito contiene i germi di un contrario ravvolgimento. Ove un cambiamento divenga necessario, venga esso approvato dall'autorità di quasi tutta quanta la nazione; perciocchè il numero minore ad esso opposto, si gioverà sempre per contrariarlo di tutte le antiche rimembranze e dell'intera pos-sa dei secoli passati.

I popoli i quali hanno preposto al proprio governo un preside temporario, rammentino che esso probabilmente non isfuggirà alla tentazione di farsi raffermare nella digiornità per tutta quanta la vita; stieno all'erta contro di una tale usurpazione, poichè, dopo aver loro per un pezzo giovato col vigor della mente, coll'operosità sua, col suo coraggio, egli cadrà nel languore e nella svogliatezza che portano gli anni e gli acciacchi, e rimbambirà fors'anche; quando vedranno da lui dispensate le ricchezze e le dignità dello Stato a' suoi criati o congiunti, grideranno all'usurpatore ed al tiranno, e sorgerà almeno un partito per atterrare, con un nuovo ravvolgimento, quella potestà che la recente usurpazione nota colla taccia d' illegittima.

Che se un popolo abbia fino a' di nostri, o fino ad un tempo vissuto tuttora nella memoria degli uomini, conservato il diritto di eleggere il proprio regnante, si guardi ben bene dall'abbandonarlo. Ci sembra aver qui dimostrato, essersi detto a torto che l'elezione sia necessaria cagione di guerre e di commovimenti. Ora una nazione avvezza al governo de' grand' uomini, la quale alla reverenza inverso al regnante accoppi l'alterezza che deriva dal pensiero d'averlo scelto essa stessa, sarà dispettata allorchè le vicende ereditarie solleveranno al trono un re fanciullo o scimunito, o uno di quegli uomini che la possanza e l'adulazioni hanno snervato, e che non sanno operare nè persino pensare di loro proprio senno. Il disprezzo ed il tedio s'ingagliardiranno assai più in questa nazione, che non in un'altra che fosse stata avvezzata a

vedere il trono sempre coperto da un velo d'oro, per entro al quale non fosse permesso di spinger lo sguardo. L'usurpazione di un monarca il quale si muta di elettivo in ereditario, è ben di rado, lui vivente, punita; essendo l'innovazione a mala pena avvertita finchè rimane in seggio l'eletta della nazione. Ma chi gli succede, lasci la speranza di essere riguardato come legittimo. La memoria de' grandi uomini che l'hanno preceduto si ergerà viepiù formidabile ogni anno contro di lui, all'avvenante che meglio si appalesa la dappocaggine sua; e il primo moto popolare può fargli conoscere per prova come colui che non ha rispettato i diritti del popolo, non debba sperare che il popolo riconosca i suoi.

Ma da che alcuni popoli hanno custodito il diritto di conferire il principato, non si dee perciò credere che tutti gli altri egualmente sieno persuasi di possedere un tale diritto. Nel concetto dell'eredità havvi alcun che di acconcio a colpire altamente l'immaginazione degli uomini. È generale negli uomini la tendenza a dare alle proprie istituzioni il carattere della perpetuità; ond'è che quando i loro destini si veggono da molti secoli accompagnati con quelli di una schiatta regale, s'inducono a credere che ciò debba parimenti durare per tanti altri secoli avvenire. Laddove i principi hanno preteso il vanto che l'origine della loro stirpe si perdesse nelle tenebre dei primi tempi, i popoli hanno quasi sempre consentito in questa boria; e per lo più hanno identificato i loro regnanti con sè medesimi in quel periodo di gloria che loro presenta la storia, e cui rammentano con alterezza. Indicibil possanza ha il nome dei re antichi sopra la fantasia de' popoli; il loro figliuolo, il loro nipote troverà sempre un partito vivo e disposto a spalleggiarlo; profugo e ramingo, porterà egli da per tutto con seco il germe di future rivoluzioni; e perciò il Macchiavello non dubitò di dire che il Borgia si era appigliato a quell'unico mezzo che poteva raffermare la sua signoria sopra le terre de' regoli espulsi da lui, *spegnendone il seme*.

Quest'amore però della stirpe regale non sussiste veramente che a pro della discendenza maschile, che è la sola che offra identità di nomi e di rimembranze, che assicuri in certo qual modo l'indipendenza delle nazioni, e le persuada almeno, che i loro principi sono della loro schiatta. Il monarca che non abbia figliuoli fuorchè del minor sesso, tenta per lo più di violare la legge fondamentale della successione maschile, per collocare in trono le fi-

gliuole a preferenza dei suoi agnati. Stia la nazione all'erta contro siffatti tentativi, e si persuada ben bene che con questa mutazione di schiatta e di nome andranno perdute per lei tutte le rimembranze ond'ella insuperbisce, e tutte le guarentigie che le pareva ottenere dall'eredità, e che fors'anco, dopo aver sostenuta la sua propria indipendenza con inauditi sacrifici, vedralla venduta dalla propria regnante in un contratto nuziale. Procuri di rincontro l'usurpatore che per via di femmine succede in un trono riservato alla linea maschile, di piacere alla nazione, di appagarla, di riportarne l'unanime assentimento; perciocchè quella perpetuità nell'imperio che i fondatori della successione ereditaria vollero assicurare, starà sempre contro di lui.

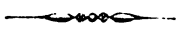
Havvi cionnonpertanto dei popoli i quali, fin dai tempi più antichi, hanno ammesse le femmine ad eredar la corona del pari che i maschi. Risguardarono essi la potestà politica non come un ufficio od un maestrato, ma sì bene come un privato dominio; non ebbero riguardo nè alle virtù belliche, nè all'ingegno, nè al carattere, nè infine alla gloria del pastore dei popoli; ma attenendosi con esclusive vedute alla loro privata proprietà, affinchè questa fosse rispettata, acconsentirono che il re avesse la sua, com'essi la loro. A nostro avviso, di tutte le varie forme monarchiche, la peggiore si è quella che ammette le femmine ad eredere il trono; però non bisogna disputar sottilmente coi popoli nè intorno alle opinioni loro, nè intorno agli affetti. Cotali cose vogliono essere ritenute come fatti, e occorre rammentarsi che è pure gran parte della libertà loro quella di poter credere chechè vogliano, e amare parimenti chi loro piaccia. Un qualche glorioso tratto rappresenta loro sempre la propria storia per giustificare queste prevenzioni. Il regno avventurato d'Isabella la Cattolica fu per avventura cagione potissima dell'invincibile affezione dei Castigliani per Giovanna la Pazza, e della reverenza che ebbero per essa, malgrado la sua demenza; gl'Inglese poi si riportano ai regni d'Elisabetta e d'Anna per dar a divedere che il loro reame non fu mai tanto glorioso, quanto egli è stato regnanti le femmine; cosicchè aspettano fiduciosi il tempo in cui giovine donna salirà di bel nuovo sul loro trono. Certo che questa forma di eredità riesce più tollerabile nelle monarchie costituzionali, o, per meglio dire, non è tollerabile altrimenti che in esse. Chechè ne sia di ciò, non è da contrariare questa affezione del popolo, del pari che verun'altra;

chè troppa ventura si è già quella che esista una podestà sorretta dall' opinione pubblica , e a stabilire la quale non occorran secrete, supplizi e baionette. Questa potestà è d'uopo sostenerla con quello stesso carattere di cui l' ha improntata l' opinione medesima ; giova sorreggere la legge fondamentale del principato , per avvezzar così la gente al rispetto della legge fondamentale del popolo. Ora, questa forma della monarchia può essa pure venire alterata e corrotta. Può un regnante dispotico figgersi in capo di tramandare la corona per testamento, per legittimazione, per adozione: può proporsi il disegno di far prevalere ad ogni altra legge dello Stato, ad ogni e qualunque regola di governo, il suo proprio volere; e allora ei non debbe maravigliare se il popolo non ravvisi più in lui altro dritto fuor quello del più forte. E i cittadini cui basti il coraggio di resistergli e di imprendere contro di lui la difesa della legge ereditaria fondamentale della loro patria, facendosi sostenitori di quell' unica libertà che a questa rimaneva, vengono a meritarsi lode di patrioti e insieme di veri difensori dell' ordine sociale contro il dispòto; imperocchè chi tocca ed offende le antiche affezioni del popolo nell' istituzione dell' imperio, sparge infaustissimi semi di future rivoluzioni.



SAGGIO QUINTO

DEL PRINCIPE O DELLA POTESTÀ ESECUTIVA NELLE REPUBBLICHE.



IL principato in quel modo che è la prima delle potestà sociali, così è pur quella che più d'ogni altra rileva per la comune felicità. Ogni società è di fatti in istato di continua tenzone con tutti i vicini popoli, co' suoi propri membri, con la natura istessa. Ella dee vegliar senza posa per difendere i propri diritti contro l'intrigo, la cupidigia, la gelosia degli altri Stati, o con accorte negoziazioni o con la via dell'armi; il principe, che debbe essere l'intelligenza e la volontà personificata di questa società, che dee vegliare per essa e condurne il braccio, che dee dare un'impulsione comune ai suoi sforzi, prevenire o reprimere i disordini interni, ripararla dall'inclemenza delle stagioni, dalla furia degli elementi, o risarcirne i danni, dovrebbe perciò ogni cosa conoscere e prevedere: potendo la sua più lieve imprudenza cagionare ai cittadini perdite enormi od anche l'intera rovina loro e della loro patria. La sua arroganza può dar cagione di guerra, la sua umiltà pregiudicare all'onore, la sua versatilità fargli perdere il concetto, la sua prodigalità accrescere i pubblici aggravi o distruggere i redditi, la sua grettezza far perdere capitali vantaggi per una meschina economia. Non v'è pur una delle doti e delle virtù che rendano commendevole l'uomo, la quale dalla nazione non debba desiderarsi come necessaria nel principe, e la cui mancanza non possa cagionare le più crude sciagure. La vigilanza, la prudenza, la costanza, il valore, la mitezza, l'economia, la giustizia, l'amore dell'ordine son tutte doti richieste per governare gli uomini, e non

havvi una sola debolezza dei principi, un loro solo fallo, di cui non debbano i popoli scontare aspramente il fio.

Le scienze politiche non insegnano già il modo di adornare chi regge di tante splendide prerogative, ma dannoci almeno a dividere quali sieno i difetti e quali gli sconvenienti quasi sempre inerenti in certe date forme di reggimento; elle c' insegnano pure da quali elementi sociali si possano esigere certe prerogative: nel porre in ordine questi risultamenti della teoria, o meglio ancora dell' esperienza, divisiamo spendere le pagine seguenti.

L' esistenza del principato è assai di rado l' effetto delle disposizioni del legislatore, ossia il prodotto d' una carta costituzionale; giacchè non valgono le parole d' un uomo o d' una legge a creare l' autorità o l' obbedienza. Per quanto si ammetta in via di principio, l' ordine essere necessario alla società, l' obbedienza di tutti richiedersi a mallevare la sicurtà di ciascuno; egli è sempre vero che ogni obbedienza è un incomodo od un sacrificio, e che se prima di rassegnarvisi, ognuno esaminasse se gli torni utile, ben rara cosa sarebbe l' obbedienza, nè la potestà reggerebbe se non per forza di gastighi. Questa è all' un di presso la condizione in cui si trova la società dopo una rivoluzione od una qualche altra gran commozione sociale; introdotto una volta il vezzo della resistenza, sembra che l' autorità non abbia più che un diritto di persuasione; al comando non tiene più dietro la pronta esecuzione, ma si la titubanza o le consultazioni in chi dovrà ubbidire; e allora pure che la rivoluzione ha posto in onore principi di governo più liberali, il principe, onde far eseguire gli ordini meno severi, è costretto ad usare i mezzi coattivi, le minacce ed i gastighi più assai che non dovesse farne uso onde ottenere i massimi sacrifici quando piena era l' illusione, e ognuna delle sue jussioni pareva spalleggiata da tutta quanta la società. L' imperio, generalmente parlando, si forma per un concorso di circostanze che lo riducono in certe mani; quand' egli esiste, si può farne uso e disporne, ma niuno il crea.

Contuttociò poi consideremo l' imperio nella sua origine come s' ei fosse l' effetto dell' esplicito volere del popolo, e ricercheremo quale sia l' idea che ha portato l' introduzione di ogni varia forma di governo, o, per meglio dire, l' idea che spiega una tale introduzione; non già che una tale idea ne sia stata cagione, ma sibbene perchè, appagando essa la ragione degli uomini, giustifi-

ea la loro obbedienza, e giova alla conservazione di un ordine altronde stabilito.

Riguarderemo perciò la potestà del popolo stesso come il primo imperio sociale che sia stato stabilito, se non nell'ordine dei tempi, almeno in quello delle idee. Nei sociali primordi, e particolarmente presso dei piccoli popoli tuttora rozzi, allorchè tutti si riputavano all'incirca eguali per intelligenza, e tutti erano egualmente infervorati per ripararsi dal comune pericolo, gli uomini dissero: niuno porrà maggior cura di noi medesimi alle cose nostre, nè vi adopererà con tanta vigilanza, nè sarà tanto alieno dal lasciarsi distrarre o corrompere; noi porremo in comune tutte le nostre cognizioni, tutta la nostra esperienza e tutto lo zelo onde siamo infervorati, e la somma di questi presidii sarà maggiore che non possa essere la parte del più prestante di noi; dovremo, invero, aver capitani per la guerra, giudici per la decisione delle nostre liti, segretari per iscrivere le nostre risoluzioni e comandamenti, ma gli eleggeremo noi stessi, li torremo di carica quando ne piacerà, ned essi saranno mai altro che nostri deputati ed instrumenti del nostro volere, e in ogni gravè congiuntura, persino negli accampamenti, prima di combattere, prima di operare, consulteremo e decideremo.

Tale e non dissimile si fu l'origine e la costituzione delle democrazie greche, le quali, poste in sui confini dell'imperio de' Persiani, seppero, allegate fra loro, far testa al gran Re; tale quella de' piccoli Cantoni Svizzeri, che rintuzzarono l'armi della casa d' Austria; tale pur quella de' Suliotti, degli Stachioti, de' Mainotti, che ressero contro l'armi ottomane; la gravezza del pericolo un unico pensiero, un unico interesse induceva in tutta quanta la popolazione; l'amore di patria eravi sì fervente che non fu mai più gran fervore tra gli uomini; e tanta virtù, tanto coraggio, tanta dedizione rifulsero in queste piccole democrazie, ch' elle saranno sempre perciò argomento di somma ammirazione.

Ma non durò sempre il pericolo, che in tutti i cittadini infondeva un solo voto, un animo solo; l'eguaglianza, procedente dalla povertà, non resse, ed allorchè vi si videro dei ricchi e dei poveri, vi s'introdusse eziandio discrepanza di interessi e di mire, come pur vi si diedero gradi diversi di cognizioni, di esperienza e d'avvedutezza. Non più mosse da quel comune volere che ben si potea dir unanime nei tempi di pericolo e di patrio fervore, si di-

visero in parti; il maggior numero aggravò la mano sopra il minore; furonvi raggiratori e raggirati; parecchie mutarono forma di governo; alcune lasciarono disciogliersi blandamente il vincolo sociale, come gli Etoli e varii altri popoli della Grecia, che non ebbero nè fasti, nè città, o come le Leghe Grigie ai nostri tempi; la libertà democratica si è sostenuta nei villaggi, ma il principe, la potestà sociale non esiste in verun luogo.

Alcune di queste repubbliche si rimasero democratiche perfino nel tempo della più alta loro civiltà, a capo delle quali risplende la città d'Atene. La face dello spirito e della filosofia illuminò allora questo governo, e fece scoprire di certe proprietà che non vi si erano presagite. Emerse anzi tutto dall'osservazione, che la volontà del popolo tal quale si manifesta per via di suffragi, non è punto la somma dei voleri e delle intelligenze di quei che lo compongono; e che in qualsivoglia assemblea deliberante, il voto di ognuno intorno a qualsisia determinazione non è punto identico col voto che darebbe lo stesso individuo ov'ei dovesse determinarsi da solo.

Pei riguardi dell'onestà e per quelli del perfezionamento dell'uomo bene spesso ne tocca di combattere la filauzia, e di instare acciò l'utile e l'interesse privato più immediato cedano alle considerazioni del giusto e dell'onesto, acciò l'individuo non abadi soltanto alla propria sicurezza, al proprio vantaggio, ai propri diletti, ma sia aperto alle ispirazioni dell'immaginazione e della sensitività, ammiri il bello, si arrenda all'attrattive della simpatia e della benivoglienza. Per altra parte, affacciandocisi sempre questa filauzia dell'uomo, noi non abbiamo forse giammai abbastanza avvertito quanto necessaria cosa esse sia, e quanto occorra per la conservazione dell'individuo, che l'interesse, come una vigile scolta posta nell'intimo del cuore, stia pronto a gridare all'erta quando si vorrebbe sacrificarlo. Meschina e falsa è quella filosofia che pone l'interesse o l'utile per unico motore delle nostre azioni; però il negarne la costante influenza, ei sarebbe lo stesso che impugnare l'evidenza; debbesi anzi riguardarlo come una legge della provvidenza per la conservazione delle specie, come un rammentatore attentissimo, quale si è la tema del dolore nei mali del corpo, senza di cui non ci faremmo per tempo a cansare od a rimediare al male, e non verremmo a capo di salvare la vita. Or bene, i corpi sociali formati dall'uomo hanno anch'essi bisogno

di questo rammentatore che Iddio ha collocato nel cuore di ciascun individuo. Vi debb'essere una certa filauzia nazionale, che non regga già sola, ma bensì alzi la voce prima d'ogni altro in qualsivoglia pubblica consultazione; il principe debb'esserne l'organo, ed è mestieri che l'interesse della conservazione del corpo ch'ei regge, gli si affacci prima d'ogni altra idea, sotto pena di vedere bentosto il corpo medesimo perire.

Si è conosciuto per esperienza che nelle democrazie questo sentimento di puro e geloso interesse nazionale non si affaccia giammai pel primo. Allorchè tutti sono partecipi dell'imperio, non v'è cittadino che svesta l'io individuale per farsi in certo qual modo governo. Se si trattasse d'una determinazione toccante lui solo e da prendersi di per sè solo, il suo interesse sarebbe il primo ad operare sopra di lui, e poscia, ma secondariamente soltanto, si farebbero innanzi la simpatia, la sensitività, l'immaginazione, e forse altresì il sentimento degli obblighi suoi o del dovere: ma, all'incontro, quando si tratta di concorrere come cittadino a determinare coi suoi concittadini la condotta di quel tutto ond'egli è parte, egli travolge affatto, senza fors'anco avvedersene, la pozzività dei motivi della sua determinazione, o, per meglio dire, e' s'avviene in questi motivi in quell'ordine che riferiscono a lui stesso e non al popolo. L'interesse di questo popolo non gli si affaccia al più che per terzo o per quarto. Egli bada anzi tutto al suo privato interesse, quando per avventura vi si trovi a contrasto con l'interesse pubblico, sul quale si debbe profferire il voto: poscia opereranno in lui, ove quel proprio interesse si taccia, tutte l'altre sue facoltà, la simpatia, la generosità, l'ira, la paura il puntiglio, l'impeto dell'eloquenza o la fantasia; ognuna di queste facoltà si fa sentire egualmente tanto nelle cose che risguardano il pubblico, come nelle private; mentre che il vero interesse pubblico, la filauzia nazionale sarà sempre l'ultima, ed avrà voce in proporzione soltanto di quella parte infinitamente picciola che toccherà il cittadino come privato nella determinazione che ei dee proporre o spalleggiare. Il più delle volte altresì, nelle consultazioni del pubblico foro, il cittadino non sa nemmeno che cosa debba fare per l'interesse pubblico od anche pel suo proprio o privato; dà il suffragio per ciò solo che si dee dare, senza ponderar nulla, senza meditare, senza quasi badarci, tranne che la sua fantasia, la sua sensitività, o le sue passioni sieno poste in

moto , poichè allora , ma solo allora concorre con tutto l'animo alla formazione della pubblica volontà.

Questo assopimento che avviene della filauzia nazionale, mentre tutte l'altre facoltà assurgono , fa sì che la condotta delle democrazie abbia un carattere singolarissimo. Il popolo sovrano , il popolo principe è molto più portato alle determinazioni generose che non sia verun altro sovrano ; ma in pari tempo si regola con molto minore contegno e saviezza ; si compromette , si arrischia e si tira addosso delle sciagure che una più presente memoria de' suoi interessi gli avrebbe fatto cansare. Sarà più altamente compassionevole per quei mali di cui vedrà una commovente imagine ; e le sue determinazioni saranno all'incontro frequentemente crudeli , quando a comprendere la gravezza del male che la stizza, l'orgoglio offeso, od il rancore e l'astio gli faranno commettere , si richiegga la riflessione , che si può dire a lui ignota. Ove si tratti di dichiarir la guerra , non guarderà nè ai pericoli nè ai sacrifici ; conciossiachè tenue cosa sia la posta individuale di ogni cittadino , e minore ancora la sua responsabilità , quando all'incontro la soddisfazione arrecatagli dall'appagamento della propria passione è assai più viva che non sarebbe ove si trattasse di lui solo, solendo maggiormente infiammarsi nel subbuglio della moltitudine ogni passione. Dall'opposta parte , quando fia necessario di stringer la pace , il popolo sovrano si raumilierà forse più d'ogni altro, perocchè si consiglierà allora colla paura, la quale è contagiosa.

Era ovvia cosa il supporre che, riunendo un gran numero di capi, dovessero trovarsi riunite molte cognizioni e molte virtù; per esperienza soltanto si conobbe che ciascuno si conduce a quella deliberazione da cui deve emergere la volontà comune , con meno intensa attenzione, men ferma volontà, e men retta estimativa delle conseguenze, di quel che avverrebbe nel caso ch'egli dovesse prender da solo una determinazione. La responsabilità sua del fatto si sminuisce a stregua del numero di quelli che vi concorrono ; ed egli talvolta se ne cura si poco, che non è rara cosa il vederlo canzonare altamente sè stesso della sciocchezza che stà per commettere. Fu veduto il popolo sovrano rider contento quando Aristofane gli appresentava in sulle scene l' imagine dello scimunito vegliardo Demos ; fu veduto pigliare diletto anche dal più amaro motteggio , perciocchè ognuno attribuiva ag li altri soltanto

quello che a tutti si doveva attribuire , quantunque concorresse con gli altri a far prevalere un partito spropositato e fuor di ragione. Il cittadino, or per pigrizia di mente o per irresolutezza si rimette a quanto fanno gli altri , ora pel desiderio di comparire propone il partito più arrisicato , il partito atto a porgere il più alto concetto del suo eroismo o del suo disinteresse , e ciò senza punto badare alle conseguenze ; ora per lo contrario, dando retta a più vili suggerimenti , si appiglierà al partito più codardo , più perfido o più crudele, avvisando che sia il più utile, ed affidandosi altronde di cansare il biasimo col celarsi fra la moltitudine. Nè tralascierà pure talvolta, ove i suffragi si depongano segretamente nell' urna , di far due cose ad un tratto , vale a dire di parlare in un dato senso per acquistar nome o salvarlo, e di dare il voto nell' opposto senso. Tutte le assemblee numerose che concorrono al governo , puonno in certo qual modo rendere aria all' assemblee di popolo ; nè la Francia avrebbe bisogno d' altro che di porre mente alle risoluzioni della sua Camera di deputati per comprendere il come un corpo numeroso possa mostrare minor cognizione di ciò che decide, minor contegno, minor prudenza od altezza d' animo , che ognuno dei membri che lo compongono , il quale avesse da risolvere appartatamente.

Il popolo sovrano opera insomma a quel modo che farebbe un uomo arrendevole a tutti i motori delle umane azioni, tranne la filauzia, e il quale essendo privo di presidio dell' interesse personale , sarebbe perciò posto continuamente in compromesso or dalla sua generosità , or dalla sua imprudenza , ora dall' altre passioni. Ma il popolo che governi, il popolo principe, come era l' ateniese, è inoltre insidiato da tutte le corrottele da cui viene assalito chi impera, da tutti i maneggi ed intrighi che fervono altrove attorno ai re per carpirne grazie e favori. Il popolo d' Atene eleggeva i capitani d' eserciti , deputava gli ambasciadori , nominava tutti gli uffiziali preposti ai pubblici lavori , al buon governo , ad ogni ramo di amministrazione. Talvolta , ove si trattasse di conferire uffizi del maggiore rilievo, si mostrava perspicacissimo nel ravvisare e cappare i migliori ; ma bene spesso lasciavasi raggirare dalle lusinghe , dall' adulazione , dai banchetti , dalle largizioni ; anteponeva l' uomo piacevole all' uomo d' alto ingegno, si lasciava infatuare di spregevoli criati , com' era quel Cleone che da Aristofane fu reso celebre, e si lasciava menar pel naso così da scimuni-

to, che non altrimenti avrebbe fatto il dispòto più prossimo a rimbambire.

I difetti ed i pericoli della democrazia vennero in evidenza presso gli Ateniesi, particolarmente in quelle cose che toccano la sicurezza dello Stato, la quale dal popolo sovrano in mille modi era perigliata, ora col correre all'armi senza ragionevol motivo, ora col deperle per panici timori, ora coll'aggravare di carichi affatto disorbitanti gli alleati, ora collo scialacquare il pubblico danaro in feste e spettacoli scenici, ora con isfocar la stizza contro persone a mala pena colpevoli, ed ora collo stendere con imprudente indulgenza un velo sopra le più ree intraprese. Per la qual cosa, l'antichità, ammaestrata da un'esperienza a noi negata, è tutta unanime nel riprovare il governo democratico, ossia il sistema che pone la potestà esecutiva in mano e nell'assoluta dipendenza del popolo. Il popolo principe è dall'antichità dichiarato il più sconsigliato, il più incostante dei principi, il più superbo e prosuntuoso nella prosperità, il più prontamente sgomentito nell'avversità, il più ostinato nel ricusare di sopperire ai pubblici bisogni coi tributi, e il più prodigo e spensierato nelle spese.

Non v'è certamente sì gran male a' di nostri nei piccoli Cantoni Svizzeri; ma non si può tuttavia lodare la prudenza delle presentanee democrazie: sono all'incontro da riprovar grandemente quella necessità in cui si veggono posti gli eletti del popolo, di dover lusingare le passioni della moltitudine, e cedere alle sue capresterie; quella difficoltà di far riverire le leggi od i magistrati da gente che, avendoli fatti o creati, presume aver facoltà di disfarli; quella contumacia che nelle guerre del secolo sestodecimo assoggettava sì frequente i capitani svizzeri alle impetuose decisioni della loro propria soldatesca raccolta in landsgemeinde; e infine quella tendenza a lasciarsi infatuare ed allacciare dai favoriti, la quale, se pur non crea tiranni nei Cantoni, come ne facea sorgere nelle democrazie greche, gli assoggetta tuttavia quasi sempre alla dominazione di pochi rigiratori.

O che il popolo si persuadesse di non esser atto a governare, e di stare alla peggio sotto il suo proprio reggimento; o che si lasciasse talmente infatuare da mettere ogni sua prerogativa in mano d'un favorito; o finalmente che un uomo prepotente colla violenza e coll'astuzia salisse in alto a dispetto del volere del popolo stesso, fatto è che si è veduto fondare il governo di un solo sopra

il principio direttamente opposto a quello di tutti. Conosciutosi per esperienza che ognuno accudiva malamente per la sua parte alle cose di tutti, si volle sperimentare se un solo più abile non sapesse condurre meglio le cose del popolo, quand'esse fossero diventate cose sue proprie. Fecesi ragione che quando il capo del popolo venisse a riguardare come cosa propria l'onore dei cittadini, la loro potenza, la loro ricchezza, ei forse avrebbe posto ogni studio ad accrescerli, o non sarebbegli almeno venuto in mente il pensiero di contraporre i vantaggi suoi personali a quelli dei sudditi. Perchè mai, dissero i cittadini all'uomo cui diedero l'incarico di vegliare sopra il loro destino, cerchereste voi di ricolmare i vostri forzieri? La vostra e la nostra ricchezza sono una stessa cosa: perciò quanto più agiati ne lascerete, tanto più utilmente ci adopereremo per voi. Perchè mai vi procurereste voi delle forze per far piegare il nostro volere? Il voler vostro e il nostro sono tutt'uno: basta che voi parliate, ed è legge per noi. Perchè mai porreste la mira ad ingrandire i vostri figliuoli con nostro discapito? Nostri sono i vostri figliuoli, ed in quel modo che siete or voi il nostro signore, così saranno essi pure alla volta loro. Noi ponghiamo in vostra mano tutti quanti i nostri interessi, acciò tra di voi e di noi non s'abbia mai a parlare *né di mio né di tuo*. Che queste parole siensi o no dette colla lingua, che il contratto formale sia stato o no preventivamente conchiuso, ciò punto non importa; il fatto stà che l'idea razionale del dispotismo si è questa, e che in tal modo ei viene difeso, quando i suoi settatori o servidori si sforzano di spiegarlo.

Una qualche verità dee sempre accogliersi, benchè forse inavvertita, in un sistema al quale s'attengano gran moltitudini d'uomini; e sì gran parte dell'uman genere ha vissuto e vive tuttora sotto il giogo del dispotismo, inviperendosi e difendendosi contro di chi voglia trarnela, che una qualche idea vera, fors'anche ad insaputa loro, dee servir d'ancora onde attenervisi. E in fatti, il bisogno di connettere appieno, e di confondere in uno nei sentimenti e nelle idee de' governanti l'interesse loro particolare con l'interesse dello Stato, è un'idea vera; vero parimenti che le cose di tutti sono poi all'ultimo le cose di nessuno: insino a tanto che chi è investito d'autorità, è disposto a librare il bene pubblico e il bene privato, si può, stimolandone la virtù e l'onore, fargli conoscere il suo debito di anteporre il primo; ma ogni interesse, ogni naturale appetito lo farà più propenso al secondo. Ov'ei vi

s' arrenda, come spesso deve accadere, saravvi corruttela e peculato; ove fiaccamente vi resista, come più ancora frequentemente avviene, saravvi trascuranza e sbadataggine; e quando pure ne trionfi, il duplice impulso si farà sentire in lui, ned egli si dedicherà alla cosa pubblica con quell'animo e con quell'ardore col quale sarebbesi dedicato alla cosa propria.

Ma non basta che un' idea sia vera a far sì che il sistema fondato sopra di quella sia vero esso pure. Non basta che il dispoto abbia detto: *Son io lo Stato*, come neppure ch'egli operi sempre a seconda di questo pensiero, a far sì che lo Stato sia vantaggioso del pari che lui medesimo per mezzo delle cure ch'egli ha di sè stesso. Nell'io si danno passioni nobili e passioni abbiette, alti sentimenti e grossolani appetiti. Ora l'esperienza c'insegna che una certa qual soggezione è necessaria per assuefare l'uomo ad anteporre quelli a quest' altri, di modo che colui il quale sia posto fuor d'ogni soggezione, si determinerà quasi sempre per una elezione contraria. *Son io lo Stato*, dice il dispoto, ma io antepongo (soggiugne) l'odierno diletto alle speranze del domani; e tutte le guarenzie di preveggenza che si credevano procurate a' suoi sudditi, son tolte di mezzo per questa sola elezione; la virtù cede il luogo alla licenza, e in un sol giorno si vede consumato da un solo uomo quel tanto che bastare doveva per parecchi anni. *Son io lo Stato*, prosegue a ragionare, ma io sono stucco in veggendo che nulla mi resiste; ho bisogno di più gagliardi commuovimenti; ho bisogno di vincere delle volontà opposte alle mie, delle volontà che in casa mia non trovo; ho bisogno del gran giuoco della guerra, che tanto più mi alletta, quanto più è zaroso, massimamente che i danni ch'io corro pericolo di sopportare nelle mie province, non turberannomi al postutto i sonni. *Son io lo Stato*, ma fuor di quest'io vi sono volontà che s'inalberano contro di me, e che tanto più gravemente mi offendono quantochè sono più avvezzo a vedere ogni cosa piegarsi dinanzi a me. Darei il sangue mio, come do quello de' miei sudditi, per vendicarmi. E difatti i dispòti si son quasi sempre mostrati lussuriosi, scialacquatori, bramosi di guerra, vendicativi e crudeli, non già solamente al par del comune degli uomini, ma molto più, perchè le loro passioni sono molto più eccitate, perchè son molto meno posti a quelle strette che occorrono per formar la virtù o l'intelligenza. Confondendo lo Stato colla loro persona, non si fa altro che accrescere

le angosce dello Stato medesimo quand' ei riescono stupidi o viziosi.

Quella stanchezza delle popolari convulsioni, quel tedio delle avversità provocate da falli incessabilmente replicati, che indusse molti popoli ad assoggettarsi alla potestà d'un solo, ne trasse altri ad invocare il reggimento di un picciol numero di saggi, cioè ad affidare, come significa la stessa ragione dei vocaboli, la forza, l'imperio, *κράτος*, ai migliori, ai più riputati, "*Ἀριστοί*"; donde nacque l'aristocrazia "*Ἀριστοκρατία*". Il governo popolare, avendo sempre peccato, per effetto dell' indole sua, contro il principio di far procurare gl'interessi dei governati dai governanti in quella stessa guisa che i loro propri, si cercò d'introdurre, persino negli Stati più democratici che si conoscano, dai corpi quasi del tutto indipendenti dal popolo, dei Consigli destinati a rattenperarne l'autorità ed a confinarne la sovranità. Vollesi pure in questo modo deputare, per così dire, dei custodi e rappresentanti dello spirito di conservazione; si volle ottenere una certa stabilità, far prevalere qualche memoria del passato, qualche preveggenza dell'avvenire tra le fluttuazioni della democrazia; vollesi infine dedicar particolarmente al culto della prudenza, della perseveranza e dell'economia alcuni vecchi, meno soggetti a lasciarsi trasportare dall'entusiasmo, dal fascino dell'eloquenza, e meno avidi delle commozioni dell'immaginazione, di quel che fossero assemblee in cui dandosi a tutti l'accesso, doveva naturalmente prevaler di gran lunga la gioventù.

Mentre oggidì pure, che le probabilità della vita s'accrebbero sì prodigiosamente mercè dei progressi dell'igiene e della medicina, la metà della gente che nasce, non viene a toccare i trent'anni di vita, di gran lunga più rari dovevano essere i vecchi nei primordi delle società, quando molto minori erano le probabilità della vita. I vecchi, perduti in mezzo ad un'assemblea in cui eguali eran tutte le voci, formavano pertanto una minoranza alla quale si dava pochissimo ascolto, e che non godea verun predominio politico; cosicchè a loro dispetto le decisioni dell'assemblea dovevano risentirsi dell'impeto e della foga giovanile. Per buona ventura i costumi nei sociali primordi correggevano alquanto questa legale oppressione della vecchiaia per via di quella reverenza della canizie che è oggidì così rara ed anzi pressochè ignota. Quasi tutti i popoli, ed anche i più ombrosi in fatto di libertà, com-

presero che la prudenza dei vegliardi e la loro esperienza tornerbbono infruttuose semprechè le voci loro venissero numerate con quelle del rimanente della moltitudine, e si trovassero per tale guisa rigettate nel numero dei meno. Presso quasi tutti i popoli, i nomi delle prime preminenze sociali indicano che queste si conferivano ai vecchi; ciò additano i titoli di geronte, di senatore, di patrizio, di signore, d'aldermano. Facendo dei vecchi un corpo appartato e chiamandolo a risolvere o prima o dopo delle risoluzioni degli altri, non altro si faceva peranco che metterli in eguaglianza con la generazione che doveva tener loro dietro: solochè si poneva per norma che il loro parere eziandio dovesse udirsi, avendo già l'esperienza insegnato che le doti e i difetti dell'età matura sono generalmente contrari a quelli delle assemblee dove la gioventù la vince.

Però non si ebbe fors'anco in verun luogo unicamente riguardo all'età per ammettere i vecchi in quei senati, in quei corpi aristocratici che si destinavano a contrapesare la potestà del popolo. L'aggravarsi dell'età, che matura e purifica le menti elevate, infiacchisce all'incontro e rende più inerti ed accidiosi gli intelletti mezzani; non si volea per certo dar per sostegno alla repubblica una congrega di ribambiti, e fu pertanto necessaria una scelta, ond'è che sempre e dovunque si cercò una qualche norma per discernere i più accorti e i più virtuosi, e per affidare a quei soli quella potestà moderatrice di cui si conosceva il bisogno. Anzitutto voleasi che non venissero cappati per elezione del popolo; troppo ben prevedendosi che, ove fossero esaltati, mutati o rimossi pel voler popolare, niun argine avrebbero potuto opporre agl'insani capricci della moltitudine. Che se pure ammettevasi che i senatori venissero eletti popolarmente, si stabiliva almeno che a vita dovessero eleggersi, acciò divenissero indipendenti e sciolti dalla soggezione dei loro elettori; oppur si dava al senato medesimo, una volta costituito, la facoltà di ridursi a numero con la cooptazione di altri nuovi membri, o quella di proporre al popolo un dato numero di candidati per le elezioni, o di far esso le elezioni sopra un dato numero di proposti dal popolo. I quali ordini tendevano ad ispirar negli eletti un certo spirito di corpo, pel quale ingagliarditi, potessero attraversarsi ai placiati dell'assemblea popolare, e prefinire certi confini ch'ella custodire dovesse.

Tra le democrazie di cui abbiamo qui sopra tentato di far comprendere lo spirito, non ve n'ebbe pur una in cui non siasi veduto sorgere un qualche corpo aristocratico, un qualche senato avente l'ufficio di assistere a que' magistrati nei quali ravvisato abbiamo i più diretti mandatari del popolo, e di regolarne le mosse. Si notoria e vulgata cosa era l'incoerenza, la capresteria e l'impreveggenza delle assemblee popolari, che neppur una delle democrazie credette potere far senza di questi conservatori della prudenza nazionale: però la gelosia e l'invidia che tien dietro alla esaltazione di alcuni ed alla depressione degli altri, e l'insofferenza d'ogni opposizione vennero il più delle volte a ritogliere a questi senati l'esercizio delle loro prerogative; non appena si facean essi sentire, che i demagoghi instigavano contro di loro il popolo invocandone la sovranità, e l'impeto popolare atterrava ben presto quell'argine che i senati sforzavansi di opporre; la maggior parte in fatti delle città greche, Atene in particolare, e dei piccioli Cantoni dell'Elvezia, rimasero democrazie a dispetto delle deboli istituzioni aristocratiche surte fra loro.

Ebbevi tuttavia dei popoli che si lasciarono imbrigliare dalle aristocrazie, com'altri dai dispòti, e dissero a quelle: « Teneteci per cose vostre, abbiate cura di noi come del vostro patrimonio: non controponete giammai l'interesse vostro al nostro, giacchè vogliamo in perpetuo far sì che la nostra ricchezza sia vostra, vostra la nostra gloria, utile a voi e ad allargare l'imperio vostro il nostro valore, e che insomma la volontà nostra non possa esprimersi che per bocca di voi ». I popoli, costernati per una calamità che siansi tirata addosso, o vergognosi dell'esito delle loro risoluzioni, od irritati dai vizi e dalle giunterie dei loro criati, vanno talvolta con repentino impeto dall'uno all'altro eccesso. Dopo avere nodrito la massima e più fiera invidia e gelosia contro di ogni disuguaglianza e disparità di grado, si lasciano repentinamente coglier dal tedio di sè medesimi, si avviliscono sotto la sferza dell'avversità, s'imaginano che nei loro Consigli non siavi che errore ed insipienza, e gettansi ciecamente e senza patti in balla di quei che sembrano loro più avveduti: ma come poi sono imbrigliati dall'aristocrazia, non è più in loro potere di scuoter quel giogo.

Prima di proceder più oltre, dobbiamo richiamarci contro un abuso introdottosi nel linguaggio a' di nostri per forza delle pas-

sioni, e che conviene dileguare, ove pur vogliasi aver un qualche lucido concetto in fatto di politica costitutiva. Abbiamo veduto non solamente quale sia il significato del vocabolo d'aristocrazia, che vuol dire *potestà degli ottimi*, ma eziandio quale sia l'origine e la cagione di questa potestà, instituita *per onorare ed avvalorare gli avvisi dei vecchi*. Esiste però, nelle società moderne particolarmente, un ordine del quale affatto diversa è l'origine, e più diverso ancora lo spirito, ed è quello dei nobili, che da quasi tutti si chiama eziandio aristocrazia. Doppia è nelle monarchie l'origine della nobiltà: una parte di essa è feudale: questa non è stata creata per uno scopo sociale, ma creossi da sè; fra' trambusti e disordini d'una società disrompentesi, qua capi di soldatesche, là padroni di schiavi impadronironsi di terre sufficienti a nodrire il gregge umano che dai loro cenni pendeva; costoro eressero rocche in cui se ne stavano sicuri da ogni assalto straniero, fecero persuasi i propri seguaci, fra' quali dividevano le loro terre, che erano essi i loro nutricatori, e signoreggiarono col mezzo dell'utile, della forza, del timore: la feudalità fu in somma una confederazione di piccioli dispòti; il bene ed il male da essa operati non hanno che fare coll'origine repubblicana dell'aristocrazia. Sopra di questa feudalità s'innestò da quattro secoli in qua una nobiltà più recente, nata dal favore o dalla familiarità delle corti, o dal possesso delle cariche ed uffizi conceduti o venduti dal monarca: la qual nobiltà cortigianesca o togata ha nulla parimenti a che fare con l'aristocrazia, avendo qualità e difetti di un carattere affatto diverso ed anzi opposto; cosicchè non potrebbesi, senz'avvalorare le più false idee, applicare alla nobiltà quel tanto che l'esperienza ha dimostrato derivare dall'aristocrazia. Noi ci piegheremmo tuttavia a questa perversione del linguaggio, procedente dalle passioni politiche, che quasi sinonimi rendette i vocaboli di aristocratore o di gentiluomo, se avessimo un'altra voce atta a significare quelle singolari creazioni d'indole affatto diversa, che si son vedute in varie repubbliche così antiche come moderne, cioè le aristocrazie della Grecia, di Roma, di Venezia, di Berna, il cui operato si merita grandissima considerazione dal canto degli studiosi della politica costitutiva.

L'aristocrazia repubblicana, vale a dire la riduzione della potestà nelle mani di un collegio od ordine di vecchi trascelti come i più prudenti ed accorti, ha sempre, così per le sue virtù, come

pei suoi difetti , avuto un carattere direttamente opposto a quello della democrazia. Il privato cittadino recasi in fatti all' assemblea popolare col desiderio bensì di fare quanto fia meglio per la patria; ma questo desiderio è in lui vago e confuso, e sempre si modifica col riguardo del suo privato interesse , dal quale non torce la mira giammai; a stento ei sospende per accudire alla repubblica le sue cotidiane occupazioni; non serba che un' incerta memoria del passato per quel che riguarda gli affari dello Stato ; non ha in mente verun compiuto disegno quanto al presente , e comprende egli stesso la vanità di pensare al futuro : il senatore all' incontro pone i più intensi affetti di tutta quanta la vita nel suo pubblico ufficio , e vi s' apparecchia fin dalla giovinezza , come alla più alta dignità ch' ei possa ottenere nella sua patria , come alla ricompensa d' ogni suo sforzo ; l' interesse di corpo o l' interesse della cosa pubblica , da lui riguardata come cosa propria del suo corpo , vincono in lui l' interesse privato. Quell' esclusivo amore dello Stato , che manca del tutto nelle democrazie , ed esiste, ma cieco e corrotto, nelle monarchie , si può dir l' anima delle aristocrazie ; quivi esso diventa l' unico scopo di tutte le menti , e di menti esercitate col conflitto , con lo studio delle tradizioni e con l' emulazione. Invano si spererebbe che un senato aristocratico desse retta ai sentimenti di generosità , di gratitudine o di pietà anziché al riguardo dell' utile pubblico ; male opera in lui la simpatia ; l' eloquenza , non che rapirne l' animo , lo pone in sospetto ; la coscienza d' ogni senatore è ridotta a tacersi in lui dacchè egli ode proferire quel nome di patria o di pubblico pro , che è per tutti il primo e principale interesse , e il primo e più forte dovere. L' unica virtù delle aristocrazie si è l' amor della patria , tal quale però esse l' hanno fatta ; ma molte sono le loro doti , e cosiffatto che non le possiede verun altro governo. I più avveduti e prudenti dalla nazione son sempre intenti a ponderar gli effetti d' ogni circostanza , e la repubblica acquista in tal modo un tesoro di massime d' accortezza e d' ammaestramenti d' esperienza , che per non interrotta tradizione tramandansi alla posterità ; il passato , l' avvenire , tutto è considerato , tutto ponderato. La condotta e lo spirito delle monarchie vedonsi mutare ad ogni cambiamento di principe , od anche d' anno in anno a stregua che il regnante va crescendo in età ; le assemblee popolari vedonsi trascorrere da un' estremità all' altra secondochè elle cedono alle impressioni della

fantasia , della sensitività, o degli affetti ; ma un senato aristocratico serba immutabilmente gli stessi pensamenti ; il successivo rinnovellamento de' suoi membri non ne immuta lo spirito , il quale dai morenti è tramandato insieme con la propria esperienza ai loro successori , come un sacro retaggio ; la prudenza , la modestia nelle prosperità, la costanza nelle avversità entrano a comporre questo immutabil sistema ; ed in fatti il termine medio della saviezza dei più savi debb' essere sempre lo stesso.

I regnanti in potestà dei quali il popolo si rimetteva senza eccezione , si son troppo fidati in questa dedizione , e s'immaginarono troppo facilmente di avere sopra de' sudditi un diritto divino ; ma l' aristocrazie non furono mai sì corrive ; hanno sempre avuto presente all' animo che la potestà era goduta da loro a motivo della propria maggiore avvedutezza e prestanza ; nel vedere il popolo addormentato , non hanno mai sdimenticata la forza con cui poteva operare quando fosse ridesto , e son sempre state caustissime contro di ogni cosa che ne potesse stimolare le passioni. Sospettose e crudeli in ogni punto che si riferisce alle faccende di Stato, furono pronte sempre a prevenire e rintuzzare, per mezzo delle delazioni e dei supplizi , le prime offese contro l' autorità loro ; ma quando non parevano loro poste a repentaglio le proprie prerogative , furono vedute amministrare efficacemente e prudentemente la giustizia eguale per tutti ; quanto è poi all' economia ed al buon sesto delle finanze , superarono ogni altro governo ; timorose soprattutto di dover chiedere danaro ai sudditi. Desiderando d' infonder nei sudditi un' alta e costante reverenza dei reggitori , intesero la mira a far sì che le persone , per così dire , non apparissero , ned altro fosse in evidenza che l' astratta idea della repubblica o l' immagine sua, il liono di San Marco o l' orso di Berna ; niun nome vi era esaltato , e posta anzi ogni cura nel mantenere l' eguaglianza , così di quelli che ubbidire dovevano , parimenti fra loro. A questo fine hanno esse introdotto le leggi santuarie , affinchè i senatori , le loro mogli e i loro figliuoli non commovessero i popolani ad invidia collo sforzo delle vestimenta e dei cocchi ; in quasi tutte l' aristocrazie italiche e svizzere era legge che in città si portasse un abito uniforme , semplice e di color nero : i Veniti v'aggiunsero la costumanza di non comparire in pubblico se non colla maschera sul volto , affinchè non venisse nemmeno in mente al ricco od al potente di far grande spicco , inutile per chi non è conosciuto.

Anche nelle repubbliche v'è stata distinzione tra l'aristocrazia di corpo e l'aristocrazia di schiatta; giacchè la potestà è la vita dello Stato si riducevano presso di alcune nei corpi elettivi, e presso dell'altre in certe schiatte. Qualunque sia la forma del governo dei pochi, intenderà esso sempre la mira a ridursi, a scorno altresì delle leggi, in poche famiglie soltanto. Ma l'aristocrazia non è potente nè accorta nè adorna delle virtù sue proprie, se non laddove l'elezione, provocata dal merito, apre essa sola le porte de' Consigli. Ed all'opposto, ella si corrompe, e volge alla propria rovina dacchè diventa aristocrazia di schiatta, dacchè viene ammesso che basti l'esser di sangue patrizio per ottenere gli onori e le potestà. L'aristocrazia è il più durevole fra tutti i governi; ma come ogni umana cosa decade o perisce, così anche le aristocrazie cadono, dacchè cercano di confondersi con la nobiltà delle monarchie, dacchè, trascinate dalla loro tendenza a ridurre il governo nell'angusto cerchio di poche famiglie, ammettono che la potestà si tramandi in retaggio senza elezione, e vengono in tal guisa a perder l'impronta dell'antichità di cui le segnava l'elezione. Nella maravigliosa Venezia, in quella primogenita figliuola del romano imperio, che pareggiò sì lungamente di ricchezza e potenza le più poderose monarchie, videsi, dopo dodici secoli di continua sapienza, lo spirito di famiglia ripigliar l'ascendente a pregiudizio dello spirito di corpo: allora la cupidigia privata fece sua preda le ricchezze dello Stato; allora i giovani gentiluomini, che d'altro più non abbisognava per ottenere un saggio nel gran Consiglio che di somministrare la pruova d'esser di sangue patrizio e d'aver toccati i venticinque anni di età, si videro farsi disprezzatori del popolo, e boriosi dei propri vizi e della propria tracotanza; allora i vecchi senatori, disperati di ricondurre in onore le antiche virtù, furono costretti a fomentare essi stessi la pubblica scostumatezza e licenza, acciò nessuno potesse rinfacciare all'aristocrazia il suo viver guasto e corrotto.

Le aristocrazie, quando pure maggiormente fioriscono e adornansi di tutte le virtù loro proprie, non corrispondono punto allo scopo che deve una nazione proporsi nel costituire un governo. Certo che, non badando agli uomini e guardando solamente allo Stato, niun'altra forma di governo rinvenir si potrebbe che gli procacciasse più lunga e rigogliosa vita; esse non vanno quasi mai soggette a mutazioni; ogni interna commozione è loro igno-

ta ; elle sopperiscono alla sicurezza, alla prosperità ed anche allo splendore dello Stato con ispesa minore d'ogni altro ; elle pongono grandissimo impegno a procurare tutti i materiali interessi del popolo , ne proteggono e promuovono l'agricoltura ed il traffico , lo tengono in pace onoratamente, e nell'abbondanza senza sacrifici ; ma con tutto ciò , esso oppongono un quasi insuperabile ostacolo a quel morale perfezionamento , che è pure uno de' gran fini degli umani consorzi. Mille ostacoli pongonsi alla vista del cittadino, e si fa di tutto per obbligarlo a tenerla rivolta a terra ; ogni slancio della mente , ogni prestanza eccita la gelosia dei reggitori , ogni gloria è principio di pericolo ; non appena il cittadino si scosta dal solco prefissogli, che si vede spiato, perseguitato, oppresso da un' inimicizia occulta, ma onnipossente ; per lui cessa ogni libertà , ogni giustizia , ogni sicurtà negli stessi penestrati domestici ; niuna delle leggi comuni dell'umanità giova omai a tutelarlo ; diresti che lo Stato per esser grande abbia bisogno che gli uomini sieno tutti piccini.

Fu verità , almeno fino ai dì nostri , generalmente e da lungo tempo riconosciuta che niuna delle tre forme semplici di governo può procurare ad un popolo quel fine ch'egli si deve sempre proporre , cioè l'unione della felicità e del perfezionamento. Gli antichi filosofi e tutti i pubblicisti del secolo ultimo scorso hanno sempre tenuto che non si possa avere una costituzione veramente saggia , libera e protettrice , quando non si desuma da ognuna di queste tre forme quel tanto che hanno di meglio in sè stesse. Per la qual cosa , passandole a rassegna , ci siamo proposti mentosto di confermare questa trita verità , che d'investigare quale sia la virtù eminente in ciascuna delle dette forme , e di riconoscere le qualità ed i vantaggi che si convenga accattar da ciascuna per giugnere ad ottenere una costituzione giudiziosamente ponderata ed equilibrata. Un novello sistema pare tuttavia prevalente a' dì nostri , sotto nome di sovranità del popolo, il quale contraria queste verità dimostrate da una sì lunga esperienza. La fiera rivoluzione per cui la nazione francese ha scosso il giogo , o , per meglio dire , si è sottratta dall'oltracotanza della nobiltà feudale e cortigiana, lasciò dell'astio ne' cuori : i due partiti , commossi da scambievole odio , non comprendono più come possano entrambi concorrere ad uno stesso governo ; si va sempre dicendo , la nobiltà esser cosa che non più si confà coi costumi del secolo , cosa

morta; il suo predominio essere abolito per sempre. Eppure, facendo ragione dall'ombrosità e gelosia con cui si spiano tutti i suoi andamenti, dall'odio che contro di lei prorompe quand'essa consegue una qualche preminenza, si deve riconoscere ch'ella rimesta ancora assai fortemente le popolari passioni. Stranissima cosa poi ella è, che, dopo questa guerra mossa alla nobiltà, malamente creduta *aristocrazia*, non si voglia più riconoscere altra aristocrazia fuori di essa. Invano assume ella per carattere la distinzione de' gradi e la disuguaglianza; invano colloca ella i suoi pregi nella leggiadria, nella bravura, nella frivolezza e nell'obbedienza; invano si ehia fida, e giovane e brillante si appella. A stregua di lei si vuol fare giudizio delle aristocrazie, il cui carattere consiste nella meticolosa prudenza de' vecchi, nell'orgoglio che non riconosce supremazia, nel bando d'ogni spicco e d'ogni fasto, nella parsimonia, nella taciturnità; e si è quasi stabilito per massima che niuna sorta d'aristocrazia possa aver parte in un governo libero. Vi si ammette, per vero dire, l'elemento monarchico, di conserva con l'elemento popolare; ma nell'istesso tempo non si vorrebbe lasciare al re indipendenza veruna, e quasi neanche il diritto di avere una volontà propria; quel tutto che gli si concede, si è di elegger ministri, a seconda però della popolare opinione ed a patto di levarli di carica tostochè saranno scaduti dal favore d'un'assemblea affatto popolare. S'invoca per fondamento di tutto ciò la sovranità del popolo, ma cadesi per tale modo in una confusione d'idee tale da privare bentosto il popolo di ogni libertà. Certochè l'ordinamento costituzionale di una nazione, la legittimità d'ogni potestà che vi regge e che è in obbligo di concorrere a procurarne e tutelarne la felicità, hanno per primo fondamento la espressa od implicita volontà nazionale; giacchè il solo scopo della creazione loro fu il maggior pro di tutti, e da questo scopo dipende il diritto che hanno di esistere. La quale sovrana volontà nazionale si manifesta pure talvolta fra mezzo alle rivoluzioni; tremendo rimedio a mali estremi, perchè allora essa pone per lunga pezza ogni cosa in trambusto prima di riedificare. Ma una tale sovranità per cui si stabiliscono le basi stesse, i cardini della società, non debb'esser confusa con l'azione popolare esercitata nei modi e termini prefiniti dalla costituzione: costituita che è la società, la democrazia non forma più l'intera nazione, la nazione sovrana, bensì soltanto una delle voci che concorrono ad

esprimere il sentimento nazionale. Ella debb'essere indipendente, ma debbe pure lasciare all'elemento monarchico ed all'elemento aristocratico la loro indipendenza; ed ove li soggioghi, ove presuma di esercitare sopra di loro la sovrana potestà, non v'è più equilibrio, non vi è più costituzione, non vi è più modo di governare.

Perciò la fazione proclamantesi oggidì repubblicana, col tener dietro alla divisa dell'*eguaglianza*, inscritta nei suoi vessilli, rende impossibile la repubblica. « Il governo (diceva Napoleone nei Cento Giorni), il governo è una navigazione; per navigare sono necessari due elementi; e due elementi occorrono pure per poter dirigere la nave dello Stato, a fine di potere valersi dell'uno contro dell'altro. Non si verrà mai a capo di regolare il corso dei palloni aereostatici, perciocchè, galleggiando essi in un solo elemento, non havvi punto d'appoggio col quale possano reggere contro le bufe che agitano questo elemento. Così pure non v'è punto d'appoggio, non v'è modo di governare nella pura democrazia; ma combinando questa con l'aristocrazia, si viene ad opporre nel caso di bisogno l'uno all'altro elemento, e si guida la nave col mezzo di contrari affetti ». Ricapitoliamo questi varii elementi che tanto importa riunire nella costituzione dello Stato, e vediamo in qual modo sia atto ognuno di essi a procurare il conseguimento dello scopo comune, cioè del vantaggio e del perfezionamento di tutti.

L'interesse di tutti richiede che nel governo abbia parte l'elemento monarchico, ossia l'attribuzione della potestà in certi casi al volere di un solo, anzichè a quello di un Consiglio o di un collegio. Abbiamo di già esposto come l'esito di una deliberazione comune appresenti tutt'altro che la somma della prudenza o della virtù di tutti quelli che vi hanno partecipato, e come in ognuno di coloro che hanno dato la voce non si possa mai presupporre a gran pezza quell'attenzione intensa, quell'estimazione adeguata delle circostanze diverse, quel sentimento profondo della propria responsabilità, con cui si sarebbe apparecchiato a diffinir la faccenda se avesse dovuto decidersi da solo. A queste ragioni, che inducono a deferire per molte cose l'imperio ad un solo (che è propriamente il senso vero ed etimologico della parola monarchia) si arroge il bisogno d'una pronta decisione; il bisogno d'un'assoluta segretezza; il bisogno di giovare di quell'entusiasmo che l'in-

dividuo può solo colle sue personali prerogative destare nelle moltitudini ; il bisogno di approfittarsi di quel colpo d'occhio pronto e sicuro col quale un uomo scorge in altri uomini le attitudini , le virtù e i difetti , per certi segni che non si puonno descrivere , e che non potrebbero venire giustamente stimati da un consiglio o collegio ; il bisogno infine d' avere in sulla scena medesima delle azioni un giudice ed un estimatore del merito che sappia guiderdonarlo.

Trattandosi del più rilevante e del più scabroso ufficio del governo, cioè della condotta degli eserciti in guerra , ove la salvezza della nazione può dipendere da un colpo d'occhio del principe dalla prontezza e segretezza de' suoi divisamenti, si è riconosciuta universalmente la necessità di ricorrere alla potestà monarchica. In guerra , tutta la vigoria del popolo deve spiegarsi , i cittadini debbono fare i massimi sacrifici , esporre senza titubanza le sostanze, la libertà e la vita, e lasciare in balla e discrezione di chi regge tutti quanti i beni che l'ordine sociale è destinato a guarentire ; tremende puonno riuscire in guerra le conseguenze dei falli di chi impera ; cionnonostante nella guerra appunto le nazioni più libere cedettero alla necessità di dar bando a tutti i sospetti, di assoggettarsi senza eccezione all'imperio d'un solo , e di aggravare il rigore della disciplina , acciò il vezzo delle discussioni e della disobbedienza non si propagasse dalla piazza pubblica negli accampamenti.

Nei primordi delle società , la potestà giudiziaria fu eziandio il più delle volte conferita al principe. « Facciamoci un re a fine ch'ei ne giudichi » ; tale è il grido che la storia attribuisce a più d'un popolo. E in fatti nelle decisioni giudiziarie richiedesi quella unità di estimativa e quella indivisa responsabilità che non si rinviene ne' collegi, ma sì soltanto nell'individuo. Dietro la nostra lunga esperienza , il Bentham , che fece obbietto principalissimo de' propri studii i tribunali , e le cui opinioni sono più democratiche di quelle d'ogni altro filosofo, il Bentham fu d'avviso che non altrimenti si possa conseguire la malleveria piena ed intiera delle debite cognizioni , della scrupolosa attenzione e del coscienzioso procedere del giudice, se non in quanto egli sieda solo sul tribunale. A suo parere, la società ha bisogno e dell'assoluta indipendenza del giudice a fronte del popolo sovrano come di ogni altro sovrano, e d'una sconfinata fiducia nella sua individuale coscienza,

per trovare ne' suoi giudizi la guarenzia del suo carattere , della sua convinzione, della sua responsabilità morale. Questo ricorrere delle nazioni alla cognizione ed alla coscienza dell'individuo, ossia all' elemento monarchico, per l' uopo dei giudizi, ravvisasi pure in una istituzione che sembra scostarsi maggiormente da esso , e la cui bizzaria si spiega col principio medesimo. Gl' Inglesi composero il loro giuri di dodici persone , ma vollero ch' elle fossero unanimi nel dichiarato ; essi non ebbero fede veruna nelle decisioni di un collegio o del maggior numero de' membri di esso , ma solo si fidarono della coscienza dell' individuo ; vollero che il cittadino si determinasse co' suoi propri lumi e sentimenti , senza curarsi dell' altrui opinione , ma vollero insieme che questo individuale giudizio fosse replicato ben dodici volte , perchè trattandosi di dichiarare l' evidenza di un fatto , supposero che uguali dovessero riuscire questi dodici individuali giudizi.

In tutti i casi in cui si richiede una pronta determinazione , in tutte le occorrenze in cui si tratta di provvedere instantaneamente alla pubblica salvezza, la potestà monarchica esercitar deve con indipendenza l' ufficio suo, per procurare ad una gran nazione tutti i vantaggi che derivano dal colpo d'occhio comprensivo , dalla prontezze e dalla gagliardia d' un solo uomo ; il quale bisogno si ravvisa pure nelle negoziazioni cogli Stati esteri, in cui occorrono un' assoluta segretezza , una gran prontezza di risolvimento , e la riunione in un solo spirito e sotto un unico punto di vista di tutte le quistioni e di tutti gl' interessi pendenti.

E quando l' individuo, al quale si è deferito l' imperio, non può da sè solo, adempire tutti gli uffici a che la società incarica un uomo solo, sembra che le cagioni medesime chieggano che a lui sia lasciata la scelta degli altri individui i quali opereranno in sua vece : tali son quelli destinati ad operare da soli , ad esercitare una autorità personale ; quei tutti che rappresentano in certo qual modo il monarca , e sono suoi vicari ; tutti gli uffiziali degli eserciti e delle armate, tutti i giudici, tutti i difensori dell' ordine pubblico , tutti gli ambasciatori , gl' incaricati d' affari ed agenti presso le nazioni estere.

Questa enumerazione degli attributi del monarca è tale in vero da sbigottire. La nazione, in virtù di questi attributi, dà in mano al suo capo tutti i suoi guernimenti di difesa e di possanza , così al di dentro come al di fuori, cioè gli eserciti e le relazioni coi po-

poli stranieri; ma ciascuno di questi mezzi può diventare all'incontro un mezzo di offesa contro di lei medesima e delle sue libertà; ciascun d'essi è atto, pei comodi e dilette che arreca, a sollecitare la cupidigia di chi lo possiede, e ad infondergli la brama di viepiù accrescere la potestà ond'ei gode, e assicurarsela in proprio; ciascun d'essi infine, a motivo delle gare in cui ingolfa il principe, gli fa desiderare di spegnere ogni spirito di resistenza. La libertà può sì perire per causa delle usurpazioni o dei falli dell'altre due potestà, cioè della democratica e dell'aristocratica; ma il pericolo suo maggiore è posto nelle usurpazioni della potestà monarchica, contro delle quali dee soprattutto stare all'erta la nazione.

Di più specie sono le limitazioni che appongonsi alla potestà monarchica; la più rilevante delle quali è relativa alla durata della potestà medesima, giacchè da questo punto dipende la differenza che passa tra le repubbliche e le monarchie. In varii Stati si è pure spartita fra due capi con eguale imperio la regia potestà; in molti altri si è aggiunto al principe o presidente un senato, statuendo che senza il consentimento di questo non possa quello esercitare se non che gli uffici pei quali sarebbe impraticabile ogni consulta; in altri l'aristocrazia ebbe la facoltà e l'incarico d'invigilare e di raffrenare l'autorità del capo: ufficio dell'aristocrazia di corporazione nelle repubbliche, e dell'aristocrazia di sangue nelle monarchie; in altri perfine rendetesi impraticabile dal canto del monarca l'esercizio di uffizi che altronde parevano fatti per essere esercitati da un solo.

Io replico che non presumo di diffinire quale sia il migliore di questi varii sistemi; avviso che il sistema adottato da ogni nazione sia quasi sempre derivato dalle antecedenze, che la forza dei fatti sia ineluttabile, che in ogni nazione certe potestà abbiano preesistito alle leggi che essa ebbe a sancire, e che il gran senno del legislatore consista nell'avere a questi fatti il debito riguardo, nel giovarsi di queste potestà preesistenti, nel fare che l'avvenire concordi col passato: io però sono repubblicano; tengo per la Svizzera, e per Ginevra mia patria; tengo per l'America e per tutti i paesi posti a soquadro talmente dalle rivoluzioni, che le vestigie del passato vi sieno scancellate; sono repubblicano pei vincoli d'amore, di debito e di gratitudine da cui furono uniti tutti i miei con le repubbliche di Pisa e di Ginevra; credo che possa darai libertà

nella monarchia ben costituita, del pari che nella repubblica; avviso anzi, che quella sia la più sicura via del perfezionamento per varii popoli; ma spero che ove si tentasse di farvi entrare la mia patria, non vi sarebbe uno Svizzero che non fosse disposto a sacrificare le sostanze e la vita piuttosto che assoggettarsi al dominio d'un re nella propria patria.

L'elemento monarchico è costituito, come abbiamo veduto, dall'unità di volere, e non dalla durata. E questa unità s'ottiene non solamente con un presidente eletto per tre o per sei anni, come presso gli Stati Uniti d'America avviene, ma con due consoli parimenti, eletti per un anno, come usavasi a Roma. E in fatti i consoli non consultavano punto fra loro, e non operavano per un comune volere; ognuno era re per la sua parte e nella provincia assegnatagli; ognuno era re ed esercitava egli stesso, a proprio senno ed a propria posta, ogni uffizio regale; ognuno era capo supremo dell'esercito, capo supremo della giustizia fintantochè non furono istituiti i pretori, capo supremo dell'amministrazione per riparare la repubblica da ogni minacciato detrimento, ed unico a scegliere i legati, i tribuni, i centurioni dell'esercito, od i legati ed agenti per le negoziazioni coll'estere nazioni. L'uguaglianza dell'imperio fra due consoli e la loro indipendenza riguardavasi come una guarentigia contro le usurpazioni dell'uno o dell'altro; e in fatti, ancorchè i consoli imperassero agli eserciti, e tante volte vittoriosi riuscissero, non si diede esempio per ben quattrocento e ventidue anni di console alcuno che abbia tentato di farsi assoluto signore, o di ritenere l'imperio oltre il prefisso termine; nè mai vi fu per opera loro guerra civile che lacerasse la patria. Non fuvvi mai governo al mondo sì lungamente assicurato contro le usurpazioni; e se venne tempo in cui cessò una tale sicurezza, ciò accadde perchè Roma, corrotta omai dalla dominazione dell'universo, non poteva più avere alcun retto governo.

Una delle principali cagioni della lunga durata della romana libertà, ed uno degli ostacoli che più efficacemente impedivano ai magistrati investiti della potestà monarchica di oppugnare la libertà medesima, quand'anche ell'era riunita nelle mani d'un dittatore, fu certamente la gagliarda potestà attribuita all'elemento aristocratico, ossia al senato. Era infatti sì giudiziosamente equilibrata la costituzione romana, che i consoli esercitavano essi intieramente quell'imperio che pel bene di tutti deve anzi riunirsi in

un solo, che dividersi in più uomini ; ed il senato esercitava tutte quelle facoltà politiche in riguardo alle quali i corpi aristocratici possono dispiegare le proprie virtù e prerogative, e mostrare quanta sia la loro prestantza sopra di un solo o sopra del popolo. In grazia de' consoli, la repubblica si avvantaggiava della sublime guerriera perizia, dell' unità di vedute, della prontezza delle risoluzioni, della segretezza, del fine giudizio e discernimento nella scelta degli uomini e nella dispensazione delle ricompense ; il senato vi manteneva l' irremovibil costanza in un dato proponimento, il tesoro delle tradizioni antiche, la grande scuola de' talenti politici, la costante vigilanza, mista di gelosia e sospettosità, l' ordine, la parsimonia, e la modestia del costume ; infine la partecipazione diretta del popolo nella sovranità per via delle elezioni e della formazione delle leggi, veniva a guarentire la libertà di tutti, a porre ostacolo a tutte le usurpazioni, e ad infondere in ciascun cittadino il sentimento dell' alta dignità del proprio carattere.

Due cose sono necessarie per la costituzione dell' elemento monarchico in un governo libero ; l' una si è che quegli al quale si conferisce la potestà monarchica sia bene scelto, ed abbia realmente l' ingegno, la virtù e l' altezza d' animo e di intelletto che si richieggono per assumersi il carico dei più solenni interessi e dei destini d' un popolo ; l' altra, che il prescelto rimanga tal quale egli era in tempo dell' elezione. A questo duplice scopo s' intende la mira conferendo la facoltà d' eleggere a quelli che si presumono più idonei d' ogni altro ad esercitarla degnamente, e limitando il tempo della durata dell' ufficio di reggitore dello Stato.

Come più sopra abbiám fatto avvertire quando toccammo dell' estimare al giusto i pretesi vantaggi del sistema rappresentativo il delegare una potestà non è lo stesso che serbarla ; nè per ciò solo che una nazione ha eletto essa stessa il proprio sovrano, si può dire ch' ella sia sovrana. Per la qual cosa, noi non taceremo d' usurpazione quelli che si sono arrogata od hanno conferita ad altri che al popolo la facoltà di eleggere il principe, ove in tal modo sieno venuti a capo di procacciarsi una sequenza di principi virtuosi e valenti. Contuociò estimiamo che se si può in alcuna cosa fidare nel discernimento del popolo, ciò accade nell' elezione del capo del governo. Le prerogative che si richiedono nel principe, nel capo degli eserciti, sono quasi tutte spiccanti ; nè rara cosa è che gli tocchi di operare per mezzo di quella potenza sim-

patica che commuove le moltitudini , e a grandi fatti le trae. E debbe avere quella vista pronta ed acuta , quell' indole risoluta , quella percezione istantanea, quella facondia di favella, e soprattutto quella prodezza che il popolo pregia cotanto nei suoi prediletti. Un grand'uomo per l'azione dà quasi immediatamente nell'occhio fra mezzo alla moltitudine, mentre un gran legislatore può rimanere lunga pezza ignoto ed oscuro. Oltrechè, le persone ben ragguardevoli ponno venir aggirate dai piccioli intrighi, dalle emulazioncelle ; ma la gloria è cosa indipendente da ogni meschino riguardo, e la voce pubblica , che vi fa plauso , è imparziale. Laonde ove siavi nella nazione un grand'uomo , un uomo unico , noi tenghiamo per cosa probabilissima che esso riporterà i popolari suffragi.

Per altra parte, l'unico mezzo con cui si possa far entrare l'elemento democratico nella costituzione del principe , consiste nel farlo eleggere dal popolo. Noi abbiamo veduto quanto instabile , quanto imprudente e appassionato nell'esercizio della potestà mostrisi il popolo ; egli non può nè governare da sè, nè sindacar chi governa senza porre lo Stato a quei rischi cui posesi la democrazia d'Atene ne' suoi più tristi giorni, e cui di presente pongonsi gli Stati Uniti d'America, da poi che il popolo vi si è impigliato nelle controversie della schiavitù, del banco, dei dazi, e delle liti colle straniere nazioni. Egli non può nemmeno esservi ammesso in compagnia dell'altre potestà, senza che usurpi, per una falsa applicazione del dogma della sua sovranità, tutto l'imperio, senza ridurre il principe alla condizione d'un istitutore, e senza minacciarli il decadimento per ogni sua ritrosia. Eppure il popolo ha di certe virtù che sono in lui natura , e che gli altri due elementi di governo non posseggono. Egli solo coll'indiretta sua azione è atto a tenere il principe in sulla via della giustizia , della virtù e dell'onore; ed eleggerà sempre un rappresentante di queste massime quando a lui spetti la scelta del proprio capo. Può invero ingannarsi egli pure nella sua elezione, ma acciò il suo errore non abbia troppo lunghe conseguenze, acciò il suo diritto non diventi illusorio, acciò infine l'eletto del popolo non abbia tempo a pervertirsi, è d'uopo che non troppo a lungo duri la carica di principe.

Il tempo della carica del capo d'un picciolo Stato può essere senza danno più breve di quella dell'ufficio di presidente d'un grande Stato. Il tafferuglio che portava nelle repubbliche di Firenze ,

di Pisa , di Lucca , di Siena l'elezione del nuovo gonfaloniere e della nuova signoria, che vi si mutavano ogni due mesi, incominciava e finiva in uno stesso giorno; un mese forse durerebbe nell'immenso territorio degli Stati Uniti, della Colombia, del Rio della Plata, e perciò il presidente vi viene eletto per un triennio. Quando la repubblica romana si trovò a dismisura cresciuta, la potestà consolare vi venne prorogata oltre l'anno, creando i consoli stessi proconsoli. Questa durata dee però sempre essere assai circoscritta; ond'è che quando la repubblica francese ebbe consoli eletti per dieci anni, fu cosa da aspettarsi che prima del termine dell'ufficio ei chiedessero di venir raffermati in carica per tutta quanta la vita.

La repubblica francese aveva pur fatto dianzi una pruova non meno imprudente, col sopprimer del tutto, per tener dietro ad un'altra teoria, la potestà monarchica, e conferire le attribuzioni che a questa s'aspettano, ad un collegio, ossia al Direttorio. Il male esito di questa pruova moltissimo valse a disgustare la Francia del governo repubblicano. La costituzione dell'anno III rifiutava tutti quanti e per ogni caso, i vantaggi annessi all'imperio d'un solo. L'individuo non vi compariva giammai; il principe si costituiva di un collegio di cinque membri, rinnovellantisi mano mano per turno. Questo rinnovellamento, per cui ogni anno cambiavasi la maggioranza dei membri del collegio da un dato senso e spirito ad un altro, senza cambiare il collegio, doveva addurre discordie e ravvolgimenti, e addusseli; ma l'ordinamento era tristo per ogni verso. Noi già ci siamo sforzati di far comprendere il divario che passa tra lo spirito da cui è mosso un uomo che deve determinarsi a suo proprio senno, e quello che muove chi dà il suffragio con altri. Ed allorchè il numero di quelli che concorrono ad una determinazione è sì picciolo com'era quello dei membri del Direttorio, nuovi danni s'aggiungono: i membri si fanno reciproche concessioni, talora di opinione e talora eziandio di interessi; fra due estremi partiti si appigliano spesso ad una via di mezzo, quantunque sia men ragionevole dell'altre due; s'aiutano poi l'un l'altro a far, come dicono, faccende, poichè insieme operando, sembra loro di sottrarsi ad ogni rimprovero di particolar disonore: quindi, non avendo essi mai pienamente approvate le determinazioni in cui sono concorsi, le biasimano pei primi allorchè non riescono a seconda dei desiderî; la qual cosa è sì vera,

che fra le cause per cui il Direttorio cadde in un universale discredito e spregio, una delle potissime si fu il disprezzo ch'ei primo mostrò di far di sè stesso. Ma essendo una siffatta pruova di intiera abolizione dell'elemento monarchico, la sola che siasi tentata giammai, e avendo essa altronde avuto un sì tristo esito, non occorre forse spendervi attorno più lungo discorso.

Molto più frequentemente posesi in pratica un compenso d'indole affatto opposta, cioè la monarchia elettiva ed a vita, della quale abbiamo già lungamente discusso nel primo di questi due saggi. Si sarà avvertito che questa forma di governo è nata il più delle volte anzi per forza di strane e bizzarre congiunture, che non da un sistema chiaramente ideato per temperare l'autorità monarchica col mezzo dell'aristocrazia e della democrazia del paese. Bene spesso non si potè essa riguardare che come l'ammenda di un'antica usurpazione. Quivi il re elettivo era il capo di una confederazione di principi; colà d'un collegio sacerdotale, altrove di una nobiltà che si potea riguardare come l'oste armata della contrada. Se però v'è chi brama vedersi additata un'idea filosofica che spieghi il principato a vita, diremo esser credibile che l'intento d'una tale istituzione fosse quello di appagare sufficientemente l'ambizione e le passioni del capo elettivo per non avere in seguito da cozzare con esso. Gli sforzi continui fatti dai monarchi elettivi ora per arricchire ed ingrandire le proprie famiglie, ora per rendere ereditaria la corona a vantaggio della propria stirpe, dimostrano che una tale fidanza era ingannevole, benchè per essa la nazione venisse costretta a subire lo svantaggio che derivare poteva dall'imbecillità dell'età o delle malattie nell'esercizio di uffici per cui si richiede anzi tutto operosità e vigoria.

Non è cosa gran fatto probabile che a' dì nostri si voglia proporre ad una nazione la monarchia elettiva ed a vita per forma di suo reggimento; però ne è toccato di vedere in un breve giro di tempo gran numero di monarchi eletti a fondare nuove schiatte regnanti: parecchi di loro son caduti senza trasmettere la corona ai loro eredi, ma molti altri, come si vede in Francia, nel Belgio, in Isvezia ed in Grecia, regnano tuttora; nè sarà senza pregio dell'opera il considerare alcun poco il loro doppio carattere di re elettivi ed ereditari.

L'elezione, fuorchè ne' casi in cui è opera della forza straniera, dà ognora un monarca di vaglia, o spesso volte un grand' uomo;

ond'è ch'ell'aggiugne compiutamente lo scopo a cui s'intende la mira affidando il reggimento dello Stato all'ingegno ed alle determinazioni d'un solo; essa fa sì che il principio monarchico si spieghi in tutto il suo vigore, sin tanto almeno che l'eletto della nazione conserva le facoltà che gli hanno conciliato il pubblico favore: l'eredità all'incontro accresce forse lo splendore del principio monarchico, ma il priva di ogni efficacia; e quello che si può aspettare di meglio dalle vicende dell'eredità, si è che l'uomo nato sul trono sia eguale a quello cappato a caso dalla moltitudine. Egli sarà tuttavia certamente perfezionato quanto all'ornamento dello spirito, alla leggiadria dei modi, e a quelle superficiali cognizioni che gli uomini bennati posseggono, per via dell'istituzione dei regii precettori; ma un grande scoglio diverrà altronde per lui così l'educazione dei cortigiani e delle dame di corte, come l'ebbrezza che dalla potenza conseguita, l'universale piaceria e l'assuefazione di veder ogni cosa piegarsi al suo volere. L'enumerazione dei monarchi dementi o scimuniti che in Europa si videro nei soli cent'anni ultimamente trascorsi dimostrerebbe pur troppo che gli accidenti dell'eredità sono più sfavorevoli al principato, che non sarebbero quelli di un'elezione per via d'estrazione a sorte dalla moltitudine.

Da questa verità, nota a tutti, ma non mai proclamata, derivare dovette questa inevitabile conseguenza, che nelle monarchie ereditarie, e in quelle persino più assolute, il principe regna ma non governa. La regia potestà effettiva è esercitata, secondo il grado diverso di riverenza che si serba a palazzo per l'opinione pubblica, o da ministri più o meno illuminati, o da amiche, o da liberti, o da eunuchi. Il vero principio monarchico invano si cerchierebbe, così nella monarchia assoluta, ma liberale, per esempio, di Prussia, come nell'aremma di Costantinopoli e di Teheran; i vantaggi di quell'unico, fermo ed illuminato volere a cui si volle fidare i destini dello Stato, cessano dal punto che il monarca ha resignata la potestà, intervenga poi egli o no ai Consigli, sottoscriva poi od ignori le ordinazioni dei suoi ministri. In quella unica monarchia che ha dato all'Europa il modello di quel governo che oggidì si appella costituzionale, questo risultamento che adduce l'incapacità ereditaria, è stato convertito in regola e in massima di libertà. Un re d'Inghilterra si accontenta d'incaricare un ministro ad eleggere i membri del gabinetto reggente a suo proprio sen-

no, purchè se n'assuma egli stesso la responsabilità; e questo ministro capo e direttore non lascia più che il suo signore si brighi di veruno dei particolari della pubblica amministrazione. Esso diventa il re elettivo, si fa capo e mente del governo, gl'imprime quel moto che gli sembra opportuno, e non soffre nè debbe soffrire, acciò non nasca anarchia, che alcuno de'suoi colleghi cozzi con lui. Ne deriva da ciò un principato temporario, come quello dei consoli a Roma; solochè la durata di questo principato può essere talvolta più breve, talvolta assai più lunga, essendone il termine incerto. La Francia, quando vi risall l'anno 1814 sul trono l'antica ed ereditaria stirpe regale, avvisò di adottare essa pure la regola della monarchia che le serviva di modello, regola che per altra parte pareva addirsi all'età ed alla poca attuosità dei novelli principi; ma sia che questi non abbian voluto lasciare intieramente ad altri la direzione dello Stato, sia che non potessero comprendere il vantaggio di non dividere la potestà nel delegarla, ossia infine che la vanitosa boria dei ministri colleghi rendesseli non abbastanza docili inverso al loro capo ossia al ministro dirigente, fatto è che non vi si è potuto giammai ottenere nel gabinetto quell'unità che non si rinviene altrove che nella potestà individuale: il reggimento si trovò affidato ad un collegio sul fare del Direttorio, e l'elemento monarchico venne realmente escluso dal governo della Francia. La potestà esecutiva, scevra dell'unità personale, è con ciò priva di quel possente interesse di conservazione che si confonde coll'io, di quel pronto volere, di quell'intimità e segretezza di concetti che non si conciliano con le discussioni, e del sentimento di durata; giacchè un collegio di ministri, potendo cadere ogni giorno, non può proporsi avvenire, e lo sacrifica continuamente al presente; vive in somma di per di, consapevole della precaria sua condizione e della niuna certezza di avere, come i consoli, un anno di tempo per edificare la propria gloria.

Ma un monarca elettivo è un essere di tutt'altra natura; egli ha sempre in sè stesso quel valore d'ingegno e di carattere che gli ha procurata l'elezione; ed anche allorquando ha vinto il punto che i suoi posterì dovranno regnare dopo di lui, la valenzia per cui ottenne il seggio, non è punto sminuita, essendo anzi accresciuto d'assai il suo interesse di mantenersi. La cosa che maggiormente gli preme si è di conservare il trono, sopra del quale si sente sempre mal fermo; ed è un'assurda pretesa il volere ch'ei

non se ne brighi nè pongavi cura. È anzi da credere che assai meglio de' suoi ministri saprà comprendere quello che importi la sua condizione, e che perciò diventerà egli stesso l'anima del suo governo, concepirà egli stesso l'idea che deve diriggerlo, e obbligherà i suoi ministri ad ubbidirgli. Guglielmo III, Napoleone, Luigi Filippo ben l'hanno dimostrato, e dimostreranno pure tutti i re che sono saliti essi stessi per loro propria vigoria sul trono, in vece di esservi collocati.

Il re di Francia regna e governa; è questo un fatto che i ministri non si sforzano più, ch'è tampoco, di velare, e che tuttavia muove a dispetto tutta la scuola costituzionale, giacchè sovverte quel sistema d'equilibrio ch'essa credeva avere portato d'oltremare. Che fia allora della distinzione tra il re ed il governo? Che fia allora della reverenza che all'uno si debbe, e della piena libertà di inveire e di sindacare, che si vorrebbe conservare contro dell'altro? Che fia della responsabilità dei ministri, i quali, senza disorbitante ingiustizia, non si potrebbero di quel che hanno operato per ubbidire al re, come d'un fatto lor proprio, punire? Che fia dell'equilibrio che si credette stabilire fra il re ed il popolo, allorchè quello è dotato di tutto l'avvedutezza, l'astuzia e la destrezza che gli accidenti dell'eredità non avrebbero recato sul trono in mill'anni? Che fia poi del successore di questo re, ove l'equilibrio sia riformato a stregua di lui?

Chi adotta per tanto il sistema della monarchia ereditaria, distrugge realmente l'essenza del vero principio monarchico, la concentrazione di volontà, d'intelligenza e di possanza dell'individuo chiaroveggente; e chi rinnova la stirpe regale e dà per via dell'elezione un capo prestante allo Stato, ingargliadisce all'incontro soverchiamente il principio monarchico, perchè gli assicura valenza e durata.

Non che risguardare l'introduzione del principato ereditario in una costituzione libera come il sommo della politica, io confesso che non la tengo altrimenti che come una più grave difficoltà, un mezzo di suscitarmi una cospirazione perpetua contro quell'ordine stesso di cose che vollessi fondare, e di crearsi un nemico potentissimo, ed introdurlo nella rocca della libertà, e mettergli in mano le armi per offendere.

Contuttociò chi ha un re, debbe sapere serbarselo, come abbiám detto, nè cesseremo mai di ripetere; perciocchè ogni convulsione

sociale che non sia inevitabilmente necessaria, è una orrenda sciagura. Chè anzi, se un re, allorquando si pongono le fondamenta della libertà, vi profferisca un tesoro, un arsenale, un esercito, un ordinamento di cose già stabilito pur solo in una picciola parte della contrada che infrange i vincoli antichi, è duopo accoglierlo e farlo grande; e se dopo di un gran rinvolgimento rinvengasi nello Stato una fazione regia, poderosa per ricchezza, per forza d'ingegni e d'affetti e di tradizioni, è mestieri eziandio accogliere quella, e avvinerla al nuovo ordinamento, giacchè, senza di una tale condescendenza, verrebbe forse al punto di doverla spegnere. Molte circostanze puonno perciò ridurre una nazione libera a costituirsi un re ereditario: nè più rimane a cercare se non se il modo di ristringerne l'autorità entro i suoi giusti confini.

Ma non giova illudersi; quest'opera di opposizione ai progressi della possanza del principe debb'essere costante, continua, giacchè saranno pure continui e costanti gli sforzi di lui per ampliare le proprie prerogative. E il nome e il concetto dell'opposizione son nati nelle monarchie costituzionali; nelle antiche repubbliche, ed anche nelle più libere, ignota era l'opposizione sistematica; le prerogative d'ognuna delle pubbliche potestà erano meglio definite, e più universalmente riverita la costituzione, che sopra di tutte predominava. Per l'opposto i regnanti costituzionali europei, collocati fra mezzo ai re assoluti, riguardansi come da meno di loro, e avviano di dover diventare assoluti per acquistarsi gloria e nomianza. Sembra loro di soggiacere ad una ingiustizia ogniqualvolta si pongono ostacoli ai loro voleri; e senza posa, ma coscenziosamente e nella credenza di compiere un dovere inverso a tutti i troni, inverso ai loro figliuoli e inverso ai loro sudditi, adoperano ad ampliare le proprie prerogative.

Il principato ridesta in pari tempo fra'sudditi delle idee di ossequiosi doveri, di reverenza soverchia ed anche di servilità, che più difficile rendono il mantenimento della libertà. Per esso surge un ceto di persone che si propongono di ottenere avanzamento per la via del favore, anzichè del merito; per esso la moda e l'opinione dei ragguardevoli convegni viene ad opporsi all'opinione pubblica; per esso sale in onore la astuzia de' cortigiani; per esso infine corrompesi essenzialmente lo spirito dell'aristocrazia: nè questo è uno de' minimi suoi disadvantages. L'aristocrazia, come per noi si è toccato, tutte le doti possiede che valgono a renderla

nello Stato una potestà moderatrice; la prudenza, la stabilità delle massime, l'immutabilità della volontà : ov' essa sia bene ordinata, ove l'adito al senato si ottenga soltanto colla prestanza dell'ingegno e colla dignità del carattere, cui diede sempre risalto a dignità dell'età, essa confonde i suoi propri interessi con quelli delle leggi e della patria, concepisce di sè un sì alto concetto da resistere ad ogni seduzione, si riguarda come custode di quanto esiste, e con l'efficacia delle tradizioni perpetuate nelle famiglie consegue una stabilità di principi e di contegno, che invano si cercherebbe nell'elemento popolare, e colla quale soltanto può essa erigere un argine immoto ed irremovibile contro i soprusi della potestà.

Ma il più delle volte, laddove esiste un trono, vi si è veduto sorgere attorno, in cambio d'un aristocrazia, una nobiltà; nè solo fu surrogato allo spirito di corpo quello di ceto, ma questo ceto, in cui s'abolì ogni distinzione o preminenza che dal regio favore o dalla nascita non procedesse, fu scompartito in più gradi gli uni maggiori degli altri. Le doti che il trono richiede nella nobiltà, e che son celebrate da tutti gli ingegnuzzi di corte, son quelle che meglio s'oppongono al vecchio spirito dell'aristocrazie. Sono esse la prodezza, ma accoppiata alla leggerezza ed alla frivolezza; la devozione, ma inverso agli uomini, e non inverso alle cose, nè agli ordini; la non curanza degl'interessi privati, e il disprezzo del denaro, ma ciò mentosto per attaccamento a più sublimi obbietti, che per abitudine di spensieratezza; e infine un alto concetto della differenza che passa tra uomo e uomo, non già per ragione di merito, ma per ragione di sangue, e un marcio disprezzo per ogni uomo nuovo, per ogni persona che sia portata dalla scelta popolare anzichè dal pregio de' natali.

La nobiltà feudale era una potestà surta dall'abuso della forza ma che traeva almeno l'origine da un sentimento di dignità e di indipendenza; ma la nobiltà cortigianesca non è altro che una fatale invenzione trovata per innestare le costumanze ed i concetti servili della domestica servitù, negli ordini che dovrebbero essere esemplari per la nazione. La nobiltà feudale scomparve, e benchè alcune famiglie si compiaccian tuttora nel ricordarla e nel ripeterne l'origine, cionnonpertanto anch'esse ne hanno dismesso affatto lo spirito per conformarsi con quello delle corti. La nobiltà cortigianesca, alla quale si dà oggidì quasi esclusivamente il nome di

aristocrazia, ha tirato addosso a questo elemento di ogni buon governo l'odio che si meritano i vizi e l'oltracotanza di lei medesima, ed ha perciò aggravato del doppio le difficoltà che s'incontrano nel costituire debitamente uno Stato.

Cionnonpertanto la nobiltà esiste nella maggior parte degli Stati che aspirano a conseguire la libertà; e laddove essa esiste, è giuocoforza darle luogo nell'ordine sociale, e soddisfarla; perciocchè la scontentezza costante di un ordine poderoso è un fomite di rancori e di turbolenze, che finisce all'ultimo per corromper lo stato; è duopo pertanto appagarla, ma in modo da cangiarne in meglio lo spirito, e da aprirle un aringo che alla patria l'avvinca, che diale vera dignità ed importanza pel maggior bene di tutti.

Nei primi nostri Saggi abbiamo procurato di far comprendere l'azione del popolo o della costituzione dell'elemento democratico nei paesi liberi; in questo e nel precedente Saggio ci siamo sforzati di far comprendere l'azione del principe o della costituzione dello elemento monarchico; ma imperfette e monche sarebbero le nostre osservazioni se non ci facessimo a disaminare quale sia l'ufficio e l'azione dell'elemento aristocratico nelle libere contrade, quale il modo con cui vi si formi e vi si conservi un'aristocrazia, quale ufficio si voglia attribuirle, qual parte essa debba godere per bene di tutti così nell'approvazione delle leggi, come nel governo. L'unione nel reggimento pubblico dei tre elementi sociali, unione che i legislatori e pubblicisti più illustri di ogni tempo si proposero tutti, richiede necessariamente un preventivo studio di quegli elementi che combinare si debbono; nè senza di una tale disamina potremo noi lusingarci d'aver fatto il compito nostro.

Nell'indagare però la possa e lo spirito dei diversi interessi che sono in una nazione, e il mezzo d'assegnar loro un'azione, proporzionata alla loro importanza, noi non ci proponghiamo per nulla di porli a conflitto, di armare gli uni contro degli altri, come tante volte si è fatto coll'intento di stabilire in tal guisa un equilibrio politico. L'eguaglianza delle volontà opposte, ov'esse sieno attive non produce che una tenzone in cui si logorano senza pro alcuno le forze nazionali; che se esse sieno raffrenate, il governo cade nella inazione: eppure per una nazione occorre che il suo governo operi incessabilmente. Il legislatore deve intender la mira alla riunione, all'accordo degli interessi, delle predisposizioni, degli affetti; al concorso di tutte le forze per cui si venga a conseguire una

sola forza; alla cospirazione di tutti i voleri e di tutte le virtù che si trovano in una società, affine di fonderle in un solo impasto, in un solo tutto che tutta quanta la rappresenti.

Allora soltanto che si sarà accattata dal sistema monarchico una volontà pronta, ferma, avveduta, segreta, costante per metterla a capo del governmento; dal sistema aristocratico l'economia, la prudenza, la segretezza, i riguardi per l'altrui opinione, la vigilanza sospettosa e gelosa, e la lunga esperienza, affidata all'immutabile spirito di un senato; e infine dal sistema democratico, un'impulsione virtuosa e disinteressata, la vita, la gioventù e lo spirito di progresso; allora, ma allora soltanto si potrà portar lode di avere ben costituito il principato e con esso tutte le altre parti del corpo sociale.



SAGGIO SESTO

DELL' ELEMENTO ARISTOCRATICO NEGLI STATI LIBERI
OSSIA DELLA POTESTÀ CONSERVATRICE



È proprio dello spirito umano di non procedere a verso il suo scopo difilatamente , ma bensì ora alcun poco inoltrandosi per la retta via, ora divertendo qua e colà il cammino. È desso una fragile navicella che cozza contro il vento e l'impeto dei flutti , nel mentre stesso che ubbidisce alla forza dei remi ; or a destra or a manca si svia, secondo che ingagliardisce o lenta lo sbuffo del vento contrario, malgrado che il timonista abbia sempre lo sguardo rivolto a quel punto del lido a cui tende il viaggio. Lo spirito dei popoli , non altrimenti che quello degl' individui, è sempre inteso alla felicità cui aspira ; ma pure diverte or a dritta, ora a stanca , talvolta strascinato dal fervoroso impeto delle passioni, e tal altra volta cozzando contro di esse per un' interna forza, ed avvantaggiandosi sopra di loro a modo ch' elle s' allentano. Ei vacilla e si scosta continuamente dal retto difilato cammino, ma pure s' inoltra.

Del quale modo di procedere non diedero i pubblicisti saggio più aperto ed evidente, che quando, coll' intento di procurare per mezzo d' un' adattata costituzione del governo il maggior pro di tutti, si fecero ad estimare l' utilità e l' importanza dell' aristocrazia. Fra gl' institutori dei popoli liberi, Licurgo, Solone, Senofonte, Tucidide , Platone, Aristotile, Tito Livio, Cornelio Tacito, Machiavello e Calvino si diedero a divedere propensi risolutissimamente all' aristocrazia ; a' dì nostri, all' incontro , le si è mossa una guerra sì fiera ed accanita , che si addita col suo nome quanto si estima più tristo nei governi, e par che si voglia risolutamen-

te e dappertutto schiantarla. Nè questo furore è punto attutato finora ; cosicchè le reliquie dell' aristocrazia europea saranno forse di bel nuovo soggette a fierissimi attacchi. Già antica ed anzi coeva ai primordi delle società umane si è questa vicenda di trionfi del sistema aristocratico e del democratico , nè mancheranno in seguito altre mutazioni. Contuttociò lo spirito progredisce , ed incomincia a convincersi che l' aristocrazia , e parimentila democrazia , sono due elementi necessari di ogni buon governo ; perniciosi entrambi quando sono esclusivi od anche soltanto predominanti , ma essenziali del pari per la felicità de' popoli semprechè sieno giu- diziosamente coordinati.

L' aristocrazia è la potestà di quelli che fannosi chiamare gli ottimi ; noi però gli appelleremo soltanto i più ragguardevoli dello Stato. Ella è la potestà annessa al lustro. A primo aspetto pare che il lustro debba essere personale ; ma l' aristocrazia diventa un corpo , e informasi con lo spirito di corpo per via di quella stessa passione per cui tutti quelli che non entrano in essa , le danno addosso , vuot' dire l' orgoglio. Ognuno è bramoso di preminenza per sè , ma insofferente della preminenza altrui. Vietano le regole della cerimoniale modestia che altri encomii sè stesso ; ma noi non temiamo di dir di noi altri quel tanto che ognuno avrebbe rossore a dir di sè solo. Questa boria , quest'orgoglio , questa contentezza di sè , che il giogo delle usanze del mondo tiene in soggezione , sono disciolti ad un tratto da ogni vincolo ed impedimento quando si ha da lodare il corpo a cui si appartiene. Epperchè questo corpo ci diventa caro a motivo appunto della soddisfazione che porge al nostro amor proprio , e dell' ardore con cui l' esaltiamo per esaltarci noi stessi. Ognuno sembra godere nel condannare dal suo tribunale tutta quanta l' umanità , nel tacciarla di interessata e tenera solo del proprio vantaggio , di incostante , d' infida , purchè possa dire : « noi però non siamo da mettere colla moltitudine ; quando promettiamo , non manchiamo , nè proviamo di schermirci ; nissuno ha mai sospettato di noi ; checchè accada , l' onore nostro sarà sempre illibato ». Si tratta di noi altri , e non solamente non ci peritiamo dall' attestare altamente di noi quel che ciascuno non ardirebbe attestar di sè stesso , ma ci rechiamo a virtù questo orgoglio pel corpo al quale appartenghiamo , ci rechiamo a debito rendergli un culto ; sentiamo in effetto , che il privato amor proprio si annichilisce a fronte di questa esistenza più

grande della nostra propria, e all' uopo ci troviamo da tanto di dispiagare magnanimità, devozione, eroismo a pro di questa creatura della nostra vanagloria.

Essendo lo spirito di corpo la più possente molla della società umana ed il più valido sostegno in particolare dell' aristocrazia, giova forse investigarne l' indole e gli effetti anche laddove il lustro di cui menasi vanto, non è riconosciuto dal rimanente della società. Chi ha qualche pratica della vita militare sa che persino gli animi più vulgari possono venir infiammati dal più magnanimo e nobile entusiasmo, quando si trovan nel caso di dover custodire e difendere l' onore del proprio corpo, del proprio reggimento. « Sovvengavi, soldati che siete della XXXV. » dirà loro il duce, guidandoli alla pugna; e questo numero della loro brigata, che agli altri uomini non farebbe impressione veruna, basta per ispirare a tutti i soldati un indomito ardore, per farli correre a quasi certa morte, per infondere anzi nelle loro membra un vigore che non si sarebbe aspettato dall' umana natura. Eppure saran pochi mesi, e forse ancora pochi giorni, che questa gente, intieramente occupata dalle fatiche campestri, non pensava, ch' è tampoco, agl' interessi della patria, nè alla guerra, nè alla gloria; non estolleva la sua mente al di sopra delle sue faccenduole di casa, fuggiva dal pericolo, si angosciava al pensiero della leva militare, non pensava che a sè, e al più al più alla propria famiglia. Divennero grandi col gettare fuori di sè l' amor proprio, e porlo intiero nel corpo al quale si gloriano di appartenere.

Lo spirito di corpo ravvisasi tuttora oggidì non solamente nei ceti poveri, distratti per forza delle loro occupazioni manuali da quelle della mente, ma benanco in congreghe infette frequentemente dal vizio dell' ubbriachezza. Tali sono le corporazioni dei garzoni artigiani. E in queste pure lo spirito di corpo sublima il carattere; porta gli operai a privarsi persino del necessario per soccorrere generosamente i più sciagurati tra loro, inspira negli stessi un più rigido sentimento dell' onesto, essendo più facile che si attutisca in essi la voce della coscienza, che quella dell' onore della loro professione; e infonde in loro un inaspettato ardore guerriero quand' ei si propongono di rintuzzar l' offesa d' una qualche emola corporazione. Il filosofo morale, del pari che il pubblicista legislatore, sarebbero certamente colpevoli se, dopo esser giunti a conoscere le virtù, la costanza, l' abnegazione di sè, l' eroismo

infine che può lo spirito di corpo spirare negli uomini, trascurassero di trarne partito per l'utile di tutta la società, e di avvantaggiarsene particolarmente in riguardo agli ordini più eminenti dai quali può la nazione aspettarsi utile o danno maggiore.

Le preminenze che il legislatore può riguardare come preesistenti nella società, e come tante aristocrazie naturali e già vive prima che la costituzione abbia loro assegnato un grado nel corpo sociale, sono l'aristocrazia di natali, quella di tratto o di modi, quella d'ingegno, e quella di ricchezza.

Presso tutti i popoli e in tutti i tempi l'antichità della stirpe fu riguardata come un lustro particolare. In tutti i godimenti che l'uomo può ottenere quaggiù havvi alcun che di sì fugace, sì ratta sfuggegli la vita, sì presto è adimenticato il suo nome, che sembragli di cozzare incessabilmente contro la possa divoratrice del tempo. Tutto che torna in acconcio per prolungare in certo qual modo la sua esistenza e la sua memoria, sembragli una vittoria; egli afferra premuroso e sollecito ogni mezzo di connettere l'idea di sè a quella dei secoli passati e degli avvenire. S'ei dice orgogliosamente *noi altri* parlando de' sozi suoi, con orgoglio maggiore lo dice parlando della propria schiatta. È dessa una corporazione successiva e non simultanea, che si compone di tutti i suoi predecessori, di tutti quelli che uno stesso sangue, uno stesso nome unisce fra di loro, ed una comunanza d'onore rende mallevadori gli uni degli altri; di persone che, vivendo in secoli diversi, non hanno potuto vedersi giammai, di modo che quegli il quale si trova fra' viventi, rimane in certo qual modo incaricato egli solo alla difesa di tutti gli altri. L'eroismo sarebbe per avventura giustamente definito dicendo, essere desso il massimo sviluppo dell'energia d'un solo a pro di un comune interesse; e tale si è appunto l'obbligo che impone in ogni generazione l'aristocrazia di natali a quei che si sente incaricato a sostenere l'onore della propria stirpe.

La seconda sorgente di preminenza nella società si è la leggiadria del tratto e dei modi, e l'esatta cognizione ed osservanza di tutti i sociali riguardi. Essa fa supporre nelle persone che si sentono associate fra loro da questa parità di spirito, acume di osservazione, aggiustatezza di giudizio e di procedimenti, buon gusto, ed osservanza di riguardi inverso ad altrui, proporzionati ai riguardi medesimi per sè desiderati. Per segni più frivoli ricono-

sce però generalmente l'aristocrazia dei modi i suoi membri; non solo richiede in essi purità di lingua, ma loro prescrive assai frequentemente lo stile artifiziatto di moda; alla leggiadria del tratto vuol che si accoppi quella del vestire, ed alla urbanità che attesta il riguardo che si nutre per tutti, sostituisce talvolta una impertinenza tanto più offensiva quanto che è velata con apparenze cerimoniose. Questa aristocrazia di modi rivisse particolarmente con esclusive pretendenze fra popoli appo de' quali la legge non ammette differenza per causa de' natali, ed ivi appunto andò essa meno impunita per le offese ad altri arrecate.

Terza sorgente di preminenza nella società è l'ingegno e l'educazione. Ed è anzi unicamente l'educazione ciò che forma il vincolo fra le persone che presumono di far parte dell'aristocrazia dell'ingegno. Nulla può indurre tra le forze rispettive di due uomini maggior differenza dell'esercizio in cui l'uno tenne le sue facoltà intellettuali, e l'altro la sua gagliardia corporale; l'intelligenza sola ci estolle al di sopra de' bruti animali, la fatica del corpo ci assimila ad essi. Misteriosa è la causa della disuguaglianza delle facoltà con cui venghiamo alla luce del mondo, della disuguaglianza della nostra attitudine ad imparare ed a riflettere, della disuguaglianza infine degli effetti in noi prodotti dall'educazione e dall'esempio. Fatto è però, che nel pensiero stà la gran possa dell'uomo; e che l'educazione e lo studio ci pongono in grado di accoppiare alla nostra propria riflessione ed esperienza i frutti della riflessione o dell'esperienza di tutto il genere umano. L'uomo rimasto grezzo, l'uomo che non sa altro fuor di quel tanto che ha pensato ed osservato egli stesso, contrapposto ad un altro che si sia arricchita la mente col pensiero e coll'esperienza dei secoli, riesce come un povero individuo che col suo debole braccio volesse combattere contro la possa congiunta della moltitudine. E l'uomo poi, che per avere dovuto accudire al lavoro delle mani, tenne quasi continuamente inerti ed oziose le sue facoltà mentali, contrapposto a quella che con assiduo esercizio ha aggiunto prontezza, sicurezza e precisione alle sue, non è pure in grado di avvantaggiarsi della forza individuale della propria mente; mentre che il suo avversario sa valersi pel suo miglior pro dei pensieri di tutti coloro che hanno vissuto prima di lui.

Contuttociò l'aristocrazia dello spirito non riesce giammai una potestà politica; perocchè nell'esercizio delle facoltà intellettuali

porta una certa indipendenza che opponesi all'associazione, ed una certa individualità che induce gli uomini d'ingegno a procedere di per sè, piuttosto che come membri del corpo al quale appartengono, o ad inculcare e propagare i loro pensieri e le loro scoperte ed invenzioni, anzichè quelle della loro accademia. Il bisogno di consorzio non è sentito vivamente se non che dai deboli; le menti di tempra eminente non temono di venire da sole a contrasto col mondo. Fra tutte le corporazioni esistenti, le accademie son quelle in cui più difficilmente si potè introdurre lo spirito di corpo.

Quarta cagione in fine di naturale preminenza nella società è la ricchezza. Questa cagione il più delle volte si trova accoppiata colle tre precedenti. Così la nobiltà non è altro molte volte che la ricchezza tramandata di generazione in generazione. Non di rado vedesi in Inghilterra i proprietari di terre lasciare nella miseria le proprie consorti e le figliuole, per tramandare le loro tenute e le loro ricchezze ad un qualche congiunto del nome stesso, che è pure talvolta disamato od invisito. Il castello, la tenuta non sono altro per essi che un mezzo di perpetuare il loro proprio nome, la loro memoria, e di far impressione nella posterità colle immagini d'una lunghissima serie di antenati. La ricchezza accoppiasi pure, assai più agevolmente della povertà, colla preminenza di modi; essa facilita ogni estrinseca eleganza, e quindi, per poco giudizio che abbia il ricco, egli acquista ben presto quel luccicare di spirito che trova in tutti quelli coi quali egli vive, e che non passa più addentro dell'estrinseca cortecchia. Le beffe con cui sono spesso perseguitati tutti gli uomini nuovi, non toccano realmente che alcuni tratti individui cui una nativa e particolar mellonaggine rende ribelli a tutti gli ammaestramenti del mondo. La preminenza finalmente dell'educazione è quasi sempre fin dalla seconda generazione ottenuta dai ricchi: essa non altro richiede che ozi e patrimonio; ed è pur cosa rara a' tempi nostri ch'essa manchi del tutto in quello stesso che si è con la massima celerità arricchito.

Ma risguardata in sè stessa, la preminenza della ricchezza è una potestà estra-costituzionale, una potestà che viepiù ingrandisce ogni giorno nella società. L'ordinamento economico oggidì prevalente ha tolto al povero quasi ogni mezzo di lavorare senza porsi nell'assoluta dipendenza dal ricco; lo ha divolto dalla ter-

ra , ed ha rotto tutti i diritti perpetui ch' egli aveva un tempo sopra di quella ; ha fatto abilità al padrone del suolo di accommiatare l'agricoltore e la famiglia di esso non solo allo scader degli affitti per alcuni, ma bensì pei moltissimi al finire dell' anno , della settimana o del giorno , come indica il nome stesso di giornaliero. L'agricoltore a cui i padroni delle terre negan lavoro , proferisce invano l' opera delle sue braccia e della sua attività ; non si dà lavoro per lui , ei debbe perire di stento. Gli artigiani che si accolgono nelle ampie officine delle città , sono essi pure , e forse maggiormente ancora , se è possibile , dependenti dai padroni di quelle officine. Quivi pure ei sono condotti ad anno , a còttimo ed a settimana ; ma se i capi delle officine negano loro accoglienza , non si dà più lavoro nè pane per essi. Nè altronde corrono solamente rischio di essere licenziati per irriverenza o per mala condotta, come gli agricoltori , ma pericolano di esser vittime da un dì all' altro, non tanto delle avversità, quanto anche della prosperità dell' arte alla quale accudiscono. Quando l' officina va in decadenza , quando la moda ne rifiuta i prodotti , e' sono licenziati perchè il padrone non trova più spaccio ; e quando all' incontro l' applicazione dei ritrovati delle scienze all' arti dà modo di far eseguire tutta l' opera loro da un molto minor numero di mani , ei sono pure licenziati , perciocchè il padrone vuol tener per sè solo tutto il profitto. Non vi fu mai imperio più assoluto dell' uomo sopra dell' uomo , nè più acerbamente e crudamente usato. Il capo di officina sentenza nel suo gabinetto , sommando numeri , intorno alla vita ed alla morte di migliaia di persone , uomini , donne e fanciulli ; ne fa sentenza senz' ira , come senza compassione , senza conoscere le sue vittime , senza vederle , senza saperne pure il numero. Il suo primario agente gli reca una nota : « La vostra manifattura di specchi , o di porcellane , gli dice , non ha più spaccio pe' suoi prodotti ; ma voi potete rivolgervi alla fabbricazione dei prodotti chimici ; col fondo di un milione potrete provvederne tutta la Francia. — Come sarebbe a dire ? a quanto ammonta il consumo della Francia ? — A tanto. — Chi vi sopperisce di presente ? — Le tali e tali fabbriche , nelle tali e tali province. — Non proseguiranno esse la loro industria ? — No , perchè voi potrete vendere al dieci per cento meno del loro prezzo di costo. — Che faranno esse dunque ? — Cadranno. — E i loro operai ? — Cadranno essi pure. Date mano all' opera ; saravvi il milione ».

Nei tempi della massima oppressura feudale, o della schiavitù, si videro certamente praticar dai padroni degli atti di ferocia che fanno fremere ed inorridire l'umanità; ma una qualche cagione, almeno gli aveva commossi all'ira, ne aveva aizzata la crudeltà; ed una qualche speranza rimaneva all'oppresso di cansare la collera dell'oppressore. I ministri dell'atto feroce e crudele potevano altronde mitigarne l'esecuzione. La consorte, i figliuoli, il sacerdote potevano intercedere grazia, e spesso la conseguivano. Ma nella fredda ed astratta oppressione della ricchezza, non v'è ingiuria, non v'è sdegno, non v'è ministro conosciuto, non v'è rapporto da uomo a uomo. Spesse volte il tiranno e la vittima non si conoscono punto, non abitano nella stessa contrada, non parlano fors'anco lo stesso linguaggio. L'oppresso non sa da cui debba implorare mercede, contro chi adirarsi; l'oppressore, non che aspro, è forse generoso e sensitivo, non pensa al male ch'ei fa, e cede a quella strana fatalità che sembra oggidì reggere il mondo industriale, e che, ad onta delle promesse di libertà e d'eguaglianza opprime e conculca ed affligge con tremenda sciagura milioni di umane creature.

Tali sono le aristocrazie, o per meglio dire, tali le preminenze che si rinvencono in ogni società. L'invidia e la gelosia di quelli che sono esclusi dagli ordini eminenti contro di chi gli esclude, può essere fiera e violenta, può volgersi in furore; la moltitudine può recarsi contro de' pochi a spaventevoli eccessi; il nome d'aristocrazia e d'aristocratori può essere un grido di morte contro cui viene profferito; ciò non importa; quell'orgoglio medesimo che ci fa contumaci e ribelli contro il grado altrui, ne inciterà a far prevalere il nostro, subitochè potremo arrogarcene uno. L'aristocrazia di natali, che non va soggetta alle vicende della fortuna, per ciò che il popolo e il principe non puonno darla nè toglierla, sussisterà malgrado l'abolizione legale della nobiltà; nè solo durerà nella memoria e nei cuori di quelli che traggono vanto dall'antico lustro della propria stirpe, ma nell'immaginazione eziandio di tutti quelli cui sono care le storiche memorie della patria loro. L'aristocrazia di modi pretenderà tanto più fortemente il primato, quanto più ogni altra sarà rifiutata dalle istituzioni politiche; solochè tornerà tanto più futile quanto più isolata. Allorchè in Francia, cessati i tempi così detti del terrore, un novello bel mondo si diè con ebbrezza in braccio ai piaceri, il suo lusso e la sua presunzione di eleganza

riuscirono tanto più impertinenti, quanto più eran frivoli. L'aristocrazia dell'ingegno rifiuterà sempre da sè l'ignoranza e la melensaggine; giacchè nulla può toglier di mezzo la disuguaglianza delle facoltà umane, e quella dell'istruzione. Infine l'aristocrazia delle ricchezze primeggerà per la depressione di tutte l'altre; perchè tutte in sè le comprende, ed il suo giogo s'aggrava, mentre sembra che quello dell'altre s'infranga. Si potè dai filosofi sognare un ordine sociale, in cui fosse annientata ogni preminenza, e gli uomini tutti si trovassero a perfetta eguaglianza; ma non si potè applicare quella teoria se non se imaginando una società la quale sarebbe priva di tutti i vantaggi sopra dei quali sono fondate le preminenze; una società smemorata del passato, senza studio veruno di leggiadria di modi, senza dottrina e senza ricchezze; una società in cui adoperando tutti per l'incremento del fondo comune, tutti sarebbero privi di que' vantaggi che la vita civile ha procacciati all'uomo; una società infine in cui, tolta di mezzo per tutti l'emulazione, che sostiene ora il coraggio, ognuno opporrebbe la sua privata indolenza al bisogno sociale, e non farebbe il suo compito che con ripugnanza, sotto l'imperio di un' autorità che poco starebbe a diventar tirannia ed esecrata.

Poichè la disuguaglianza dee di necessità esistere in qualsivoglia ordinamento sociale, procuriamo almeno di conoscere quale partito si possa trarne per le istituzioni politiche colle quali un popolo deve proporsi di guarentire la libertà e prosperità sua.

I più risoluti fautori dell'eguaglianza e della democrazia non dicono già che debba una nazione venir governata da tutti i suoi cittadini ad un tratto; conciossiachè non ignorino che rispetto ad ogni occorrenza, vi sono almeno due partiti da pigliarsi, due opinioni da seguire, ed il governare è appunto il fare la scelta fra loro. Ond'è che anzitutto pongono innanzi l'astratto concetto della spettanza dell'autorità suprema al maggior numero; dopo del che si restringono a dire che essa si aspetta alle persone più ragguardevoli elette per questo maggior numero. E invero sarebbe cosa da fare spavento la nuda sovranità della parte maggiore della moltitudine; giacchè vorrebbe poi dire la sovranità della forza bestiale e della scimitarra. Il maggior numero si troverebbe nel caso di dovere quotidianamente far prevalere la sua volontà sopra di quella del numero minore; ed il contrasto fra queste due volontà andrebbe ogni giorno esacerbandosi in forza del privato interesse o de-

gli affetti diversi. Le quattro spezie di preminenza che abbiamo additate come esistenti naturalmente in ogni società, verrebbero anch'esse alla loro volta a far decidere le quistioni loro relative; e siccome le persone eminenti per ciascuno di questi punti sono i meno, la decisione toccherebbe ai più, vale a dire alla sovrana autorità dei loro avversari; sopra di ogni controversia relativa agli antichi diritti sentenzierebbero gli uomini nuovi; sopra tutte quelle toccanti ai riguardi, ai modi ed alla civiltà, gli uomini rozzi e grossolani; sopra quell'altre per cui occorrerebbero essenzialmente lo studio, l'esperienza e la facoltà della riflessione, gli uomini ignoranti; e finalmente sopra quelle di ricchezza, i poveri. E quando ancora tutte quattro queste naturali preminenze si unissero e di piena conserva procedessero, come elle non formano che il numero minore, ed anche di gran lunga, così avrebbero sempre contro di loro le quattro classi degli uomini nuovi, dei rozzi, degl'ignoranti e dei poveri, che formano la moltitudine. Sarà dunque vero che ad una siffatta moltitudine vogliasi deferire la sovrana autorità, anzichè alle persone ben nate, colte, dotte o ricche? No, certamente; non vi fu mai pubblicista, che abbia avuto una sì strana idea; ed ove l'abbia posta in pratica, ciò avvenne senza ch'ei se l'avesse proposta. Che se chiamò ad eleggere i maestrati tutta quanta la nazione, ciò fece colla fidanza che questa non altri scegliesse che ragguardevoli personaggi, che li bramasse essa stessa insigniti d'alcuna delle preminenze sociali, e riconoscesse che la rozzezza, l'ignoranza, la povertà ed anche l'oscurità sono sconci che puonno diventare troppo gravi per non essere esclusi quando si tratta di scegliere i capi dello Stato.

Nel vero, lo scopo che dee proporsi il legislatore si è di far in modo che la potestà sia conferita a quelli che possiedono il lustro, o lo meritano, vale a dire ad un'aristocrazia nazionale, in vece di lasciarla afferrare dalle aristocrazie naturali preesistenti nella società. Ragionevole si è questo scopo; le preminenze sono necessarie per l'esercizio della potestà; ogni spezie di esse ha dei vantaggi suoi propri; ognuna però, ove godesse indivisa la potestà medesima, crudele abuso farebbe. Nel combinarle fra loro, nell'approvecciarli dei vantaggi di ognuna di esse, nel ripararsi per mezzo dell'una degli svantaggi dell'altra, nel ristrignere il grosso della nazione con quella di esse che facciasi scherno di tutti contro l'oppressione, acciò sia puntellata nel suo ufficio, consiste particolarmente l'arte d'equilibrare le costituzioni.

È riconosciuto universalmente ne' paesi liberi che lo scopo del governo è il pro di tutti, e che il governo è fatto per l'utile della nazione. Dalla quale massima si è bentosto derivato questo altro principio meno incontrastabile, vale a dire che il governo in ogni nazione libera non debba esser creato da altri che dalla nazione medesima, e che ogni potestà non solo proceda dal popolo, ma insieme dipenda da esso. Non v'è nazione che non abbia dovuto alla sua vòlta riconoscere che le angustie e gli stenti del popolo, o le superchianze dei governi infrattori dei loro obblighi, autorizzavano le rivoluzioni, ossia quei fieri commovimenti che atterrano tutte le potestà riconosciute onde ricomporre sopra di altre fondamenta la società. Non si potrebbe mettere in dubbio il dritto che hanno tutti di procurare la propria salute; dritto sul quale è fondato il solo titolo di legittimità di qualunque governo che siavi stato giammai, e che solo ha potuto render legittimo pel pro di tutti l'abuso della forza. In molte contrade si presero le mosse da quest'idea fondamentale per bandire espressamente il dogma della sovranità del popolo. Ma questo dogma, in parte vero e in parte no, è sempre difficile a definirsi; esso è pur troppo sovente interpretato in guisa da porre l'imperio in quella parte ove debb'esservi l'obbedienza, o, per meglio dire, da sbandir da per tutto l'obbedienza medesima. Non si può ammettere praticamente la sovranità del popolo senza porre altresì i rappresentati sopra i rappresentanti, ed estollere gli elettori sopra gli eletti, e la moltitudine, e spesso ancora le ribellioni, sopra i reggitori e la legittima autorità. Il popolo è certamente sovrano, o, per meglio dire, il suo diritto assurge sopra di ogni costituzione e di ogni sovrano, ma solo in quanto egli sia unanime. Imperciocchè lo scopo d'una costituzione è quello appunto di far prevalere e riconoscere la legale finzione in virtù di cui la volontà della parte additata dalla costituzione stessa, dee ritenersi per volontà di tutti. Ora, quando il popolo è unanime, non occorre finzione alcuna; la volontà di tutti si dichiara da sè apertamente, e non v'è imperio superiore a questa volontà. Ma quando non siavi questa unanimità, la volontà dei più non può obbligare quella dei meno, se non in quanto vi sia a questo riguardo un preventivo patto, vale a dire, in quanto siasi la nazione assoggettata volontariamente ed unanimamente ad una costituzione puramente democratica. La potestà dei più sopra i meno è un diritto non già naturale, ma costituzionale. Quando una costituzione mista pone

per principio che in ogni Consiglio il maggior numero faccia sentenza, e che il consentimento dei Consigli sia tenuto qual voce unanime del popolo, segno è ch'ella ha voluto che la molteplicità de' Consigli proteggesse il numero minore. Ov'ella a canto di queste malleverie avesse posto per massima che la maggioranza del popolo obbligare dovesse la maggioranza del popolo stesso, ella avrebbe distrutto da una parte quanto stabiliva dall'altra; avrebbe abolita la malleveria dei varii Consigli, delle risoluzioni replicate sotto un diverso aspetto, delle maggioranze in opposti interessi scambievolmente confermantisi; essa avrebbe conferito, come già si toccò, la sovranità ai soli uomini nuovi, rozzi, ignoranti e poveri, escludendo ogni preminenza; essa sarebbesi annichilita da sè stessa. Quant'è alle rivoluzioni, esse, non escludendone le più legittime, debbonsi riguardare come uno stato di guerra e di vittoria: certo, che sono esse operate dai più, e non da tutti, ma pure non sono veramente legittime se non quando i meno si sono volontariamente assoggettati.

Allorchè ponesi per massima, contro di queste fondamentali nozioni, che ogni potestà proceda dal popolo, e che per popolo s'intenda la maggioranza di tutti i cittadini; allorchè ogni uffizio del governo è riguardato come una delegazione fatta dal popolo per suo vantaggio, la quale possa da lui rivocarsi a suo beneplacito e convenienza, il primo conflitto fra l'interesse generale e l'interesse istantaneo, fors'anco illusorio, della popolazione o di quella parte di essa che si trova riunita, può addurre o la sovversione del governo, o la sua umiliazione ed il sacrificio del pubblico bene. Chi può non rammentare quanto facilmente s'inflammino le moltitudini; a che le tragga il bollore della fantasia od il risentimento; e quanto presto dimenticati, quanto sdegnosamente conculcati sieno dalle furie d'una moltitudine infervorata i così chiamati grandi e solenni principi, quali sono la tolleranza religiosa, la libertà delle opinioni, l'eguaglianza delle stirpi diverse degli uomini, il dritto di non sottostare ad altro giudizio fuor quello di giudici indipendenti? Se la memoria di cosiffatti trascorsi fosse obliterata nella nostra Europa, i recentissimi esempi che porge l'America sarebbono pur troppo bastanti a rammentarci quanto mal sicura sia la libertà laddove il popolo può ripigliarsi la sua sovranità quando gliene venga l'uzzolo. Dopo che son surte in America città grandissime, il popolo delle pubbliche piazze tennesi sovrano;

frequenti furono negli ultimi anni i suoi ammutinamenti e le sue violenze, e sempre con iscornio ed oltraggio grandissimo della libertà. Un giorno la plebe v'infuria per punire quei dessi i quali per umanità o per obbligo di religione risguardano i negri come uomini; un'altra volta corre ad atterrare un ginnasio o convitto cattolico; ora discaccia dal pulpito o vuol fare a pezzi un predicatore protestante in pena dell' invettive scagliate contro i cattolici; ora fracassa i torchi d'un gazzettiere per punirlo d'aver impugnata qualcuna delle opinioni predominanti; e in ogni caso e in ogni luogo presume di farsi giustizia da sè sottraendo gl' incolpati alla giurisdizione, come pure alla tutela dei tribunali.

Nè le sedizioni ed i tumulti sono i soli danni e disordini che si debban temere dall' invocazione di questa sovranità del popolo. Ogni qualvolta si tien per massima che ogni potestà procede dal popolo per via dell' elezione, quelli che ottengono più immediatamente dal popolo la potestà loro, quelli i cui elettori sono i più numerosi, debbono pure avvisare che la loro potestà sia la più legittima di tutte. I consiglieri di Comune son veramente gli uomini del popolo; giacchè sono scelti dai loro concittadini, e sono conosciuti da essi; e questi afflanno loro talvolta i propri sentimenti, confidano del resto in loro. All'opposto, i rappresentanti della nazione, quand' anche vengano cappati per elezione diretta, sono tuttavia quasi sempre ignoti al maggior numero, estranei per così dire alla moltitudine, ed eletti per un circoscritto numero di elettori; peggio poi quando la loro elezione si fa per varii gradi, cosicchè per finzione soltanto si possono chiamare rappresentanti del popolo. Perciò, quantunque si sieno gli uffizi che la legge assegna a quelli od a questi, i primi, cui spetterebbe ubbidire, risguardansi come i veri membri del sovrano, tenendo i secondi, ai quali dovrebbero ottemperare, per intrusi collocati sopra di loro in forza d'una giunteria.

Eppure questi maestrati o consigli provinciali o comunali, costituiti più direttamente dal popolo, hanno spessissime volte a propugnare contro le autorità centrali gl' interessi dei loro committenti; la loro resistenza può essere virtuosa, patriottica ed anche illuminata, ma da quella luce soltanto che sur un lato solo si spande, e non sopra il tutto. Il governo d' una gran nazione si vede spesso obbligato ad imporre dei sacrifici a questa nazione, costretto cioè, ora a levarne danaro colle imposte, ora a chiederle

il più puro suo sangue per porre a numero l'esercito od il navilio. Le province non ben si capacitano di questa necessità; e in vero nei passati secoli, i loro deputati, così nei Parlamenti d'Inghilterra, come negli Stati Generali di Francia, voleano guerra e negavano ai re i mezzi di farla. Il che vuol dire che concorrevano a quell'assemblee imbevuti dei veri sentimenti del popolo. Da poco tempo soltanto i Parlamenti, diventati i gran consigli della nazione, si sono capacitati dei bisogni e delle necessità del governo. Le congreghe provinciali non sono peranco giunte a tal punto. Esse propendono alla pace od alla guerra secondo i risguardi della propria provincia, la sicurtà od il pericolo che ne deriverà per essa, il promuovimento della sua industria, o l'interruzione del suo traffico, le sue emulazioni, gli odii soliti fra vicini. Così pure negli altri affari procedono a seconda de' sentimenti e vantaggi o disavvantaggi dei loro distretti; taluna di esse ricusa di concorrere ad abbellire una città capitale ch'ella non vedrà forse mai; tal'altra non vuol saperne di fosse navigabili, di strade che al suo distretto non porteranno utile alcuno, oppure rifiuta ogni concorso nelle spese scientifiche, delle università, per esempio, de' musei, di cui non appropiti la sua popolazione. Ciascun maestro o consiglio provinciale o comunale, cappato dal popolo, resisterà in nome del popolo, cui è compagno nei sentimenti. Resisterà senza curarsi dei termini delle costituzioni che limitano le sue attribuzioni in guisa che solo si riferiscano alla polizia amministrativa, alla curatela delle pubbliche vie, ai locali interessi; resisterà, perchè sarà altamente radicato nel popolo, e perchè avviserà e dirà che i rappresentanti della nazione, essendo investiti della potestà loro per via d'un'elezione molto meno diretta, sono molto più estranei al popolo.

La repubblica francese, nel corto e trambustato suo corso, fu sempre sossopra per queste contese tra l'autorità centrale e l'autorità locale, entrambe procedenti dal popolo. Il più delle volte, l'autorità locale appariva fiancheggiata dal dritto, e l'altra, dalla ragione di Stato. Venivasi bene spesso alle mani, ed il trionfo dell'autorità locale era bruttato dall'anarchia, quello della centrale, dalla tirannide. Non debb'egli vergognare della sua smemoratezza chi invoca a' nostri di la teoria medesima, quand'ella ha pure testè prodotto di tali effetti?

L'esperienza dovrebbe avercene ammaestrati; il dogma della

sovranità del popolo diventa falso allorchè per interpretarlo si assegna per origine a tutte le potestà sociali l'elezione del popolo; allorchè si risguardano esse non altrimenti che come delegazioni di una sola volontà, che possa a voglia sua sospenderle; allorchè infine struggonsi tutte nella democrazia, senza voler ammettere, a fine di temperarla o resisterle, il nome, ch'è tampoco, dell'aristocrazia. Uno dei più preziosi vantaggi dell'aristocrazia è all'incontro quello appunto di potervi appoggiar sopra alcuna delle potestà sociali, per modo che non proceda dal popolo, non si muti a seconda dei capricci del popolo, e non cada al suo soffio.

Noi riguardiamo come un vero progresso delle scienze sociali quello avvenuto da che l'opinione pubblica ha riconosciuto che l'unico scopo del civile consorzio si è il comun pro, e che l'unico fonte, il fondamento unico del dritto della nazione si è il diritto di tutti. Ma, in forza appunto di questo vantaggio di tutti, di questo dritto di tutti, invochiamo nel corpo sociale l'esistenza d'una volontà e d'una potestà indipendenti e disgiunte dalle capresterie della moltitudine, di certe potestà le cui vedute si estendano all'avvenire ed al passato, che accudiscano al tutto, e gli subordinino le parti, che guarentiscano non già lo sfogo delle passeggere passioni, ma la riverenza delle massime sociali, la prudenza, la costanza, il coraggio, l'economia, l'onoratezza, tutte insomma le doti senza le quali non v'è governo che possa far fiorire la nazione.

Ognuna di queste doti è tutelata più o meno da qualcuna delle aristocrazie naturali, ossia cagioni di lustro e di preminenza che abbiamo toccate. L'aristocrazia dei natali, siccome quella che tragge dagli antichi secoli la sorgente del suo lustro, che si riguarda come figlia del tempo, e possente per la gloria passata, e che infine si serba indipendente dalle circostanze, che non valgono a dare nè a togliere l'avita gloria, si attiene più saldamente allo scrupolo del punto d'onore, che forma tutto il suo patrimonio. La prima sua cura si è quella di non lasciar che si macchi l'onore di un nome ch'ella vuol tramandare nitido e puro d'età in età. Posta in fra due, sceglierà piuttosto il pericolo, gli stenti, i dolori, la rovina e la stessa improbità, che il disonore. Per la qual cosa non basta porre nel governo una tal quale infusione di doti cavalleresche, poichè esse son pure talvolta ingannevoli; ma trista cosa sarebbe l'escluderle, trista cosa il negar sempre mai a questi sen-

timenti una voce per farsi udire, l'abbandonare l'imperio indiviso in mano di chi senta essere ignoto il suo nome, e niuno andarne altiero, e perciò sfugga il biasimo della fama.

L'aristocrazia de' modi non può vantare una tanta delicatezza in fatto d'onore. Suddita della moda, da cui è creata, immutandosi con essa, e vaga di cancellare le tracce del passato, di rinnovellarsi incessabilmente e di porsi in contrasto col passato, essa non può porgere alle istituzioni nè la guarentigia della durata, nè quella della magnanimità. Che anzi un certo grado di sfeatezza diventa alcuna volta cosa alla moda, ed i creati dell'opinione fugace del giorno non hanno allora timore di marchiare il governo col carattere di quella tale perfidia accreditata. L'aristocrazia de' modi formasi per altro canto particolarmente nell'ambito delle corti; quivi soltanto aggiugne essa la perfezione; ma la pieghevolezza dei sentimenti e delle massime, per cui più presto si acquista la leggiadria dei modi, è bensì quella dote che meglio d'ogni altra piace al monarca, ma è quella pure che meno d'ogni altra conviene alla nazione. Si debbe tuttavia riputar cosa utile e venturosa, che l'aristocrazia de' modi tanto predominio ottenga quanto richiedesi per introdurre l'osservanza dei debiti riguardi d'urbanità e rispetto nella vita pubblica, e recar tutti quelli che sono investiti di alcuna parte della potestà sociale a rispettare se stessi e a farsi riverire col rispettare altrui. A' nostri giorni soltanto si è dimenticato del tutto nelle politiche discussioni quanto importi pel bene della patria che niuno offenda o mortifichi i suoi avversari; quanto s'inacerbiscano e si perpetuino gli odii a cagione di quelle perfide insinuazioni cui si trascorre ne' dibattiti, di que' mordaci sarcasmi che si scagliano, di quell'apporre che si fa ad altrui maligne intenzioni. La stampa cotidiana, che avidamente raccoglie e propaga queste accuse sì spesso perfide e calunniose, che le spande, non già soltanto in un'assemblea, ma in un'intera nazione, che di fugaci, quali sono finchè consistono di parole volanti, le fa diventare durevoli come scritti, rende con ciò quasi impossibile il perdono e l'oblio. Per lei si avvezza in pari tempo il pubblico a sospettare continuamente e a dispregiare ciò ch'ei dovrebbe riverire. Non v'è omai slealtà, non atrocità, non perfidia che gli appariscano inverosimili dallato degli uomini investiti della potestà. I suoi sospetti sono avvalorati dalle insinuazioni di quelli ch'ei crede posti in grado di farne più giusto giudizio, per-

chè li vede cotidianamente in riotta con loro. Sdegnasi in sulle prime della corruzione d'ogni pubblica onestà, che gli si rappresenta come carattere della politica; ma vi s'avvezza in seguito cosicchè ogni giorno si va abbassando il grado di probità politica necessario per non essere pubblicamente vituperato. Un gran rammarico ci ha recato il vedere a' di nostri persone alle quali in forza del loro grado sociale spettava di mostrarsi custodi dell'urbanità e della decenza di modi, persone che si potean chiamare i corifei dell'aristocrazia delle corti e dei palagi, scendere alla vólta loro in questa ingloriosa ed anzi vituperosa arena, e sforzarsi di coprire di fango i loro avversari. Le abbiamo vedute queste persone, attaccare del pari con villanie, o con insolenze, che sebbene sorrette dalla moda, non son meno oltraggiose, ora i rappresentanti della nazione, che si discostavano dai loro pregiudizi, ora i ministri del re che loro sembravano troppo liberali. Le loro gazette si sono segnalate fra tutti i fogli avversi al governo, per l'acerbità del dire, per le incolpazioni personali, per le insinuazioni perfide, e talvolta eziandio per l'indecenza, e lo scandolo. Di tutte le loro colpe quest'essa è la più imperdonabile, poichè peccavano contro lo spirito del loro ceto, contro le proprie massime, poichè lasciavano con ciò al nemico quel posto onorato che loro s'aspettava in particolare il difendere.

L'aristocrazia d'ingegno, cioè quella che il proprio lustro ripete dall'educazione e dalla vastità delle cognizioni, è quella sopra tutte da cui dee trarre incessabilmente la pubblica potestà i suoi ministri ed agenti. Il governo degli uomini è opera della mente, e la più difficile delle scienze è forse, a' di nostri, la scienza sociale. Essa comprende in sè stessa l'epilogo in certo qual modo e l'applicazione dell'altre, e richiede altronde una prontezza di percezione, una schiettezza d'idee, ed una singolare fermezza e risolutezza d'indole; perciocchè senza di questo presidio si può riuscire bensì uomo dottissimo, ma non uomo di Stato. Oltracciò l'educazione liberale è necessaria per ammaestrare gli uomini ad acquistarsi grazia ed autorità presso degli altri uomini. Sarebbe inutile per uno statista la massima gagliardia di concepimento ove non fosse accoppiata colle doti necessarie per trarre nella propria sentenza chi consulta con lui, o per difenderla dalle altrui obiezioni. Il chiamare persone prive di lettere a seder nei Consigli della nazione, si è lo stesso che far calare nell'arena per una pugna

gladiatoria, dall' un canto uomini inermi, e dall' altro uomini forniti dell' armi più taglienti.

Ma la dottrina, lo spirito e l' ingegno non fanno ceto; coloro che queste doti posseggono, altamente improntati d' un carattere proprio ed individuale, non rappresentano già un sistema, ma bensì tutte le varie idee e tutte le varievolontà. Insofferenti di soggezione, non si lasciano squadronare nè dal governo, nè dalla fazione che opponesi a quello. Li vedrai discutere ogni punto, combattere in ogni luogo, ma non potrai farne una falange nè per l' attacco, nè per la difesa. Perciò l' aristocrazia dell' ingegno e dell' educazione, quando tende a far corpo, non è più altro che un' aristocrazia di modi. Non la dottrina la rende distinta, ma l' eleganza della forma con cui l' ha ottenuta. Così, in Inghilterra, l' uomo ben educato si fa distinguere per la sua profonda cognizione dei classici, l' orecchio giusto e la memoria sicura in fatto di prosodia latina o greca. Non si guarda s' egli abbia ornata la mente di cognizioni, ed esercitato il cervello a pensare o riflettere, ma bensì all' incontro se egli sia stato dispendiosamente educato a Cambridge od Oxford.

All' avvenante che l' altre preminenze vaniscono, quella della ricchezza si fa sentire viepiù. Abbiamo veduto quale immensa autorità esercitino i ricchi sui poveri in forza pur solo dell' ordinamento economico della società; non lieve incremento di potenza politica ottennero essi parimenti da poi che gli accatti son divenuti l' arsenale principalissimo onde i governi traggono le armi loro. I titoli e gli onori fioccano ora sopra que' gran capitalisti che aprono e chiudono le liste degl' imprestiti, e fanno scendere e salire il prezzo delle cedole pubbliche. Essi però, come cittadini d' Europa e soliti a contrattare or con questo, or con quell' altro principe, s' attengono meno di tutti gli altri ricchi ad una patria. I loro lucri s' accrescono talora in proporzione dei danni di quella, e l' immensità dei loro guadagni fa loro spesso sdimenticare le calamità dond' essi derivano. Una corona potrebbe difficilmente scegliere consiglieri più tristi di quelli che sono desiderosi di conchiuder con lei *grandi affari*.

Quant' è ai ricchi che non si brigano di questo giuoco dei pubblici prestiti, il carattere per cui va sopramodo distinta la loro aristocrazia, si è il desiderio della stabilità. Questa aristocrazia, quando sia esclusa dalla potestà e la vegga occupata dall' aristo-

crazia dei natali, può bene aggiugner forza e dar capi al partito opposto al governo che regge. I quali capi ad una laudevole sollecitudine dell'appagamento dei bisogni e dei desiderî del popolo, accoppiano forse non raramente una invidia o gelosia naturale contro dei superiori che loro sembrano per avventura nemmeno eguali. Ma tosto ch'è si veggono assisi sopra le sedie curuli, quella naturale apprensione di poter perdere nei cambiamenti e trambusti le possedute ricchezze, accresce l'ansiosa loro sollecitudine per la conservazione delle dignità nuove. Vigili sono sempre i loro sospetti; la loro liberalità sparisce al primo commuovimento che veggano. Pare ch'ei s'avvedano che il solo accidente della fortuna gli pone sopra dei loro concittadini, e che un accidente può deprimerli in quel modo che furono innalzati, e toglier loro ogni ragione di preminenza. Essendo la loro grandezza affatto materiale adoperano mezzi affatto materiali per sostenerla. Con essi non v'è da sperar transazione; non s'appigliano mai al mezzo della persuasione, ai compensi morali. Per opera loro vennero in uso quelle espressioni, che dimostrano degenerar facilmente la paura in ferocia: « è duopo che la legge soverchi, è duopo conquistare, è duopo spegnere la sommossa ». Quando l'imperio cade nelle mani loro, diventa tosto più rigido, più sprezzante, più inflessibile.

La maggior parte degli Stati europei furono da principio ordinati monarchicamente, e la libertà come pure la potestà popolare vi vennero introdotte gradualmente, e per ammenda degli abusi esistenti, non come base e fondamento dell'edificio. Le vere difficoltà dell'ordinamento sociale non vi si fecero allora sentire; già fondato era l'imperio, ed era forse anco pur troppo potente; non si trattava che d'infrenarlo. Ai cenni del principato stavano soldatesca, arsenali, erario, polizia, poste e telegrafi; esso conferiva ogni carica od impiego con stipendio; nè v'era forse nello stato famiglia veruna cui non premesse di andargli a versi. Gli amici della libertà sapean pertanto quale si fosse e dove stésse il pericolo, ossia quell'unico pericolo che era da temersi in allora; la difficoltà stava nel vincere, non già nel temprare l'uso delle loro forze, o della vittoria. Nel crear colle leggi un governo che non esista peranco, e nel crearlo di tal modo che valga a reggere e non ad opprimere, consiste la vera difficoltà dello stabilimento d'una costituzione. Nei secoli di mezzo, in tempo che il popolo, per così dire, non era ancor nato, i regnanti non avean contrasti che

con l'aristocrazia dei natali, che era insieme aristocrazia di ricchezze, poichè ogni sostanza consisteva allora in terre. In quella gara, i re sostenevano i principi dell'ordine e dell'unità, e i nobili quello della libertà. All'aristocrazia de' natali si dovettero allora tutti i veri progressi dell'indipendenza di carattere, delle mallevarie dei dritti, dell'infrenamento dei capricci e dei vizi della potestà assoluta per via dei pubblici dibattiti; perciocchè quell'aristocrazia costituiva essa sola il partito così detto dell'opposizione. Stavano all'incontro dallato dei re l'aristocrazia dei modi, vale a dire i cortigiani, quella dell'ingegno, cioè le curie ed il clero, quella infine delle ricchezze mobili, cioè i finanzieri. Allorchè videsi nascere e farsi adulto il popolo, le cose mutarono aspetto; una parte delle novelle aristocrazie si volse inverso a questa nascente potestà, che era essa pure novella. La nobiltà si collegò col trono, l'ingegno col popolo, la ricchezza ora coll'uno ed ora coll'altro, e così pure la moda. Il dibattito fervea però sempre fra' membri delle varie aristocrazie, e fra di essi tuttora prosegue nelle monarchie; imperciocchè i ministri, i pubblici ufficiali, i pari ed i deputati son tutti trascelti da alcuna delle quattro aristocrazie; e in fatti gl'individui non possono acquistar grazia ed autorità presso le moltitudini se non in quanto sieno posti in aperto, ed abbiano acquistato una qualche sorta di lustro e di preminenza.

In una repubblica, ove particolarmente ella sia surta di fresco, s'incontra la massima difficoltà nella creazione dell'imperio; quindi la necessità di cercarle un sostegno nell'aristocrazia, di gettare un'ancora in un fondo sodo e sicuro frammezzo ad un burrascoso pelago.

Quanto più libero è uno Stato, tanto più sembrano divergenti le volontà ed i sentimenti de'suoi cittadini, tanto più soggetta sembra ognuna delle sue parti ad una certa forza centrifuga tendente a divellerla dal tutto ed a farla agire con proprio ed indipendente impulso. La libertà, così per un popolo, come per un individuo, si è lo sviluppo della volontà, l'azione piena ed intiera di essa. Or chi non sa quanto varia sia la volontà nell'uomo, quanto diverse le opinioni, benanco intorno alle quistioni più astratte? o, per meglio dire, chi non sa che non si danno giammai due volontà perfettamente consonanti fra loro? Or quanto non deve essa complicarsi una tale varietà di voleri ed opinioni, quan-

do si viene a trattare dei più cari e preziosi interessi dell'uomo, quando il cittadino è ridotto a dover prendere intorno a ciascuno di essi una determinazione di conserva con altri da lui dissenzienti? La soggezione dei meno ai più è un sacrificio continuo dell'opinione, dell'interesse e della volontà d'una parte della nazione all'opinione, all'interesse ed al volere dell'altra; sacrificio che è duopo fare in quella appunto che ciascuno si è maggiormente rafforzato per via dei dibattiti nelle proprie teorie, in quella che le passioni sono più ardenti, che l'amor proprio è più impegnato, che ciascuno tiene l'opinione del proprio partito, se non per la pubblica opinione, almeno pel sentimento di tutti gli onesti, che infine questa opinione di partito impone per debito a ciascun individuo la pertinacia. Ma la maggioranza può variare dall'uno all'altro partito intorno a ciascuna quistione, e perciò ognuno si può trovare alla sua volta discrepante da essa; ognuno pertanto è costretto ad ubbidire contro la propria intima persuasione, e ognuno si querela, ognuno si crede oppresso. Nè qui stà il tutto: nelle contrade libere, non solamente ognuno appalesa i propri pensieri, ma ingrossa pure la propria voce per appalesarli; e non mancano altronde gazzette che, per intento di lucro od altro, soccorrono pronte ad attizzare il fuoco di tutte le passioni, e a dare ad ogni querela la più gagliarda e la più offensiva espressione. Ond'è che vedesi in breve sorgere da ogni parte un frastuono di lagni, d'accuse, di denigrazioni, di calunnie, per cui bene spesso ti faresti a credere che le contrade libere sieno le peggio governate e le più infelici della terra. Leggansi le gazzette d'Inghilterra, d'America, di Francia, dei Cantoni svizzeri, de'Paesi Bassi, della Spagna e del Portogallo, e vi si vedrà una concorde espressione d'universale scontentezza. E tanto più fieramente sarà eziandio appalesata questa scontentezza, quanto meno avrà lo Stato a lagnarsi di veri soprusi per parte del proprio governo. S'investighi quindi l'opinione pubblica, in quanto almeno essa può formarsi nelle contrade rette dalla potestà assoluta, e si vedrà che essa, frastornata e vinta da questi gridori, baderà assai più a quelle estranee gare e querele, che non agli stenti ed angustie della contrada in cui si forma. Quanti buoni Tedeschi, cui nulla francheggia che non saranno il giorno dopo cacciati in un maschio di fortezza, o privati delle loro sostanze con arbitrari decreti, od aggravati d'imposte per spese contrarie al pubblico interesse, odonsi gridare contro

la tirannide e l'oppressione allora soltanto che si tratta dell'operato d'un ministro *whig* in Inghilterra, e d'un ministro *dottrinario* in Francia!

Onde durarla contro di questa incessabil bufera, richiedesi nel governo nazionale una vigoria cui non basta volere per possederla. Richiedesi quella tale possanza delle antiche memorie che vela e ricopre l'esiguità delle forze ond'è fiancheggiata la potestà quando chiede obbedienza; richiedesi quel certo amore della gloria passata, quel certo sentimento d'istinto che vien ridestato, per esempio, dal nome di Francia, e che basta da sè a far risguardare come sacrilego il disegno di smembrare o divider lo Stato; richiedesi fors'anco quella certa quale indifferenza ed ignoranza delle moltitudini, che attengono all'ordine stabilito senza cercare chente e quale esso sia, e che sorreggono tutto che esiste colla loro forza d'inerzia. Ma preponete lo stesso governo ad una contrada che non abbia ancora esistenza politica come nazione, ad una contrada che non abbia passato ond'ella si possa gloriare, o almeno non l'abbia analogo al nuovo ordine di cose che si vorrebbe stabilire, e poi andate a dirle, come diceva la costituzione dell'anno III della repubblica francese (§§ 37, 38): « Le assemblee primarie comunali ed elettorali non potranno accudire a cosa veruna che non riguardi le elezioni che loro si aspettano: elle non potranno mandare nè ricevere indirizzi, petizioni, deputazioni; nè avere corrispondenza fra loro. »! Queste assemblee tostochè le passioni saranno infervorate, tostochè verranno a conflitto gl'interessi comunali o provinciali, tratteranno di tutto, avranno corrispondenza fra loro sopra di tutto, si collegheranno insieme, dichiarerannosi rappresentati immediate del popolo sovrano, o bandiranno all'ultimo che il governo centrale, per non avere assecondato le loro vedute, ha infranto i suoi obblighi, ha tradito la patria, e lo deporranno o proscriveranno. Nella Francia medesima, ove tante memorie, tante abitudini, tante affezioni tenean viva l'idea della grande unità nazionale; in quella Francia, in cui la preponderanza di Parigi aveva avvezze le provincie ad abbracciar ciecamente quelle idee che loro inviava belle e foggiate la città capitale, vi volle non meno della cruenta tirannide della Giunta di pubblica salvezza, dell'arbitraria violenza del Direttorio, e della poderosa mano di Napoleone, per tenere unita la compage dello Stato, che sempre minacciava di

sciogliersi, per annullare l'una dopo l'altra le risoluzioni dell'assemblee primarie ed elettorali, e per costringere i dipartimenti, i distretti, i comuni a piegarsi con discapito della libertà loro, e ad onta dei loro diritti, al governo centrale.

Pur troppi sono gli sconsigliati che vanno ora cianciando di riunire la Svizzera a fine di renderla forte e potente; il che torna allo stesso come abolire tutte quelle istituzioni che sono in essa dotate di vita, [tutte quelle che per le antiche memorie riescono care al grosso della nazione, tutte quelle in fine che non sono autorevoli se non per la forza dell'affetto che nutre ogni cittadino per l'antica sua patria. Non iscorgono questi imprudenti novatori che la divisione della Svizzera in cantoni sovrani, è quella appunto che la tiene unita; perciocchè in forza di questa divisione quasi tutte le quistioni che avrebbero potuto rimestar le passioni, e far insorgere i varii distretti contro l'autorità centrale, furono sottratte alle decisioni della Dieta. La Svizzera, complesso di popolazioni, che a causa dei monti da cui sono divise, trovansi avvezze ad appartare eziandio i loro interessi, e che in fatti conservano la più strana discrepanza di costumi, di leggi, di linguaggio e d'usanze, è già pur troppo disposta ad una ulteriore divisione; ogni popolazione vi tende per natura a risguardarsi come assolutamente indipendente, ogni Cantone a scindersi, come ha fatto quello di Basilea, e come fu in procinto di fare quello di Svitto. Se mai la vincessero i radicali, s'ei venissero a capo di far eleggere un'assemblea costituente, e se questa tentasse di rendere in certo qual modo uniformi le leggi civili, le leggi religiose, le leggi commerciali, le imposte, l'ordinanza della milizia, gli ordini dei Comuni, il giorno dopo non vi sarebbe più Svizzera; non sarebbe più Svizzera, se una qualunque potestà centrale facesse un tentativo consimile. Ad ogni pruova, ad ogni novità ventuno dei ventidue Cantoni si troverebbero lesi nelle loro usanze, nelle loro opinioni, nei loro più cari affetti; ognuno sarebbe geloso ed invidioso dell'altro, ognuno si terrebbe offeso dal veder prevalere gli ordini ed il sistema del vicino a'suoi propri; ognuno darebbe di piglio all'armi per ributtare questa innovazione di cui si adonterebbe come di una tirannide, d'un giogo straniero. Che se nella lotta che necessariamente dovrebbe seguirne, il governo centrale trionfasse, ei si troverebbe costretto ad esser tirannico di fatti per fare testa a tanti riottosi voleri; e se all'incontro ei cadesse, niun altro potrebbe sottentrare in sua vece.

Non si sdimentichi mai che negli Stati liberi evvi e debbe esservi una costante propensione alla riluttanza; in essa è posta la mallevoria di tutte le loro franchigie. La cosa pubblica, sdimenticata quasi del tutto negli Stati dispotici, è quivi l'occupazione continua di quasi tutti i cittadini. Ei vi s'infervorano sempre nelle opinioni che hanno abbracciate; vi sono sempre eccitati da tutti gli organi dell'opinione a farsi un punto d'onore di non cedere; vi si lasciano sempre persuadere dalle calunnie de' partiti, che i loro avversari sono o traditori, o scelerati. Chi non ha veduto altri popoli che quelli soggetti ad un' assoluta potestà, e avvezzi a chinare la testa ad una parola di editto, non può concepire un'idea di questa abituale riluttanza. Sono veramente meschini e poveri pubblicisti quelli che s'immaginano dover bastare per condurre un popolo libero e fervido dichiarazioni di principi inscritte in una carta.

Noi dobbiamo sempre meglio convincerci che gli antichi erano di gran lunga più dotti ed accorti di noi in fatto di libertà e di condizioni dei governi liberi. Ei non cadevano almeno in cosiffatti errori; ponevano a sostegno delle loro repubbliche, non vane ciance, ma uno spirito di vita. Pei cittadini dell'antichità la patria era un nume; e non già, com'essa è pei moderni, un consorzio, per così dir, mercantile, ove si fa ragione dei profitti e delle perdite, e da cui si procura di svincolarsi tosto che il computo torna sfavorevole. Riverita sopramodo era da loro la maestà del popolo; ma il popolo per essi era il complesso della nazione, con tutti i suoi ordini di cittadini, con tutti i suoi interessi, tutte le sue memorie, tutte le sue speranze, tutta la sua gloria. La reverenza della patria, cioè di quanto v'era per loro di più caro e di più venerato, non gl'impediva però di valutare al giusto l'incostanza ed instabilità dei suffragi della moltitudine, che suole sì spesso determinarsi per leggerezza e per capriccio, anzichè per riflessione e per sentimento. Conoscevano quanto rilevinò entrambi gli elementi monarchico e democratico, e non si sarebbero dati a creder giammai di poter fondare una costituzione libera o durevole, senza dar loro il debito luogo. Sapevano che non si dà libertà, ove il popolo non abbia un'azione diretta nella sovranità, ove alla guarentigia dei suoi diritti non unisca l'esercizio d'una potestà riverita, ov'esso non animi tutte le parti del corpo sociale col suo spirito di vita, col suo istinto di grandezza e di virtù. Sapevano che non vi può esser gagliardia e prontezza nell'azione del governo, ove non sie-

no capi operanti individualmente ed investiti di tutti gli uffizi che richieggono vista comprensiva, pronta decisione, e sentimento di intiera ed indivisa responsabilità; ma sapevano insieme che la Repubblica sarebbesi perduta se il popolo avesse potuto fare e disfare ad ogni tratto ogni cosa coi suoi suffragi. Sapevano che non minore pericolo essa avrebbe corso ove il principe avesse potuto arrogarsi la perpetuità della potestà; conoscean quell'impeto cieco col quale la moltitudine si pone spesso in balla de'suoi propriaristi; e mentre dal popolo lasciavano eleggere i capi temporari dello Stato, ponevano cura che fosservi almeno due consoli, due suffeti, per tema che un unico capo non aspirasse, del pari che i presidenti delle nostre nuove repubbliche, alla monarchia. Il sacro culto della patria, il sacerdozio della libertà, lo spirito di vita e di durata, la custodia delle tradizioni, della gloria nazionale e delle pubbliche sostanze, la costante preveggenza dell'avvenire affidavano particolarmente ad un senato, in cui procuravano di concentrare tutto che v'ha di buono e di grande nelle aristocrazie, rimovendone insieme quanto vi ha di vizioso.

Volevano che questo senato fosse l'immutabile rappresentante dello spirito di conservazione, sempre lo stesso nelle repubbliche. Volean ch'ei fosse in certo qual modo immortale, e con somma cura schivavano ogni crisi che ne potesse alterare lo spirito. E infatti, in quasi tutte le antiche repubbliche, i senatori furono inamovibili. Eletti a vita, invecchiavano nella carica, e successivamente spegnevasi; in egual modo, senza strepito surrogavansi loro ad uno ad uno, e ad epoche imprevedute, i successori; il rinnovellamento si operava insensibilmente, nè v'era elezione generale che venisse a porre in fermento lo Stato. Il senatore novello aggregato ad un corpo le cui usanze erano tutte sanzionate dal tempo, ed il cui spirito appariva superiore allo spirito individuale di ciascuno, s'informava bentosto dei sentimenti del corpo medesimo, e univa la sua propria opinione con quella di tutta l'assemblea.

Lo spirito di conservazione si può dire lo spirito proprio delle antiche prosapie. I patrizi fannosi proprio coll'immaginazione il passato del pari che l'avvenire, s'identificano coi loro antenati e coi loro discendenti, commuovonsi altamente per un sospetto, per una incolpazione scagliata contro i loro maggiori, e per un pericolo che minacci la loro più rimota posterità. Le repubbliche degli antichi hanno afferrato questo prezioso sentimento, e rivoltolo ver-

so la città eterna, chè così appellavano essi per affezione la patria; da per tutto i senati si videro fregiati di storico e nobile lustro. Però non volean gli antichi che verun cittadino potesse tenersi grande di per sè stesso: tutto dovea a lui derivare dalla patria. L'eredità dell'imperio, l'eredità dei maestrati non furono ammesse giammai nelle antiche repubbliche. La Parla è un'invenzione al tutto monarchica; tutti i senati repubblicani erano elettivi, e tutti, quando fondavansi sopra il patriziato, ponevansi a numero per via di libere scelte: se non che, costituiti col pensiero ognora predominante della perpetuità, ebbero in generale autorità essi stessi di surrogare ai defunti i nuovi membri, o per via di squittini fra loro, o per via della scelta fatta da alcuni maestrati eletti da loro com'erano i censori.

L'orgoglio di nobiltà nodrito da ciascuna famiglia ingenera spesso de' contrasti fra essa e la nazione. Ogni stirpe tenta di appararsi, paragonando il suo lustro con quello di tutte le altre: chi si arroga il vanto di buona nobiltà, suole dispregiare gli annobiliti e quelli pure che non sono di stirpe antica. Il favor dei regnanti è concorso altresì ad accrescere queste gare fra' nobili, coi titoli diversi, con gli accessi alla corte conceduti agli uni e non agli altri, colle pruove imposte ai gentiluomini, colle verificazioni dei sedici quarti, e simili. Quindi le tante emulazioni, le tante invidie o gelosie, i tanti odii e rancori fra' nobili d'una monarchia. Le repubbliche dei secoli di mezzo, avendo adottato per patrizi dei signori di castella, di già potenti per terre e vassalli, non poterono cansare queste gare de' nobili tra loro, e le fazioni che ne susseguivano; ma le repubbliche dell'antichità non lasciarono mai introdurre di cosiffatte preminenze nel corpo aristocratico: tutti i patrizi egualmente furono eleggibili a senatori, tutti i senatori furono eguali fra di loro. Esse non permisero nè tollerarono mai che una famiglia potesse diventare una fazione. Imposero a quelle teste superbe il livello dell'eguaglianza aristocratica; tollerarono a mala pena una certa quale dignità personale per quel tempo che alcuno era in carica, ma il consolo uscito di carica era tosto ridotto al grado stesso degli uguali, e la sua gloria non faceva altro che accrescere quella del senato. In tale guisa andò vieppiù sviluppandosi quel possente spirito di corpo che portava ciascun senatore a sdimenticar sè medesimo, e a non arrogarsi credito, potenza e gloria se non pel collegio di cui era parte; spi-

rito che, congiungendo tutte le volontà in una sola, tutti gli sforzi in un solo, e tutta recando a sostegno e servizio della patria la sua gigantesca forza, tien salda ed unita la compage dello Stato, malgrado l'indipendenza di tutte le volontà, e i loro continui sforzi per discioglierla.

Nelle antiche repubbliche, gli elettori del senato solevano aggregarvi per membri que' personaggi in cui rifulgesse il lustro storico, la nascita illustre; in generale però potevano uscire da questo confine. L'aristocrazia dei modi sembrava loro non meno quasi reverenda, a motivo che nelle repubbliche i modi assumono quel grave ed austero carattere che ne garantisce la durata. Nelle monarchie, la leggiadria dei modi per cui va segnalato chi pratica il gran mondo, s'accoppia colla frivolezza; ma nelle repubbliche tutto ciò che pertiene all'aristocrazia debb'esser degno, casto ed ammisurato. La purità de' costumi, la circospezione del parlare, la modestia del vestire, l'abborrimento del fasto di ogni maniera non erano meno inculcati nei bei secoli di Roma dalle romane matrone o dai censori, di quel che fossero nelle repubbliche dei secoli di mezzo dalle leggi, dai tribunali sontuari, dai censori e dalle Camere di riforma.

L'aristocrazia degl'ingegni, meno politica dell'altre tutte, ottiene tuttavia il primo posto nelle repubbliche, perciò che quanto più pubblica è la vita, tanto più vi si mostra in aperto la capacità personale. Nè gl'intrighi segreti, nè i turpi servizi valgono ivi per aprire la via all'autorità ed alla grazia. Nel senato del pari che nell'assemblea popolare è ugualmente necessaria la capacità per comprendere, e l'eloquenza per persuadere e convincere. Giudice dell'ingegno, della perizia del generale, della scienza del giuriconsulto siede ivi il pubblico, e non un padrone deluso dall'adulazione, o schiavo dei favoriti. Il senato ha sempre volta la mira a non iscapitare del suo concetto, a non indebolire la sua azione con delegare la propria potestà a chi sia tale da lasciarla venir meno nelle sue mani. Egli potrà fare una trista scelta con una trista mira, ma non mai per ignoranza o per isbadataggine. Vani ornamenti erano pei patrizi di Roma un gran nome e le fumose immagini degli avi quand'ei non si dessero a conoscere degni successori di quelli; chiusa era per loro in tal caso la via degli onori, perchè nelle repubbliche ne tiene le chiavi l'ingegno.

L'aristocrazia infine delle ricchezze non era essa pure senza

preponderanza, conciossiachè in ogni luogo l'opulenza sia una potestà indipendente dalla costituzione dello Stato. Ma appunto per questo ne adombrano le repubbliche. Elle non vogliono che v'abbia nella patria una potestà che non proceda dalla patria stessa. La libertà, la quiete, la tutela delle leggi concorrono sì veramente ad accrescere le ricchezze di tutti; ma lo spirito dell'aristocrazia nelle repubbliche le porta ad onorare la povertà, a chiamar Cincinnato dall'aratro al comando degli eserciti, a serbar l'egualianza fra il ricco ed il povero, ad interdire al primo, se non d'accumulare tesori, almeno di farne pompa e di procurarsi que'diletti fastosi che abbagliano la moltitudine, come pur quelli che ammolliscono gli animi o snervano i corpi dei doviziosi, e quelli che possono avvezzarli a credere che le loro sostanze valgan di più dell'onore o della patria.



PARTE TERZA

De' progressi dei popoli a verso la libertà.

SAGGIO SETTIMO

**DE' PROGRESSI GRADUALI A VERSO LA LIBERTÀ'. —
MONARCHIE COSTITUZIONALI.**

SE avessimo da ricapitolare in una sola frase lo spirito di questi Saggi intorno alla scienza sociale, ossia i consigli che ci arrischiavamo di dare agli amici della libertà e della dignità umana, lo faremmo con un' esortanza di non lasciarsi giammai cader d' animo. Lungo e scabroso si è da per tutto l' assunto di ricondurre gli uomini al sentimento dei loro obblighi inverso a sè stessi, e inverso alla loro patria. Lo studio ne fa scoprire da per tutto la somma complicazione della macchina sociale, e l'incertezza dei calcoli instituiti per indovinare l' ufficio degli ordigni di quella, come pure la vanità delle regole dateci per principi di una cieca prosunzione; ma per altra parte, ogni qualvolta ci facciamo ad osservare una società scampata dalle corruttele e dalla languidezza del dispotismo, ogniqualvolta ci facciamo a riguardare gli uomini che la compongono e vediamoli sollevare lo sguardo oltre i confini dell' angusta bolgia del privato interesse, e adoperare per l' avanzamento dei loro simili, siamo compresi di meraviglia e stupore al

mirar quanta vita sia in essi, al vedere quanto efficacemente gli sforzi costantemente diretti da ognuno per migliorare la condizione sociale, valgano a correggere le istituzioni viziose, a convertirle al pro comune, ad assicurare il progresso dell'umanità. Che se ognuno de' principi può in particolare andar soggetto a dubbieze, se molte modificazioni innormali può ammettere lo stato sociale, v'è tuttavia certezza che la cooperazione per l'utile pubblico di tutti gli uomini d'alto sentire, produrrà finalmente quel bene di cui vanno in cerca. Rammentino ognora gli amici dell'umanità, i liberali, i patrioti, che sta loro aperta dinanzi la serie dei secoli futuri; ch'ei denno adoperare a pro della posterità più rimota, e che la loro troppa fretta è il loro peggiore avversario; guardino al passato, s'attengano all'esperienza presente, anzichè ad una deduzione sempre dubbia di mal fermi principi, e verranno a convincersi che la scienza sociale non è giunta peranco a certezza. Il carattere delle nazioni, i loro pregiudizi, le loro passioni dipendono da cause occulte tuttora; e da questo carattere, da questi pregiudizi, da queste passioni dipende il buono o male esito delle istituzioni. Non vi fia pertanto uomo assennato il quale venga ad accertarvi che una data innovazione avrà buon esito, o pure solo che una pratica felicemente riuscita in una contrada potrà con esito parimente felice venir trapiantata in un'altra; ma ad ogni modo, per vie che sembrano opposte, il bene che fortemente si vuole, felicemente all'ultimo si consegue. Non si sbigottiscano dunque giammai gli amici della umanità; perciocchè essa è in ogni parte bisognosa del loro aiuto: quasi da per tutto ella ne apparisce angosciata, degradata, oppressa; e da per tutto v'è modo di operare moltissimo in suo pro. Ma dall'altro canto non si lascin giammai questi amici dell'umanità trarre per soverchia impazienza ad obbliare che non si conosce tuttora verun sovrano rimedio per essa; tentino, provino, ma con un certo modo, con un certo riguardo, aspettando sempre che vengano in luce gli effetti di una innovazione prima di tentarne un'altra; pongano mente a tutto, dubitino in operando pur sempre, e soprattutto rammentino che non si conoscono ancora tutti gli organi del corpo sociale, e che la vita di esso attienasi forse a tal cosa che loro sembra un'escrescenza morbosa, e ch'ei vorrebbero forse estirpare.

L'abbiamo già detto e non temiamo di ripeterlo, che niuna affezione o pregiudizio ci muove in favore delle monarchie eredita-

rie ; noi abbiamo indagato con ischiettezza quali si fossero i loro vantaggi in confronto dell' altre forme di governo , onde qui esporli , e non ne abbiamo trovati ; ma esse sono , e questo solo fatto è di maggior peso per noi che tutte le teorie : esse esistono , sono dunque fondate per la maggior parte sopra affezioni altamente radicate nel cuore dei popoli , e queste affezioni sono un diritto , sono una volontà nazionale che niuna teoria può arrogarsi d' infrangere. Elle sono sorrette parimenti da un pregiudizio che sembra universalmente diffuso presso degli uomini , e che li reca a credere , dover l' obbedienza essere più pronta quando più semplice si è la forma dell' imperio. Il comandamento d' un uomo è più presto compreso che non sia l' astratto precetto di una legge , e non si lascia dietro veruna dubbiozza. Le monarchie finalmente hanno anche per fondamento un' idea generalmente accreditata di diritto. Per una confusione certamente viziosa , ma universale , dell' idea di un ufficio con quella d' una proprietà , gli uomini , obbliando sè stessi , avvezzaronsi a credere che i monarchi abbiano un dritto di proprietà sopra di loro , ad applicare alla trasmissione della loro dignità le leggi medesime che pongono norma alla trasmissione de' retaggi fra loro , a riconoscere in essi la sanzione del tempo , e a non più chieder loro ragione della potestà che esercitano. In forza di questi affetti , di questi pregiudizi , di queste opinioni , le monarchie che coprono presentemente l' Europa sono dotate di vita , si reggono senza scossa veruna , e non abbisognano per reggersi della sponda del terrore. Alta e solenne imprudenza sarebbe il crollare tutto il corpo sociale colla sola scorta di mal ferme teorie , e il toglierli fors'anco la vita , a fine di toglier di mezzo una potestà che esiste , e surrogargliene un' altra che non abbiamo veduta giammai in atto.

Noi non abbiamo parimenti repugnanza veruna pel sistema d' una repubblica unitaria , e nella sua teoria nulla troviamo che sia insequibile. Crediamo che le nazioni avvezze a formare un unico imperio , le nazioni che hanno un sentimento d' individualità , e che per interessi economici , per memorie istoriche , per antica gloria sono portate verso un governo centrale , verranno a trasformarsi in repubbliche une ed indivisibili se mai si sciogliessero dall' imperio delle loro schiatte regnanti ; ma crediamo insieme che debbano esse riguardare un tale avvenimento con timore e terrore , e ritardarlo per quanto sia possibile ; appunto perchè non esi-

stano ora governi simili, nè si possiede un sufficiente capitale d'esperienza onde potere pressagire gli effetti. Pochissimi grandi imperi ci descrivon le istorie, che fossero retti da una costituzione repubblicana. Dopo Roma, Cartagine e Venezia, non ne troviamo altro che la Francia nel corso della Rivoluzione. Roma, la cui costituzione ci sembra la sola dell' antichità che più di ogni altra si accostasse alla perfezione, non può tuttavia servirci di modello. Città sovrana d'un vastissimo imperio suddito, città in cui v'erano schiavi, essa non può darci lume intorno al modo di far godere la libertà e la sovranità ad una gran nazione. Intorno a Cartagine poco sappiamo; e quel poco ne induce a farne un dissimil giudizio da quello che di Roma facciamo. Venezia, repubblica gloriosa e ridottata, repubblica che stette sì lungo tempo al pari delle più ampie e potenti monarchie, Venezia sacrificò le proprie libertà, le libertà dei sudditi, dei cittadini, dei nobili stessi, ad ambiziosi sogni, e al rigido mantenimento dell'ordine, dell'economia, della prudenza e d'una invariabil politica. Rimane la Francia del 1794 la Francia, il cui esempio non può spirar che spavento, la Francia, per cui venghiamo a sapere pur troppo che cosa possa riuscir la tirannide democratica, e in quale abisso di mali possa cadere un popolo che, distruggendo l'ordine, la tradizione, la potestà sociale, la reverenza dell' antiche memorie e consuetudini, confida solo in astratti principli per riedificare ogni cosa. Finora non abbiamo potuto vedere governi repubblicani in atto, fuorchè in piccioli Stati. Ampio è veramente il territorio di alcune repubbliche del Nuovo Mondo, ma nella loro origine picciole erano esse per popolazione, ed ora si possono dire al più al più mezzane. Siccome la loro popolazione va crescendo, la loro esperienza andrà pure diffondendo nuovi lumi, nuove cognizioni. Verrà tempo forse in cui un grand' imperio retto ed amministrato con forme repubblicane, non sarà più uno splendido sogno della fantasia; ma l'esperienza non ci addita finora veruna gran nazione che abbia conseguita la libertà e la goda sotto altra forma che quella di monarchia costituzionale o di federazione, e noi troppo poco fidiamo in una teoria non comprovata dai fatti per non rifiutare il saggio di un altro sistema, tranne il caso d' indubitata necessità.

Diamo un'occhiata al prospetto della popolazione de' varii Stati europei. Si avvisa generalmente che questa parte del mondo contenga almeno dugento milioni d' abitanti, e al più dugentoven-

ticinque. In quest' immensa popolazione la Svizzera sola, con due milioni o al più duemilioni e centomila abitanti, ha conservato il reggimento repubblicano; essa è per arrota divisa in ventidue Cantoni o Stati Sovrani, il maggiore de' quali non annovera più di trecentocinquantamila abitanti. Tutti gli altri Europei son sudditi di monarchi, una metà circa de' quali si dicono assoluti, e gli altri regnano a seconda di costituzioni libere più o meno perfezionate. Il progresso di quest' ordine costituzionale debbe pertanto risguardarsi come il massimo interesse europeo.

Del rimanente, la monarchia, qualunque forma ella abbia in Europa, è da per tutto progrediente, salvo che in Turchia. Gioverebbe talvolta udire i viaggiatori che hanno esplorate le vaste contrade dell' Affrica e dell' Asia, onde conoscere cosa sia il dispotismo nell' orrida e spaventosa sua nudità. Gioverebbe vedere, in tutto l' Egitto, in tutta la Nubia, da un capo all' altro di quella valle del Nilo, sulla quale sparge invano il gran fiume la portentosa sua fecondità, tutta quanta la popolazione curvata sotto il bastone, spogliata di tutto ciò che possiede, e ad ogni tratto costretta a fuggir nel deserto, a rischio di perirvi di fame e di sete. Gioverebbe mirare in que' magnifici imperi della Turchia e della Persia, ove la Provvidenza ha riunito tutte le bellezze e tutte le ricchezze che puonno alleggiadrare la vita dell' uomo, la umana schiatta esinanir fra gli stenti e assottigliarsi di generazione in generazione. Gioverebbe interrogare un gran legislatore e insieme un gran filosofo, vuo' dire il cavaliere Giacomo Mackintosh, intorno a ciò ch' egli vide nell' India indipendente, da lui percorsa l' anno 1808. Nel suo diario leggiamo che cosa sia il principato senza leggi, senza freno d' opinione, senza progresso, tal quale insomma a lui apparve in quelle infelici contrade. « Tutti i sovrani dell' India, dice egli, si » debbono riferire a due specie; la prima si è quella dei venturieri » militari, come sono Scindia, Holkar ed altri meno potenti, che » operano apertamente come capi di ladroni, levando per forza o » per minacce danaro dovunque puonno trovarne, senza curarsi » di velar con pretesti il loro operato. Ei vanno errando in cerca » di bottino, visitano la loro città capitale una qualche volta appena in dieci anni, non ostentan veruna delle forme dell' autorità » civile, e non s' attengono gran fatto di più a quel territorio che » loro si attribuisce, di quel che facciano con qualsivoglia altro di- » stretto che sia egualmente ben situato pel saccheggio. La secon-

» da si è quella dei discendenti dell'antiche schiatte regnanti, quali » sono il Peshwa, il Nizam, il Nabod di Uda; questi non lasciano » la voluttà dell'aremmè se non per farsi vedere dal popolo in » qualche solennità; niun altro ufficio esercitano realmente del go- » verno, fuor quello di far riscuotere i tributi: nei loro domini » non si riscontra nè polizia, nè amministrazione pubblica; ei non » riguardano la sovranità, come cosa che imponga obblighi od in- » carichi, e pregian sì poco la vita dei loro sudditi, che non s'av- » visano pure che giovi punire un omicidio (1) ».

Il grande autocrate delle Russie, o il picciolo di Modena dire non possono d'esser rimasti stazionari. Ei non s'assomigliano punto ai sovrani di queste contrade tanto infelici, benchè la natura vi sia più benigna e propizia che nelle loro, benchè elle sieno abitate da quella parte della schiatta umana che più anticamente d'ogni altra è stata incivilita ed indure. Professano bensì la massima che l'autorità di Scindia o quella del Nizam sia legittima quanto la loro, che sia un misfatto il resistere a quella del pari che a questa, e che ogni sforzo per infrenarla sia una mostruosità; ma hanno tuttavia ceduto all'imperio dell'opinione pubblica, ed alle massime che impugnano; son diventati loro malgrado liberali; il dispotismo nelle mani loro si è fatto umano, non è rimasto nella sua primitiva ed indiana purezza, nè vi si potrà ricondurre, ancorchè questa fosse la natural conseguenza dei loro principi. Chè anzi, in quel modo che hanno fatti progressi, ne faranno degli altri, fuorchè, venendo ad accrescersi l'ostilità loro contro di sè non meno che contro dei sudditi, ne nasca un finale sovvertimento. Certo, che molto cammino loro rimane a percorrere prima ch'egli abbiano concedute pur solo ai propri sudditi guarentigie civili eguali a quelle che porgono i loro immediati vicini, nè possono ancora lusingarsi che quello stato di società e di sicurezza che vige presso di loro, produca più bene che male. Ai loro vicini rimane parimenti molto cammino a percorrere per giungere alle guarentigie costituzionali che godonsi in Francia ed in Inghilterra: e queste due monarchie non hanno pur esse raggiunto lo scopo che debbono proporsi. La scienza sociale ne' tempi a cui ci accostiamo si perfezionerà, le guarentigie dei cittadini si aumenteranno, la dignità dell'uomo, l'onestà sua, la sua indipendenza in tutti i gradi sociali saranno as-

(1) *Sir James Mackintosh Journals*, T. I, p. 500 e 526.

sai meglio assecurate che oggi non sieno. Il genere umano procede tutto quanto innanzi; e benchè nelle file di quest' immensa falange si scorgono perturbazioni, pure si prova dolcissimo ed alto diletto nel sentire che un impulso comune la spinge, e che gli stessi sbrancati, che sembra vogliono soffermarsi od indietreggiare, saranno bentosto strascinati dal medesimo impulso. Non è da far meraviglia che in questa progressione di tutta la schiatta europea alcuni squadroni stieno fermi alcun tempo, o mostronsi peritosi nel seguire il cammino degli altri. È duopo dar loro tempo d'illuminarsi con l'esperienza e di superare gli ostacoli che incontrano. È duopo rammentarsi che spesse volte, per avere voluto incalzare di troppo, si è scompigliata tutta la falange, e si è perduto assai più tempo che non si sperasse di guadagnarne. Noi ci vediamo in vero di presente in una di quell' epoche in cui i popoli ed i capi si peritano del pari; e la cagione indubitata di questo indugio si è la precipitazione di quelli che hanno voluto dare l'esempio a tutti gli altri. Da un capo all' altro dell' Europa il sentimento della dignità dell'uomo ha germogliato in tutti gli ordini della società. Non v'è più popolo che si rassegni ad essere mal governato e che creda non aver dritto di chiedere per sè medesimo, lumi, libertà e virtù. Non v'è popolo in cui non siasi posto mano dai pensatori trattare le più sublimi quistioni sociali, e in cui fervorosi e numerosi discepoli non istieno avidamente ad udire i loro ammaestramenti, e non sieno bramosi di seguirlo. Non vi è popolo presso del quale i grandi avvenimenti dei nostri tempi non abbiano destato ansiose discussioni e un'operosa e fervida curiosità di conoscere non solamente le crisi a cui soggiacciono i loro vicini, ma e le cagioni di quelle. Hanno tentato i regnanti di interdire queste discussioni, di porre sotto a censura gli scritti e le gazzette al di dentro, e rifiutar quelli di fuori, di far ispiare i colloqui privati; ma troppo fervono gli spiriti onde poterli attiepidire con questi provvedimenti; troppi rei vi sarebbero da punire, ove gastigar si volessero quei tutti che fanno di essi severo giudizio: ond'è giuoco-forza lasciar parlare, nè dubbio rimane che quelli i quali parlano, opereranno quando fia loro chiaramente veduto il come operare si debba.

Ma, strana cosa! così i popoli come i regnanti si stanno ora peritando del pari, e chieggono ove sia il cammino da seguirsi, ove lo scopo cui porre la mira! I popoli fecero plauso giulivo alla ri-

voluzione operatasi in Francia l'anno 1830, ed oramai sono persuasi, per blaterare delle gazzette, che la Francia abbia d'allora in poi indietreggiato nell'aringo della libertà. Sembrò parimenti ai popoli una gran vittoria popolare la legge vinta in Inghilterra per la riforma del Parlamento; ma dopo che fu vinto quel *bill*, non udirono più parlar d'altro che di trambusto crescente, di odii più fieri contro dei ministri, di pericoli d'imminenti ribellioni in Irlanda e nel Canada. I popoli riguardavano la penisola iberica, aggravata dal duplice giogo della superstizione e del dispotismo, come lo scorno d'Europa; eppure, dopo che questo duplice giogo fu infranto, la Spagna ed il Portogallo, involti in guerre civili, sgomentano ed atterriscono viemaggiormente il mondo colle furie popolari, con le atrocissime rappresaglie, colla sovversione delle private sostanze, colla fiacchezza ed inefficacia dei loro presenti governi.

Non è meno profonda nè meno funesta l'impressione fatta sopra i regnanti dall'esempio dell'ultime rivoluzioni operatesi. Esso gli tiene sospesi, in quel modo che tien pure sospesi i loro popoli. Non si creda già che questi principi non abbiano posto mente ai vantaggi del reggimento costituzionale, in quella parte eziandio che a loro profitto volgere dovea. Lo splendore, la potenza e l'opulenza del re d'Inghilterra doveva dar loro, come diede, nell'occhio; lui solo avean veduto far testa e durarlo contro l'empito della rivoluzione di Francia; a lui si eran rivolti come a presidio e sostegno; in lui nei loro bisogni aveano rinvenuto un banchiere sempre disposto a dispensar loro i suoi immensi tesori; il trono di lui erasi conosciuto per esperienza più solido e fermo di quel che fossero i loro medesimi. Cagione d'ulterior meraviglia fu quindi per loro il vedere in Francia dopo la Restaurazione, una monarchia estenuata da sì lunghe guerre, da un'iterata conquista, e dalle taglie impostevi dall'Europa, risorgere tanto vigorosa e gagliarda. Cuoccea certamente ai potenti capi delle monarchie assolute il vedere in questi due imperi i principi o i loro ministri assoggettati al sindacato dei sudditi; al postutto però il destino d'un re costituzionale di Francia e d'Inghilterra appariva loro tuttora lieto abbastanza per non cagionare una gran paura. Ma i loro presagi intorno agli effetti delle concessioni che avrebbero potuto fare, mutaronsi e dovevano invero mutarsi nel corso de'sei anni ultimamente passati. Non imitabile doveva parer loro l'esempio delle regi-

ne di Spagna e di Portogallo : i troni medesimi dei re di Francia e d' Inghilterra parvero loro fondati sopra un vulcano , e sopra di esso non vollero stabilire i propri.

I piccioli regnanti da più gravi motivi erano tratti fino al 1830 ad ingraziarsi coi loro popoli. Mal si conoscono tutte le umiliazioni e tutta la dipendenza cui sono essi obbligati a sottomettersi per istare in grazia dei gran potentati che li proteggono; mal si conosce fino a qual segno ci debbano sacrificare i loro diritti di sovranità , quanto frequentemente loro tocchi operare a malincuore , quanto spesso e' si veggan costretti a sopprimer segretamente coi loro risparmi al dispendio di quelle intraprese che uom non osa apertamente assumere, o delle guerre civili che turbano la quiete europea. Ben sanno i piccioli principi assoluti, che un governo costituzionale infrangerebbe per forza della pubblicità queste sì gravose e sì turpe catene. Ben sanno che nella bilancia politica di Europa, un re di due milioni d'anime è qualche cosa. Nè si dee credere ch'ei disconoscano come in grazia del sistema rappresentativo ei potrebbero conseguire un aumento di credito e di possanza, un' indipendenza più vera e reale, e forse eziandio vera gloria e durevole. Ma come potrebbero essi risolversi a fare un tal passo nel mentre che vedono come quei pochi di loro che hanno tentato di governare col concorso dei deputati del popolo, ora si trovino impediti nell' andamento dei loro disegni dalla spilorcia grettezza di questi deputati, or sieno contrariati dalla costoro opposizione sistematica o fondata sopra di certi principi inapplicabili allo stato attuale delle loro società , ed ora infine si veggano vessati dalla smania di popolarità che tragge questi deputati a blandire le popolari passioni ad ogni modo , e particolarmente col rivelare gli scandali delle corti ?

Chi traboccare non voglia nel vortice tremendo delle rivoluzioni , deve saper camminare a verso la libertà senza sbigottire i principi. Per non mettere in iscompiglio i popoli, per non renderli incapaci di approfittar dei vantaggi che loro si profferiscono, è duopo porporzionare i diritti loro conferiti con la loro capacità e la loro educazione ; e soprattutto è mestieri far tacere quei piaggia-tori della moltitudine che sforzansi di persuadere ciascun popolo ch'egli sia il primo dei popoli , e possa operare quel tutto che sia da tanto di fare un'altra nazione.

Non deesi parimenti sdimenticare che la libertà è un vino gene-

roso che fa dar la vólta ai cervelli deboli , e che per via soltanto d' una lunga abitudine uomo si avvezza gradualmente a portarne una più larga dose. Non dicasi mai in encomio del legislatore , ch' egli ha camminato col secolo , ma bensì ch' ei si è soffermato con gli uomini cui guida , od ha regolato il suo passo a seconda della loro gamba. Neppur si dica in sua lode ch' egli ha dettate le migliori leggi possibili , ma bensì quelle leggi che meglio adattar si potevano agli uomini cui erano destinate ; e si rammenti che fra questi uomini tengono luogo i principi da cui queste leggi debbono sancirsi , del pari che i popoli che debbono loro obbedire.

Noi non presumiamo di sentenziare chi de' Francesi o degl' Inglesi la vinca al paragone per capacità d' ingegno , o per virtù ; ma ben possiamo arditamente pronunziare che tali sono i costumi , le opinioni e l' usanze de' Francesi da renderli impari tuttora a quella libertà di cui si veggono pacificamente in possesso gl' Inglesi. Un giornale assai accreditato d' Inghilterra proponeva testè a tutti i popoli del continente di appigliarsi , a fine d' avvantaggiare i propri diritti , al compenso cui l' oratore irlandese O' Connel diede nome di *agitazione*. Non vide chi ciò propose , che in tutto quanto il continente un tale ripiego degenererebbe bentosto in sedizioni e guerre civili. Gli Inglesi sogliono rassemblarsi sulla pubblica piazza e nella più spaziosa sala della contea , discuter ivi qualunque più accesa controversia politica , animarvisi l' un l' altro con veementi aringhe , e separarsi in seguito tranquillamente , dopo aver dato il suffragio d' approvazione ad una serie di risoluzioni o di dichiarazioni di princìpi. I Francesi , dalle consultazioni o dalla manifestazione dei loro sentimenti , si lasciano incontanente trasportare all' azione ; il che ben si vide nell' esequie del generale Lamarque , le quali per poco non furono il principio di una guerra civile. Gl' Inglesi godono della più ampia ed assoluta libertà di associarsi assieme , e di esprimere i loro sensi con petizioni o richieste alle pubbliche potestà , o colle stampe , e non se ne valgono che per conseguire i lor fini nelle vie legali ; i Francesi , non appena hanno afferrato una pubblica potestà , che tentano da bel principio di torcerne l' uso contro il governo , a fine di sovvertirlo. In Inghilterra , il popolo è ammesso a sentenziare per via del giuri intorno a tutte le quistioni toccanti l' ordine pubblico , la guarentigia e franchigia delle persone , delle opinioni , delle sostanze private : ma è bello insieme il vedere con quanta revo-

renza pieghisi il cittadino, sedendo sugli scanni del giuri, all'imperio della legge, alla fede del giuramento, ai prudenti avvertimenti del giudice. Il Francese, all'incontro, non appena è chiamato a sedere fra' giurati, che estollesi al di sopra di ogni autorità, sdegnasi contro di chi gli inculcasse il rispetto, come se fosse un'ingiuria, e invece di dar a divedere una vera indipendenza trascorre ad ostilità. I Francesi, allorquando gli ordini loro saranno invecchiati, sapranno, lo che speriamo, riguardarli come una prerogativa, una gloria; ogni cittadino si vedrà tanto portato a difenderli, quant'è lo stesso governo, e non fia più certamente per volere che il primo uso da lui fatto de' suoi mezzi d'azione tenda al sovvertimento di quanto si vede attorno. Ma non si può dire oggidì che quanto è lecito ad un Inglese debba esser lecito del pari ad un Francese; le congiunture non sono eguali fra loro: dietro la legge stanno in Inghilterra il rispetto del popolo, l'amore e la lunga consuetudine, e in Francia, all'incontro, le rovine che il braccio popolare ha ammontunate in precedenti conflitti.

Quanto gl'Inglesi superano di presente i Francesi in capacità di godere una più larga dose di libertà senza trascorrere ad eccessi e turbolenze, altrettanto i Francesi superano gli altri popoli dell'Eupora monarchica: nè fia veruno per meravigliarsene quando ponga mente che da un mezzo secolo circa ei vi si vanno avvezzando. Tutti gli altri popoli in quella vece, in questi cinquanta anni, o fors'anco insino dai tempi dai quali ha incominciamento la loro storia, hanno sempre veduto presso di loro l'imperio avversarsi alla libertà. Per la qual cosa ei si sono avvezzi a riguardare come un conato generoso ogni sforzo diretto a deprimere l'imperio, ed a sminuir l'obbedienza, o, per esprimersi più concisamente, ogni sforzo anarchico. Quest'illusione conseguiva necessariamente dalle congiunture in cui erano; giacchè gli amici della libertà non poteano far altro che combattere l'abusata potestà. Però con isforzi anarchici ben si sovverte, ma non si edifica; e appunto all'edificare debbono volgersi gli sforzi veramente liberali. Tutt'altro è il nostro intento che quello di screditare le generose pugne che quasi tutti i popoli han combattuto a' tempi nostri per la libertà, o di disconoscere i loro diritti; ma non temiamo di dire che chi esamini da senno la loro storia, vedrà che questi uomini infervorati per la libertà, dopo aver atterrato l'avversa potestà, si son rivoltati con quasi egual fervore contro l'imperio

protettore , e , per così dir , salvatore , ch' essi medesimi avevano da bel principio creato. Lo hanno sbeffato, l'hanno avvilito, l'hanno facciato di fiacco nel mentre stesso che gli legavan le mani ; e son essi forse per tale modo la prima cagione dei rovesci della Polonia e dell' Italia, delle rovinose sedizioni del Belgio , dell' anarchia della Grecia, dell' inutilità dei tentativi fatti in Germania della reazione di una parte degli spiriti in Francia, in Inghilterra ed in Isvizzera , e infine delle tremende guerre civili in Ispagna ed in Portogallo.

Quel popolo che consegue la libertà senza rivolture , e per effetto delle concessioni del principe, dee saper appagarsi di un lento e graduale progresso , e persuadersi che non sempre tutto ciò ch'ei desidera è tale da recargli vantaggio , nè sempre tutto ciò che sia tale da recargli vantaggio , può andare a sangue di chi è tuttora padrone. Debb' egli pertanto non desiderare nè chieder di troppo, acciò non gli sfugga di mano l' occasione, ed anzi a fine di non perdere tutto. Il duplice scopo ch' egli si dee proporre è , come abbiain detto, quello di istituirsi egli stesso ed addestrarsi alla trattazione dei propri affari, e quello di spianare la via al trionfo della ragione pubblica illuminando l' opinione , maturandola e lasciandole il tempo di calmarsi. Qualunque sia il grado a cui si veggano giunti i popoli che progrediscono a verso la libertà, questo duplice scopo non cessa mai d'essere quello a cui si debba tender la mira ; ma i mezzi di aggiugnervi , i diritti da conferirsi al popolo, la forma delle consultazioni con cui s' illuminerà l' opinione debbono proporzionarsi ai progressi già fatti da questo popolo nella pratica costituzionale e nell' amore degli ordini suoi.

La popolare costituzione delle autorità locali è , come per noi si vide , il primo e più certo mezzo di avvezzare il popolo a impraticarsi delle cose sue, e ad ampliare lo sguardo sopra la società, in cambio di concentrarlo sopra dei propri familiari interessi. Nei Consigli comunali deve il deputato del popolo acquistar pratica degli affari sociali , ed avvezzarsi a pensarvi ed a parlarne. I popoli ai quali sia stata negata questa prima educazione politica , abuseranno necessariamente della potestà che fia loro conferita o devoluta. Generalmente parlando , i governi, anche assoluti , non si oppongono alla formazione di questo primo gradino delle potestà popolari ; nulla costano gli ufficiali di Comune, ed adempiono l' ufficio loro più coscienziosamente che nol farebbono gli ufficiali de-

putati dal principe. Serbino, serbino gli ufficiali municipali questo vantaggio di non prender salario, e rifiutin le paghe che loro si proferissero. L'ufficio loro è onorato, è indipendente appunto perchè è gratuito. Ov' egli avessero stipendi, il popolo niuna fiducia avrebbe in loro, e il principe investirebbe bentosto delle loro cariche i suoi criati.

Le autorità locali non danno e non possono in verun punto esser sovrane; rotta sarebbe l'unità dello Stato ov' elle non dipendessero dall'imperio centrale. Ma in due diverse guise si può confinare l'autorità loro; cioè ristrignendone la competenza in poche cose che loro venga permesso decidere inappellabilmente, oppure concedendo loro di trattare di tutto, senza la facoltà di conchiudere cosa veruna. Inverso a quest' ultimo sistema debbono tendere i maestrati e Consigli popolari; essi debbono procurar d'ottenere che sia loro permesso di sollecitare ogni sorta di miglioramenti locali, di svelare ogni abuso, di denunziare ogni peculato, ogni soperchieria o prepotenza, quand' anche dovesse in ciò solo consistere tutto l'ufficio loro. Rammentino, le consultazioni, i dibattiti, e non le decisioni, essere il mezzo con cui si coltiva e si forma la mente dei cittadini, e se ne sublima il carattere. Ei molto avranno ottennto, ove si trovino in grado di presentare alla superiore autorità la loro opinione, il loro voto intorno a tutte le pubbliche quistioni. Non dia loro noia il vedere talvolta inesaudite le loro domande; chè con esse egli avranno adoperato a formare ed a maturare l'opinione pubblica, e tempo verrà in appresso che questa si farà ascoltare.

La seconda prerogativa per cui il popolo acquista un'educazione politica, e avvezzasi all'intelligenza ed alla reverenza delle leggi, si è la partecipazione della potestà giudiziaria. Abbiasi a mente di non sovvertire sotto verun pretesto di osservanza dei buoni principi o di divisione delle potestà, una tale partecipazione, ovunque ella esista, e quand' ancora ne sieno semibarbari i modi. Quand' ella fosse tolta di mezzo, si agevole non fora il ricuperarla. Si ponga cura soltanto ad irradiare con più viva luce il tribunale popolare dell'alcaide, del vaivodo o del borgomastro. Laddove il popolo non entri a parte della giurisdizione, si preparin le vie nelle leggi e nei costumi alla futura introduzione del giuri, colla piena pubblicità dell'instruttoria de' processi; e col dibattito a voce. Queste due innovazioni sono salvaguardie giovevolissime per g'inqui-

siti, e iniziazione nel tempo stesso dell'uditorio nello studio delle leggi e nell'azione della giustizia. Ma non venga in mente ad alcuno di chiamare il popolo a seder nel giuri, prima che se ne sia chiarito degno mostrandosi difensore dell'ordine pubblico anzichè alleato d'ogni inquisito.

L'istituzione delle Guardie nazionali, ossia l'ammissione del popolo a parte della pubblica forza, è pure una concessione che gli stessi assoluti regnanti induconsi a fare talora al popolo per loro proprio vantaggio. E' sì propongono talvolta con ciò di tutelare soltanto l'interna quiete, ma tal'altra volta vi si determinano per assicurarsi coll'armi dal timore di un troppo potente e minaccioso vicino; essendo l'armamento del popolo un mezzo poco dispendioso di ottenere militare possanza. Ora un popolo armato ed ordinato per modo da reggere al primo impeto della milizia assoldata, è un popolo libero. Noi siamo alieni a trafatto dal proporgli di volgere l'armi contro del principe che gliele ha fidate, dall'intendere a trasferire la trattazione delle cose pubbliche da' Consigli ai corpi di guardia, dal suggerire verun ricorso alla forza. Ma quando il popolo è armato ed ordinato militarmente, ei tosto sente di avere in mano la forza, e parimenti lo riconosce il principe. Ogni borghese armato di schioppo viene a risguardarsi come custode, anzi tutto, dell'ordine pubblico, ma altresì della libertà. Di suddito, egli è diventato cittadino; ei viene ad avere sè stesso in un degno concetto, ed il governo medesimo s'arrende ad un tale concetto, talmente che niuna cosa ardirebbesi di comandare alla guardia nazionale, a cui fieramente si avversasse l'opinione pubblica, ed anzi non oserebbe nemmeno farla eseguire al cospetto di essa.

Alcuni governi si sono appigliati al reo partito d'istituire milizie di fazioni, di dare l'armi soltanto ad una setta, e di permettere a questa soverchierie e vendette contro la fazione contraria. Il popolo non adombri per questo; ma procuri all'incontro di neutralizzare questa istituzione qualunque ella sia. Accorra a calca per entrar nelle file di questa guardia nazionale, ancorchè faziosa. Non v'è governo che possa durar lungo tempo nel proponimento di escluderne tutti i buoni cittadini, e non ammettervi se non che i tristi. Lo spirito di fazione si attutisce, le regole dell'ordine pubblico riprendono vigore, gli uomini moderati a poco a poco vengono a costituire il numero prevalente e maggiore in questi corpi istituiti da principio per escludere ogni moderazione, e l'istromen-

to inventate a fine di comprimere e costringere l'opinione, volgesi a procurarle il trionfo. Gli amici della libertà nelle contrade non libere denno rammentarsi che loro s'addice particolarmente la pazienza e la costanza. Non si disgustino a motivo del tempo che perdesi e delle spese che fannosi per causa di questa guardia nazionale; non si disgustino quand'anche la nazionale milizia mostrassesi in complesso animata da un cattivo spirito, e manifestato l'avesse nella elezione principalmente de'suoi ufficiali; perseverino nell'intento, accorrano sempre nelle file di quella, e si persuadono che insensibilmente andranno modificando questo spirito, che a poco a poco riformeranno in meglio le elezioni, e che verrà tempo bentosto in cui il governo, quand'anco avverso alla libertà, dovrà riconoscere la necessità d'arrendersi alla ragione, nel mentre stesso che si dorrà fors'anco d'aver fornito al popolo le armi opportune per farla prevalere.

La libertà politica consiste soprattutto nei mezzi di coltivare e formare questa ragione, di farla dichiarare e di indurre il principe a seguirne l'avviso. L'opinione pubblica s'illumina e matura, come abbiamo veduto, per la discussione spontanea di tutto il pubblico, e per la discussione solenne, e diremmo ufficiale dei Consigli legittimi. Non occorre dire che la prima libertà da ottenere si è quella del pensiero e dell'effusioni dell'amicizia, e che perciò la tirannide praticata tuttora in varie contrade, facendo spiare i segreti sentimenti degli uomini o gli intimi loro colloqui, debb'essere da per tutto con abbominio respinta. Ma l'azione politica non ha cominciamento se non colla discussione spontanea, la quale risveglia l'opinione, ne raddoppia la forza, e le dà l'efficacia di vincere gli animi a superare gli ostacoli. Per tre vie si esercita questa discussione: cioè per mezzo de' libri o scritti stampati, per mezzo delle gazzette, e per mezzo delle assemblee popolari. Le venghiamo accennando nell'ordine stesso in cui può il popolo chiederle ed impetrarle, e il principe concederle, all'avvenante che più o meno disposta è la nazione per la libertà.

La vera discussione (sgannisi ognuno), la discussione seria ed atta ad insinuare la luce e la verità in tutte le menti che pensano, è quella che si fa coi libri. A questa discussione gli autori si prepararono con profondi studi e con diuturne meditazioni, se ne fanno un vero carico di coscienza e d'onore e pongonvi la loro riputazione; questa discussione è indirizzata all'intelletto e non al-

le passioni dei lettori, e forma la loro opinione per forza dello studio, e non dell'abitudine di udir replicare la cosa medesima. Più d'ogni altra cosa giovarono in Francia a disporre la nazione a conoscere ed a regolare le proprie faccende, *Lo spirito delle leggi* di Montesquieu e *L'Amministrazione delle Finanze* di Necker. Dalla prima di queste opere impararono gli uomini a fare teorico giudizio dei governi a seconda dei vantaggi che procurano al popolo; dall'altra furono i Francesi iniziati nella scienza di tutti i carichi del governo e di tutti i mezzi che ei tiene per sopperirvi. Il velo da cui gli arcani dello Stato furono sì lunga pezza occultati al pubblico, venne con ciò rimosso; ed il fervore con cui i letterati ed i pensatori si volsero alla discussione dei principi e de' fatti, mostrò che la nazione comprendeva i propri interessi, ch'ella era viva, e che in breve sarebbe stata padrona. Cosa peggio che assurda ella è l'ostinazione dei governi assoluti, nell'interdire a popoli questa seria e grave discussione. Ve ne son tanti i quali non potendo impedire l'introduzione dei libri stranieri, dei libri futili ed anche guasti, vietano cionnondimeno presso di loro la pubblicazione di tutti quelli che farebbero progredire e ripurgare la scienza sociale. Eppure la discussione intorno ad ogni quistione toccante gl'interessi del popolo e l'instituzione della potestà, è già incoata nei loro territori; gli elementi ne sono da per tutto disseminati; gli spiriti ne sono tutti preoccupati. A che giova dunque ricusare al pubblico la cognizione dei fatti, e non permettere altrimenti la discussione dei principi, che sotto l'invigilanza dei Revisori? Chi può ignorare che con questo metodo vengono ad accreditarsi gli errori più pericolosi per tutti e per gli stessi governi ed all'incontro scapitano d'onore e di credito i ragionamenti antianarchici, perchè pubblicati sotto il sindacato dei Revisori? La prima libertà di discussione politica che voglia chiedersi dal popolo e concedersi dal principe si è quella che vien praticata col mezzo dei libri. Gli autori ed i librai sieno responsabili di tutto che danno alla pubblica luce, ma non sieno assoggettati a veruna revisione.

In Francia, ove la nazione è tanto infervorata per le cose politiche, tanto ardente, tanto avvezza alle polemiche delle gazzette, la legge promulgata dalla Restaurazione per sottrarre dall'obbligo della revisione gli scritti soltanto che consistevano di più di venti fogli di stampa, diventò in poco d'ora ineseguibile. Tanta e sì fer-

vida sete eravi di politiche discussioni, che vi sarebbe bentosto guerreggiato con prefazioni e con proemii d'opere altronde affatto estranee all'argomento politico. Con ciò non vogliam però dire che una legge simile sarebbe inefficace in altre contrade. Chè anzi nei paesi non liberi, il grosso del pubblico è ben di rado abbastanza curioso delle politiche faccende per ricercare avidamente i mezzi di istruirsi e sollecitare le proprie passioni. Gli scritti serii son letti da pochi, la moltitudine degli oziosi si accontenta di quella gazzetta qualunque ella siasi, che le viene esibita: un qualche opuscolo in cui risplenda l'ingegno potrà aver grande incontro; ma il pubblico è troppo avaro del suo danaro e della sua fatica per accudire gran pezza alla lettura degli opuscoli, e perchè questi possano tenere il luogo della stampa periodica eludendo la legge della revisione.

Tutte le nazioni europee sarebbero, o che crediamo, avvantaggiate dall'abolizione dell'obbligo della revisione pei libri; ben poche all'incontro non iscapiterebbono per questa abolizione quant'è alle gazzette. I letterati debbono aver imparato prima di farsi ad insegnare al popolo; debbono essersi esercitati lungamente in tutti i rami delle scienze sociali prima di essere ammessi a far prevalere le loro opinioni, col replicarle cotidianamente all'orecchio degl'inesperti. Nei grandi Stati liberi, ove discutansi i più alti interessi, vidersi personaggi di vaglia scendere armati alla legge in quest'arena, e badaluccare cotidianamente in modo tale, che molto giovarono ad illuminare il pubblico. Le intraprese delle gazzette più celebrate, sono in questi Stati abbastanza lucrose per potere, tra la gioventù che stà tuttora cercando un'occupazione, trarre a sè gl'ingegni più svegliati, avidi egualmente di applausi e di danaro contante. Formossi in tal guisa a Parigi ed a Londra una scuola di scrittori cotidiani che alla speditezza del lavoro accoppiano quello spirito frizzante e quella leggiadria di stile, che sono propri dei maestri dell'arte. Si ebbe speranza che una contrada potesse godere di un tale vantaggio e nel tempo medesimo non perder quello della letteratura sublime. Ma pare che l'esperienza abbia dimostrata ingannevole questa speranza. Si profferirono allo spirito facile ed alla letteratura non faticosa si pingui ricompense, che gli uomini studiosi perdettero animo, e ne venne d'assai diradato il numero. Il pubblico in particolare, svergliato dallo studio per via della stampa quotidiana, si è divezzato

a poco a poco da ogni lettura che applicazione e pazienza richiegga. I librai d'Inghilterra e di Francia, che vale a dire delle due gran nazioni che danno in Europa l'impulso agli spiriti, concordano nel dire che il pubblico non vuole più libri, e che gli unici luoghi in cui trovino a smerciar l'opere pubblicate da loro, son quelli in cui quest'opere soggiacciono al divieto.

In Francia ed in Inghilterra si è persuaso tuttavia di vedere col mezzo della stampa cotidiana combatter tra loro maestri nell'arte di schermare. Ma in quelle contrade ove pochi pensatori hanno esercitato il loro ingegno intorno alle quistioni della politica sublime, e dove perciò gli scrittori ignorano le scienze sociali quasi non meno degli altri cittadini, fa meraviglia e spavento il vedere la piena dei luoghi comuni, delle idee false e delle basse passioni, che dalle gazzette trabocca, allorquando si apre di repente l'aringo delle gazzette a chiunque sappia tenere in mano la penna. Per fare qualche impressione negli animi del pubblico per mezzo d'un libro, occorre almeno un certo qual capitale di cognizioni, un certo qual fondo d'idee, una qualche dose d'ingegno; poichè altrimenti il libro cade di mano al lettore, o rimane presso il libraio. Ma l'abbuonamento d'una gazzetta si assume prima di sapere quello che vi sarà contenuto; i fogli si leggono per ispendere il tempo, tra il sonno e la veglia, si lasciano senza punto riflettere a quanto si è letto, ed in generale vi si dà poca retta: contuttociò la cotidiana ripetizione delle stesse asserzioni degli stessi dogmi e delle stesse calunnie lascia nelle menti un'impressione forse più profonda di quella che avrebbe prodotta una opinione sottoposta a grave disamina e a serii studi. Date una scorsa ai giornali che vennero in luce allorquando fu abolita la revisione nelle contrade ove si era operata una rivoluzione, scorrete quelli in particolare che poco largamente spaziavano, e l'ignoranza, le prevenzioni, gli odii, i rancori le invidie che vi s'appaleseranno ad ogni linea, vi faranno spavento, e vergognosa vi parrà la degradazione delle lettere che producon siffatti pretesi letterati. Chi poi avverta che i più pregevoli opuscoli non puonno reggere alla concorrenza delle più sciaurate gazzette, dovrà persuadersi che l'ascendente che si lasciasse acquistare da queste sopra del pubblico oltre allo spegnere il predominio dei veri ingegni, riuscirebbe distruttivo d'ogni progresso dello spirito, d'ogni illuminata discussione, e perciò d'ogni vera libertà.

I soli popoli già molto inoltrati nell' aringo della libertà, e già avvantaggiati pel vero spirito e per le usanze di quella, possono dunque reggere alla cotidiana guerra de' giornali non sottoposti a revisione. Ei sono pure a più forte ragione que' soli che possano ammettere, come via e mezzo di morale perfezionamento e di maturazione dell' opinione, le assemblee popolari dirette a politici dibattimenti. Una siffatta prerogativa debb'esser particolarmente riservata a quelli presso di cui universali sono l' attaccamento agli ordini costituiti, e la riverenza delle leggi, a quelli che son persuasi di non aver più bisogno di fieri conflitti per ottener cosa alcuna, a quelli infine che hanno d'una rivoluzione non minore paura di quella che avrebbono il governo medesimo. Tutte queste condizioni veggonsi riunite in Inghilterra; e perciò ha essa potuto concedere che vi si sviluppasse intieramente quest' organo democratico, ignoto in tutte le altre monarchie. Ogniquale volta in Inghilterra serve nella nazione una gran controversia politica, si chiede allo sceriffo la convocazione d' un' assemblea della contea. Ei vi si arrende molte volte, ma ove si rifiuti, l'assemblea si rassembra per lo più senza il suo placito sur una qualche pubblica piazza. Tutti gli abitanti del sesso virile vengono indistintamente e liberamente a quest' assemblea; e tanta si è l' affluenza, che ve ne furon di quelle in cui s' annoverarono ben trentamila persone. Sur un palco o sur un carretto innalzasi una bigoncia; un presidente vi siede vicino; gli aringatori salgono, scendono, e trattano colla più ampia libertà di discorso qualsia quistione fondamentale dell' ordine sociale. Non v' è più altro luogo in Europa, fuori di questi *hustings*, ove, si oda l' eloquenza popolare di Demostene, veemente, accesa, oppur vivace e spiritosa, ma sempre adattata all' intelligenza della moltitudine. Discussa la materia, propongonsi risoluzioni o dichiarazioni che l' assemblea approva o rigetta a maggioranza di voti alzando le mani; oppur si presenta una petizione all' una o all' altra Camera, che gli astanti vengono a sottoscrivere; dopo del che se ne vanno tranquillissimamente. Evvi altresì, nelle occasioni particolarmente di politico tram-busto, un altro genere di popolari assemblee. Vi sono certe adunanze, raccolte espressamente per addestrarvisi a parlare in pubblico, e chiamate *debating societies*, nelle quali ognuno, pagando un picciolo scotto, può salire sulla bigoncia e perorare avanti una assemblea casualmente raccolta, sopra gli argomenti più delicati

o ferventi, o sopra quelli che più gli sembrano acconci alla sua eloquenza; e niun intoppo vi si pone per parte dell' autorità pubblica, purchè non si turbi la pubblica pace. Chi viene a dirci oggidì che l' Inghilterra non era altro che un' aristocrazia, e che fino ai tempi della riforma del Parlamento, lo Stato era in mano dell' aristocrazia, non ci ha veduto gran fatto. Cotali franchigie sono la pruova più solenne che addurre si possa della libertà del popolo inglese, e della sua indipendenza da ogni aristocrazia. Non v' è nazione fuor dell' Inghilterra che regger possa a fronte di una azione popolare sì immediata, sì facile altrove a degenerare in atti di violenza. Tutti i *clubs* in Francia erano in istato di permanente cospirazione; tutti gli assembramenti in pubblico ove si tenea discorso, persino sulle tombe, e col solenne apparato del lutto, si concludevano col correre all' arme. Il governo che avesse tollerata un' assemblea di parecchie migliaia di cittadini, raccolta a consultare sulla pubblica piazza, ed a trattare le più irritanti quistioni della politica, sarebbe stato incontanente sovvertito. Grandi progressi dee fare tuttora lo spirito costituzionale in Francia, prima che vi si possa reggere con costumanze sì libere come son quelle degl' Inglesi; il popolo deve imparare a recarsi a gloria la sua costituzione e le sue leggi, ed a sdegnarsi contro di ogni tentativo diretto a sovvertirle per forza, come se fosse un attentato di lesa maestà contro sè stesso.

Tutte l'altre monarchie, le quali sono lasciate sì addietro dalla Francia nell' aringo della libertà, non potrebbero invero tollerare delle assemblee che nella Francia medesima sarebbero pericolose. In niuna di esse il popolo ha dritto finora di esser contento ed altiero della propria costituzione; in niuna è avvezzo ad abbominare la violenza. Che anzi, essendo probabilmente il timore quello che ha indotto i loro monarchi ad alcune concessioni, troppo gagliarda sarebbe la tentazione d' estorcerne dell' altre; tanto radicato evvi inoltre il vezzo di credere che vi sia guerra tra il popolo e l' imperio, che non si potrebbe attelare l' uno a fronte dell' altro i due eserciti senza gravissimo pericolo. Ma nella Svizzera, i costumi di quei liberi popoli son molto meno disgiunti da quelli dell' Inghilterra. Quivi pure si veggono società a bella posta formate per le politiche discussioni. Veggonsi in ogni città permanenti sodalizi, cui si dà nome di *circoli*; i quali pressochè sempre rendono aria di una qualche opinione politica, e spesso volte nei civili trambu-

sti hanno esercitato un'azione pubblica. Vi si vegono pure assemblee di corpo, di milizia, di quartiere, a cui talvolta concorrono parecchie migliaia di persone, e in cui si tiene libero ragionamento alla moltitudine intorno alle pubbliche vertenti controversie. Le quali assemblee molto si accostano alle *landsgemeinde*, ossia alle plenarie congreghe del popolo sovrano de' piccioli Cantoni. Ma presso gli Svizzeri, del pari che in Inghilterra, la patria è cosa che appartiene ad ogni cittadino; ed ogni cittadino si recherebbe ad oltraggio suo proprio ogni tentativo di violenza contro di quella.

L'esempio della Svizzera può altresì farci accorti che nei piccioli Stati affatto liberi, l'opinione pubblica debbe coltivarsi e formarsi coll'assemblee popolari, e non colla stampa quotidiana. Quando la stampa fu sciolta in Svizzera dal vincolo della revisione, si ebbe speranza di vedervi, ad esempio dei grandi Stati, sbucciare dei giornali che diffondessero rapidamente fra il popolo le idee pregressive, ed adattassero alla comune capacità i risultati degli studi dei più profondi pensatori, in quel modo che avevano fatti il *Federalista* in America, ed il *Corriere della Provenza* in Francia nei primordi della rivoluzione di quelle due contrade. Non si pose mente che gli uomini esimii in Svizzera avevano altri più immediati mezzi d'ottenere grazia ed autorità presso dei loro concittadini, e avrebbero per questo fine più volentieri parlato che scritto. Non si avvertì pure che quegli altri cui la tendenza degli studi o forse la tardità dell'ingegno tenessero nel gabinetto intenti a più tranquille occupazioni, avrebbero voluto, scrivendo, avere un uditorio più numeroso che non fosse quello dei lettori d'una gazzetta cantonale, e che perciò tutti gli uomini più riputati o non avrebbero scritto giornali, o dopo un brevissimo esperimento se ne sarebbero rimasti. Le cose andarono a questo modo realmente: tutti questi uomini esimii si sono presentati all'assemblee popolari, e in mezzo ai loro concittadini che gli conoscono, gl'intendono e gli pregiano, hanno ripreso quel posto che loro assegnava il proprio merito, vale a dire, i loro lumi, il loro spirito, il loro ingegno e la loro virtù, e intanto a poco a poco le gazzette cantonali caddero in mano degl' infimi tra quelli che sono in grado di scrivere. Giudicando dalla sfacciataggine della maggior parte di questi giornali, diresti che la nazione svizzera è caduta nell'ebbrezza delle rivoluzioni; ma le sue popolari assemblee dimostrano esser ella tuttora saggia, dignitosa, e affezionata alle leggi. Il fatto

stà, che l' ascendente di tutti gli individui non può in verun luogo essere uguale; ma nelle assemblee popolari vedesi bentosto surger di mezzo alla calca l' aristocrazia dell' ingegno , mentrechè nei giornali dei piccioli Stati, giornali fra cui si contende per aver dalla sua alcuni avventori di bettole , vedesi a poco a poco cader la penna in mano all' aristocrazia dell' ignoranza , della tracotanza e della prosunzione.

Il più insigne finalmente dei privilegi che ambiscono le nazioni libere, si è quello di far discutere le pubbliche faccende per mezzo dei loro rappresentanti appositamente eletti, affine d' illuminare e di maturar l'opinione, e di far sentenziare sovr'esse dalla pubblica ragione. Tutte le nazioni d' Europa goderon un tempo di questa prerogativa ; e se ne trovano le vestigie in quegli Stati medesimi che sono oppressi oggidì dal giogo del dispotismo ; ma la rappresentazione nazionale andò in ogni luogo a poco a poco decadendo or col ridursi al grado di assemblea provinciale, or col ristrignere di troppo il numero dei deputati, ed ora finalmente coll' escludere dalla rappresentanza pubblica, per invidia e gelosia popolare , gli ordini privilegiati.

Nell' età di mezzo chiaschedun popolo d'Europa aveva le sue assemblee, o camere che si chiamassero, o Stati, o diete, o corti , o parlamenti ; ma i gran monarchi avendo assoggettato allo scettro loro varii popoli, poterono , senza sopprimer le diete , ridurle al grado d'assemblee provinciali col solo assembrarle separatamente. Furono invero queste assemblee provinciali immensamente proficue. Prima della rivoluzione, i paesi di Stati in Francia, com'erano la Linguadoca, la Bretagna, la Provenza e il Delfinato, si distinguevano agevolmente dagli altri per la migliore amministrazione , in quel modo che gli uomini nati in queste province si distinguevano dagli altri per il loro spirito pubblico e per l'intelligenza degli affari. Gli Alemanni vanno probabilmente essi pure debitori dei progressi fatti nella scienza dell' amministrazione alla pratica acquistata nelle assemblee provinciali. Ma queste assemblee di provincia non possono fuori di essa estendere le loro cure e sollecitudini ; nè si ardirebbero a manifestare pur solo un avviso intorno alla pace , alla guerra od alle alleanze. Eppure la prosperità ed anzi la stessa esistenza d' una nazione, sono connesse con la sua esterna politica. Che giova ad un popolo il porre cura all' interna sua amministrazione , quando la sua forza collettiva dovesse in seguito vol-

gersi alla oppressione di altri popoli amici o fratelli ? Nota è sufficientemente l'alleanza contratta dai monarchi fra loro a fine di ristrigner viepiù i diritti dei popoli sotto colore di difendere le loro proprie prerogative ; e cosa assurda sarebbe , che i popoli liberi servissero , senza disamina , con le forze loro ad una tale alleanza. Il primo diritto del pari che il primo interesse di una nazione si è quello di far udire i propri sentimenti intorno all'azione che gli si vuol far praticare al di fuori. Ogni nazione chiegga pertanto in quell'occasione in cui possa farsi sentire , la convocazione di un' assemblea che rappresenti tutta la monarchia soggetta allo stesso principe ; e ciò richiegga come un diritto inalienabile.

Il numero dei deputati ond' è composta un' assemblea ne determina il carattere e la capacità per le pubbliche consultazioni. Ai giorni nostri, furono veduti gli autori di costituzioni attenersi a certi rapporti numerici tra' rappresentanti e rappresentati , che non hanno che fare con l' intelligenza. Tale nazione deve avere un deputato per trentamil' anime ; tal' altra uno per cinquantamila. Avrebbero dovuto questi legislatori accudire piuttosto alla ricerca del numero dei membri onde voglia comporsi un' assemblea perchè compia bene l' ufficio suo. Imperciocchè ogni assemblea di sì pochi membri composta , che vi si venga a badare agl' individui che la compongono, anzichè al pubblico, come avviene quand' ella è minore, per esempio, di dugento persone, riesce molto più infestata dai personali intrighi, dalle seduzioni della corte, dalle corruzioni dell'oro e degli onori , molto più attediata dal cicalaccio delle persone mediocri, le quali avrebbero timore al cospetto del pubblico, e non l' hanno alla presenza d' un collegio, e molto meno persuasa della propria dignità e dell' autorità sua nello Stato. All' opposto però, in un' assemblea troppo numerosa, la quale, per esempio, annoveri più di sei od ottocento membri, non si può parlare altrimenti che dalla bigoncia, e allora i dibattiti sono ridotti fra quei soli che hanno una voce stentorea, e non si lasciano sconcertare dal frastuono. Non sono sempre quest' essi più commendevoli tra i membri, e per altra parte, affine di commuovere la moltitudine , loro giova meglio l' elequenza , anzichè l' ingegno di discussione, e loro torna più a conto l' infiammar le passioni , anzichè il convincere la ragione.

Nelle contrade ove il monarca è quasi onnipossente , tutti gli ordini della società si opporrebbero del pari alla soverchianza del-

l'imperio, ove si ardissero ad esprimere i loro voleri. La qual cosa si vide negli antichi Stati generali di Francia, ove la nobiltà e il clero medesimo non erano men liberali di quello che fossero i deputati del popolo, ed anzi spesso volte erano d'avvantaggio. In Inghilterra parimenti l'aristocrazia si tenne in possesso di una gran potestà, perciocchè guidò essa un tempo il popolo in tutte le pugne combattute per la libertà: i piccioli a fronte del trono avevano bisogno della sponda dei grandi, senza dei quali sarebbero stati troppo facilmente intimoriti o sedotti; ond'è che ogni Consiglio nazionale che volontariamente si privi del consorzio degli esimii i quali avrebbero potuto dirigerlo, non istà molto ad esser ridotto a tacere. Ben seppe Carlo V a quale ripiego appigliarsi dopo la vittoria da lui riportata l'anno 1548 contro i *comuneros*: non rimosse già egli dalle corti i procuratori delle città, ma bensì i deputati dei grandi e dei prelati, che soli si ardivano a fargli testa; e da quel punto le assemblee nazionali di Spagna, divise in province, e sminuite di numero, di dignità e di vigoria, non ebbero più l'animo di difender veruna delle loro franchigie.

Le nazioni che progressivamente conseguono la libertà, sono in diritto di chiedere ai loro principi, e questi in obbligo di concedere, che la rappresentanza nazionale sia il gran Consiglio della nazione; Consiglio che tosto o tardi dovrà prendere cognizione di tutte le pubbliche faccende, ed esprimere sopra di quelle la sua opinione. Con ciò non vogliamo già dire che la potestà esecutiva non possa abbisognare d'una piena indipendenza pel buono esito delle sue operazioni così al di dentro come al di fuori. Diremo all'incontro, che i ministri di questa potestà debbono avere diritto di ricusare al gran Consiglio della nazione ogni ragguaglio intorno ad un negozio non ancor difinito, per cui sia duopo serbare il segreto; ma soggiugneremo che non puonno essi in verun caso dichiarare che una faccenda che tocchi la nazione, non sia di competenza dei rappresentanti del popolo, ond'essi non debbano averne cognizione giammai. La vera malleveria dei popoli consiste al postutto in questa ispezione nazionale, in questa pubblicità. Si è posto per massima che le rappresentanze nazionali debbano avere un'altra facoltà che loro valga d'arme difensiva: vale a dire, che ai deputati del popolo debba spettare esclusivamente il dritto d'assentire l'imposizione o continuazione dei tributi. Non è punto dubbio che un tale diritto spettasse in origine a tutte le

diete ; ma è desso pure il diritto che i principi saran più ritrosi a restituire , e del quale si mostreranno più ombrosi. Ove non sia possibile di ottenerne il ricupero, non se ne abbia gran rammarico , poichè una tale prerogativa è più apparente che reale. Ben sanno in effetto i deputati medesimi che il niego de' sussidii manderebbe sossopra le sostanze dello Stato e cagionerebbe commozioni e rivolture fierissime. Dopo che il Parlamento d'Inghilterra e le Camere di Francia furono fatte partecipi realmente del governo, non si fece da loro giammai alcun uso d'un mezzo sì estremo. Nei precedenti secoli , gli Stati generali in Francia e il Parlamento in Inghilterra negavano in fatto i sussidi ; ma ciò facevano il più delle volte per ispilordia grettezza e per crassa ignoranza dei bisogni dello Stato. Siccome però la macchina doveva ad ogni costo operare, ognuno di questi rifiuti era susseguito da una qualche toltà di danaro irregolarmente imposta dalla corona, e da una qualche concussione che a repentaglio poneva la pubblica pace egualmente che le private sostanze.

Quel che salva anzitutto dalle dilapidazioni e dal peculato l'erario delle monarchie costituzionali si è la discussione pubblica e sminuzzata dell'entrata e della spesa dello Stato , e il dritto che ottiene ogni deputato della nazione di prender cognizione di tutto, d'esaminar tutto , di farsi rendere ragione di tutto. Niun ministro ardirebbe presentare ad un'assemblea di deputati nazionali che sia numerosa abbastanza per incutere in altrui reverenza , una lista di pensioni o di gran donativi fatti dal principe senza motivo , di tesori spesi per le amiche , pel collocamento di bastardi , per l'erezione di fabbriche dispendiose innalzate al solo fine di appagare i ghiribizzi del principe ; e tanto meno oserebb'egli proporre l'imposizione di ulteriori tributi o balzelli per sopperire a queste pazze spese , quand' ancora la Camera non avesse il diritto di ricusare queste imposte novelle. Niun ministro parimenti avrebbe l'ardire di esporre all'assemblea leggi ingiuste , violente ed atroci , di discuterle con essa , di udirle disapprovare da lei , quando ancora l'assemblea medesima non avesse facoltà di sospenderle , come neppure di parteciparle un' alleanza conchiusa coi nemici della nazione , o la dichiarazione d'una guerra liberticida , quando pur l'assemblea non avesse diritto d'opporvi il suo *veto*. Vedesi pur troppo tuttora, non meno sul limitare della Francia , che in Russia, il principe sovvertire le decisioni delle curie, ed arren-

dendosi alle sollecitazioni dei favoriti , far giudicare di nuovo la cosa giudicata , restituire contro la prescrizione, sospendere le azioni dei creditori , e simili ; ora questo detestabile abuso dell'assoluta potestà sarebbe impossibile, se i deputati nazionali avessero pur solo la facoltà di prenderne cognizione, ancorchè non avessero quella di rimediarvi.

La gran franchigia della nazione , il gran mezzo di possanza della ragione nazionale , il gran progresso da chiedere ai re e da ottenere , si è dunque la discussione pubblica di tutti gli interessi dello Stato. Questa pubblica discussione è sufficiente a risvegliare la pubblica opinione, ad illuminarla e maturarla , a farle profferire, quand' essa ha finalmente assunto il carattere della ragione , delle sentenze di cui i principi stessi la sovranità riconoscono. Non senza cagione i monarchi temono la pubblicità , perciocchè essa di sovrani riduceli al grado di magistrati. Ma perciò stesso è duopo , onde ottenerla da loro, temperare nelle domande, accontentarsi di quanto è strettamente necessario per malleveria della libertà , e sbandire , per un dato tempo almeno , ogni cosa che gli muova a sospetto, o che loro ripugni. Abbiassi a mente che un'assemblea numerosa è già di per sè una gran guarentigia di pubblicità ; chè a niuno certamente basterebbe l' animo di rivelare al cospetto di dugento persone una di quelle turpitudini di finanzieri o di favoriti , che si potrebbero far approvare da venti o trenta persone con mezzi di seduzione. Ove pur la coscienza dei deputati fosse debole nella grande assemblea egualmente che nella piccola , in quella sarebb' essa pur sempre rinvigorita dagli sguardi del pubblico, mentre che in questa sarebbe sedotta dalle insinuazioni dei complici. La pubblicità che procura una tale assemblea tornerà più ancora efficace ove il Consiglio nazionale si componga di membri eletti da corpi già costituiti politicamente, dai Comuni particolarmente, i quali hanno già una propria esistenza politica, e trattano anch' essi la cosa pubblica.

Ciò non è tuttavia bastante ; è duopo altresì che le opinioni e i voti dei deputati della nazione vengano a cognizione della nazione medesima , le spirino amore per la cosa pubblica , le aprano l' intelletto, e di rincontro l' inducano a farsi colonna dei deputati medesimi. Quivi è difficile assai il conciliare le occorrenze della libertà con la diffidenza di chi tiene l' imperio. Noi abbiamo supposto un principe tuttora peritoso, ed una nazione non ben prepa-

rata peranco alla libertà, nè tale pertanto da reggere al sistema della stampa cotidiana non sottoposta a revisori; per la qual cosa dobbiamo prevedere che il principe non temerà meno i trascorsi di un deputato cervellino che quelli d'un gazzettiere. Ei non vorrà che il deputato possa parlare dalla bigoncia al popolo, anzichè ai colleghi. La presenza d'alcuni curiosi nelle logge della sala dell'assemblea, non è già la cosa di cui tema il principe, e di cui giovisi gran fatto il popolo. Questa pubblicità personale non rileva realmente se non perchè dà adito ai gazzettieri, e gli assoggetta insieme al sindacato de'testimoni che secoloro ne godono. Noi ben comprendiamo che un governo ombroso non vorrà permettere ai gazzettieri di dare il ragguaglio delle tornate dell'assemblea senz'obbligo di passare sotto i Revisori. Per altra parte, ingannerebbe la nazione e offenderebbe i dritti chi le travisasse il linguaggio ed i sentimenti de'suoi rappresentati. L'interesse nazionale, la libertà, la dignità pubblica esigono che facciasi conoscere alla nazione non solamente il voto del maggior numero dei suoi deputati ma le ragioni eziandio del dissenso dei meno. Non è però necessario ch'ella conosca l'opinione di ogni individuo; pertanto e la Camera e il principe potranno forse accontentarsi della prerogativa che si concedesse non solo alla maggioranza, ma anche alla minoranza di pubblicare nelle gazzette un sunto dei loro sentimenti affrancato da ogni revisione, purchè venisse approvato e sottoscritto da una data parte dei membri della Camera, d'un sesto per esempio, d'un quinto o d'un quarto. Parrebbe questa prerogativa una malleveria adeguata a quello stato progressivo che noi abbiamo supposto.

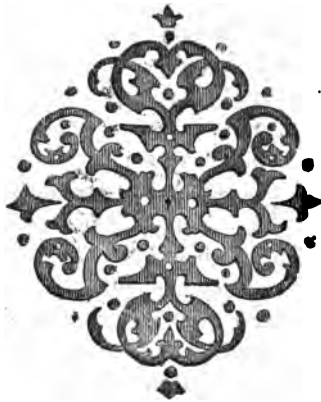
Noi chiediamo insomma per ogni popolo che non sia libero e aspiri alla libertà, larghi diritti e franchigie comunali, pubblicità assoluta della processura giudiziaria, guardia nazionale ordinata, abolizione d'ogni obbligo d'assoggettare i libri alla revisione, e infine discussione di tutti gli interessi dello Stato in un'assemblea nazionale abbastanza numerosa. Noi avvisiamo che ogni principe assoluto in Europa possa e debba per utile proprio concedere queste franchigie ai suoi popoli, se pure gli preme di attutire il crescente fermento, di riconciliarsi l'affetto dei sudditi, e di cansare il pericolo delle rivoluzioni. Avvisiamo altresì che ogni nazione alla quale si schiuda l'aringo della libertà, debba tenersi contenta di questi privilegi, e porre mente che giova assai meglio proce-

dere per la via progressiva e lenta del governo costituzionale , e cogliere i frutti dell'albero che nello Stato fiorisce, anzichè schiantarlo con la speranza di sostituirvene un altro di qualità migliore.

Non sarà questo tuttavia se non che il principio , l'avviamento alla libertà. I popoli che hanno già progredito, ulteriormente progrediranno. Di gran progressi dee fare tuttora la Francia prima di conseguire in effetto quell' intiero sviluppo di libertà che ha conseguito e gode a nostro veggente un'altra nazione colla forma monarchica ; e gran progressi dee pur fare quest' altra nazione senza mutare la forma della sua costituzione, prima di giungere a quella perfezione ideale cui essa aspira. Ma si può dire fin d' ora che così in Francia come in Inghilterra ogni progresso che sia realmente sanzionato dalla ragione e venga adottato dal volere tranquillo del popolo , vi passa in legge : ed è questo appunto il modo con cui le nazioni esercitano veramente la loro sovranità.

Giova dare un'occhiata tanto alle anomalie del reggimento dell' Inghilterra che danno nell' occhio ai popoli del continente, e gli inducono a credere che quella nazione sia governata dall' aristocrazia, quanto alle discussioni che oggidì fervono nell'isola, e tutta la commuovono , e fanno presagire per lei degli ulteriori progressi. Il dritto di primogenitura è ancor di presente la legge nazionale degl' Inglesi per la trasmissione delle proprietà prediali ; trista ne sembra questa legge, ed ingiusta ed improvvida ; sappiamo però che il popolo inglese , il quale non è più infallibile d' un altro , vi si attiene e per riflessione e per affezione : la conservazione di questa legge è dunque un atto della volontà nazionale, e perciò una pruova di libertà. L' ordinamento della Chiesa anglicana ci sembra parimenti abusivo ; la sua opulenza, la sua potestà politica, la forma che ha adottata per le promozioni , sono certamente pericolose per lo Stato, e per la pace delle coscienze. Corrotte ci parvero pure le corporazioni che reggono le città ; bisognosi di molte e molte riforme gl' istituti di educazione ; ingiusto e tiranno e macchiato di grande abuso della vittoria il governo dell' Inghilterra in Irlanda ; fondato infine sopra infide e pericolosissime basi l' ordinamento economico dell' Inghilterra. Ma non si obbli che tutta quanta l' Inghilterra volle , non già numerate le voci , ma pesate e valutate le volontà , tutto quello che esiste oggidì. Libera si dimostrò coll'istabilirlo e col mantenerlo, libera egualmente si mostrerà cambiandolo , allorchè dell' utile

di questo cambiamento sarà appieno convinta. Ciò farà essa senza ravvolgimenti, senz'abolire l'antica sua costituzione nè adottarne una nuova, senza traslocare la sovranità, che ed ora e sempre non è mai stata altro che l'espressione della sua volontà. L'Inghilterra è ora fortemente commossa; e questa sua commozione è presagio del non lontano cambiamento; nel contrasto molte passioni s'irritano. Eppure, perciò appunto che la nazione è libera, tutto che in essa esiste ha dritto di difendere la propria esistenza, e di farsi sentire prima di cedere. La nazione ha imposto a sè stessa l'obbligo di considerare maturamente le cose ed anche lungamente prima di determinarsi; la Paria la sforza ad adempiere quest'obbligo: ma puossi aver fede nella nazione inglese e nella sua lunga esperienza; quand'essa vorrà con maturo volere, quando vorrà dopo aver tutto ascoltato, e ponderate tutte le ragioni e tutti i diritti, quanto ella vorrà, sarà legge dell'Inghilterra.



SAGGIO OTTAVO

DEI PROGRESSI A VERSO LA LIBERTA' PER VIA DI RIVOLUZIONI,
E DELL' ESITO LORO. — REGGIMENTO FEDERATIVO.

DA non picciol numero d'amici della libertà udiamo tuttodi manifestarsi altamente una brama smaniosa di rivoluzioni, e menar vanto degli sforzi fatti per suscitarnè qua e là; non solamente in quelle contrade che gemono nei duri ceppi della schiavitù, ma bensì da per tutto. Non v'è paese, per quanto inoltrato nell' aringo delle pubbliche libertà, ove la stampa repubblicana non invochi rivoluzioni. Ciò avviene in Inghilterra, ciò in Francia o nel Belgio, ove sì freschi furono pure i ravvolgimenti, ciò nella Spagna e nel Portogallo, ove divampa tutt'ora l'incendio della rivoluzione, ciò infine nella Svizzera repubblicana e persino negli Stati Uniti d'America, da poi ch'è si veggono sul punto di venire a rottura con Francia. La qual cosa nè meraviglia, nè sdegno deve eccitare. Non si è forse udito o veduto in ogni tempo la gioventù gridar guerra, e desiderarla? Tanti re e tanti popoli non hanno essi posto la propria gloria in questa bellicosa disposizione? Or bene, la rivoluzione è guerra; ella è guerra guerreggiata alle porte della casa di ciascun cittadino; è guerra in cui non mancano nè le fiere commozioni che desta la guerra, nè le speranze troppo spesso ingannevoli ch'ella inspira, nè l'energia quasi sovrumana ch'ella infonde, nè i diletti ch'essa crea per ognuno col dargli un più gran concetto di sè medesimo, e coll'aprirgli un'occasione di porre in opera le sue facoltà e di mettere a rischio in questo giuoco tremendo la propria esistenza; ma è pur guerra cui fanno orrendo corteo le più spaventevoli calamità per le contrade che ne sono il teatro; guer-

ra che va accompagnata da minaccia di morte per ognuno, dal sovvertimento delle sostanze di tutti, dall'incertezza d'ogni esistenza, e dal pericolo del disonore per chi non fosse da tanto di spiegare all'uopo quelle virtù a cui la sua vita passata non lo ha preparato. La rivoluzione è, del par che la guerra, l'ultima ragione dei popoli e dei re, l'ultimo rifugio degli oppressi, e talvolta eziandio l'ultimo mezzo di riaffinare il carattere avvilito de' popoli. Può bene una rivoluzione essere legittima, può essere avventurata, può esser gloriosa; ma chi vi pon mano, non debbe sdimenticare giammai che scaglia sè stesso e i propri concittadini nell'abisso di orrende e certissime calamità, dà l'addio per lunga pezza ad ogni gioia e libertà ed unione e buon governo, sacrifica tutto quanto il presente in grazia d'un avvenire incerto e soggetto a tali rischi e vicende, ché il solo pensarvi fa rabbrivire.

In tutto il corso di quest'opera noi ci siamo sforzati di combattere la smania delle rivoluzioni, di mostrarne la cecità ed i pericoli, di persuadere i popoli a cercare progressi gradualì, procurando di conseguirli per consenso dei loro governi, quand'anche tristi, anzichè ingolfarsi in questa guerra intestina di rivolture, la quale in iscambio di progressi, non sarà forse ferace che di peggioramenti. Ma ad onta di questi consigli, che avvisiamo essere suggeriti dalla prudenza, e giustificati dalla teoria, non meno che dalla storia dell'universo, furonvi in ogni tempo e sarannovi ancora rivoluzioni; poichè si danno governi ciechi sui loro pericoli, e sprezzatori della possanza dell'opinione pubblica e della malacontentezza dei loro popoli. Si danno governi che non ascoltano altra voce fuor quella dell'ira e della vendetta; governi che, non contenti di negare ai loro sudditi le malleverie dovute agli uomini, vogliono inoltre umiliarli e punirli; o che, marchiati *ab origine* del marchio di violenza straniera, d'umiliazione nazionale, costituiscono, per la loro esistenza, una, per così dire, continua rivoluzione. Nè mancano per contro dei popoli intolleranti d'ogni consiglio, e sordi alle voci della prudenza. La qual cosa essendo, torna certamente utile il ragionare altresì d'un popolo che abbia di fresco subito un qualche ravvolgimento, e delle vie per le quali possa il medesimo recuperare la quiete ordinata e la libertà.

La rivoluzione, come abbiamo detto, è guerra. La società che immuti la forma del suo governo, si trova costretta a combattere da un canto i nemici interni ch'ella ha spodestati, e dall'altra par-

te gli esterni inimici, alleati del governo sbattuto, o che, in grazia di connessione o simiglianza di causa e d'interessi, in suo favore parteggiano. Per la qual cosa è duopo anzi tutto fondare in una contrada ribellata un governo forte, il quale sia da tanto di utilmente dirigere la nazionale gagliardia. Gli smaniosi di rivoluzioni hanno tutti un altissimo concetto della possanza del popolo: ma questo, per esser forte debb'esser uno, ed ei medesimi lo riconoscono con quella prediletta figura di cui si valgono nei loro ragionamenti, dicendo cioè, che la nazione è surta o surgerà tutta unita a guisa d'un solo uomo. È dunque forza creare anzitutto quel volere che dee dirigere questo sforzo comune. In un tal frangente, ogni equilibrio, ogni contrasto, e perfino ogni scrupolosa guarantee dei dritti di ciascun cittadino è cosa importuna ed anzi pericolosa. Lo scopo nazionale riducesi in questo solo concetto: *unione e forza*. Due mezzi sovengono anzi tutto al pensiero per conseguire un tale scopo; l'un dei quali si è la scelta d'un unico uomo cui la nazione confidi ogni sua forza, investendolo di una potestà pressochè sconfinata: ed è questa la rivoluzione regia; l'altro poi si è la spiegata intenzione del popolo di regolare esso stesso con un solo volere, quello cioè che emerga dalla maggioranza delle voci, l'uso delle sue forze: ed è questa la rivoluzione democratica.

Riferendoci alla storia, parrebbe a primo aspetto che le rivoluzioni regie debbano avere in generale un miglior esito. Molti gran personaggi vanno per le bocche della fama come liberatori di popoli. A' re si dà lode d'aver crollato pei primi il giogo degli Arabi in Ispagna, dei Danimarchesi in Isvezia, degl'Inglesi in Iscozia, dei Castigliani in Portogallo. Capi delle rivolture dei Paesi Bassi contro gli Spagnuoli, e degl'Inglesi contro i regnanti del casato Stuart furono principi. Però conviene dire che quelle rivoluzioni ebbero in generale per iscopo il conseguimento dell'indipendenza nazionale anzichè quello della libertà; e che in generale i popoli sono molto più unanimi quando si tratta di ottenere o di assicurarsi la nazionale indipendenza, e si piegano allora più facilmente alla milizia, alla disciplina ed alla dipendenza da un unico capo. Si noti oltracciò che nel medio evo, quello stato, per così dire, continuo di violenza che regnava fra gli uomini, gli avvezzava a rannodarsi sotto l'imperio di alcuni capi per essere riparati e protetti. Niun cittadino poteasi tenere sicuro delle proprie sostanze nè della vita, ov'egli non fosse ascritto ad un qualche particolare soda-

lizio o consorzio, ordinato quasi a mo' di milizia ed ubbidientissimo al suo capitano. Una delle più segnalate ed usitate forme di questi consorzi stabiliti per la vicendevol difesa, fu quella ch' ebbe nome di feudalità. Lo stesso principio si rinviene però in tutte le società semibarbare, presso di cui la nazione componesi sempre di altri minori consorzi, ordinati, mercè dell' obbedienza ad un capo, alla comune difesa. Sono essi altrettante piccole monarchie, che tendono al fine di accattar forza maggiore dall' imperio d' un solo. Che se uno dei capi di questi minori consorzi prenda a sostenere un moto popolare; s'ei giunga ad afferrare l' imperio, riciuto dalla sua fedele e disciplinata banda; s'ei tragga a sè gli altri, avvezzi già altronde alla dipendenza monarchica; se infine egli ponga per la difesa del popolo le sue armi, i suoi vassalli, le sue ròcche, non fia meraviglia che i suoi concittadini si schierino all' ultimo sotto del suo vessillo, e lo riconoscano re. Tale si è la storia dei liberatori della Spagna, della Svezia, della Scozia, del Portogallo e di più altri popoli dei quali potrebbesi fare menzione.

Del resto la massima difficoltà d' una rivoluzione consiste mai sempre nel primo ordinamento della potestà pubblica: un popolo il quale si veggia disciolto repentinamente da tutti i suoi vincoli, si fa ritroso all' imperio, non vuol più lasciarsi condurre altrimenti che per via di persuasione, chiede sempre il perchè d' ogni cosa che gli si ingiunga, e sospetta di tutto quanto non possa tosto comprendere; ed è perciò gran ventura per lui se a spalleggiarlo soccorra un potente, accivito di punto, con un conveniente bellico apparato, con un erario, con arsenali, e soprattutto con gente che ubbidisca e non ragioni. Il principe Guglielmo d' Orange non sostenne soltanto il moto de' Paesi Bassi coll' ingegno, col nome e col carattere, ma tutto diede quanto egli aveva, per servizio della sua patria, ròcche, patrimonio principesco ed eserciti particolarmente, reclutati più volte da lui e da' suoi fratelli col suo proprio danaro in Germania. Guglielmo III, suo pronipote, mandò a compimento la rivoluzione d' Inghilterra, con l' oro, l' armate e le soldatesche d' Olanda, primo sostegno della sua nuova potenza. Ora egli è certo che un principe od uno dei regoli fra cui è divisa una ampia contrada, il quale si faccia capo con franco e leale animo di un moto popolare, e non solo concorra gagliardamente a stabilirne o rivendicarne la libertà e l' indipendenza, ma a questo fine consacri tutte le cose sue, i propri dominii, le ròcche, gli arsenali

li, l'erario, il credito e l'armi; con ispalleggiare in tal guisa la nazione, e col procurare nel più efficace modo un esito felice ai disegni di quella, acquista un merito poziore ad ogni altro per diventare monarca costituzionale di quel popolo che dagli sforzi di lui la sua salvezza ripete.

Ned altrimenti sarebbe se il monarca assoluto di una nazione indotto venisse dalle circostanze a mettersi nelle braccia del suo popolo, a riconoscerne od ampliarne i diritti, così nel caso che uno straniero conquistatore minacciasse lo stato, come in quello che un domestico nemico sorgesse contro, o che le sue forze fossero prostrate pei disordini del reggimento nella minore sua età, o per l'angustie delle pubbliche finanze, o per qualsivoglia altra calamità. Questo monarca acquisterebbe con ciò certamente un giusto titolo per essere il capo costituzionale della sua nazione; tanto più che la vittoria sarebbe ottenuta in tal modo senza guerra e senza ravvolgimenti. E i veri amici della libertà dovrebbero allora adoperarsi a tutt'uomo perchè non avvengano rivoluzioni, perchè ogni progresso sia graduale e lento, perchè il popolo non si discosti dal buon ordine, e dalla reverenza ed osservanza delle leggi, perchè niuna di quelle abitudini in cui è posta la vita delle nazioni, venga violentemente interrotta, perchè infine il principe non abbia a pentirsi dell'alta prestata alla libertà. Essendo quest'esso uno de' più fortunati accidenti che occorrer possano alle nazioni non libere, è d'uopo aver somma cura così di non perdere l'occasione come di non abusarne.

Ma a' tempi nostri si sono vedute rivoluzioni regie con molto diversi andamenti. Alcune di queste rivoluzioni si operarono dal popolo colla di lui propria forza, e furono sua conquista; e il popolo stesso, compiuto che ebbe la vittoria, dichiarati i propri diritti, e stabiliti con una carta costituzionale quella potestà che a sè medesimo riserbava, di nulla fu maggiormente sollecito che di riporre la corona in capo a quel principe a cui tolta l'aveva, obbligandolo solo a premettere con sacramento d'usare in avvenire a vantaggio di tutti, di quell'imperio che prima usava contro di tutti. Altrove la rivoluzione venne parimenti operata e compiuta colle forze unicamente del popolo; e consumata che fu la vittoria, videsi il popolo stesso conferire lo scettro, non già al principe antico, ma ad un altro, rimasto in disparte dal ravvolgimento, non benemerito per avere spalleggiato i moti popolari, nè potente a

dar loro favore; traendolo anche talvolta da una schiatta straniera, diversa per costumi, per lingua e per religione, e null' altro da lui ripromettendosi che il titolo regio ed il riguardo che per l' illustre sua stirpe doveano avere gli altri regnanti d' Europa.

Questo contegno dei popoli è certamente degno di commendazione: proviene esso da quella reverenza per gli ordini stabiliti, per le abitudini ed i pregiudizi, la quale abbiamo cercato fin qui d' inculcare, ma vi si attraversano altri pregiudizi, altre abitudini insite nel cuore umano, che quasi sempre hanno volto a male queste siffatte rivoluzioni regie. Assai di rado avviene che i regnanti assoluti vengano a comprendere abbastanza bene i diritti dei popoli per capacitarsi che abbiano questi la facoltà di circoscrivere entro certi confini i loro propri diritti; raramente pure accade che la gratitudine inverso a chi con magnanimo atto restituì loro lo scettro regale, vinca nel loro cuore il risentimento concepito per la violenza con cui fu esso loro rapito; e più ancora difficilmente avviene ch'ei si ritengano astretti da giuramenti che sembran loro sempre estorti colla forza. Oltrechè, o nuovi pericoli, o la mutazione delle circostanze loro fanno credere spesso, che non sia più ragione osservarli; o i cortigiani, i consiglieri, gli antichi servitori, che si danno vanto di special fedeltà, gli fanno persuasi che la nazione intiera è disposta a discioglierli dalle fatte promesse; o infine si pongono in campo per lo scioglimento degli obblighi e la frodazione delle promesse gli argomenti religiosi e la autorità pontificia. Iddio ne guardi dal voler aizzare viemaggiormente la pubblica opinione, col fare il nome di tutti i regnanti che ai tempi nostri hanno violato gli obblighi solennemente contratti inverso ai loro sudditi. I popoli delusi, vedendosi dinanzi agli occhi le proteste, i discorsi, i giuramenti prestati, le attestazioni di reciproco affetto di scambievol fiducia, i trattati contratti colla guarantee di tutta quanta l' Europa per un certo quale compenso del sacrificio d' un' antica nazionale indipendenza, tutti egualmente infranti o sdimenticati, trasporterebbonsi forse a troppo grave sdegno per non anelare a vendetta. Il nostro debito comune si è allo incontro di attutire questi rancori, di procurare per quanto fia possibile un pieno rappacificamento, e dimostrare perciò che quella illusione in cui son caduti i regnanti in riguardo alla forza dei loro giuramenti costituzionali, era cosa pur troppo naturale nella loro situazione, cosa che conseguiva dalla loro educazione, e per avventura

inevitabile. Se non che conseguenza di tutti questi consigli di moderazione ella è che ogni fiducia in cosiffatte malleverie sarebbe male collocata. E se mai per forza di futuri sconvolgimenti avvenisse che altri principi fossero discacciati dalla patria loro, come fu Carlo X, sarebbe da porne cagione all' esempio funesto e quasi universale dato in questi ultimi tempi da tanti regnanti, che, dopo avere contratto degli obblighi inverso ai loro popoli, gli hanno violati.

Consiglio moderato egualmente, ed in apparenza più prudentiale era quello di esaltare alla regal podestà un principe straniero, in sua mano ponendo i frutti d'una rivoluzione già operata. Il popolo, il quale, non che togliere a questo principe veruna delle sue prerogative, conferivagli per lo contrario dei diritti ch' ei ben sapeva non essergli dovuti, giusta speranza doveva nodrire che pura e sceverata d'ogni risentimento riuscisse la sua gratitudine e la sua inclinazione al nuovo ordine di cose, e che essendo libera al tutto ed anzi spontanea dal canto di lui l'accettazione de' patti, ai quali venivagli conferito lo scettro, niun argomento o pretesto di forza sarebbe allegato per romperli. Contuttociò non è punto da credere che debba riuscire sì agevole il fondare in tal guisa una monarchia costituzionale.

Una nazione non viene ad avere un re per ciò solo ch' ella abbia fatto bandire in una qualunque assemblea, essere conferita la corona ad un tale. Un re è il rappresentante e il difensore ereditario di certi interessi, di certi affetti, di certi pregiudizi; egli è un capo i cui diritti, a detta dei regii fautori, sono incontrastabili, ed inalienabili, nè ponno venirgli conferiti da alcuno; ma, giusto il sentimento di questi medesimi settatori del principato, un re creato in forza d'una rivoluzione, non è altro che un usurpatore. Negano essi che il contratto il quale già esisteva coll'antico governo possa essere sciolto; negano che l'assemblea da cui fu creato il re novello, avesse legittima facoltà di farlo re; negano che questi potesse senza reato di perfidia e di fellonia accettare il trono che già spettava ad altri. E questi nemici della novella potestà, questi uomini che si gloriano dalla loro riluttanza, son quelli appunto che esser dovrebbero i sostegni del trono, son quelli che tengono dalle antiche leggi, dalle antiche consuetudini, dalle tradizioni regie, dalle possessioni ereditarie; sono i difensori nati dell'autorità contro la popolare contumacia, son personaggi locali in alto grado, il cui esempio

sarà seguito da quei medesimi che hanno massime affatto diverse, la cui riluttanza farà venire in voga ogni genere di riottosità, e che non potranno essere puniti per la loro sediziosa condotta e le loro congiure, senza destare un grido di riprovazione, quasichè si desse nella tirannide. Ed ecco una prima e grandissima difficoltà, in ciò consistente che i difensori naturali del trono sono nemici del re novello.

Ma potrà egli questo nuovo regnante rivolgersi con maggiore fiducia a quelli che gli hanno data la corona? Pieni tuttora quest'essi dell' astio nodrito contro il re spodestato, avvezzi ad oppugnare il principato, a sospettarne ogni passo, a temerne ogni prerogativa, ed impugnarla o restringerla, ei faranno ogni dì il confronto di quato verrà operando l'eletto del loro partito, con l'operato del suo predecessore. Ogni ripristinamento delle usanze monarchiche sembrerà loro un tentativo di controrivoluzione; il veder trascurate le loro proprie vedute, negletti o contrariati i loro divisamenti parrà loro un' usurpazione; ei si sfogheranno in acerbe censure, sia perchè vi si sono ausati nelle loro precedenti contese col trono, sia perchè crederanno mostrarsi più coerenti a sè stessi col tenere un linguaggio conforme con quello che hanno sempre temuto; nè sarà difficile che si lascino trarre oltre le loro proprie massime da quella turba di seguaci, il cui concorso è sempre necessario per mandare ad effetto una rivoluzione, da quella turba animosa, ma impaziente, che scagliasi nel fervor della mischia per vaghezza di trambusto, anzichè per forza di massime, che si gloria e diletta di quell' auge passeggero che la procaccia la rivoluzione, e che perciò vorrebbe essere sempre da capo a farne una; gente ottima per distruggere, ma tale, che con essa riesce quasi impossibile di edificare. Ed ecco un'altra grave difficoltà in ciò posta che gli autori dell' operata rivoluzione diventano nemici del re medesimo creato per opera loro.

S' arroe a queste due difficoltà una terza. Questo re ascende al trono imbevuto dei pregiudizi della regia stirpe dalla quale fu tratto. Non ambirà pertanto la stima e gli applausi di chi ha operata la rivoluzione, ma bensì delle persone seguaci dell' antico, dei cortigiani, degli uomini tagliati al fare delle corti. Nè cara nè lusinghiera sarà per lui l' alleanza dei governi liberi, ma bensì quella delle vecchie monarchie, e più di quelle che cozzano collo spirito del secolo. Egli non potrà mai dimenticare di essere uomo

nuovo nel concilio dei re, e gli parrà sempre dover esagerare tutte le qualità regie per farsi riconoscere di quel numero uno. Sarà vago di tutte quante le prerogative, di tutte le cerimonie che erano in uso a' tempi de' suoi predecessori. Nè l'ingegno, nè il genio lo esimeranno da questa debolezza; chè ne fu preso Napoleone istesso. Per altra parte poi, questo re creato dal popolo saprà meglio d'ogni altro re quale sia la possanza del popolo e dello spirito di rivoluzione; saprà appunto discernere le cagioni della rovina del suo predecessore, e farne senno per sè medesimo. La sua diffidenza lo terrà sempre in orecchio, ed all'erta; ogni suo intento e divisamento sarà volto a consolidare la potestà sua, a spuntar l'armi ch'ei teme, a togliere al popolo quelle prerogative di cui maggiore si è l'efficacia. Ed ecco la terza difficoltà, in ciò posta che il re creato dalla rivoluzione viene ad essere il più vigilante ed oculato nemico delle rivoluzioni.

Chi ponga mente al regno di Guglielmo III in Inghilterra, vede quanto sia stato malfermo il suo trono insino all'ultimo del viver suo, quanto stento e fatica abbia durato questo personaggio di sì nobile carattere, di mente sì ingegnosa, di sì gran fama guerriera, a reggersi fra' settatori del principato decaduto, che lui rifiutavano, ed i repubblicani, che impugnangli le prerogative. Chi sa mai s'ei l'avrebbe durata senza l'amorevol sostegno datogli dall'Olanda? Eppure egli era non solamente un restauratore della libertà politica degl'Inglesi, ma eziandio il difensore della religione nazionale ed il campione dell'equilibrio fra' potentati d'Europa. Quanto è ai parecchi regnanti, estranei di lingua, di religione e di stirpe rispetto ai popoli datisi in loro governo, i quali vediamo di presente assisi sopra varii troni, riporteranno essi gran lode d'avvedutezza e di moderazione, ove riescano a reggersi senza turbolenze e fieri contrasti. Ma la bisogna che loro incumbe è troppo difficile e troppo zarosa, perchè le nazioni scagliatesi in un ravvolgimento non debbano perire di mettersi coi loro capi in una situazione piena di tanta apprensione.

Queste son le cagioni per cui i guidatori delle rivoluzioni e i più gagliardi combattitori in quel cimento che le fa riuscire ad effetto, propendono alle rivoluzioni democratiche, anzichè alle rivoluzioni regie. E questa propensione fu anche in generale giustificata dall'esperienza degli ultimi anni; di modo che tutto il partito che si confessava infervorato per le rivoluzioni, e tutti gli scrit-

tori dell' ugal tempra non vogliono omai riconoscere altre rivoluzioni che le democratiche. Che anzi, ben conoscendo essi come una rivoluzione quale ei l' anelano, produrrebbe non solo guerra intestina, ma anche guerra al di fuori, e sapendo che lo Stato loro nascente avrebbe da far testa ai più formidabili nemici, vogliono che questo Stato sia forte fin dalla culla, e che al primo rompere si scagli armato di tutto pauto alla pugna. E perchè la forza sembra loro non darsi che nelle gran nazioni, che abbiano grossi eserciti, poderose armate, ampi arsenali e ricchè tesori, perciò non sognano altro che la creazione d'una repubblica una ed indivisibile, vale a dire di una gigantesca democrazia, che con una sola volontà, cioè col volere di tutti, ponga in moto milioni di braccia e di spade.

Ma pure, se le rivoluzioni regie sono accerchiate da pericoli e difficoltà sì gravi che ne sembrano quasi insuperabili, le rivoluzioni democratiche, tentate con la speranza di tener unita ed intera una gran nazione sembrano destinate a rompere contro lo scoglio dell' impossibile. Nella storia non leggesi finora esempio d'una gran democrazia, e tanto meno di una gran democrazia che sia stata creata in un tratto. E se in astratto si supputino le probabilità di successo d'una tale intrapresa e le resistenze, non si troverà pure un mezzo di potere gettarne le fondamenta. La rivoluzione democratica non ci si appresenta che coi caratteri d' un gran sovvertimento della nazione, d' un gran dissolvente, che ne disrompe ogni primitivo vincolo, che dilegua con ciò ogni dovere, e perfino ogni idea di sacrificio e d' obbedienza, e non lascia in piedi sul suolo già occupato dalla gran monarchia, altro che i suoi primitivi elementi, altro che individui affatto indipendenti gli uni dagli altri, o al più al più i consorzi parziali delle città o de' borghi, o scampati dal generale naufragio, o risorti, appena disciolti, per forza degli urgentissimi bisogni della popolazione. Ond' è, che per ricomporre con questi sparsi elementi un corpo forte e potente, vana impresa sarebbe il tentare di ricongiungere così strettamente come prima le disgregate membra, e di creare una repubblica indivisibile, ma solo si potrà congegnare una lega o federazione di varii Stati.

Non si dimentichi mai che, quando per forza di un gran moto popolare vien rotto il vincolo d' un' antica costituzione, debbono cadere, come si sono sempre veduti cadere con l' espulso regnan-

te i magistrati ed ufficiali tutti che ottenevano da esso la carica ; che più non rimangono allora corpi costituiti in autorità , più non sussiste autorità legittima , più non vi sono leggi nè regole ad eccezione di quelle cui verrà sanzionando un novello adoperamento della pubblica ragione ; che in somma non altro resta che il popolo , quale esso era primo del contratto sociale. Ora il maggior numero in questo popolo non ha diritto nè ombra di diritto sopra il minore , se non in quanto i meno vorranno concederlo ai più ; ed a poizore ragione , quando si voglia vincolar questo popolo colla moderna finzione della rappresentazione , e riguardare come volontà sua la volontà che sia manifestata dalla maggioranza de' suoi eletti , ancorchè non l'abbia preventivamente avuta o manifestata egli stesso occorrerà almeno ch'egli abbia incominciato a pattuire unanimemente d'eleggere suoi deputati a maggioranza di voci , e di sottomettersi al volere manifestato dal maggior numero di essi , in quel modo stesso che al suo proprio unanime volere obbedirebbe. Ove tutti gl'individui componenti la nazione potessero unirsi di conserva sulla pubblica piazza , certo egli è che , fuori del caso in cui avessero da prima unanimamente pattuito che le decisioni del maggior numero di loro possano obbligare gli altri , le risoluzioni della maggioranza non potrebbero essere leggi , e l'obbedienza cui fossero costretti i pochi , non sarebb'altro che una schiavitù. E quando tutti questi individui sieno in quella vece dispersi sur un vasto territorio , nè torni in guisa veruna possibile il riunirli tutti assieme l'abnegazione della loro propria volontà , occorrente per obbligarli all'imperio delle leggi , sarebbe ancora maggiore ; poichè occorrerebbe che , rinunciando anzi tutto al diritto di risolvere essi medesimi sopra di tutto che credano conferire al comune vantaggio , si rassegnassero a restringere ogni loro diritto nella facoltà d'eleggere deputati , e promettessero di riconoscere come il volere loro proprio , la volontà dei loro deputati o rappresentanti ; ed anzi occorrerebbe che promettessero di riconoscere come loro propria volontà , un volere contrario alla medesima ed a quella dei loro stessi deputati , allorchè altri deputati , loro ignoti , ed eletti da altri cittadini , loro parimenti ignoti , si fossero in maggior numero determinati per una tale risoluzione opposta al loro volere. Nè solamente non fu mai prestato questo unanime consentimento da una gran nazione , ma è inoltre probabile che quando le venisse chiesto , o sarebb'esso quasi ad una voce negato , oppure verrebbe pres-

sochè unanimamente revocato dopo lo sperimento, come tosto si fosse avveduta la nazione che i comandamenti dei suoi deputati sono contrari ai propri voleri di essa.

Ben sappiamo che coloro i quali riguardano questa istituzione d'una nuova sovranità come quell' unica che sia legittima , e che perciò acerbissimamente hanno riprovato la rivoluzione francese del 1830 , operatasi senza una tale sanzione , s' affidano che non debba tornar malagevole d'indurre una nazione , in un momento di generale trambusto o di grave pericolo, ad ammettere ed a dichiarire altresì irrevocabili queste due massime o principi , della potestà del numero maggiore sopra il minore, e della potestà dei rappresentanti sopra i rappresentanti; e che , se non l' umanità , concorrerebbe almeno a vincere un tale partito una sì gran maggioranza, che i pochi renitenti non si meriterebbono riguardo; ma la volontà fatua , per così dire, e male illuminata d'una nazione , noi non la tenghiamo per una vera volontà, per un atto sopra del quale possa aver fondamento tutto il sociale edificio ; e la dichiarazione poi che debbano essere irrevocabili cosiffatte massime , non altro ci parrebbe che l' effetto d'una giunteria fatta al popolo. Oltrechè , quando il popolo ad una sua risoluzione apponesse una tale sanzione, non gli mancherebbono in seguito appigli per poterla revocare , tratti dall' inosservanza delle debite forme e dalle patenti illegalità in cui necessariamente sarebbesi incorso. In fatti , la società non avrebbe potuto rimanere senz' autorità provvisoriale insino allo stabilimento della costituzione , tanto più che fino dal primo suo nascere sarebbe stata costretta a difendersi dai più gravi ed urgenti pericoli. Ora le cose in cui hanno avuto parte maestri illegalmente costituiti sono per ciò stesso viziate. S' arge che non si può ritenere come conchiuso e stabilito un contratto se non allora che venga scambievolmente accettato dalle parti contraenti, e che non può darsi un' accettazione simultanea in una gran nazione. L' obbligo assunto in luogo di assoggettarsi all' imperio della maggioranza , ed all' autorità di deputati , cessa allorquando in un altro luogo un tale obbligo viene rifiutato, o ammesso con certe riserve ed eccezioni. Nulla diremo dell' absurdità di far gettare le basi d'una nuova costituzione, cioè d' un' opera che richiede la più profonda meditazione e la più sublime filosofia , in un momento in cui ferve ogni passione, in cui il pericolo presente e colidiano non dà campo di pensare al futuro, in cui la legge è sug-

gerita dalle circostanze che premono attualmente, e riesce tutt'altro che un monumento eretto perchè duri lungamente in avvenire. Nulla diremo della stranezza dell'intento di far compiere da un'assemblea numerosa, da una Convenzione, un'opera di genio, che dee derivare da un solo concepimento, e formare un tutto compiuto ed aggiustato in ogni sua parte; mentrechè per prova si verrebbe a conoscere come quest'assemblea non sia pure idonea a stendere un indirizzo: tanto è l'imbarazzo che arrecano, non solamente nei concetti, ma anche nella dettatura le concessioni che debbono farsi scambievolmente i membri tra loro. Il nostro intento si è quello unicamente di dimostrare che, aderendo al sistema di quelli da cui non si ammette altra sovranità fuorchè la popolare, niuna costituzione d'un grand'imperio può ottenere legittimamente la sanzione della maggioranza della nazione.

Ma pure, a che mai parliam noi di maggioranza e di dritti che questa possa esercitare o delegare? Dopo una rivoluzione non v'è più maggioranza in una gran nazione per costituire un unico governo; bensì vi si trova un gran numero di discrepanti volontà, che si contrappesano e che son tutte egualmente inefficaci di dritto ed incapaci di fatto per fondare una costituzione od un governo. Chi interroghi un popolo s'ei sia scontento del proprio governo, troverà probabilmente un gran numero di cittadini che gli risponderanno di sì. Ma s'ei v'aggiunga un'altra domanda, cioè chiegga il perchè di questo scontentamento, vedrà questa gran moltitudine scindersi in un gran numero di parti ognuna delle quali addurrà un gravame diverso, scusando fors'anco l'una quelle cose che l'altra condanna. E quando si faccia al popolo questa terza domanda: *che vorreste voi porre in sua vece?* avranno forse tante diverse risposte, quanti sono i capi, allora particolarmente che fosse ciascuno costretto a particolareggiare e sminuzzare i suoi divisamenti; e si può intanto ritenere per certo che niun progetto sarà in tutto e per tutto assentito dalla maggioranza, quand'essa vorrà liberamente e con causa di scienza, e non per effetto di tema o di cieca fiducia.

Al postutto chi ponga mente alle cose con candidezza e rettitudine d'animo, debbe riconoscere che una nuova costituzione, un nuovo governo non puonno mai derivare dal sovrano volere del popolo per quell'andamento che alcuni teorici si sono immaginato come quel solo che sia regolare e legittimo. Il caso, l'imperio di

no atti a comporre il nuovo governo. Ove questa città sia la metropoli d' un' ampia monarchia , e come tale già avvezza da lungo tempo a dar norma ed impulso al rimanente della nazione , che la riguarda come la sua propria gloria, eleggerà essa il nuovo governo e infonderà il suo spirito in tutti i rami dell' amministrazione riuniti pressochè tutti nel suo grembo. Il popolo ubbidirà, che è quanto probabilmente potrà fare di meglio. Saravvi forse in allora una democrazia d' una gran città , che reggerà una gran nazione ; ma non saravvi una nazione libera, una nazione sovrana.

Parigi , paragonata a tutto il rimanente della Francia , possiede una tale preminenza di lustro, di ricchezze , di lumi e di esperienza , che le risoluzioni fatte da essa non incontrano quasi opposizione dal canto delle province , già avvezze a ricevere dal centro così la moda dei pensieri, come quella degli abiti e delle suppellettili. Ma chi affissi lo sguardo nell' altre gran monarchie d' Europa non ne ravviserà pur una in cui la capitale goda d' ugual predominio. L' Austria, formata coll' agglomerazione di Stati indipendenti, non ha pure un linguaggio comune ; ognun de' reami ond' ella si compone, va altiero della propria lingua nazionale , nè per cosa al mondo vorria cangiarla ; ognuna delle loro metropoli ha le sue proprie particolari opinioni , il proprio lustro, ed affetti ed avversioni da cui non potrebbe dipartirsi giammai. La Prussia è un' aggregazione più recente e meno ancora omogenea di parti dissonanti fra loro. Nella Spagna , le civili guerre ne danno a divedere come il carattere nazionale dei diversi popoli, stati riuniti sotto di un solo scettro dai Cattolici Ferdinando ed Isabella , si mantiene o rivive pur sempre ostinato e gagliardo ; difatti Barcellona accoglie con diffidenza e sospetti i decreti improntati dello spirito di Madrid. Come mai questi sognatori di repubbliche formate coll' unione dei piccoli Stati di Germania, o di quelli d' Italia, hanno eglino potuto darsi a credere che le gare e i sospetti debbano dileguarsi quasi per incanto fra tanti popoli indipendenti, e sdimenticarsi, non già da pochi pensatori o pochi entusiasti, ma dal grosso del popolo , che segue gli affetti, le ricordanze ed i pregiudizi anzichè i raziocinii ? Come mai non hanno essi preveduto che tutte queste antipatie locali ridesterebbonsi più acerbe che mai, allorquando la legislazione generale venisse a toccare dei punti intorno ai quali ciascun popolo fa un diverso giudizio ?

E' si converrebbe, per ben comprendere la prodigiosa diversità

delle opinioni e dei voleri popolari intorno ad ogni quistione legislativa ed amministrativa, essere stato spettatore della discussione di un recesso della Dieta svizzera. Le ventidue repubbliche onde si compone la lega elvetica, ombrose quanto mai di tutto quello che tocca la propria sovranità cantonale, hanno pur troppo angustiato la potestà della Dieta in riguardo al far decisioni obbligatorie per tutta la Svizzera. Queste decisioni, aggirantisi intorno ad obbietti che dipendono unicamente dall' autorità federale, chiamansi *conclusa*. Se non che, relativamente eziandio agli obbietti dipendenti dall' autorità sovrana dei Cantoni, nasce assai volte il desiderio di vederli seguire una norma comune. E per tale uopo la Dieta si trova bene spesso nel caso di dover maneggiare la stipulazione di *concordati*, cioè di trattati diretti a regolare, per rispetto soltanto ai Cantoni concordanti, quei certi punti di legislazione intorno ai quali ei vengono a consentire in un comune accordo. Le idee o progetti così dei *conclusa* come dei *concordati* formano i così detti *trattanda*, che ogni anno vengono proposti alla Dieta. Per lo consueto havvene un centinaio nel recesso, ma raramente accade che la Dieta faccia risoluzione intorno a più di dieci o dodici. Il più delle volte rimettesi l' affare all' anno venturo, per non essersi potuto riunire un numero sufficiente di suffragi intorno a veruna delle proposte diverse fattesi dall' uno o dall' altro. Nè avviene di rado che trovisi costretta la Dieta ad eliminare un dato progetto dal recesso, ossia a dichiarare che non sarà posto ulteriormente in discussione, quando si è per esperienza riconosciuto che non v' erano termini da accordarsi a tale riguardo.

Fra tali quistioni, di cui riesce come impossibile la soluzione, havvene di quelle relative ai progressi della politica economia, alla libertà, per esempio, della circolazione delle merci da un Cantone ad un altro, alla soppressione dei pedaggi, alla uniformità dei pesi e delle misure, o della moneta, alla soppressione delle monete erosomiate, alla fedeltà della posta delle lettere, ed alla indipendenza di quella dall' estero. Altre si riferiscono ai progressi della legislazione; tali sono la riforma del codice militare federale, delle leggi intorno ai fallimenti, ai sequestri, ai privilegi arrogatisi sopra i beni del debitore dai creditori cantonali, a pregiudizio degli altri creditori stranieri o svizzeri. Alcune finalmente tendono ad attutare le invidie o gelosie locali, ed a stringer viemmeglio i ventidue Cantoni col vincolo della comunanza di pa-

tria. Tale si è, per esempio, il dritto di libero domicilio che si vorrebbe francare agli Svizzeri di un Cantone in un altro Cantone; tali sono le leggi risguardanti gli *heimathlosen*, ossia quel gran numero di individui, i quali, benchè nati in Svizzera, non appartengono tuttavia a verun Cantone, a verun Comune, ed in niun luogo, come indica il loro nome tedesco, si pounno chiamare *in casa loro*.

Quando i Consigli supremi dei varii Cantoni vengono poi nell'annua loro tornata ragguagliati dell'operazioni della Dieta, il più delle volte, all'udire che nulla vi si è deciso intorno a queste vitali quistioni, od a quell'altre che sembrano al tutto dichiarite dalla scienza, nasce ne' Consigli medesimi un vivo indispettimento; vi si taccia la Dieta d'impotenza, vi si lamenta ch'ella non sia sovrana e che ogni deputato sia vincolato dalle istruzioni dei suoi committenti. Quindi le istanze replicate con tanta perseveranza per la riformaione del patto federale; quindi la proposta di abolire pei deputati alla Dieta le istruzioni o mandati imperativi, ond'egli possano liberamente dare il suffragio intorno a qualsiasi partito, e di rendere le loro risoluzioni obbligatorie per tutta quanta la Svizzera.

Ma le conseguenze di queste domande furono esse prevedute? si è egli ben ponderato l'effetto che produrrebbe sopra di un popolo libero e sovrano la promulgazione d'una legge che, sovvertendone l'antiche consuetudini, e cozzando co' popolari pregiudizi, sarebbe perciò rifiutata con quasi unanime consentimento? In una nazione omogenea, quale si è per esempio la francese, si danno certamente in risguardo ad ogni quistione legislativa discrepanti opinioni, e v'ha perciò, non solo nello Stato in complesso, ma ben anche in ogni provincia, una maggioranza ed una minorità dissenzienti fra loro. La maggioranza può altresì in ciascuna provincia consentire con la decisione del legislatore, o dissentire da quella; ma quando ella dissenta, conviene avvertire primieramente che ell'è avvezza a sottomettersi alle decisioni supreme, e secondariamente, che ha pochi mezzi di riconoscer sè stessa e di paragonarsi alle maggioranze dell'altre province, che al postutto il suo peculiar sentimento si connette di rado con abitudini o pregiudizi locali, e non mai con memorie di sovranità ed indipendenza. Diversa affatto è la cosa quando si tratta piccioli popoli di riuniti in una sola nazione con un governo o federale od unitario.

Ognuno di questi popoli ha già concepito nazionalmente un'opinione intorno alle quistioni da sottoporsi ai comuni legislatori, ed ha espressa come nazione la volontà sua; sia questa poi conforme o no coi buoni e sani principi, ciò non importa; essa è la sua opinione, la sua volontà, e la sola tirannide può obbligarlo, prima ch'ei sia convinto, a dipartirsene. Ove s'immuti in effetto il patto federale, e s'attribuisca alla Dieta un'assoluta autorità, gli affari portati a recesso potranno in vero diffinirsi per intero nell'annua tornata, ma saranno decisi contro il volere di quei popoli sovrani che vi s'oppongono di presente. Saranno decisi in onta dei loro interessi, delle loro consuetudini, dei loro pregiudizi, e fors'anco dei sani principi stabiliti dalla scienza; giacchè istituendo il calcolo, non già delle voci sovrane, ma sì del numero delle popolazioni rappresentate da esse nella Dieta, vedremo che in riguardo a tutte quante le quistioni la cui soluzione dipende dalla scienza, il numero maggiore concorre sempre a calca nelle idee suggerite dalla più crassa ignoranza.

Quanto più libera, o, dirò meglio, in concetto di libertà si è una contrada, tanto maggiore debb'esservi la ripugnanza a lasciarsi governare in guisa opposta alle sue opinioni ed ai suoi voleri. Però la legislazione che dia di cozzo negli affetti o nei pregiudizi d'una classe di persone o d'una setta i cui membri sieno dispersi in tutta la superficie dello Stato, non incontra generalmente che una resistenza morale; ma quando essa viene a contrariare gli affetti od i pregiudizi d'un'intera provincia, o meglio ancora d'un popolo che sia o sia stato sovrano, la resistenza degenera in ribellione. I varii ordini della popolazione della provincia aggravata, s'accordano e si aizzano scambievolmente; le forze trovansi unite del par che i voleri; gli ordini antichi e residui dal tempo dell'indipendenza, porgono i mezzi occorrenti per operare e resistere; e come l'idea del dritto si accoppia sempre con quella dell'antichità, ciascun cittadino che impugna le armi per mantenere la sovranità un tempo goduta, non che riputarsi un ribelle od un fazioso, si crede anzi un amico della patria, un eroe, e ne spiega i sentimenti e le virtù. Si ponga mente da senno alle guerre civili di Spagna, e si verrà a conoscere che se i decreti delle corti non avessero aggravato altri che individui, questi individui, per quanto numerosi, sarebbonsi sottomessi; ma perchè volsero questi decreti in aggravio di intiere province, queste si son ricordate ch'e-

rano regni una volta, ed essendo dotate di vita, hanno fatto fronte alla oppressione.

Quelli pertanto che si trovassero impigliati in una rivoluzione democratica, debbono ricordarsi che la prima massima da osservare come necessaria condizione di buon esito, si è di non fare violenza contro il volere del popolo: ora il popolo, anche nei giorni di maggiore trambusto ed entusiasmo, allorchè l'onda popolare è più veemente e grossa, ha solo un picciolo numero di volontà comuni. E in questo solo picciol numero deve restringersi la legislazione per essere veramente conforme col principio democratico. Nello stesso più alto fervore d'una rivoluzione, e ad onta del suo mortal contagio, sussistono ancora in mezzo ad un popolo molte volontà proprie, altamente sentite, e indipendenti ed opposte; ed il legislatore che si proponga di soggiogarle in nome del popolo, si pone a rischio di farsi sorgere contro in armi da ogni parte il popolo medesimo. Laonde egli deve per lo contrario lasciare in disparte ogni quistione in cui non si vegga sorretto dal generale assentimento, dalle abitudini e dalle volontà predominanti nei rispettivi luoghi: quando pure questi voleri non avessero altro motivo e fondamento che pregiudizi, non perciò meno sacri sarebbero; e per altra parte son essi tanto vivaci, che si farebbono sentire coi fatti. Insano è chi vuole che la nuova repubblica ed il suo nuovo governo sieno forti e gagliardi, e avvisa poter ottenere l'intento concentrando la potestà, sconfinando la sovranità dei rappresentanti del popolo, annullando ogni privilegio provinciale, ogni ricordanza dell'antica indipendenza dei varii Stati. Non si crea una potestà perciò solo che facciasi abilità ad alcuni uomini di dare ordini; anzi non si crea in tal modo altro che debolezza ove ogni ordine sia susseguito da un contrasto, ove la sovrana autorità debba indefessamente accudire a comprimere le ribellioni. In un paese in cui ciascun distretto ha le sue memorie, le sue usanze, i suoi pregiudizi, le sue volontà speciali, la sola potestà valida si è quella che non può mai venire a cozzare contro tali contrasti, com'è appunto la Dieta elvetica, che non può comandare se non quel tanto intorno a cui il popolo si può dir quasi unanime e non comanda di fatti se non quel tanto che ogni cittadino è pronto ad eseguire.

Perciò a parer nostro, una nazione che per sua sventura si veggia impigliata in una rivoluzione democratica, ha solo due vie di

scampo. Ove la nazione, avvezza a formare un solo tutto, abbia da lungo tempo riposto la propria gloria ed ogni sua idea di felicità nel costituire un unico e potente Stato, essa può darsi in balia della democrazia della propria metropoli; non godrà in tal modo altro che una falsa libertà, una falsa sovranità; ma la gagliardia delle popolari passioni, concentrate in una gran città, potrà salvarla dalla bufera. Che se all' incontro questa nazione sia composta d'elementi dissimili, di popoli le cui memorie ed affetti ingenerino gare ed emulazioni scambievoli, di popoli in cui ciascuna città abbia opinioni proprie ed un carattere proprio, a cui s'aggiunga un principio d'ordinamento municipale o provinciale, allora non può essa riuscire a buon fine, se non che abbracciando a dirittura il sistema confederativo. Non ha essa al postutto a doversi del suo destino; conciosiacchè questo sistema valga a procurarle maggior libertà effettiva e reale, maggiore consentaneità di leggi e di opinioni, maggiore tranquillità, maggior sicurezza contro la bellicosa ambizione de' suoi capi, e ad un tempo maggior forza per resistere agli altrui assalti, che qualsivoglia altro sistema.

Nei grandi trambusti che pongono le nazioni a soqquadro, gli ordini municipali veggonsi o sopravvivere all'eccidio della nazione o rinascere tosto per la comune guarentigia e salvezza. Tanto spaventevole riesce l'assoluta cessazione della potestà tutelare della società, la sospensione del governo, dei tribunali, della forza pubblica, che gli uomini cui uno stesso muro ed una stessa fossa serba, si riuniscono sempre immediatamente per iscampare da un sì grave pericolo. Veggonsi formare anzi tutto una guardia nazionale o civica, perchè comprendono che la forza e l'obbedienza sono bisogni ancora più urgenti che la libertà. In questi frangenti, checchè siavi d'artificiale nelle sociali gradazioni, è sospeso; ma le naturali preminenze brillano di splendore tanto più vivo, quanto che più urgente se ne mostra il bisogno. Ogni cittadino accorre alla pubblica piazza scortato dalla efficacia della propria reputazione e di tutte le sue memorie. Il gregge atterrito chiede capi e rettori; ma ben tosto li cappa egli stesso fra i più insigni personaggi, fra le aristocrazie. Nell'uno ha riguardo alla lunga esperienza, nell'altro alle azioni operate a pro della patria da esso o da' suoi antenati. Taluno è prescelto a motivo dell'ingegno con cui si è veduto adoperare recentemente, tal altro perchè benefico o perchè ricco talmente da poter essere benefico. Quante guardie

nazionali, quanti Consigli municipali non vedemmo noi creati in una notte nei cinquant'anni ultimamente trascorsi! Riandiamoli col pensiero, e vedremo che l'autorità fu quasi sempre conferita ai più degni. Egli è vero tuttavia, che in simili frangenti, niuno si argomenta di porsi la maschera al viso per poter conseguire la potestà, la ricchezza, la popolarità. La preminenza promette allora molto maggior messe di pericoli che di ricompense. Dovendo in seguito lo stesso popolo mandare alla metropoli i suoi deputati a sedere nel corpo legislativo o nel Consiglio esecutivo, probabilmente non sarebbero sì puri gli aspiranti all'incarico, nè si occlusa la sua scelta.

Abbieta a trafatto e tralignata dovrebb'essere una nazione in cui questi gravi e pericolosi frangenti, che fanno rabbrivire nell'isolamento, non ridestassero l'amore ed il fervore di patria in una gran raunanza d'uomini. Ognuno infiammasi allora per l'esempio dell'altrui virtù. I concittadini, cioè i membri d'una stessa città, si ravvisano tutti; e tutti pure consultano dell'impiego migliore che si possa dare alle facoltà di ciascuno. Perciò appunto i più segnalati esempi d'amore di patria, di generosa dedizione debbono rintracciarsi nella storia delle città libere. Altrove il suddito pensa quasi sempre a porre in sicuro il suo libero arbitrio e le sue sostanze contro il governo, che vorrebbe valersi di lui; quivi all'incontro il cittadino offre premurosamente i suoi propri servizi e le sue facoltà. Il che avviene perciò che al suddito si chiede anzitutto obbedienza, e il cittadino in quella vece arreca il libero concorso della propria volontà, od anche della propria passione. Due soli milioni di abitanti ha la Svizzera, ma sa ognuno che questi due milioni combatteranno tutti fino all'ultimo, e sacrificheranno del pari tutto quanto possiedono a difesa di quell'unica cosa rispetto alla quale sono concordi, cioè della loro indipendenza. Qual altro popolo potrebbe o vorrebbe opporre un'eguale resistenza?

A' tempi nostri è invalsa generalmente l'opinione che le confederazioni siano fiacche in guerra, a cagione che presso di loro non havvi autorità prepotente nè sconfinato imperio; come pure ch'esse non potrebbero causare le divisioni e la titubanza nei Consigli, e la fiacchezza nell'esecuzione ogniqualvolta si trattasse di stabilire un disegno d'attacco, e di recare le offese al di fuori. Diremo esser vero che le leghe o confederazioni son meno atte d'ogni altra forma di governo, alle guerre offensive, la quale in-

capacità torna forse a vantaggio, conciossiachè le repubbliche sieno naturalmente bellicose, e giovi perciò che la forma del reggimento loro tenda più forte alla conservazione della pace. Ma si scorrano le istorie, e non vi si troverà forse guerra veruna d'affrancamento, od in cui il popolo abbia fatto opera egregia, la quale non avesse assunto il carattere d'una guerra di confederazione. Acciò in fatti il popolo opponga una gagliarda resistenza, è duopo ch'ei sia dotato di vita, non solamente nel capo, ma altresì in ogni suo membro; è duopo che dovunque si affacci il nemico, gli si contrapponga non solamente una resistenza materiale, ma anche un pensiero ed una volontà indipendenti. È duopo che ogni città si difenda in quel modo che si difenderebbe una repubblica persuasa che si tratta di ogni sua cosa più cara, e che la pugna imminente è per lei un cimento di vita o di morte.

Le guerre più antiche di cui faccia menzione la storia, sono quelle dell'Asia; noi vi vediamo gli Assiri, i Babilonesi, i Medi ed i Persiani alle mani fra loro. I re di quelle nazioni avevano grossi tesori, numerosissimi eserciti; trattavisi di centinaia di migliaia di uomini obbedienti ad un solo cenno. Si accerta che non vi era difetto fra loro di guerriera perizia, e nemmeno d'amore di patria, eppure le loro monarchie cadevano a terra per conseguenza di una o di due battaglie; la nazione non faceva mai testa dopo che la capitale era stata espugnata, quantunque sapesse quanto acerbo destino corressero i vinti, giacchè il sacco, la schiavitù e le stragi erano il consueto corredo della vittoria. Venne tempo alla fine che il progresso delle conquiste del *gran re* addusse i suoi eserciti a fronte delle città libere della Grecia. Queste città non potevano a quegli eserciti sterminati contrapporre, nè numerose schiere, nè valide rocche, nè gran tesori, nè armi peregrine, nè più maestrevole tattica; erano però popolate d'uomini liberi e risoluti di rimanere liberi. Non avean fra loro altro comune vincolo fuor quello del linguaggio, della schiatta comune e delle temporarie alleanze; ma nei cuori loro eravi una vera e strettissima lega, perciocchè tutti volevano una cosa stessa, cioè l'indipendenza. Vi era vita da per tutto, perchè da per tutto trovavansi il consiglio, la prudenza e la forza pubblica. Ogni città era un capo, che tutti i suoi membri scorgeva alla comune difesa. E, grazie alla loro confederazione, le armi del gran re furono prostrate, abbattuto il suo orgoglio; e il genere umano conservò pel sangue dei Greci l'alto retaggio della libertà, e dei progressi dello spirito e della civiltà.

Roma surse all' opposto in mezzo a potenti e bellicose confederazioni. Infiammata dal fervore di libertà non meno di loro , ma assai meglio , ed anzi in mirabile guisa ordinata per la guerra offensiva , a lungo andare le debellò , aggregossi i Sabini ed i Latini , oppresse gli Etruschi , i Sanniti , i Brutii ; ma ognuna di queste tenzoni fu per lei di lunga durata e di gravissimo pericolo. E poi ch' ella ebbe soggiogate quelle sì vivide leghe , la conquista dell'Asia , dell'Egitto e dell'Africa fu per lei uno spasso , anzichè un' impresa faticosa o pericolosa. In tutto il seguito dell' altre sue imprese , le sole guerre pericolose ed accanite che questa colossale repubblica , già impadronitasi della metà del mondo , ebbe a sostenere , furono quelle combattute contro di altre confederazioni più lontane , com' eran le leghe degl' Iberi , dei Galli e dei Germani : I due sistemi del concentramento e della divisione dell' autorità si videro l' un contro l' altro armati , in tutto quanto il mondo conosciuto. Il concentramento produsse alla fine il dispotismo , il quale rovinando , in seguito a grandissimi sforzi , fu causa della caduta della civiltà. L' unità romana , incivilita , ricca e scienziata com' ella era , non potè durarla contro l' idra da mille capi della libera e vivida barbarie. Le leghe degli Svevi , de' Franchi , degli Alemanni , dei Borgognoni atterrarono il grande Imperio.

L' amore dell' unità , come pure il culto delle gran memorie di Roma , sopravvissero a lungo alla caduta della sua dominazione. Le parti di questo gran tutto , prima ancora di essere disgiunte , non avevano più sentimento di vita ; non eravi più desiderio d' indipendenza locale ; vi si credeva d' aver bisogno degli altrui comandamenti per difendersi ; chiedevasi un capo , nè altro segno di vita davano i membri scissi dell' Imperio , che un solo , cioè il bisogno di riunirsi. Vidersi in effetto bentosto surger di nuovo ampie monarchie ; Teodorico , Clotario , Dagoberto e Carlomagno parvero avere risuscitata l' immagine dell' Imperio romano ; ma in queste monarchie novelle , del pari che nell' imperio sulle cui rovine esse erano surte , le città e le province non credevano avere diritto di provvedere a sè stesse ; aspettavano gli altrui comandamenti per difendersi , mentre , all' incontro , le indipendenti massade dei Normanni , de' Saraceni , degli Ungari , seguendo un istinto , una furia comune , senz' altro generale impulso , ed allegate fra loro dall' odio soltanto dell' unità , con tanta gagliardia operavano , che queste novelle monarchie atterrarono , mostrando al

mondo lo spettacolo d' un nuovo trionfo del serpente da più teste contro il serpente da più code.

Il risorgimento dell' Europa presso al 1000 dev' essere avvertito come l' epoca in cui l' Imperio indebolito eccitò tutti i popoli dependenti a difendersi da sè medesimi , e fece autorità a tutte le città e borgate , ed a tutti i signori di ergere rocche e ricinti. Colle nuove mura videsi allora rinascere il vero spirito di municipio cioè lo spirito di scambievol soccorso, di patriottismo locale, d' indipendenza e di confederazione. In quel modo che Anteo non poteva ricuperare la sua gagliardia se non col toccare la terra , così pure era duopo che gl'imperi cadessero a terra , che la società si riconducesse a' suoi primitivi elementi , e a quella unione e solidarietà d' interessi e d' affetti , che regna tra concittadini che si conoscono e s' amano , acciò venissero i popoli ricuperando le forze necessarie per fare testa alle straniere irruzioni. Poche conquiste avvennero da quel punto insino che stette in vigore la gran feudalità , cioè dall' undecimo al quindicesimo secolo. Poco stette però a riardere la gara fra la pluralità dei consigli e l' unità d' un capo. La lega lombarda abbattè la possanza e l' orgoglio del gran Federico Barbarossa ; la lega svizzera umiliò Casa d' Austria ; la lega anseatica pugnò felicemente e gloriosamente con tutti a vicenda i regnanti del Settentrione ; e quella degli Svevi raffrenò nell' alta Alemagna il ladroneccio , che gli imperatori avevano inutilmente tentato di reprimere.

Nel sedicesimo secolo , la gran contesa del dritto di disamina nelle materie religiose addusse gli uomini a stringersi più forte assieme per difendere l' individualità loro , a collegarsi per non essere soggiogati. L' unità dell' Imperio poggiava sopra l' unità della Chiesa. Gli aderenti di Carlo V e de' suoi successori hanno sempre tenuto per divisa : *Una fede, una legge, un re !* ma alla pruova l' individualità dei pensieri e de' sentimenti emerse più gagliarda e possente. La lega smalcaldica costrinse Carlo V a consentire per la prima volta la libertà di coscienza. Lasciossi veramente di lì a pochissimo tempo cogliere alla sprovvista , debellare e discioglierli ; ma ricomparve di repente più viva che mai ad Innsbruck , e sforzò Carlo V , già disposto alla renunzia del trono , a conchiuder la pace pubblica di Passavia.

Più ancora meravigliosa si è la resistenza della lega delle Province Unite contro Filippo II ; tanta era la disparità delle forze ,

si gravi e tremende le avversità, che, ove i rivoltosi dei Paesi Bassi fossero stati condotti da una sola volontà, questa sarebbesi piegata. Ma la fede data all'unione d'Utrecht non era il solo vincolo; il solo motore delle città confederate: ognuna di queste città ardeva del patriottismo suo proprio, ognuna piangeva a lagrime di sangue l'infelice destino dei suoi confederati, in veggendoli invasi dagli Spagnuoli e posti in balla delle furibonde passioni delle loro soldatesche; ma a queste lagrime si aggiungevano grida di vendetta. Invano Elisabetta andava esortando queste città a chiedere la pace all'appressarsi dell'invincibile Armada, invano Enrico IV era tratto ad abbandonarle coi patti della pace di Vervins; esse non vollero giammai piegare la testa, nè conferire giammai a chi le reggeva, la facoltà di venire a patti intorno alla propria loro libertà ed indipendenza.

In tutte le guerre civili suscitate in Francia per causa degli Ugonotti, ben si dovette riconoscere quanto riescano eroici gli sforzi di una lega contro una potestà unica. Non si lasciarono già gli Ugonotti atterrire allorquando, numeratisi, vennero a riconoscere che ben picciola parte erano della nazione. Senza possedere la città capitale, senz'aver arsenali, nè tesori, nè eserciti, gloriosamente sostennero sette guerre civili; perciocchè la lega loro era viva da per tutto; nè la morte d'un capo assassinato le toglieva la vita, nè le disfatte la privavano delle sue metropoli, nè le invasioni s'estendevano mai sino ai luoghi ove teneano il seggio i suoi Consigli. Sul finire di queste guerre, la fazione ugonotta s'indusse a stringersi attorno ad Enrico IV ed a pretendere le bandiere reali; fece essa allora trionfare il dogma della legittimità cui aveva preso a proteggere, ma cessò di esistere colla vittoria medesima. Più funesto a lei riusciva l'abbandono dello spirito di lega, che non venti sconfitte.

Nel secolo ultimo scorso l'America settentrionale scosse, mercè d'una confederazione, il giogo dell'imperio britannico, riuscendo tre milioni d'uomini vittoriosi di diciotto milioni. Tutte le guerre della Spagna contro l'imperio napoleonico, e quelle della Polonia contro l'imperio russo furono guerre di confederazioni contro di un'unica potestà; l'autorità vi si vedea disseminata, i consigli dirigenti trovavansi da per tutto ove occorreva far testa, la sovranità non era in verun luogo stabilita. Per via altresì di confederazioni, le colonie spagnuole si sottrassero al giogo della madre pa-

tria. Però in queste colonie lo spirito d'unità è tuttora alle prese con quello di località. Vollerò esse grandeggiare fin dalla culla, e in cambio di costituirsi appartatamente in ciascun porto di mare, in ciascuna città ov'eravi una popolazione agglomerata, vollero formare colossali repubbliche, estendentisi per tutti i territori attribuiti dianzi a ciascun governo, benchè in questi territori le città e le ville, disperse e lontane l'une dall'altre, non avessero comunanza veruna di spirito nè d'interessi. Eppure queste smisurate repubbliche, prive altronde d'omogeneità e di comune patriottismo, trionfarono della Spagna, come confederazioni, perciocchè una brama comune d'indipendenza le riuniva. Non poterono in seguito nè ordinarsi nè cansare le guerre civili, a cagione che la potestà centrale in ognuna si trovò in contrasto con tutte le singole parti, e che, intendendosi la mira a renderle forti e potenti in quel modo che altri vorrebbe render forte la Svizzera, cioè allargando le facoltà e gli attributi del governo, vennessi in quella vece ad infiacchirle e debilitarle, come s'infaccchierebbe la Svizzera, per via de' contrasti e delle resistenze che sorgerebbero in ogni parte. Per dirla in breve, le colonie spagnuole ruppero come confederazioni il giogo della Spagna, e come repubbliche unitarie, smisurate e mal coerenti, non possono liberarsi dalla guerra civile e dell'anarchia.

È strana cosa veramente che con tanti esempi sott'occhio, non si voglia riconoscere che il sistema di confederazione è quello appunto della resistenza, vale a dir l'unico col quale una nazione non ordinata possa sottrarsi dall'oppressione. Una gran nazione, quando ella è di già costituita o monarchicamente o a foggia di repubblica, quand'ella ha arsenali, eserciti, erario, credito, imposte puntualmente pagate, governo temuto da tutti ed ubbidito da tutti, ben può certamente non solo difendersi, ma riportare segnalate vittorie e avvantaggiarsene ottimamente. Ma, per lo contrario, una nazione che si trovi còlta alla sprovvista fra' trambusti di una rivoluzione, senza erario, senz' arsenali, senza eserciti, senza potestà legittimamente costituite ed universalmente riconosciute, è quasi certa di perire ove non rieda a quelle sue autorità che sono l'uniche dotate di vita, cioè all'autorità municipali, e non si avvantaggi, per la propria salvezza, del patriottismo locale.

Nulla possiamo dire intorno alla costituzione di queste confederazioni; il caso non meno forse che il bisogno le farà nascere, o

suggerirà i patti della loro associazione. Gli elementi sociali, gli elementi indistruttibili sono, come abbiám detto, le municipalità; sebbene da ciò non vogliamo trarre la conclusione che non esistano leghe fuorchè di città o di comuni. I locali interessi, le relazioni economiche, la comunanza delle leggi, della religione, del linguaggio e delle costumanze, ed anzitutto la forza delle antiche memorie e della gloria passata, ingenerano in una raunanza d'uomini o di popolazioni il sentimento di costituire un solo popolo. Grande può essere o piccolo questo popolo; esso può capir tutto in una vallea, come il popolo d' Uri, o in una città, come quello di Basilea; esso può occupare un ampio distretto come il popolo berneese, od una ducea, come gli Stati d'Italia, od un reame, come quelli di Spagna. Basta ch' egli abbia vita, unità, ordini politici, amore della propria indipendenza ed individualità, per essere atto a divenire membro di una confederazione. La civiltà tende mai sempre a riunire, cosicchè se una confederazione ora sorgesse, ella si comporrebbe certamente di Stati molto più potenti che non erano quelli che si allegavano nel medio evo. A ciò solo si deve porre mente, che non vi vuole simmetria, non rotondamento degli uni a spese degli altri, nulla insomma che tenda a raffazzonare gli Stati per l'uopo dell'unione medesima, anzichè ad accomodare agli Stati l'unione medesima. La contrada divisa in varii popoli che hanno scosso il giogo non deve essere ordinata se non a seconda d' una sola idea, che è quella dell' indipendenza. La nazione che abbisogna d' un generoso e magnanimo sforzo, invoca l' individualità ed il patriotismo dei popoli. Si guardi pertanto dal ledere questa individualità, dall' attiepidire questo fervore di patria, sostituendo in alcuna parte la volontà privata alla volontà di ciascun popolo. In tempi più felici e più quieti potrà poi ognuno di questi popoli, applicando a sè stesso i principli della scienza sociale, volger le cure ad equilibrare la propria costituzione, a meglio comporre insieme la preservazione di tutti gl' interessi coi diritti di tutti a ricongiungere il presente col passato e colle glorie maggiori di quello, a porre la patria in salvo dalle rivoluzioni sotto l' egida delle pubbliche virtù, della reverenza delle leggi, e delle costanti tradizioni d' ordine e di libertà.

FINE.

TAVOLA ANALITICA

DEL PRESENTE VOLUME



PREFAZIONE pag. 5.

Introduzione. — Definizione delle scienze sociali ; loro vari rami 9.

L'uomo nato pel consorzio ; la favella ne è l'istromento 10.

La costituzione è il complesso delle condizioni dell'esistenza del consorzio 11.

L'amore ed il timore motori delle costituzioni libera e servile 12.

Lo zelo dell'istituzioni libere intiepidito a causa del male esito 12.

Rovina delle antiche repubbliche : stato dell'Olanda e della Svizzera 13.

Titubanza ed incertezza in Inghilterra, in Francia, in Alemagna ed in Italia 13.

Stato infelice della Spagna e del Portogallo dopo gli ultimi ravvolgimenti 14.

Anarchia dell'America Spagnuola ; democrazia debaccante negli Stati Uniti 15.

Gli Stati servili gongolano di gioia pel fatti degli Stati liberi 16.

Ma i primi sono stati anch'essi modificati dalle opinioni libere 17.

Raffronto fra l'Austria, la Prussia e la Russia 18.

Gli errori degli Stati liberi fanno conoscere la necessità di nuovi e più intensi studi 19.

Tutte le teorie politiche che a'tempi nostri osano i partiti proclamare, sono fondate sul principio del bene di tutti 19.

Ognuno intende però diversamente il bene supremo delle nazioni 20.

Proclamando la supremazia della ragione, sappiamo noi pure non esser ella uniforme 20.

La verità è una soltanto per l'Ente unico che tutta quanta la vede 21.

Duplici è l'ufficio d'una buona costituzione: essa debbe produrre il bene di tutti e il perfezionamento di ognuno 22.

Novella divisa dei pretti realisti: tutto a pro del popolo, nulla per mezzo del popolo; sua falsità 23.

Eguale falsa si è la divisa dei democratici: tutto a pro del popolo e per mezzo del popolo 24.

Il legislatore non può dar la vita alle società, e deve temere di toglierla loro 24.

Egli è pure debitore di malleverie a tutte le parti della società in cui vi è vita 25.

Il legislatore debbe conservare ciò che esiste, e preparare ciò che dovrebbe esservi 26.

L'interesse monarchico in fatto, l'elemento monarchico in teoria da combinarsi assieme 27.

Così pure l'interesse e l'elemento aristocratici 27.

E parimenti l'interesse e l'elemento democratici 28.

L'interesse democratico può essere rinvivato quand'anche siavene soltanto la memoria 28.

Effetto della potestà democratica sul popolo stesso, come educazione 29.

Il popolo abusa della potestà assoluta quanto ogni altro sovrano 30.

Non può darsi costituzione libera, ove non sia mista 31.

Confini della potestà lasciata da ciascun cittadino alla società; la coscienza 31.

La costituzione deve procurare il concorso degli elementi della potestà e non l'equilibrio 32.

La menoma parte soltanto delle costituzioni può essere scritta nella carta costituzionale 33.

Scopo e divisione di quest'opera 33.

PARTE PRIMA

Dei dritti che il popolo può e dee conservare.

SAGGIO PRIMO. *Se la democrazia possa giustamente arrogarsi la sovranità; e del suffragio universale* 35.

Noi non possiamo osservare le società umane nei loro primordi 35.

A torto pertanto ci si suggerisce di riportarci a questi primordi 36.

Discrepanza d'opinioni crescente ad ogni progresso della società 37.

Duplici scopo della società; saviezza nella condotta di tutti; guarentimento di ciascuno 38.

Questo doppio scopo è sconosciuto da quelli che chieggono oggidì il suffragio universale 38.

Infinita varietà di cognizioni che richiede il governo 39.

La nazione comprende in sé stessa tutti quelli che hanno queste cogni-

zioni, e può a buon diritto giovare dell'intelligenza di ciascuno 40.
Ma queste cognizioni sono dote dei pochi, del pilota e non della ciurma 41.

Il suffragio universale esprime l'opinione della gran moltitudine, la quale è retrograda anche in una nazione progressiva 42.

Il suffragio universale fa sì che pronunzino quelli pure che sono privi di volontà propria 42.

Dà vinto il partito all'ignoranza ed all'indifferenza 43.

Assuefatti a vedere le potestà operare ostilmente contro l'opinione pubblica, noi ignoriamo come questa si formi 44.

Giudizi degli antichi intorno ai travimenti della democrazia 44.

Spirito retrogrado delle moltitudini in Spagna, in Portogallo, in Italia 45.

Come si possa coll'educazione riformare lo spirito del maggior numero 46.

Democrazia della Svizzera: spirito retrogrado delle democrazie silvestri 47.

I piccoli Cantoni conservano ostinatamente tutti gli abusi 48.

Democrazie borghigiane, tenere dei privilegi di bottega 49.

Democrazie nuove; tirannia di coloro che nulla sanno 50.

Il risultamento dell'eguaglianza dei beni, sarebbe solo l'eguaglianza dell'ignoranza 51.

L'educazione di tutti lascerebbe egualmente la preponderanza ai più provetti 51.

Vantaggi del governo rappresentativo; suo vero carattere 52.

Errore di quelli che, fondandolo sopra la democrazia, l'antepongono ad essa 52.

Vantaggi dell'elezione popolare allorchè tutto non ne dipende 53.

Dritto che ha ogni cittadino d'essere ben governato, e di godere della sua dignità d'uomo 54.

La minoranza può essere oppressa dalla maggioranza, e debb'essere garantita 54.

La volontà dei rappresentanti non è la stessa che quella dei rappresentati 55.

Le classi povere non sanno onde trarre rappresentanti atti a difenderle 56.

Inganno di chi crede rappresentarsi le opinioni del popolo da una assemblea costituente; il popolo non può aver tramandate idee che non ha 57.

La vera sovranità nazionale consiste nel maturare l'opinione pubblica, prima di costringerla a dichiararsi 58.

Brancolamenti dei Francesi; elezione dei rappresentanti per tre gradi 58.

Elezione diretta, che costringe a limitare il numero degli elettori 59.

Elezione inglese, fatta per titoli diversi e per opposti interessi 60.

L'attenuazione del censo dà al contado la preponderanza sopra le città 61.

Modo col quale otterrebbe in Francia la rappresentanza del contado, delle città e dell'intelligenza 62.

È duopo non porre le parti in contrasto, ma gl'interessi in discussione 63.

Il partito retrogrado promuove i suoi fini chiedendo il suffragio universale 64.

SACERO SECONDO. *Del popolo e delle potestà ch' esso deve esercitare* 66.

Sovranità nazionale; ogni potestà appartiene alla nazione 66.

Dicendo sovranità del popolo, si fa nascere un'altra idea falsa e pericolosa 67.

Oppressione e degradazione di chiunque non può difendersi 68.

Distinzione delle tre potestà; il popolo debbe aver parte di tutte e tre 69.

Dritto che hanno quelli pel cui lavoro vive la società, sopra i frutti di questo lavoro 70.

Però la fatica manuale rende l'uomo non atto ad esercitare la potestà 70.

Piccolo numero nella società proporzionalmente, di quelli che vivono delle loro entrate 71.

Numero e classi diverse delle persone esercenti mestieri manuali 72.

Partecipazione da riservarsi nella potestà a quelli che non debbono dirigerla 73.

Dilatate gradualmente le idee delle persone ch'esercitano lavori manuali 73.

Il Comune debb' essere il primo oggetto proposto alla loro affezione 74.

Vantaggi e sconvenienti della riunione della potestà in una gran capitale 74.

Il Comune è la grande scuola della scienza sociale e del patriottismo 75.

Il Comune entra a parte della potestà legislativa non meno che dell'esecutiva 76.

Importa a tutto il consorzio che ciascuno sia affezionato al Comune; ma insieme che questo sia ben regolato 77.

Nè questo può esserlo se il dritto di suffragio è uguale per tutti 77.

Pane e lavoro, prime idee dei poveri, primi regolamenti de' Comuni 78.

Quanto sia da operare a questo riguardo, dietro i suggerimenti dei Comuni medesimi 79.

La maggioranza deciderebbe male cosiffatte quistioni; corpi delle arti in Firenze 79.

Tutti concorrevano per tale guisa nel governo della cosa pubblica; se non che, vi era uguaglianza di trattamento non per gli uomini ma per gl'interessi 80.

In una nazione le decisioni dei Comuni non ponno essere definitive 81.

I Comuni non sono utili se non in quanto sentano il proprio pregio 82.

Dritto di giustizia esercitato da' Comuni nei secoli di mezzo 82.

Parte che il popolo ottiene della potestà giudiziaria per via dei giurì 83.

Bel carattere del giudice nelle curie inglesi 84.

Vi si osserva appena il giurì; fiducia di questo nel giudice 85.

Effetti del giurì in America, secondo Tocquevil 85.

Il giurì civile ha creato il credito del giudice 85.

In Francia l'istituzione del giurì non riesce a gran bene, per causa dei difetti della processura 86.

La piena pubblicità costituisce anch'essa una partecipazione del popolo nella potestà giudiziaria 88.

Il concorso del popolo nel mantenimento dell'ordine e della tranquillità pubblica per mezzo della guardia nazionale è mentosto un obbligo che un diritto popolare 88.

La guarenzia contro la popolare tirannide debbe essere nella militare subordinazione 89.

Concorso del popolo nella pubblica forza, in Isvizzera, in Inghilterra, in Francia 90.

Il popolo ha potuto esercitarsi in tal modo in tutti gli uffizi pubblici 91.

Questa educazione nobilita il popolo e gl'insegna il patriottismo 92.

Quanto è ai diritti che vengono delegati dal popolo, deesi farne giudizio dai loro effetti 92.

SAGGIO TERZO. Delle consultazioni e deliberazioni nazionali, e de' mezzi di render sovrana la ragione pubblica 53.

Quanto rilievi la potestà goduta dal popolo nei Comuni 53.

Importa però eziandio che la potestà centrale superi per cognizioni quella dei Comuni 94.

La ragione nazionale decide dopo aver lasciato maturare l'opinione pubblica 94.

L'opinione, maturata per mezzo della discussione spontanea, e per mezzo di quella ufficiale 95.

Vantaggi dell'una e dell'altra discussione 95.

È duopo che ogni interesse distinto possa manifestare ufficialmente il suo voto 96.

La libertà richiede continue transazioni fra' diversi interessi ed opinioni 97.

Rappresentanza delle località; che cosa debbasi fare perchè il deputato si imbeva dello spirito dei rappresentati 97.

Rappresentanza dei sentimenti religiosi; delle facoltà di scienze e lettere 98.

Rappresentanza degl'interessi industriali: può essa abbandonarsi al caso? 99.

Dignità d'un rappresentante diretto delle classi povere 100.

Persone celebri in tutta la nazione chiamate alla rappresentanza nazionale in luogo di quelle celebri in un piccolo distretto 100.

Ciò che rileva, si è mentosto il diritto di ciascuno di concorrere alle elezioni, che il diritto di tutti d'avere una rappresentanza nazionale illuminata 101.

Dei due uffici di un'assemblea, quello delle consulte è più rilevante, che non sia quello di decidere 102.

La luce dee sorgere dal conflitto delle opinioni contrarie; protezione dovuta alla minoranza 103.

Il cozzo delle passioni sperde la luce che eccita il conflitto delle opinioni 103.

È duopo raffrenar le passioni così nei dibattiti spontanei, come negli uffiziali 104.

Importa più per la libertà delle discussioni, che pel vantaggio di chi esercita la potestà, che sieno infrenate le passioni 105.

Urbanità dei dibattiti presso gli antichi; a' tempi nostri si eccita l' odio senza sentirlo 105.

Errore di chi crede far cosa utile alla libertà stampando cose irritanti 106.

Un'assemblea tumultuosa perde ogni concetto, ogni ascendente sopra la ragione pubblica 107.

Bellezza dell'ufficio dello *speaker* in Inghilterra; quanto giovi a far sì che tornino dignitosi e gravi i dibattiti 108.

Giudiziosissime regole che si osservano per la conservazione dell'ordine nella Camera de' Comuni d'Inghilterra 109.

Colà eziandio, lo *speaker* deve raddoppiare la sua severità ivi.

Difficoltà di stabilire l'ordine nelle nuove assemblee; il rispetto è cosa necessarissima per la libertà 110.

La violenza della stampa non è meno funesta che quella dei dibattiti parlamentarii.

È duopo raffrenare la stampa per salvarla; è duopo assoggettarla alle regole parlamentarie 112.

Ciò che non è permesso nei dibattiti inglesi, non dev'essere permesso ai giornali 113.

Modo d'instituire un tribunale d'onore sufficientemente imparziale per la stampa 113.

Tattica delle assemblee; elle non sono atte a compilar leggi 114.

Impedimenti posti al troppo frettoloso procedere delle assemblee; giova ad obbligarle a riflettere prima di volere 115.

Il popolo s'illumina lentamente e si persuade coi dibattiti dell'assemblea 116.

Perchè si facciano concorrere alla legislazione l'elemento aristocratico e l'elemento monarchico 118.

La sovranità non appartiene però ai tre elementi, ma bensì alla ragione nazionale 118.

PARTE SECONDA

Delle potestà indipendenti dal popolo.

Abbiamo esposto quali sieno le potestà che il popolo può ritenersi 119.

Potestà che il popolo non deve esercitare; Potestà del principe, potestà dell'aristocrazia 119.

SAGGIO QUARTO. *Del principis o della potestà esecutiva nelle monarchie* 120.

Grande allettamento che lo studio delle scienze sociali dà alla storia 120.

Speranza di perfezionamento della schiatta europea 121.

Vantaggi che gode questa schiatta nelle colonie americane 122.

Giova conservare in uno Stato vecchio cose che non giova punto stabilire in uno nuovo 123.

L'istituzione della potestà del principe è stata pochissimo studiata 124.

Eppure si è questa la potestà intorno alla quale abbiamo la più lunga e più svariata esperienza 125.

Ma anche nelle contrade libere questo subbietto è stato sottratto alla discussione 125.

Possanza che acquistano gli uomini col consorzio 126.

Questa possanza si accrescerebbe pur anco se gli uomini non avessero a diffidare del loro principe 126.

Ma il popolo non può giammai porre in altri una piena fiducia, nemmeno nella sua propria maggioranza 127.

Ei può ancor meno porre questa fiducia ne' suoi così detti rappresentanti 128.

La società confida la propria difesa al principe contro tutto ciò che le torna ostile 129.

E perciò non si debbe esso riguardare come un nemico da combattere continuamente 131.

Sistema di quelli che vorrebbero due cose: un'opposizione ossia un partito contrario permanentemente ai divisamenti dei ministri del principe, ed una potestà regia più forte di questa opposizione 133.

È egli da desiderarsi un principe sempre obbediente alla volontà nazionale? 134.

Il sistema d'equilibrio delle potestà dee lasciarsi in disparte nel corso di una rivoluzione 135.

Quando un qualche pericolo esterno minaccia lo Stato, l'opposizione accresce questo pericolo 136.

I popoli nei pericoli di guerra o di ravvolgimenti fanno ricorso alla monarchia 136.

Una rivoluzione crea una potestà tirannica, perciocchè la guerra è una tirannia 137.

Nei piccioli Stati il principe può stare nella dipendenza del popolo 137.

Nei grandi Stati, la libertà della stampa rapprossima anch'essa il principe al popolo 138.

Ma può darsi tirannia esercitata dal popolo sul principe, egualmente che tirannia esercitata da lui sopra de' cittadini 139.

Diffidenza che deve eccitare la pubblicità quando chi ne fa uso è spinto dalla brama di lucro 140.

Forme diverse date alla potestà esecutiva 142.

I re presso quasi tutti i popoli furono da principio elettivi, e non assoluti 142.

Avendo tentato di divenire ereditari, si fecero scacciare; origine delle repubbliche 143.

Gran numero di principati elettivi e sacerdotali nei secoli di mezzo 144.

Desiderio che hanno lasciato di sè questi strani governi nei loro suditi 144.

La città capitale d' un principe vescovo diventò quasi sempre una repubblica 145.

L' Europa difesa contro i Musulmani da tre monarchie elettive; Venezia, Ungheria e Polonia 146.

Anche l'Imperio era elettivo, ma i suoi elettori erano in parte ereditari 147. Monarchia elettiva ed ereditaria a confronto in Francia e in Alemagna 147. Vi furono rispettivamente, nel corso di cinque secoli, quarantatré anni di guerre per contrastata elezione, e sessantatré per contrastata successione 148.

E inoltre di ciò, trent' anni di demenza, e novantadue anni d' età minore dei re ereditari 149.

Tredici anni di guerre per contrastata elezione furonvi nello stesso spazio di tempo in Polonia, e dieci in Ungheria 149.

Ogni legge regia di successione debb' essere imprescrittibile 150.

Violazioni numerose di queste leggi, semi di civil guerra 151.

Il monarca ereditario non governa giammai di per sè stesso 152.

Il monarca eletto è sempre l' anima del suo governo 153.

Perciò è più terribile per la libertà ove cospiri contro di essa, che non sia l' ereditario 153.

La monarchia elettiva è spesso sull' orlo della sua ruina perchè appunto ha avuto buoni effetti 154.

Gran vantaggio che v' è nel conservare la costituzione principesca a cui un popolo è avvezzo 156.

È d' uopo opporsi ai tentativi di un presidente temporaneo che voglia farsi affermare nella carica per tutta la vita, e d' un regnante elettivo che voglia rendersi ereditario 156.

Come pure a quelli d' un re il quale dove la legge regia di successione non chiama al trono che i maschi, voglia tramandarlo alle figliuole 157.

Però ad alcuni popoli sono accette le successioni femmine 158.

Ma questi pure debbono almeno rigettare la successione testamentaria 158.

SAGGIO QUINTO. Del principe o della potestà esecutiva nelle repubbliche 160.

La più rilevante delle potestà sociali pel bene di tutti si è quella del principe 160.

Violenza del governo allorchè il popolo si è avvezzato alla riottosità 161.

Ordinamento sociale laddove il popolo si riserva la potestà esecutiva 162.

Nella più alta civiltà il principe d' Atene era il popolo stesso 163.

L' interessamento per la conservazione dello Stato non è vivo abbastanza nel popolo-re 164.

Ogni cittadino dà il suffragio nel senso del suo proprio interesse, e non di tutti 164.

Cagioni della somma versatilità del popolo-re nelle sue risoluzioni 165.

Adulatori che corrupero in Atene il popolo-re 165.

Gli antichi filosofi sono tutti contrari a questo sistema 166.

Altri vollero che l'uno tenesse come propri gli affari di tutti 167.

L'idea fondamentale del dispotismo era vera, benchè falso il sistema 167.

La filauzia del dispoto è una debolissima mallevèria della cura ch'egli avrà per lo Stato 168.

Le stesse democrazie hanno tentato di rattemperare l'azione del popolo con quella dei geronti o vecchi; senato 169.

Ma è stata sempre cosa molto difficile di mantenere l'indipendenza di questo senato; aristocrazia 170.

Origine affatto diversa dall'aristocrazia repubblicana e della nobiltà feudale 172.

L'aristocrazia repubblicana ha un carattere direttamente opposto a quello della democrazia 173.

L'amor della patria sublimasi nei senati delle repubbliche aristocratiche 174.

Ombrosità delle aristocrazie, loro parsimonia, loro prudenza 175.

L'aristocrazia elettiva corrompesti quando diventa ereditaria 176.

I senati aristocratici hanno più gran cura degl'interessi materiali che non di quelli morali 176.

Errore di quelli che rigettano l'elemento aristocratico negli Stati liberi 177.

Tutti e tre gli elementi debbono entrare in una buona costituzione 179.

Proclamando l'eguaglianza, rendesi impossibile la repubblica detto di Napoleone 179.

Vantaggi che traggonsi dall'introduzione dell'elemento monarchico nel governo 180.

Ricorso all'autorità dell'uno per la guerra e per la giustizia 180.

Però principalmente contro le usurpazioni della potestà monarchica è duopo difendere la libertà 181.

Come siasi limitata nelle repubbliche la potestà monarchica 181.

Fu spartita fra due magistrati eguali ed indipendenti: consoli 182.

Ne venne attribuita l'elezione al popolo 184.

Ed è questa una delle incumbenze che il popolo adempie meglio 184.

Si è circoscritta la durata dell'ufficio a seconda dell'estensione del territorio della repubblica 185.

In Francia si tentò pure di estirpare l'elemento monarchico; Direttorio 186.

Altro ripiego; elezione di un re a vita; un fondatore di stirpe regnante e un re elettivo 187.

Nelle monarchie ereditarie il re regna, ma non governa 188.

L'unità monarchica conservata in Inghilterra, non in Francia, dal ministro primario 188.

Un re elettivo regna e governa ancorchè sia fondatore d'una schiatta regale 189.

Circostanze per cui una nazione può determinarsi a creare un re ereditario 180.

La monarchia ereditaria rende necessaria un' opposizione costante 191.

Il massimo svantaggio del regno si è di corrompere l' aristocrazia 191.

Scopo finale del legislatore nella costituzione del governo 194.

SAGGIO SESTO. Dell' elemento aristocratico negli Stati liberi, o della potestà conservatrice 195.

Gli antichi pubblicisti commendavano l' aristocrazia , che i moderni rifiutano 195.

L' aristocrazia è una potestà annessa al lustro ; la sua forza è nello spirito di corpo 196.

Potenza di questo spirito, anche negli ordini inferiori della società 197.

Quattro diverse aristocrazie ; di nascita , di tratto d' ingegno e di ricchezza 197.

Potenza dell' aristocrazia di natali ; origine di quella di tratto 198.

L' aristocrazia d' ingegno non può diventare una potestà politica 199.

L' aristocrazia delle ricchezze si combina con tutte le altre 200.

La sua potenza si è accresciuta dopo che quella delle altre è andata in decadimento 200.

Nè le leggi , nè l' opinione possono annientare queste quattro sorta d' aristocrazia 202.

La democrazia assoggetta le persone illustri a quelle che nol sono 204.

Ogni potestà cade però sempre in mano di chi è distinto per qualche titolo ossia d' un' aristocrazia 205.

Il popolo non è sovrano di diritto se non in quanto sia unanime 206.

Una costituzione protegge la minoranza , che dalla sovranità del popolo viene sacrificata 206.

Questa teoria della sovranità del popolo distrugge ogni soggezione delle autorità locali dalle centrali 207.

È d' uopo che alcune potestà sociali derivino dall' aristocrazia e non dal popolo 209.

L' aristocrazia di natali, custode delle idee di durata e del punto d' onore 210.

L' aristocrazia di tratto , custode dei delicati riguardi nella vita pubblica 210.

L' aristocrazia d' ingegno non fa ordine da sé, e si divide tra il governo e l' opposizione 211.

L' aristocrazia di ricchezze, tranne quella che deriva dal traffico usurario sopra i crediti pubblici, si applica particolarmente a garantire la stabilità 212.

In qual modo ognuna delle aristocrazie siasi trovata alla sua volta nell' opposizione 213.

Difficoltà di creare la potestà in una repubblica ; discrepanza di voleri 214.

Scontentezza costante dei partiti ; il governo abbisogna di forza per resistere 215.
 Un fascio che non sia tenuto in sesto da antiche piegature, è sempre facile a slegarsi 216.
 In Svizzera, un governo unitario farebbe sorgere da ogni parte la guerra civile 217.
 Negli Stati liberi vi è una costante disposizione alla resistenza 218.
 Migliore accorgimento degli antichi nella costituzione delle loro repubbliche 218.
 Il senato, rappresentante immutabile dello spirito di conservazione 219.
 In qual modo il senato si giovasse dell'orgoglio di nobiltà, modificandolo 220.
 Come traesse pure partito dalle aristocrazie di tratto, d'ingegno e di ricchezze 221.

PARTIR TERZA

De' progressi dei popoli a verso la libertà.

SAGGIO SETTIMO. *Dei progressi gradualì a verso la libertà — Monarchie costituzionali* 222.

La fondazione della libertà è opera lenta; ma i suoi amici non debbono mai cader d'animo 222.
 Molto rimane a farsi a pro del popolo, ma un fermo e risoluto volere può tutto compiere 223.
 Motivo unico, a parer nostro, di attenersi alle monarchie; la loro esistenza 224.
 All'incontro, non conosciamo veruna gran repubblica da imitarsi 225.
 Novantanove sopra cento degli Europei sono retti da monarchi 225.
 Abbiezione e miseria insoffribile dei popoli sotto la monarchia dispotica nell'Oriente 226.
 I più assoluti fra' dispoti europei sono di gran lunga migliori degli Orientali 227.
 Tutta la schiatta europea progredisce a verso la libertà; perchè sembri ora sostare 228.
 Gli istessi popoli sono sgomentati dal male esito degli ultimi tentativi 229.
 Prima del 1830 i gran monarchi erano adescati a far pruova del reggimento costituzionale 229.
 E più ancora i piccoli principi; ma tutti si sono spauriti 231.
 È d'uopo avvezzarsi alla libertà perchè si possa portarne una gran dose 232.
 Gli Inglesi possono portarne più dei Francesi, e questi più degli altri popoli 232.
 Per ottenere franchigie senza rivolture, un popolo deve saper limitare i suoi desideri e le sue domande 234.

Prima domanda del popolo : stanvi autorità locali che abbiano dritto d'assumere informazioni sopra ogni oggetto 234.

Seconda domanda : il popolo entri a parte dell' amministrazione della giustizia, almeno per via della pubblicità della processura 235.

Terza domanda : entri a parte egualmente della forza pubblica per mezzo dell' istituzione della guardia nazionale 236.

Quarta domanda : possavi essere discussione pubblica con iscritti stampati, senza veruna previa revisione 237.

La vera discussione limitata alle opere gravi: influenza di Montesquieu e di Necker 238.

I libri non puonno nuocere a verun governo, ed a pochissimi gli opuscoli 238.

Ma poche nazioni sono in grado di soffrire la stampa quotidiana non sottoposta a revisione 239.

I valenti ingegni non si applicano ai giornali se non nei grandissimi Stati 240.

I popoli più provetti possono soli aver senza scapito assemblee popolari 240.

Maravigliosa libertà dell'assemblee del popolo in Inghilterra 241.

Se tanta ne godessero in Francia, la porrebbero a soqquadro; e così pure avverrebbe a maggior ragione nell' altre monarchie 242.

La Svizzera : le assemblee popolari meglio si convengono ai piccoli popoli che non i giornali 243.

Quinta domanda : abbia parte il popolo nelle discussioni politiche per mezzo de' suoi legali rappresentanti 244.

L'assemblee provinciali non bastano: esse non s' applicano alla politica estera 244.

Numero di deputati occorrente per una buona deliberazione e per la dignità d' un' assemblea 245.

Le assemblee sono ben presto ridotte serve se gli ordini primari ne sieno esclusi 245.

La libertà e guarentita dal dritto di discutere ogni cosa, e non da quello di votar le imposte 246.

Una discussione pubblica, anche senza voto, è un freno possente della potestà assoluta 247.

Per ottenere questa malleveria, è d'uopo rinunziare a quello che può intimorire i principi 248.

Importa che la nazione conosca i motivi dell' opinione della minoranza egualmente che quelli della maggioranza 248.

Ricapitolazione di quanto devono i regnanti assoluti concedere e i popoli chiedere 249.

Progressi ulteriori delle monarchie costituzionali; la Francia 250.

Progressi futuri dell' Inghilterra, senza cambiamento della sua costituzione 250.

Già da lungo tempo divien legge dello Stato in Inghilterra quel che si vuole dalla ragione nazionale 250.

Saggio Ottavo. Dei progressi a verso la libertà per via di rivoluzioni, e del loro esito — Governo federativo 252.

Certi amici della libertà, o, per meglio dire, della guerra vogliono suscitare da per tutto rivoluzioni 252.

Una rivoluzione trae sempre con seco il sacrificio del presente per un certo avvenire 253.

La rivoluzione, essendo uno stato di guerra, tende sempre a creare un governo forte 253.

Le rivoluzioni sono regie o democratiche; buon esito di alcune delle prime 253.

La rivoluzione regia è facile quando assecondata da un potere appieno ordinato 253.

È più facile ancora quando viene operata da un monarca assoluto di conserva col suo popolo 253.

Ma se un popolo ridona la corona al re di cui abbia sminuito la potestà, l'esperienza ci insegna che non può confidare gran fatto nei giuramenti di esso 256.

Se all'opposto dopo la rivoluzione crea un altro re, i difensori naturali del trono saranno nemici al novello regnante 258.

Gli operatori della rivoluzione diventeranno anch'essi nemici del re creato da loro 259.

Il re surto dalla rivoluzione è il più vigilante nemico delle rivoluzioni 260.

Per altra parte una rivoluzione democratica incontra presso le grandi nazioni grandissimi ostacoli e difficoltà 260.

La rivoluzione distrugge persino il contratto sociale che ha potuto avvincere la minoranza alla maggioranza 261.

Questo contratto è quello della rappresentanza non potrebbero essere accettati all'impensata 262.

La sanzione d'una nuova costituzione per parte di un convento nazionale cela una soperchieria 263.

E sarebbe inoltre notata sempre d'illegalità 264.

Dopo una rivoluzione non v'è più maggioranza, ma solamente varie minoranze opposte fra loro 264.

In paese non libero l'universale non conosca i grandi cittadini 265.

E meno ancora li conosce quando la nazione è divisa in vari Stati indipendenti 266.

La democrazia d'una metropoli può governare talvolta una gran nazione 267.

Nel potrà se l'imperio sia un'agglomerazione di Stati indipendenti 267.

Varietà delle volontà popolari che si manifesta in una Dieta svizzera 268.

I Cantoni non possono concordare intorno alla maggior parte delle quistioni che vengono proposte loro 268.

Parecchi Cantoni chieggono ora che la Dieta decida ogni quistione per maggioranza di voci 269.

Ma ogni decisione contraria alla volontà del popolo sarebbe cagione infausta di civil guerra 270.

Gli individui concultati si sottomettono i popoli, si rivoltano 270.

Un governo non ha possanza quando ogni ordine è seguito dalla resistenza 271.

Dopo una rivoluzione non v'è quasi altro scampo che il sistema federativo 272.

Celerità e saviezza con cui si formano in un frangente le autorità municipali 272.

Da esse devono aspettarsi grandi sforzi di patriotismo 273.

Le federazioni non sono conquistatrici, ma si difendono bene 273.

Le gran monarchie dell'Asia cadevano a terra per una battaglia perduta; la federazione greca, potente a far loro testa 274.

Roma non è mai stata in pericolo nelle sue guerre se non quando è venuto a contesa con federazioni 275.

L'unità romana è atterrata dalle federazioni barbariche 275.

Caddero parimenti quelli che vollero ricostruire l'unità romana 274.

La possa di resistenza rinasce verso l'anno mille con le autorità locali 275.

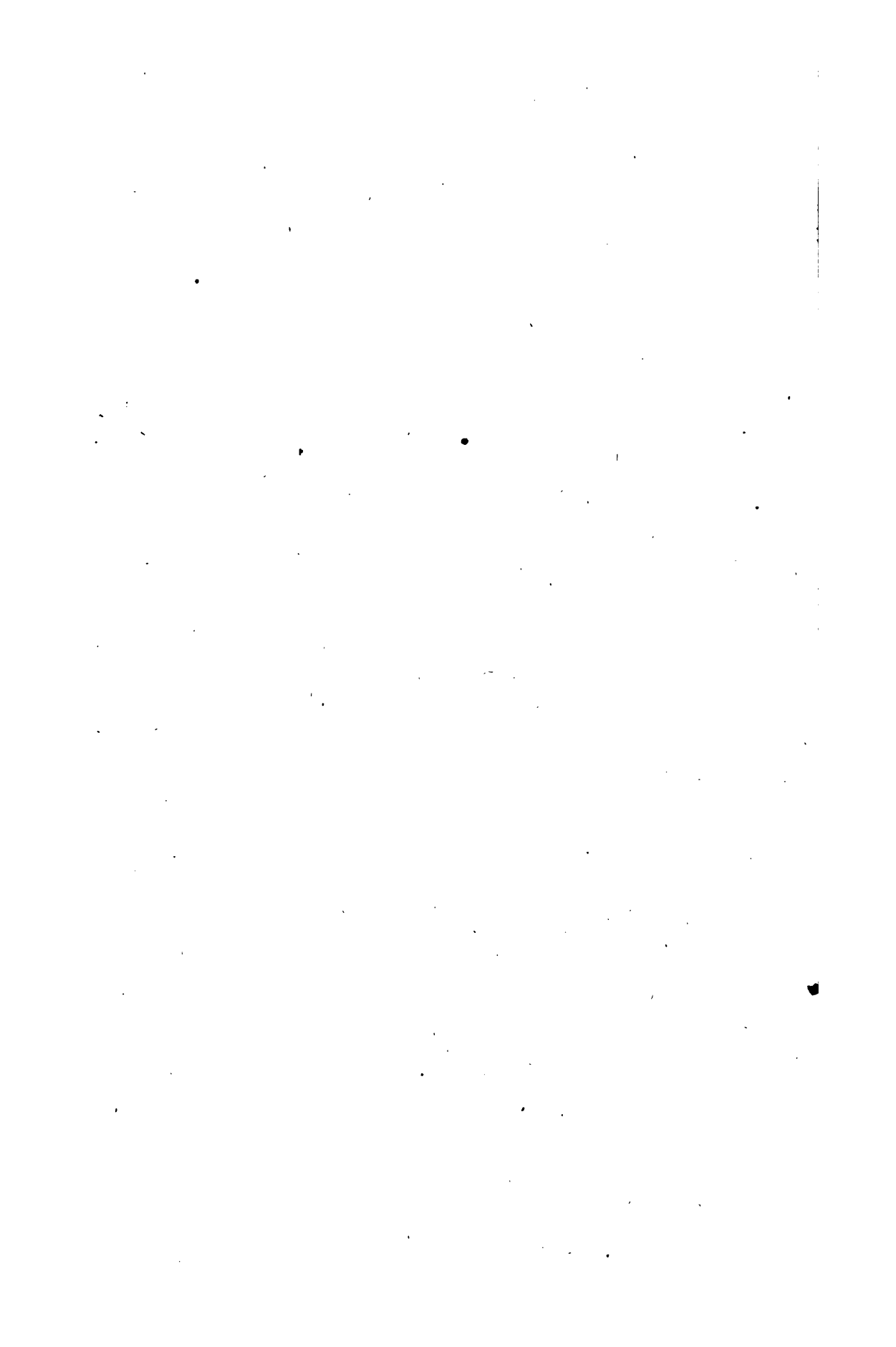
Resistenza delle leghe contro l'unità in tutto il corso dei secoli di mezzo 275.

Resistenza delle Province Unite e degli Ugonetti confederati di Francia 276.

Resistenza d'entrambe le Americhe; imprudenza di avere ridotta in certi luoghi tutta la potestà nelle colonie spagnuole 277.

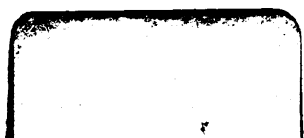
L'unione dev'essere fatta per popoli, e non i popoli per l'unione 278.

La federazione deve guardarsi dall'offenderne l'individualità, od inceppare il patriotismo 279.



Quest'opera trovasi vendibile presso il signor GIUSEPPE DORA strada di
Chioja n. 10 presso GABRIELE MAROTTI strada Toledo n. 48 e presso
il Negozio di libri di GASTANO NOBILE strada Toledo n. 166.

PREZZO DI QUESTO VOLUME GRANA 80.



Gov 529.11.5
Studi sulle costituzioni dei popoli
Widener Library 003623533



3 2044 080 038 854